

INSCRIPTION DU PASSÉ COLONIAL DANS LA LITTÉRATURE URBAINE  
CONTEMPORAINE

by

STÈVE PUIG

A dissertation submitted to the Graduate Faculty in French in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of French, The City University of New York

2012

@2012

STÈVE PUIG

All Rights Reserved

This manuscript has been read and accepted for the Graduate  
Faculty in French in satisfaction of the dissertation requirement for  
the degree of Doctor of Philosophy

\_\_\_\_\_  
Thomas C. Spear

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Chair of Examining Committee

\_\_\_\_\_  
Julia Przybos

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Executive Officer

\_\_\_\_\_  
Francesca Canadé Sautman

\_\_\_\_\_  
Maxime Blanchard

\_\_\_\_\_  
Supervisory Committee

THE CITY UNIVERSITY OF NEW YORK

Abstract

INSCRIPTION DU PASSÉ COLONIAL DANS LA LITTÉRATURE URBAINE  
CONTEMPORAINE

by

Stève Puig

Adviser: Professor Thomas C. Spear

This dissertation argues that urban literature—a genre that has developed after the 2005 riots in France—has helped redefine French identity for a new generation of French citizens living in the outskirts of Paris whose parents were born in the former colonies. This new genre of fiction deals with daily life in the French *banlieue*, but also tackles themes that are linked to France's colonial past in Sub-Saharan Africa, the Maghreb and the French Caribbean among others. It is precisely the transmission of this colonial past that contributes to a new configuration in French society. Chapter One deals with the history of the French suburbs, dwelling especially on the banlieue as a sociological space, which is often portrayed negatively in the media. Chapter Two shows the importance of *Beur* literature as a precursor of urban literature. Chapter Three considers the banlieue as an internal colony and argues that the development of postcolonial studies in France was triggered by the situation of descendants of colonial subjects living in the margins of the capital. Chapter Four deals with urban novels written by Franco-Maghrebi women. Asserting that women describe the banlieue in a more intimate way than their male counterparts, this chapter demonstrates the importance of events like October 17th 1961 and the necessity to rewrite French history. The last chapter delves into the question of blackness in urban literature and the place of minorities from Africa and the French Caribbean in contemporary French society.

## TABLE DES MATIÈRES :

Introduction.....	1
Chapitre I .....	14
<b>La banlieue, du lieu du ban au lieu du bannissement.</b>	
Chapitre II.....	43
<b>Littérature et banlieue : naissance d'une littérature urbaine</b>	
Chapitre III.....	89
<b>Littérature urbaine et postcolonialisme</b>	
Chapitre IV.....	136
<b>Vers une écriture urbaine au féminin ?</b>	
Chapitre V.....	180
<b>Banlieue Noire : littérature urbaine et question noire</b>	
Conclusion.....	225
Bibliographie.....	234

L'année 2005 restera dans les annales de l'histoire française comme un moment-clé en ce qui concerne les liens qu'entretient la France avec son passé colonial. De nombreux évènements contribuent en effet à faire de cette année une période charnière dans l'histoire nationale, tant au niveau politique que culturel. Un des exemples les plus marquants à cet égard demeure sans doute la loi du 23 février 2005, introduite par le député UMP du Nord Christian Vanneste et votée par le Parlement, « portant reconnaissance de la Nation en faveur des Français rapatriés » dont l'article 4 stipule que : « les programmes de recherche universitaire accordent à l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, la place qu'elle mérite. Les programmes scolaires reconnaissent en particulier *le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit » (je souligne).<sup>1</sup> Cette loi représente un faux pas majeur de la part du gouvernement français, car malgré l'intention louable de vouloir inscrire le passé colonial de la France dans les programmes scolaires et universitaires, elle laisse à penser que cet effort ne se fera que dans une ambiance révisionniste. Comment expliquer en effet l'expression « rôle positif » apposée au mot « colonisation » ?

Les réponses face à cette loi ne se font guère attendre et fusent de toutes parts, tant de la part de professeurs d'histoire que d'intellectuels s'intéressant à la question coloniale. On retiendra par exemple l'article de Claude Liauzu, professeur d'histoire à l'université Denis-Diderot (Paris-VII), coordinateur de l'ouvrage *Colonisation. Droit d'inventaire* (2004) dont l'article, paru dans *Le Monde* en avril 2005, revient sur le silence du gouvernement français face

---

<sup>1</sup> Ce texte de loi est disponible sur le site du gouvernement français : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000444898&dateTexte=>> consulté le 27 décembre 2009.

à son passé colonial, en établissant un lien clair avec la « crise des banlieues » de novembre 2005 :

Imagine-t-on un instant des classes où serait enseigné exclusivement le « *rôle positif* » de l'œuvre française ? Comment ne pas voir que ce serait priver de tout passé les descendants de colonisés et produire ces « sauvageons » des « quartiers difficiles » qui font si peur ? Comment ne pas comprendre que ce « communautarisme nationaliste » ne peut que susciter des contre-communautarismes ?

Un des avertissements les plus remarquables face à cette attitude de révisionnisme colonial demeure le manifeste des « Indigènes de la République », paru en janvier 2005, qui constitue le point de départ de ce que l'on peut qualifier de réplique postcoloniale.<sup>2</sup> Ce collectif, composé de militants de tous bords, du rappeur Hamé Bourokba, du groupe La Rumeur, au professeur de philosophie Pierre Tévanian, avait lancé un appel dix mois avant les émeutes de novembre 2005, dans lequel il faisait déjà le triste constat d'une France qu'ils jugent « néocoloniale », en affirmant que les populations issues des ex-colonies sont désormais exclues dans les banlieues de la métropole, établissant ainsi un parallèle crucial pour notre réflexion, entre une époque coloniale et une situation postcoloniale. Le texte, clairement militant et pour le moins accusateur, établit également un lien entre deux générations : celle des immigrés, majoritairement en provenance du Maghreb ou d'Afrique sub-saharienne qui sont arrivés en France de manière plus ou moins voulue, et celle des enfants d'immigrés, que l'on appelle parfois maladroitement immigrés de deuxième génération :

La France reste un État colonial ! En Nouvelle Calédonie, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Polynésie règnent répression et mépris du suffrage universel. Les enfants de ces colonies sont, en France, relégués au

---

<sup>2</sup> Nous verrons ultérieurement comment se définit le fait postcolonial en France depuis 2005.

statut d'immigrés, de Français de seconde zone sans l'intégralité des droits.<sup>3</sup>

L'appel à la résistance lancé par ce comité renforce donc le lien entre une situation coloniale qui pour les signataires semble perdurer dans les ex-colonies ou territoires d'Outremer, et le traitement des jeunes de banlieues, qui sont sous l'emprise d'un traitement similaire, ce qui nous mène à penser que l'enjeu postcolonial se joue sur deux fronts, extra et intra-muros. La question postcoloniale, telle qu'elle s'est développée dans le monde anglophone, est donc en train de se poser en France à cause du continuum entre le traitement des indigènes durant la période coloniale et celui des jeunes de banlieue qui se sentent relégués eux-aussi au statut de citoyens de seconde zone, continuum qui est maintenant ressenti par une grande partie de ce que l'on appelle désormais « les minorités visibles », dont les parents ont, de manière plus ou moins directe, connu cette période coloniale.

Le sentiment de révolte tel qu'il est exprimé par le comité des Indigènes de la République touche également le monde intellectuel et universitaire dans son ensemble puisque de nombreuses publications abordent le rapport délicat entre les idéaux de la République Française et les réalités sociales actuelles, en particulier ce qui concerne les questions d'immigration, de citoyenneté et de « francité », ce qu'être français veut dire. Le questionnement de l'identité française reste d'autant plus actuel pour les nouvelles générations nées sur le sol français de parents immigrés qui n'arrivent toujours pas à se faire une place dans la société et dans l'espace des représentations, qu'elles soient politiques ou médiatiques, bien qu'elles appartiennent de plein droit à cette société et qu'elles devraient par conséquent en bénéficier au même titre qu'une population française dite « de souche ».

---

<sup>3</sup> Appel des Indigènes de la République : <<http://www.indigenes-republique.org/spip.php?article1>>

Certains ouvrages accusent de manière plus ou moins directe le gouvernement de Jacques Chirac : l'ouvrage de Pierre Ténavian *La République du mépris* (2007) s'inscrit dans cette démarche, en décrivant la politique de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, comme une machine à créer des ennemis de la République, faisant des jeunes de banlieue des « racailles » à nettoyer et un danger pour la sécurité du pays. De même, l'ouvrage *La République mise à nu par son immigration* (2006) publié sous la direction de Nacira Guénif-Souilamas, analyse les différents discours circulant sur les jeunes de banlieue ; la plupart des contributeurs de cet ouvrage gardent à l'esprit que ces discours stigmatisant les populations issues de l'immigration sont utilisés à des fins politiques par des personnes qui prétendent défendre l'ordre républicain. Ces deux exemples (mais ils sont bien plus nombreux comme nous le verrons plus tard) traduisent donc un sentiment de méfiance de la part d'intellectuels envers une République qui semble s'effriter au fur et à mesure que ses idéaux (à moins que ce soit la façon dont ses idéaux sont interprétés) apparaissent comme incompatibles avec notre société moderne, ou postmoderne, en tous cas, définitivement postcoloniale.

Alors que se développent depuis de nombreuses années, en Angleterre et aux États-Unis notamment, ce que l'on nomme les « études postcoloniales », qui visent à donner la parole aux populations dites subalternes dans la littérature entre autres, la France reste en retard dans ce domaine, tant sur un plan politique que culturel. Ce vide est en train de se combler grâce aux travaux d'historiens comme Benjamin Stora, dont les ouvrages sur la guerre d'Algérie ont remis sur le devant de la scène politique et culturelle d'autres événements qui y sont liés tels que le massacre du 8 mai 1945 à Sétif ou celui du 17 octobre 1961 à Paris. D'autres historiens, tels que Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire, ont qualifié la société française contemporaine comme étant porteuse d'une culture postcoloniale dans des ouvrages abordant des

questions en rapport avec le colonialisme, ou l'esclavage, et les troubles qui agitent la France contemporaine. On assiste donc, depuis le début des années 2000, mais surtout depuis 2005, à une véritable prolifération d'ouvrages traitant de la question coloniale ou postcoloniale.

En outre, les traductions récentes en français d'ouvrages fondateurs tels que ceux de Gayatri Spivak ou d'Homi Bhaba, semblent trouver un écho en France chez des intellectuels qui tentent d'adapter certains concepts issus de cette théorie postcoloniale à un contexte français, puisque la France et le Royaume-Uni ont en commun un passé de pays colonisateur.

D'autres évènements ont également contribué à faire de 2005 un véritable tournant en matière de culture postcoloniale, mais ce sont surtout les émeutes urbaines de novembre qui ont suscité des commentaires tout autour du globe. Ces émeutes et la violence d'images médiatisées à outrance n'ont absolument rien de nouveau pour quiconque s'intéresse aux problèmes des banlieues : pourtant, l'ampleur de ces révoltes urbaines est sans précédent, forçant le gouvernement à prendre des mesures d'urgence (dont le couvre-feu) qui ont rappelé des mesures similaires, prises durant la guerre d'Algérie, établissant ainsi un lien direct entre le statut des Algériens de France durant la guerre d'Algérie et les jeunes de cités dans la France des années 2000. Dès le début des années 1980, les banlieues françaises se retrouvent au cœur des médias, et déjà, elles sont décrites comme des zones dangereuses, presque sauvages. Dans son ouvrage *Nés en banlieue*, Farid Aïchoune nous rappelle la récurrence de ces émeutes avec, à chaque fois, des raisons ou des circonstances similaires (bavures policières, haine de la police, mal-être identitaire) :

L'été 1981, des incidents éclatent entre jeunes maghrébins et policiers à la cité des Minguettes, à Vénissieux, dans la banlieue est de Lyon ; des voitures brûlent (...) Là aussi la haine du flic est la racine du mal à l'origine des rodéos. Cent quarante voitures –

d'abord des BMW – seront incendiées après avoir été volées dans le centre-ville de Lyon.

(45-46)

Les émeutes de Minguettes à Vénissieux sont alors perçues comme étant le point de départ d'une vague de révoltes urbaines dont les prémices furent pourtant annoncées depuis plusieurs mois auparavant, avec des évènements similaires, dans la banlieue parisienne et à Marseille (Aïchoune 47-48). Alain Bertho, professeur d'anthropologie et spécialiste des banlieues françaises, nous rappelle lui aussi dans l'ouvrage *Banlieue, lendemain de révolte* (2006), que les émeutes de 2005 ne constituent qu'un prolongement à d'autres crises similaires : « voici un quart de siècle, en effet, après les premières alarmes des Minguettes en 1981 ou de Vaulx-en-Velin en 1990, que tous les ingrédients de l'explosion s'accumulaient sans que rien de sérieux ne soit vraiment tenté pour arrêter l'engrenage » (30). Ces émeutes sont parfois décrites comme des actes non prémédités, ou comme une réponse immédiate à des violences policières impunies. Pourtant certains sociologues insistent sur leur caractère politique, ou tout du moins protopolitique, tel Gérard Mauger dans son ouvrage *L'émeute de novembre 2005: une révolte protopolitique* (2006).

Les émeutes de 2005 seraient donc, comme le constatent bon nombre d'historiens, de journalistes ou de sociologues, ni plus ni moins qu'une continuation des révoltes urbaines qui agitent la France depuis les années 1980. Les raisons de ces émeutes semblent être plus ou moins les mêmes (chômage croissant, discrimination raciale, délits de faciès de la part de la police omniprésente, etc), mais le sentiment d'urgence semble plus présent dans les années 2000 qu'il ne l'était dans les années 1980 ou 1990, en partie à cause des crises financières successives et des mouvements globaux menant à la fin d'un monde industriel tel que l'expliquent Toni Negri et Michael Hardt dans leur ouvrage *Empire* (2000) .

Notons d'emblée que les banlieues françaises, zones périphériques, parfois décrites comme des zones de non-droit dans les médias, ont été l'objet de bien des inquiétudes à travers les siècles et ce depuis plusieurs siècles. Plusieurs sociologues et historiens (dont Louis Chevalier) ont montré la façon dont étaient perçus les alentours de Paris, animés par de dangereux criminels, dans la « zone », puis les « faubourgs » au dix-neuvième siècle, jusqu'aux dangereuses banlieues rouges atteintes par des maladies imaginaires (la Sarcellite), pour finir par les quartiers dits « sensibles » dont les représentations coïncident souvent avec l'image préconçue d'une banlieue violente. Une généalogie est donc à établir entre la banlieue du dix-neuvième siècle et la banlieue contemporaine. D'un point de vue culturel, ce sentiment de malaise se retrouve bien évidemment dans le rap, véhicule incontesté de la révolte urbaine depuis les années 80, mais d'autres médias contribuent désormais à faire entendre ces voix contestataires provenant de banlieue, notamment des blogs.<sup>4</sup>

En outre, on a pu constater depuis 2006 l'émergence d'une littérature « de banlieue », ou littérature dite « urbaine », qui tente d'accomplir au moins deux choses : donner une voix à de nombreux écrivains issus de la banlieue, et traduire ainsi une certaine réalité d'une population qui n'apparaît guère dans le paysage littéraire (la littérature n'étant pas pour l'instant un mode d'expression privilégié pour les jeunes de banlieue) et, deuxièmement, constituer une autre réplique postcoloniale, sorte de pendant littéraire aux ouvrages mentionnés ci-dessus. En effet, la plupart de ces romans urbains abordent, de près ou de loin, le passé colonial de la France, et exposent, parfois de manière assez brutale certains faits historiques passés sous silence en relation avec des anciennes colonies françaises, ou actuels territoires d'outre-mer.

Cette littérature urbaine, encore appelée « littérature de banlieue », reste difficile à définir pour plusieurs raisons : d'abord, le fait que l'appellation est très récente, et que le corpus grandit

---

<sup>4</sup> On peut citer comme exemple le Bondyblog : <<http://yahoo.bondyblog.fr/>>

sans cesse ; d'autre part, parce que le terme renvoie à l'urbain, à la ville donc, alors que les thématiques majeures de cette littérature sont liées non pas à la vie parisienne intra-muros mais à sa banlieue, ou aux rapports de la banlieue avec la capitale. Certains journalistes ont d'ailleurs vite parlé de littérature « de banlieue », mais cette appellation demeure problématique à plusieurs niveaux : d'abord, le nom lui-même évoque un espace déjà fortement stigmatisé et connoté de manière négative (le terme de littérature « banlieusarde » ne serait pas forcément plus heureux d'ailleurs). En outre, se pose le problème, comme pour tout label de ce type, de savoir si c'est la provenance de l'auteur (qui devra alors être issu de cités pour s'assurer un minimum de crédibilité) ou la thématique du livre qui ferait du roman un roman dit « de banlieue ». Associer cette littérature émergente à un espace défini pourrait donc être problématique pour diverses raisons. L'appellation « littérature urbaine » a l'avantage d'être moins connotée et, surtout, de ne pas évoquer instantanément des images que les médias diffusent depuis les premières émeutes (images de violence gratuite, de voitures brûlées, etc.), images parfois faussées d'ailleurs. Le concept de « littérature urbaine » au sens large du terme –à savoir une littérature de la ville— peut bien entendu s'élargir à des œuvres publiées avant les émeutes de 2005 et inclure des « classiques » de la littérature française ; Baudelaire pourrait alors être considéré comme un des premiers poètes urbains modernes. Toutefois, si l'on considère que l'un des traits majeurs de cette littérature serait d'évoquer le quotidien des banlieusards au moment même où les banlieues deviennent le centre d'attention des médias, se constituant ainsi comme une sorte de réponse littéraire aux événements de novembre 2005, alors la définition de « littérature urbaine » serait plus limitée chronologiquement, et ne renverrait qu'à des romans publiés après 2005. Le mot « urbain » semble s'imposer peu à peu comme euphémisme remplaçant tantôt l'expression « de banlieue » ou dissimulant peut être la question de la « race », qui reste encore tabou en France.

Notons d'ailleurs qu'en France, ces émeutes ont d'abord été présentées comme des « incidents » ou des « violences urbaines » alors que la presse étrangère a immédiatement évoqué les problèmes liés à la question raciale pour expliquer ces émeutes.<sup>5</sup> Toujours est-il qu'il réapparaît dans les médias au moment même des émeutes que l'on qualifie alors d'émeutes « urbaines » ; il n'est donc pas surprenant que cette littérature urbaine soit une réponse directe aux événements qui agitent la France fin 2005. Il y a fort à parier que les émeutes ont joué un rôle non négligeable dans la parution de ces romans urbains, les maisons d'édition s'étant rendu compte de la prééminence des banlieues dans les médias. Certains romans sont d'ailleurs vendus comme des témoignages « authentiques » servant à rendre compte d'une réalité surmédiatisée : ainsi sur la couverture du roman de Mohamed Razane *Dit Violent* peut-on lire l'inscription « des mots sous l'émeute ». Le lien avec les soulèvements de novembre 2005 est donc clairement établi par Gallimard qui donne au livre une valeur explicative quant au sens de ces soulèvements urbains. D'autres romans urbains sont présentés comme une manière pour le lecteur de mieux comprendre le sentiment de révolte qui habite les jeunes de banlieue en n'hésitant pas à tomber dans le sensationnalisme ; ainsi le roman *Dembo Story* est-il vendu avec l'inscription suivante : « la cité, c'est comme partout (en pire) ». Il est difficile de ne pas voir l'aspect commercial de cette démarche et la volonté explicite d'attiser la curiosité du lecteur. D'autant plus que le titre lui-même fait référence à une des émissions de télé-réalité les plus célèbres et les plus voyeuristes des années 2000 : *Loft Story*, sorte de *Big Brother* à la française, où les jeunes candidats sont enfermés dans une villa montée de toute pièces et exhibés devant un public voyeur qui chaque jour se réunit par millions pour observer les moindres faits et gestes des participants. D'une certaine manière, on pourrait envisager le fait que ces romans soient une version littéraire des ouvrages sociologiques ou universitaires sortis quelques mois (voire quelques semaines) après

---

<sup>5</sup> ABC News du 4 novembre 2005 : <<http://abcnews.go.com/International/story?id=1280843>>

les émeutes ayant à peu près le même but : expliquer la vie des jeunes de banlieue au grand public.

Le parallèle entre ces ouvrages et la littérature urbaine s'avère donc être révélateur d'un besoin de comprendre et de vendre la réalité des banlieues. Certains auteurs ont par ailleurs bien compris qu'il s'agissait d'une aubaine pour le monde de l'édition ; ce qu'avait saisi Rachid Djaïdani quelques années auparavant lorsqu'il écrivait en 1999, dans son roman *Boumkœur* :

Si ma vie personnelle et familiale avait pu intéresser ne serait-ce qu'une personne, je l'aurais su. Le sujet c'est mon quartier. Faut en profiter, en ce moment c'est à la mode, la banlieue, les jeunes délinquants, le rap et tous les faits divers qui font les gros titres des journaux. (13)

Quels seraient les attributs de cette littérature urbaine ? Quels sont les thèmes communs à ces romans qui semblent tous vouloir affirmer une identité née « dans le bitume » ? Il est clair que les années 1980 ont vu naître le mouvement « beur » avec la fameuse Marche des Beurs en 1983, avec une littérature « beur » (comprenant des figures de proue comme Azouz Begag) qui a été définie par des critiques comme Alec Hargreaves, Charles Bonn ou Michel Laronde comme une littérature exprimant un entre-deux plus ou moins inconfortable s'expliquant par l'écart entre la culture des parents, nés au Maghreb, et celle des enfants nés en France. Or, dans le cas des écrivains « urbains », cet écart est bien souvent plus réduit dans la mesure où c'est maintenant une deuxième voire une troisième génération d'enfant d'immigrés qui naissent sur le sol français, et que le pays dit « d'origine » apparaît de plus en plus éloigné pour ces nouvelles générations dont les racines sont véritablement ancrées en France.

Un des aspects de cette littérature les plus saillants est l'inscription d'un passé colonial au sein même de ces romans urbains, établissant ainsi un pont entre une époque coloniale et ce que

Blanchard, Bancel et Lemaire décrivent comme une époque postcoloniale reflétant un passé colonial non assumé, et qui porterait en elle un ensemble de représentations héritées de la colonisation.

Tout se passe en fait donc comme si l'on était passé d'une situation coloniale, dont les tenants et les aboutissants se développaient en Afrique subsaharienne, dans la Caraïbe ou dans le Maghreb, à une situation postcoloniale où les nouveaux « indigènes » se trouvent au sein même de l'ancien pays colonisateur, même si cette population reste excentrée, mise à l'écart, de manière géographique et symbolique. Cette continuité entre anciennes colonies et banlieue est par ailleurs explicitée par l'attribution des numéros de certains départements et le passé que ces numéros véhiculent puisque bon nombre des départements appartenant à la « banlieue » (en tant qu'espace social, et non géographique) ont le même numéro que les départements français d'Algérie avant 1962 : en effet, avant l'indépendance, les numéros 91, 92, et 93 étaient respectivement attribués à Alger, Oran et le Constantinois, alors qu'au lendemain de la guerre d'Algérie, ils sont attachés à l'Essonne, les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis.

Dans leur livre *The Empire Writes Back*, paru en 1989, Bill Ashcroft, Gareth Griffin et Helen Tiffin expliquent comment la littérature postcoloniale reste un moyen de remettre en cause l'hégémonie des pays colonisateurs. Il semblerait qu'à la différence des écrivains postcoloniaux tels que par exemple certains écrivains liés au mouvement de la négritude (Aimé Césaire, Léopold Sedar Senghor ou Léon-Gontran Damas) qui montrent du doigt certains problèmes liés à la France d'un point de vue extérieur (les anciennes colonies), la littérature urbaine propose une littérature contestataire venant de France même. Tyler Stovall ne se trompe pas vraiment lorsqu'il affirme que la banlieue peut être vue comme une colonie interne.<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> Voir la discussion entre Wacquant et Stovall : [http://webcast.berkeley.edu:8080/ramgen/events/igs/french\\_riots.rm](http://webcast.berkeley.edu:8080/ramgen/events/igs/french_riots.rm)

Pour toutes ces raisons qui, d'une manière ou d'une autre, établissent un rapport direct entre passé colonial et histoire de la banlieue, il est nécessaire de voir dans quelle mesure cette littérature urbaine renferme une dimension politique non négligeable, puisqu'elle réussit à faire ce que la plupart des manuels d'histoire ne font pas : confronter la France à son passé colonial.

Le corpus de base de cette thèse consiste en grande partie de romans publiés après 2005, dans la mesure où c'est à partir de cette date que l'on parle véritablement de littérature urbaine, et que les émeutes de 2005 sont en grande partie responsable de la masse de publications de romans urbains. La majorité des auteurs étudiés fait partie, de près ou de loin, du collectif *Qui fait la France ?* dont les membres sont d'origines diverses : Mohammed Razane, porte-parole du collectif, né au Maroc, publie *Dit violent* en 2006 chez Gallimard. Karim Amellal, né en 1978 à Paris d'origine algérienne, est l'auteur d'un roman chez Stock : *Cités à comparaître*, sorti en 2006. Thomté Ryam, né en 1979, est d'origine tchadienne et l'auteur de *Banlieue noire* en 2005 et d'*En attendant que le bus explose* (2009). Jean-Eric Boulin, français né à Marseille, a publié chez Stock en 2006 *Supplément au roman national* dans lequel il propose de mettre face à face le destin d'un jeune de banlieue à celui d'un homme politique célèbre et *La question blanche* (2009). Faïza Guène, d'origine algérienne, née en 1985, connaît le succès avec trois romans : *Kiffe kiffe demain* (2004) et *Du rêve pour les oufs* (2006) et *Les gens du Balto* (2008). Elle réalise un documentaire sur les événements du 17 octobre 1961. Mabrouck Rachedi est né en 1976 à Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne. En 2006, il fait paraître *Le poids d'une âme* et *Éloge du miséreux* en 2007, ainsi qu'une réécriture du Petit Nicolas, intitulée *Le Petit Malik* (2008) qui semble « postcolonialiser » la culture française (au sens où l'entend Michel Laronde). Certains auteurs urbains ne font pas partie de ce collectif, mais leurs écrits s'approchent par leur thématique des idées de *Qui fait la France ?* telles qu'elles sont exposées dans le manifeste qui

précède les nouvelles du recueil *Chroniques d'une Société annoncée*. Ainsi inclura-t-on les romans de Rachid Djaïdani, ou encore certains romans publiés aux éditions Sarbacane, parus dans la collection *Exprim'*, ainsi que des diatribes urbaines faisant face au discours gouvernemental, telles que celle de Nadir Dendoune, *Lettre ouverte à un fils d'immigré* (2007) ou celle d'Adel Fernane *Celui qui écrit une lettre au président* (2007) qui constituent elles-aussi de véritables répliques postcoloniales au discours officiel.

## **I. La banlieue, du lieu du ban au lieu du bannissement.**

### **A) La banlieue : une définition.**

Avant de revenir sur le rapport entre banlieue et littérature, il faut s'attarder sur le mot « banlieue », qui reste difficile à définir, non seulement parce que le sens du mot a considérablement changé à travers les siècles, mais également parce que depuis le début des années 1980, les médias donnent au terme une connotation toute particulière, nous poussant à considérer la banlieue comme un espace sociologique plus qu'un espace physique. En effet, bien que des villes comme Neuilly, Auteuil ou Passy fassent partie, au sens géographique du terme, de la banlieue parisienne, ces villes ne font pas partie de la « banlieue » au sens où l'entendent les médias français, et il ne viendrait pas à l'esprit d'un habitant de ces villes de dire qu'il habite la banlieue parisienne, même tel est le cas, d'un point de vue strictement géographique. La banlieue telle qu'on l'aborde aujourd'hui est issue de nombreux changements ayant trait aussi bien au développement des transports (RER, trains de banlieue) qu'à certaines décisions d'urbanistes, ce qui fait d'elle un sujet de discussion non seulement pour les sociologues, mais également pour les politiques qui, avec les conseils d'urbanistes, donnent aux banlieues parisiennes un nouveau visage, les transformant tantôt en ville-nouvelle (comme c'est le cas avec Cergy), tantôt en terrains vagues ou en zones industrielles. Cette variété d'approches de la banlieue ainsi que la multiplicité des aspects qu'elle revêt font d'elle un espace aux frontières floues et multiples, où viennent s'installer des populations diverses qui bien souvent, faute de n'avoir pas pu trouver un logement dans la capitale, ont été reléguées dans ses franges. Pourtant, la banlieue est au départ un choix logique pour une population issue des classes moyennes ou, plus tard, pour des immigrés pour qui l'accès aux HLM signifie mettre fin à des conditions de vie déplorable dans des bidonvilles. Cette multiplicité des visages de la banlieue poussent certains spécialistes à parler non pas de la banlieue comme entité homogène, mais plutôt « des

banlieues », au pluriel. Thierry Pacquot, dans son ouvrage *Banlieues une anthologie*, insiste sur l'étendue des banlieues en France, affirmant qu'elles abriteraient près de vingt millions de Français et que la pluralité des paysages banlieusards nécessite un usage pluriel du terme :

La banlieue ne se résume pas à quelques quartiers dits « en difficultés » ou « sensibles ».

Il y a près de vingt millions de banlieusards en France en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, et la plupart d'entre eux sont plutôt satisfait de leurs conditions de résidence, c'est dire si ce mot doit toujours être mis au pluriel. (2)

Le terme « banlieue » apparaît dès le douzième siècle selon Pacquot (7) et renvoie alors à un espace d'une lieue environ aux marges de la ville où s'exerce la juridiction de cette dernière. En effet, les habitants de la banlieue doivent payer les banalités à leur seigneur, ce qui établit un rapport à la fois de soumission mais également de protection, puisque les seigneurs sont censés protéger les habitants de leur banlieue. D'une certaine manière, l'on peut affirmer que la banlieue est à l'époque un endroit intégré à la capitale, mais en aucun cas il n'est le lieu du bannissement, car les bannis au Moyen-âge sont justement ceux qui sont relégués au-delà de la banlieue. Dès le Moyen-âge, la relation de pouvoir entre Paris et sa banlieue est présente et demeure de nos jours une réalité incontestable et perdure, sous plusieurs formes, jusqu'à aujourd'hui. Il faut noter que le terme a surtout une connotation juridique à cette époque et que cette acceptation a périclité au fur et à mesure que le terme est devenu l'objet d'étude de géographes, de sociologues, et autres, ce qui résonner le mot de manière différente selon le contexte. De plus, il ne faut pas négliger l'aspect culturel du terme puisqu'il existe de nos jours une véritable culture « de banlieue » qui s'exporte sous différentes formes (le rap, le graffiti, la mode, etc). Bien entendu, les discours sur la banlieue que l'on retrouve dans la littérature et les films jouent un rôle primordial dans la perception de cet espace, et dans la manière dont il est présenté dans les médias.

Le dictionnaire Universel du XIXe siècle de Pierre Larousse en donne la définition suivante:

« Banlieue (ban- lieu- rad. ban et lieue ressort du ban seigneurial). Territoire qui entoure une grande ville et qui en dépend. – Féod. : Etendue d'un pays soumise à la juridiction d'une ville ou d'un seigneur, et dans laquelle le juge de la ville ou du seigneur avait le droit de faire les bans ou proclamations reconnues par les chartes ou la coutume. La banlieue était ainsi appelée parce qu'elle comprenait ordinairement le terrain qui entourait le chef-lieu de la juridiction jusqu'à une lieue environ de distance (...) la banlieue du monastère (...) du château. La banlieue de Paris avait plus de deux lieues aux environs. Les principales banlieues de Paris étaient Montmartre, Belleville, Charonne, Bercy, Montparnasse, Grenelle, Neuilly et Batignolles.

Ces deux citations, tirées du Pierre Larousse de 1867 et mises en avant par Jeannine Guidarchet dans l'ouvrage *La banlieue en fête* (1956), citent Montmartre comme appartenant à la banlieue de Paris, ce qui peut aujourd'hui nous surprendre ; pourtant, jusqu'en 1860, date de l'abolition des forts qui entourent Paris, la ville ne comprend ni Montmartre, ni d'autres faubourgs. De taille variable d'une ville à l'autre, la banlieue était souvent envisagée comme un endroit où la bourgeoisie parisienne pouvait jouir des bienfaits d'une proche campagne. C'est cette banlieue que l'on retrouve parfois dans la littérature du dix-neuvième siècle, comme par exemple chez Émile Zola dans *La confession de Claude* (1865):

Les fossés des fortifications sont de petits déserts où je me suis souvent oublié.

L'horizon étroit, l'ombre, le silence, que rendent plus sensible le sourd murmure de la grande ville et des clairons des casernes voisines, en font un lieu cher aux gamins, aux petits et aux grands enfants. On est là, dans un trou, aux portes de la cité, la sentant haleter et tressaillir, mais ne l'apercevant plus. Pendant une demi-heure, Laurence et moi,

nous nous sommes contentés de ce ravin qui nous faisait oublier les maisons et les sentiers frayés ; nous étions à mille lieues de Paris, loin de toute habitation, ne voyant que des pierres, de l'herbe, du ciel. Puis, étouffant déjà, avides de la plaine, nous avons monté le talus en courant. La large campagne s'est étendue devant nous. (79)

Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire avant la période d'industrialisation massive de la périphérie de Paris, le mot « banlieue » évoque surtout un espace rural, une sorte de campagne proche de la capitale. Annie Fourcaut, une des grandes spécialistes de la banlieue, affirme dans son ouvrage *La banlieue en morceaux: la crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres* (2000), que : « pour les Parisiens, de l'Empire à la fin de la Troisième République, la campagne commence aux portes de Paris sur les fortifications» (45). Cet aspect reposant renvoie aux peintres impressionnistes qui se rendaient au dix-neuvième siècle aux alentours de Paris pour y trouver l'inspiration, mais il s'agit surtout ici de la banlieue Est et Sud de la capitale : on pense alors à l'école de Barbizon de la fin du dix-neuvième que rendent célèbres des peintres tels que Théodore Rousseau ou Charles-François Daubigny, et qui doit son nom au village de Barbizon, situé en Seine-et-Marne, comme le rappelle André Parinaud dans son ouvrage *Barbizon: les origines de l'impressionnisme* (1994). Ces peintres allaient notamment dans la forêt de Fontainebleau pour peindre en plein air, loin de la ville. Dans les années 1860, Zola explore d'ailleurs les alentours de Paris et longe la Seine, parfois en compagnie de Cézanne, pour finalement acheter une maison à Médan, faisant ainsi de nombreux aller-retour entre Paris et sa nouvelle ville de résidence. À l'époque, le mot « banlieue » évoque donc des espaces associés à la campagne. L'historien Alain Faure confirme que l'aspect rural de la banlieue prévaut à l'époque :

Jusque vers 1850, au moins, qui dit banlieue, à Paris, pense d'abord campagne.

C'est le mot rural qui est le plus communément associé au mot banlieue. On parle des « communes rurales » autour de Paris, des deux « arrondissements ruraux du département de la Seine », en mettant derrière ce mot un mélange de paysans, de boutiquiers et de petits rentiers. La banlieue évoque alors irrésistiblement l'idée de plaisir, celui d'une promenade au bon air ou même d'une sortie au spectacle dans un lieu agreste. (12)

La banlieue diffère alors du faubourg dans le sens où elle est perçue comme un endroit tranquille, bucolique, alors que le faubourg devient le lieu de tous les vices. Au dix-neuvième siècle, le mot faubourg semble nettement plus usité que le mot banlieue, comme le montre Faure dans un ouvrage collectif dirigé par Jean-Charles Depaule intitulé *Les mots de la stigmatisation urbaine* (2006), notamment sur l'évolution des deux termes à travers les siècles. Le mot faubourg, venant de l'ancien français « fors-borc », n'est pas un « faux » bourg comme on pourrait le penser, mais en fait un bourg « hors de l'enceinte », qui désigne la banlieue immédiate de Paris, et plus particulièrement des zones d'activités commerciales qui peuvent mener à l'annexion du faubourg par la ville, ou bien à la création d'une autre ville adjacente. Ces zones se trouvent donc juste à l'extérieur de la ville, bien souvent près des portes de la capitale ou juste au-delà d'un pont par exemple. Dans le cas de Paris, certains faubourgs ont été annexés, tel le faubourg Saint-Denis, dont il ne reste comme trace que la rue qui porte son nom (rue du Faubourg Saint-Denis). Il semblerait également que le mot faubourg soit plus présent dans la littérature que le mot banlieue, peut-être à cause de sa consonance plus littéraire justement. Selon Alain Faure, l'usage du mot faubourg remonte au douzième siècle et renvoie à un espace situé hors des fortifications :

Le mot « faubourg », attesté dès le XIIe siècle, a longtemps servi à qualifier le ou les territoires qui se développaient aux portes des villes. Un faubourg, c'est la zone habitée qui se trouve « fors le bourg », c'est-à-dire hors, à l'extérieur, de la ville ancienne,

souvent ville fortifiée. La graphie « fauxbourg », courante au XVIII<sup>e</sup> siècle, ne doit pas tromper : on ne se représentait point du tout le faubourg comme un faux-semblant de ville mais comme un rameau de la ville poussé hors de ses limites officielles ou coutumières, en continuité spatiale avec elle, et qui, en raison même de cette proximité, était exposé à se voir un jour ou l'autre réuni à la ville, soit par l'avancée de l'enceinte soit par une quelconque décision d'annexion ou de réunion. (9)

Ces faubourgs jouent un rôle important car ce sont eux qui permettent l'agrandissement de la capitale et leur annexion s'inscrit donc dans une politique de la ville. Le 1<sup>er</sup> janvier 1860 constitue une date-clé à cet égard puisque qu'elle correspond à la grande annexion des faubourgs par la ville de Paris qui gagne alors huit nouveaux arrondissements, passant ainsi de douze à vingt. Les frontières de la banlieue sont donc changeantes et les limites entre ville et campagne demeurent parfois difficiles à tracer. D'ailleurs, dans la littérature du dix-neuvième siècle, la banlieue apparaît comme une espace hybride, à mi-chemin entre la ville et la campagne, évoquant tantôt le repos dominical et la verdure, tantôt un monde agité, sale. Victor Hugo, dans *Les Misérables*, fait déjà le constat de cette ambiguïté :

Errer songeant, c'est-à-dire flâner, est un bon emploi du temps pour le philosophe ; particulièrement dans cette espèce de campagne un peu bâtarde, assez laide, mais bizarre et composée de deux natures, qui entoure certaines grandes villes, notamment Paris. Observer la banlieue, c'est observer l'amphibie. Fin des arbres, commencement des toits, fin de l'herbe, commencement du pavé, fin des sillons, commencement des boutiques, fin des ornières, commencement des passions, fin du murmure divin, commencement de la rumeur humaine ; de là un intérêt extraordinaire. (690)

Pour Hugo, l'aspect hybride de la banlieue semble de prime abord positif puisqu'il met le flâneur dans une position liminaire, à cheval entre deux mondes, et dans une position propice à la flânerie. Pourtant ces quelques lignes traduisent déjà un sentiment d'étouffement (évoqué par le manque d'oxygène que l'on attache au mot « amphibie ») et un mépris certain (« campagne bâtarde »). L'espace banlieusard va à l'encontre des conditions nécessaires à une qualité de vie optimale et le discours dans *Les Misérables* sur les faubourgs parisiens soutient les thèses avancées par les hygiénistes de l'époque. L'urbanisme haussmannien avait non seulement pour but de déplacer les populations les moins fortunées vers la périphérie de Paris mais aussi d'effectuer un « nettoyage » du centre, ce qui évoque bien entendu le « nettoyage au karcher » préconisé par Nicolas Sarkozy le 20 Juin 2005 lors de sa visite à la Courneuve.<sup>7</sup>

Ces références à la saleté des banlieues et de ses habitants se retrouvent quelques lignes plus loin :

Quiconque a erré comme nous dans ces solitudes contiguës à nos faubourgs qu'on pourrait nommer les limbes de Paris, y a entrevu çà et là, à l'endroit le plus abandonné, au moment le plus inattendu, derrière une haie maigre ou dans l'angle d'un mur lugubre, des enfants, groupés tumultueusement, fétides, boueux, poudreux, dépenaillés, hérissés, qui jouent à la pigoche couronnés de bleuets. Ce sont tous les petits échappés des familles pauvres. Le boulevard extérieur est leur milieu respirable ; la banlieue leur appartient. Ils y font une éternelle école buissonnière. Ils y chantent ingénument leur répertoire de chansons malpropres. (219)

Dans cet extrait, Hugo mêle habilement l'aspect sale de la banlieue aux mœurs, également impropres, des banlieusards. Cette correspondance entre la saleté physique et l'impureté morale est cruciale, car elle cristallise tout un discours sur les doctrines physiologistes de l'époque et la

---

<sup>7</sup> France 2. Journal de 20 heures, 26 octobre 2005.

mise en place de discours alliant l'appartenance géographique de toute une population à des habitus sociaux qui leur seraient inhérents.

Dans son ouvrage *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Louis Chevalier montre, à travers des extraits de journaux et de romans, comment les parallèles entre banlieue et violence ont été construits, en particulier au dix-neuvième siècle. Prenant comme point de départ des statistiques sur la criminalité parisienne, et comme illustrations des romans du dix-neuvième siècle, Chevalier met en évidence l'amalgame entre le prolétariat (classes laborieuses) et les criminels (classes dangereuses) :

Les classes populaires menacent l'ordre social dans leur totalité, telles qu'elles apparaissent au début de *La Fille aux yeux d'or*, aux derniers cercles de l'enfer parisien, au plus profond de la caverne où règne Vulcain et où s'agitent les prolétaires (...). C'est ainsi qu'en cette œuvre elle-même où la criminalité ancienne occupe la plus grande place, les rapports entre classes dangereuses et les classes laborieuses se trouvent indiqués (...).

(150)

L'ouvrage de Chevalier reste d'actualité, et la situation qu'il décrit est aisément transposable à la réalité des banlieues modernes, si bien que le titre de l'historien a récemment été repris pour décrire les violences en banlieue par Stéphane Beaud et Michel Pialoux dont l'essai *Violences urbaines, violence sociale : genèse des nouvelles classes dangereuses* (2005) fait clairement écho à celui de Louis Chevalier. Cette continuité est primordiale pour notre étude, car elle prouve bien que la banlieue (au sens sociologique du terme) est, depuis le dix-neuvième siècle, représentée dans la presse de manière négative, et qu'elle est perçue comme une source de problèmes perpétuelle.

D'autre part, le dix-neuvième siècle est marqué par l'émergence de l'individu en tant que capital marqué par une histoire génétique tandis que le corps lui-même est porteur de stigmates (c'est la théorie physiologique), il est donc normal qu'une certaine partie de la population soit reléguée dans les franges de la ville, laissant ainsi le centre à une population plus digne et surtout, plus hygiénique. Émile Zola, pour qui le paria urbain porte la misère dans ses gènes, établit dans ses romans une hiérarchie entre Paris et la banlieue qui est claire : la banlieue, pourtant si proche, se trouve en fait à des années-lumière de la capitale ; c'est un endroit désert et isolé, sorte de trou noir où l'on perd de vue la capitale pour se perdre finalement soi-même, un peu comme si la banlieue n'était qu'une négation de la ville :

Les fossés des fortifications sont de petits déserts où je me suis souvent oublié.

L'horizon étroit, l'ombre, le silence, que rendent plus sensible le sourd murmure de la grande ville et des clairons des casernes voisines, en font un lieu cher aux gamins, aux petits et aux grands enfants. On est là, dans un trou, aux portes de la cité, la sentant haleter et tressaillir, mais ne l'apercevant plus. Pendant une demi-heure, Laurence et moi, nous nous sommes contentés de ce ravin qui nous faisait oublier les maisons et les sentiers frayés ; nous étions à mille lieues de Paris, loin de toute habitation, ne voyant que des pierres, de l'herbe, du ciel (...) La ville expliquait la plaine; Paris avait à son seuil la désolation que fait toute grandeur. Je ne sais rien de plus morne ni de plus lamentable que ces terrains vagues qui entourent les grandes cités ; ils ne sont point encore ville, et ils ne sont plus campagne ; ils ont les poussières, les mutilations de l'homme, et n'ont plus la verdure ni la tranquille majesté de Dieu. (79)

Pour Zola, la banlieue devient vraiment un autre monde, si distant de la capitale qu'elle lui devient étrangère. Contrairement à d'autres écrivains, chez Zola, l'aspect hybride de la banlieue est menaçant.

Par-delà cet aspect hybride, la littérature du dix-neuvième insiste sur les mœurs des banlieusards, mœurs corrompus par le milieu qui pousse ses habitants à sombrer dans l'alcool et d'autres vices. Certains écrivains du dix-neuvième siècle font des habitants du faubourg des êtres à part qui n'auraient rien à voir avec les Parisiens et il n'est pas rare de relever des passages décrivant les habitants de la banlieue comme étant une race à part. Honoré de Balzac, dans *La Comédie Humaine* ajoute à cela le côté révolutionnaire menaçant des faubouriens :

J'allais observer les mœurs du faubourg, ses habitants et leurs caractères. Aussi mal vêtu que les ouvriers, indifférent au décorum, je ne les mettais point en garde contre moi ; je pouvais me mêler à leurs groupes, les voir concluant leurs marchés, et se disputant à l'heure où ils quittent le travail (...). Je savais déjà de quelle utilité pourrait être ce faubourg, ce séminaire de révolutions qui renferme des héros, des inventeurs, des savants pratiques, des coquins, des scélérats, des vertus et des vices, tous comprimés par la misère, étouffés par la nécessité, noyés dans le vin, usés par les liqueurs fortes. (6-7)

Les décrets de Napoléon III et les travaux d'Hausmann contribuent à repousser les populations les plus démunies dans les franges de la ville, jusqu'aux banlieues. Avant l'arrivée d'Hausmann, en 1843, Paris apparaît vétuste, avec une qualité de logements assez faible, pour les bourgeois comme pour les populations pauvres, mais l'on ne relève pas de séparation drastique entre différentes classes sociales, comme l'affirme Isabelle Papieau dans son *étude La construction des images dans les discours sur la banlieue parisienne* (1996). Pourtant, après l'intervention d'Hausmann, une distinction nette s'établit entre Paris et la banlieue : aux habitats bourgeois du

centre s'opposent des logements qui semblent relégués dans une périphérie aux contours nébuleux.

Par ailleurs, l'urbanisation des grandes villes s'accompagne d'une dichotomie assez marquée entre le nord et le sud des grandes villes, voire entre l'est et l'ouest. Dans le cas de Paris comme de Lyon, l'installation progressive des usines dès le début du dix-neuvième siècle se fait majoritairement de manière à ne pas indisposer les habitants du centre-ville, surtout à cause des vents, ce qui conduit à une distinction est-ouest pour Lyon (Vaulx-en-Velin et sa zone industrielle se trouvant à l'est de la ville) et une démarcation nette entre le nord et le sud de Paris (le nord de la capitale étant plus industrialisé que le sud). La banlieue nord de Paris, soumise à une vague d'industrialisation massive, est alors caractérisée par un enchevêtrement d'habitations et d'usines diverses dont la croissance n'est pas toujours planifiée de manière systématique, conduisant ainsi à une proximité parfois extrême entre lieu de travail et lieu d'habitation. Des peintres de l'époque traduisent sur toile cette proximité, comme Théophile Alexandre Steinlen (1859-1923), dont la peinture « Paysage d'usines » évoque la congestion industrielle de la proche banlieue parisienne, et le noir des fumées qui semblent rendre le ciel encore un peu plus gris. Cette grisaille symbolise pour Isabelle Papieau non seulement l'aspect hybride, bâtard, de la banlieue (le gris n'étant ni le noir, ni le blanc), mais également la tristesse, la misère sociale (Papieau 19). Il ne serait pas faux de voir l'haussmannisation de Paris comme un exil forcé sur tout un pan de la population parisienne la plus démunie. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que les événements de la commune de 1870 aient été qualifiés d'une « revanche des exilés ». Cette expression, nous le verrons plus tard, pourrait également servir de sous-titre à la plupart des ouvrages traitant des émeutes de 2005.

## B) Les banlieusards : généalogie d'une stigmatisation.

En 1889 apparaît le terme « banlieusard » dans un contexte particulier : Alain Faure rappelle dans son ouvrage *Les Premiers banlieusards: aux origines des banlieues de Paris, 1860-1940* (1991), que le mot fait son apparition à la fin du dix-neuvième siècle dans un contexte de lutte entre élus parisiens et élus de banlieue au sujet de la place des banlieues au Conseil Général :

Banlieusard...l'épithète méprisante évoquant des faubouriens aggravés de ruraux aurait été lancée par des conseillers municipaux de Paris à des élus de communes suburbaines jugés par trop exigeants dans le partage du pouvoir local. Repris avec ostentation par les intéressés, le terme servit abondamment dans les polémiques sur « les droits de la banlieue » face à la toute-puissance de Paris, puis se banalisa, sans que jamais ne disparaisse dans l'emploi du mot, et ce jusqu'à nos jours, la nuance fortement péjorative qui tient à ses origines et vise à qualifier des habitants réputés de seconde zone. Les banlieusards, ces bâtards de la ville. (74)

Il semblerait que le manque de représentation des élus de banlieue ait mis sur le devant de la scène des banlieusards dans un contexte de revendication politique. Le mot «banlieusard » tel qu'il est utilisé durant cette séance réfère à des braves gens qui n'appartiennent pas au même monde que les habitants de la capitale, et qui, par conséquent, n'ont pas le droit aux mêmes privilèges. Notons que dès 1831, le faubourien est déjà la cible de tous les préjugés associés aux habitants de banlieue. Alain Faure, dans son article « Urbanisation et exclusions dans le passé parisien » rappelle que l'entassement démographique dans la « petite banlieue » est essentiellement constitué de prolétaires et que cette association entre prolétariat et danger dans l'opinion publique nous rappelle évidemment le texte de Louis Chevalier. Faure donne

également comme cause de cette association la désormais célèbre phrase du journaliste Saint Marc Girardin, qu'il reproduit d'ailleurs dans son article :

Il existe aussi une histoire de la peur sociale, depuis la célèbre phrase de 1831 due à Saint Marc Girardin : « Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie ; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières ». (60)

S'ensuit alors la stigmatisation d'une population « banlieusarde » : l'invention du mot est certainement pour beaucoup dans la stigmatisation des habitants de banlieue, puisqu'une fois qu'une catégorie d'individus, quelle qu'elle soit, est identifiée, nommée, puis relayée dans la presse, elle devient alors source de critique. Il semble que la thèse de Chevalier se prolonge donc à travers les siècles et les classes dangereuses qu'il décrit dans son ouvrage trouvent plus tard un nom ayant une connotation toute particulière : les Apaches. Héritiers des fameux « coquillards », une bande de brigands célèbre au Moyen-âge (dont Villon faisait soi-disant partie), les Apaches font leur apparition dans la presse nationale dès 1902 pour divers méfaits qu'ils revendiquent. Composé de membres ayant en général moins de vingt ans, ils se déplacent le plus souvent en groupes, avec des signes distinctifs qui leur permettent de repérer d'autres membres du groupe. Un des signes les plus importants de leur accoutrement sont les chaussures qui doivent à tout prix briller. Il est difficile de savoir si ces jeunes se nommaient ainsi en référence à Geronimo ou bien si le nom fut inventé de toutes pièces par les journalistes de l'époque en soif de sensationnalisme. José Cubero dans son ouvrage *L'émergence des banlieues* (2002) ouvre justement son livre sur le phénomène des Apaches, en insistant sur l'effervescence qu'il engendra :

Et l'on offre ainsi au public qui en raffole le nom des bandes d'apaches, des Costauds de la Vilette aux Ecumeurs d'Aubervilliers ou aux Monte-en-l'air de Montmartre. La

ferveur pour ces récits de crime est telle que toute visite de Paris sans parcourir le territoire de ces supposés apaches est forcément fade. (16)

*Le Petit Journal*, quotidien important de l'époque selon Christophe Charle, tire d'ailleurs son succès de son traitement de faits divers spectaculaires et notamment des actes de vandalisme ou des larcins commis par les Apaches. L'exemplaire du 20 octobre 1907 en est un bon exemple puisqu'on peut y lire qu'il y aurait beaucoup plus d'Apaches que de policiers pour les arrêter : « plus de 30000 rôdeurs contre 8000 sergents de ville L'apache est la plaie de Paris ». <sup>8</sup>

Il existe donc une tradition dans la presse quant à la mise en avant de crimes plus ou moins importants des populations issues des marges de la capitale, entretenant ainsi un sentiment d'insécurité instrumentalisé par les hommes politiques jusqu'à aujourd'hui. Vers 1920, le terme « Apaches » disparaît, probablement à cause de la première guerre mondiale d'où bon nombre d'entre eux, partis sur le front, ne reviendront pas.

Les années 1920 connaissent par ailleurs un renouveau catholique et la banlieue devient alors un territoire à évangéliser : des prêtres d'un nouveau genre estiment qu'un travail social doit être effectué dans les milieux ouvriers. Le père Pierre Lhande peut être considéré comme un des pionniers de ces efforts pour propager le catholicisme dans la banlieue ouvrière de Paris. Prêtre en région parisienne, il fait paraître en 1927 une enquête sur la vie (ou plutôt le manque de vie) religieuse dans les milieux ouvriers de la banlieue de Paris intitulé *Le Christ dans la banlieue* qui faisait le constat d'un fossé soi-disant infranchissable entre le monde religieux et le monde ouvrier. Dans cet ouvrage, les banlieusards sont décrits comme des parias dont personne ne veut, des voyous révolutionnaires influencés par des idées marxistes, en somme, une menace pour l'ordre républicain :

---

<sup>8</sup> *Le Petit Journal*. 20 octobre 1907.

Ils étaient là, ces êtres hybrides et amorphes qu'on ne voit sortir qu'à la veille des grands « chambardements », comme on voit apparaître aux heures lourdes d'orage certains crapauds et certaines bêtes de la nuit. Ils étaient là tous ces mal-nippés, tous ces parias, tous ces indésirables, tous ces jeunes voyous exhibant, entre les pans d'un pardessus qui leur descend jusqu'aux pieds, une poitrine tatouée de la faucille et du marteau ; ils étaient là ces hommes aux visages asymétriques et dégénérés, suivis de filles aux figures plus sinistres encore. (200)

Les ouvrages du père Lhande se donnent à lire comme des témoignages de la crise religieuse en France et établissent des parallèles entre croissance urbaine (ou périurbaine plutôt) et perte du sentiment religieux, comme si le développement de l'industrie d'après-guerre s'accompagnait inéluctablement d'une diminution du nombre de croyants.

Cette tradition de vouloir évangéliser la banlieue se retrouve plus tard chez des écrivains comme Henri Queffelec par exemple, le célèbre écrivain maritime, fils de Yann Queffelec, qui s'est inspiré de sa Bretagne natale pour bon nombre de ses romans. Dans son fameux *Le jour se lève sur la banlieue*, les idées du père Lhande semblent encore faire écho quant au prétendu mépris de l'ouvrier pour la religion et le desserrement des liens avec l'église :

L'Homme de la banlieue connaît, de moins en moins, ce bonheur divin dans l'approbation des éléments naturels. Le monde où il vit et qui se présente à lui déformé par la machine et pour la machine, il ne le blâme jamais dans ses déformations (...). Les images agricoles de la Genèse n'intéressent pas beaucoup l'Homme de la Banlieue, travaillé dans son inconscient par les hymnes du marxisme et du capitalisme, qui poussent également aux progrès de l'industrie. (80)

Ce désir d'évangéliser les banlieues pousse le lecteur à percevoir cet espace comme un territoire détaché de la capitale, et rappelle les efforts fait par les missionnaires envoyés dans les territoires d'outre-mer pendant les premières vagues de colonisation pour évangéliser les populations locales au dix-septième siècle. En effet, le discours que tient le père Lhande fait étrangement écho à ceux d'autres pères jésuites envoyés dans la Caraïbe francophone au milieu du dix-septième siècle. La banlieue devient alors un lieu barbare, habité par des sauvages, et dont le manque de ferveur religieuse demeure hautement critiquable. Les écrits du père Labat, missionnaire envoyé dans la Caraïbe française en 1694 par des responsables de l'ordre des dominicains, traduisent un sentiment très similaire à celui du père Lhande, et sont souvent l'occasion pour ce dernier de montrer son indignation devant le manque de « respect » et l'ignorance des Caraïbes pour toute chose liée au catholicisme. Il suffit de rappeler un épisode, celui de la messe, lors de son arrivée à Saint Domingue, où le père Labat est scandalisé par le manque d'attention des Caraïbes qui y assistent :

Je ne puis m'empêcher de dire que je fus infiniment scandalisé du peu de religion que je vis dans ce peuple. Je croyais être tombé des nues et transporté dans un monde nouveau, quand je pensais à nos habitants des îles du Vent (...). Ils étaient dans l'église comme à quelque assemblée ou à quelque spectacle profane ; ils s'entretenaient ensemble, riaient et badinaient. (331)

Le livre du père Lhande devient un véritable succès pendant la période de l'entre-deux guerre tant au niveau du monde littéraire (l'ouvrage est récompensé par l'Académie Française) qu'au niveau des tirages puisque *Le Christ dans la banlieue* connaît plus de cent rééditions entre 1927 et 1944. Ce succès lance un véritable engouement pour ce nouveau genre littéraire et suscite de nombreux imitateurs : outre le livre d'Henri Queffelec paru en 1954, paraissent des ouvrages qui

tendent tous à faire de la banlieue un territoire à part, voire un territoire colonial comme c'est le cas chez Jean de Vincennes, dont l'ouvrage *Le bon Dieu dans le bled* (1929) établit clairement le rapport entre banlieue et lieu colonial. D'un point de vue urbanistique, le vocabulaire utilisé pour décrire certains pavillons de banlieue ou certains lotissements provient tout droit de l'imaginaire colonial. Comme l'écrit Annie Fourcaut dans *La banlieue en morceaux* :

Dans un deuxième registre, présent pendant tout l'entre-deux-guerres, le lotissement est assimilé aux colonies d'Outre-mer. L'expression Village nègre revient à propos de Drancy, Cœuilly, Anthony, et d'autres quartiers ; le Maroc est l'appellation générique des lotissements pauvres en banlieue Nord-est, comme à Pierrefitte ou à Stains. Le bled désigne couramment la moyenne banlieue à lotissements, comme la brousse toute banlieue lointaine ; les lotissements de plateaux sont des villages kabyles (...). Les lotissements sont des enclaves coloniales dans l'espace français (...) (150).

Cette association n'est pas anodine car les références coloniales montrent la distance à laquelle est mise la banlieue par rapport à Paris, jusqu'à être considérée comme une colonie elle-même, ce qui renforce l'idée qu'aujourd'hui, la banlieue est véritablement devenue une colonie interne. Même si la banlieue de l'époque n'est pas encore transformée par les vagues d'immigration en provenance des anciennes colonies françaises, elle est d'ores-et-déjà perçue comme évoquant un ailleurs colonial.

Durant les années 1920, la banlieue devient véritablement un espace douteux, dans lequel les banlieusards ont non seulement délaissé la Bible, mais dont on soupçonne également qu'ils sont également prêts à devenir un vivier électoral pour le parti communiste.

Les urbanistes jouent un rôle crucial dans la structuration de la banlieue parisienne : lorsqu'Henri Sellier, un des personnages emblématiques de l'urbanisme français, cofonde en

1919, l'École des Hautes Etudes Urbaines (aujourd'hui l'Institut d'urbanisme de Paris), son but est d'améliorer les conditions de logement des populations les plus défavorisées. Ses deux ouvrages *Les banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine* (1920) et *La crise du logement et l'intervention publique en matière d'habitat populaire* (1921) constituent le fondement d'une politique de régénérescence du tissu urbain avec la mise en avant d'une possibilité de cités-jardins qui rendraient le quotidien des banlieusards plus agréable. Le concept de cité-jardin vient d'Angleterre et fut inventé par Ebenezer Howard à la fin du dix-neuvième siècle. Son application en France se fait grâce à l'impulsion du journaliste et juriste Georges Benoît-Lévy (1880-1970) dont l'ouvrage *La cité-jardin* paraît en 1904, et elle peut être définie comme un ensemble de logements sociaux avec un jardin autour de l'habitat comprenant bien souvent des équipements collectifs (une école, un dispensaire, une crèche, des équipements sportifs, des lieux de culte, un théâtre, un magasin coopératif, un foyer pour célibataires et une maison pour personnes âgées) en plus d'un espace vert non négligeable. On peut considérer la cité-jardin comme une transition entre le bidonville et les cités HLM qui prendront le pas sur ces cités-jardins au fur et à mesure qu'elles deviennent trop coûteuses. Ceci conduit à l'amenuisement des équipements collectifs qui deviennent de plus en plus réduits et des espaces verts bientôt inexistantes.

Rédigée par Le Corbusier en 1933, la charte d'Athènes paraît en 1942 et offre de nouvelles conceptions de la ville moderne afin d'améliorer les conditions d'existence de ses habitants. Une des idées majeures de cette charte est de se concentrer sur quatre fonctions jugées cruciales pour l'habitant de la ville (habiter, travailler, se divertir et circuler), mais dans la pensée de Le Corbusier, l'intérêt collectif prévaut sur l'intérêt individuel, ce qui a comme conséquence d'ignorer les répercussions de nombreuses mesures sur la vie quotidienne des habitants, de

banlieue, notamment. Dans un entretien avec Claude Perrotin, Roland Castro montre comment l'utopie urbaine qu'avait envisagée Le Corbusier (à travers des bâtiments comme la cité radieuse à Marseille) ne prenait pas en compte les besoins individuels des habitants de ces véritables villages verticaux. Castro fait une critique acerbe de cette conception de l'urbain pendant ses études aux Beaux-Arts dans les années 60, ce qui lui vaut d'être choisi par François Mitterrand pour le projet Banlieues 89. Dans l'entretien avec Perrotin, l'architecte dénonce l'idéologie fonctionnaliste à la base de la pensée de la Charte d'Athènes :

La spécificité française du grand ensemble s'enracine dans un événement historique qui voit, dans les années 30, la pensée rationaliste prendre le pouvoir. Entre la cité-jardin de Suresnes et les 3000 d'Aulnay-sous-Bois, une utopie s'est réalisée (...) C'est un renversement du rapport entre le logement et la ville : jusque-là, les fonctions d'habiter et de travailler étaient subordonnées à l'organisation de la ville; avec le Mouvement moderne, ces fonctions vont en devenir le moteur. (29)

Dans les années 1950 et 1960, les nouvelles politiques urbaines deviennent un moyen de moderniser la société : urbanisation rime alors avec modernisation. Les instances étatiques mettent dès lors tout en œuvre pour rendre évidents les avantages de l'urbain par rapport à la campagne. Sortir la France de sa ruralité était la faire accéder au progrès, et effacer par la même occasion les problèmes liés à la ville ancienne (insalubrité, taudis, etc.). Par ailleurs, au sortir de la seconde guerre mondiale, la France connaît une croissance démographique due à trois facteurs principaux : le baby-boom, caractéristique de chaque période d'après-guerre, l'exode rural, et l'arrivée d'immigrés des ex-colonies suite à la décolonisation. Toutes ces populations ne peuvent trouver d'habitations en ville, en partie à cause de la destruction de celle-ci, et le grand ensemble est alors présenté comme une réponse logique à une demande de logements grandissante,

l'avantage du grand ensemble étant surtout qu'il met l'accent sur ce qui fait défaut à la ville elle-même : le logement. Jacques Donzelot, spécialiste des questions d'urbanisme, affirme dans son essai *Quand la ville se défait : Quelle politique face à la crise des banlieues?* (2006), que le grand ensemble fournit alors une réponse à la pénurie de logement mais qu'il se présente comme une anti-ville, tant l'accent est mis sur le logement, et non sur les liens sociaux qui définissent une communauté d'habitants :

Avec le grand ensemble, c'est bien l'architecte-urbaniste qui fait tenir ensemble les habitants. Mais en érigeant ainsi l'urbanisme en clé de voute de l'organisation moderne de la société, cette anti-ville expose du même coup l'urbain à se trouver mis en question par tout ce qui désorganisera cet agencement, tout ce qui, dans la société, remettra en cause cette prétention. (47)

Une des critiques de Donzelot envers les urbanistes est que ces derniers pensent avant tout au territoire, mais pas assez aux personnes qui y habitent, ce qui ne favorise pas la mobilité des habitants, et ne contribue pas à désenclaver les quartiers de manière efficace.

Durant les années 1970 et 1980, la banlieue prend un nouveau visage et la menace communiste qu'elle est censée représenter pour le gouvernement (on parle alors de « banlieue rouge ») devient tout autre à la suite de la venue d'immigrés en provenance des anciennes colonies françaises. L'historien Tyler Stovall montre dans *The Color of Liberty: Histories of Race in France* (2003), comment l'on passe après la deuxième guerre mondiale, d'une « banlieue rouge » à une « banlieue noire » :

The history of the Paris suburbs during the twentieth century can be viewed, therefore, as a trajectory from Red Belt to Black Belt, that is from a social and political marginality based on social class to one based on race and citizenship. One must consider this

trajectory in the context of two broader evolutionary themes, which have often characterized the history of contemporary France. One is the transition from colonialism to postcolonialism, as France has gone from possessing a great colonial empire to undergoing decolonization and the immigration and a large non-white population from its former dependencies. (356)

Une idée majeure de Tyler Stovall est la continuité qu'il établit, à travers différentes époques, quant à la stigmatisation politique et sociale de tout un territoire : la banlieue est vue comme un bastion révolutionnaire chez Balzac, comme un laboratoire pour des idées communistes pendant les années soixante puis comme un lieu d'insoumission peuplée d'une jeunesse rebelle, non assimilable, produit d'une immigration post-coloniale.

La banlieue est donc présente dans la littérature du quatrain de Villon (« je suis François, dont il me poise, né de Paris emprés Pontoise ») jusqu'à Zola, mais elle est perçue comme un lieu malfamé et, surtout, trop souvent présentée à travers le regard de personnes extérieures, ce qui a pour conséquence d'établir un discours, propagé à la fois par les urbanistes, les historiens, mais également les médias qui en donnent une image réductrice et négative. La littérature urbaine permet, dont les prémices se font sentir dès la fin des années 1990, de nouvelles représentations, provenant d'écrivains qui habitent la banlieue pour la plupart, et qui en donnent une vision plus positive, sans pour autant ignorer les problèmes qui la minent.

### **C) Un point de vue intérieur : le cas des romans de Rachid Djaidani.**

Rachid Djaidani, qui s'inscrit dans une nouvelle mouvance littéraire appelée « littérature urbaine », est né de père algérien et de mère soudanaise dans la cité des Grésillons, à Carrières-sous-Poissy dans le département des Yvelines (78). En 1994, à l'âge de 20 ans, il trouve une

place de gardien de plateau pour le film *la Haine*, de Mathieu Kassovitz. Quelques années plus tard, il est l'invité de Bernard Pivot, pour fêter le succès de son livre *Boumkæur*, une des meilleures ventes de l'année 1999 (quelque 100,000 exemplaires).<sup>9</sup> Suit en 2004 *Mon nerf* puis, en 2007, un troisième roman intitulé *Viscéral*, qui chacun à leur manière, contribuent à faire exister la banlieue dans la littérature contemporaine. Les romans de Rachid Djaïdani traduisent une certaine ambivalence face à ce paysage urbain, ou périurbain, qui est perçu comme un espace à la fois immense, ouvert par certains côtés, et clos, voire claustrophobe, par d'autres. Comme le dit justement Saïd, l'un des héros du film *La Haine* : les personnages des romans de Djaïdani se sentent parfois « enfermés dehors ».

1) *Boumkæur*, le premier roman de Rachid Djaïdani, paru en 1999, se donne à lire comme une chronique de la vie d'une cité en banlieue parisienne, vue par Yaz, le narrateur, qui se retrouve avec son ami Grézi dans une cave après que Grézi a commis un crime. Pour Yaz, le narrateur, la banlieue est un endroit froid où l'on se sent prisonnier : « Une galère de plus comme tant d'autres jours dans ce quartier où les tours sont tellement hautes que le ciel semble avoir disparu. C'est mortel comme il caille, j'ai l'impression d'être ans mon frigidaire » (9). Ce sentiment d'enfermement, se retrouve tout au long du texte : quand ils ne se sentent pas enfermés dans un frigidaire, Yaz et son ami Grézi se retrouvent dans une cave de cité, qu'ils perçoivent comme un bunker, cette cave devenant un refuge mais également une prison. Le lecteur se rend compte que les personnages du roman sont comme pris au piège dans cette cité, le bunker pouvant être pris comme une métaphore du cloisonnement pour tout le livre puisque Djaïdani insiste sur l'aspect renfermé de la cave où il passe son temps avec Grézi. Cette cave représente d'ailleurs un lieu d'isolement quasi-souterrain : « rien à plagier, alors je retourne m'enfourir dans

---

<sup>9</sup> Pour plus d'informations biographiques, voir lemagazine.info sur le site internet suivant : <<http://www.lemagazine.info/?Interview-Rachid-Djaïdani>>

la cave du 123 à l'intérieur de laquelle l'amiante est bien présent » (40). D'autre part, ce sentiment d'isolement est accentué par la disparition de structures d'accueil et de lieux de rencontre: « J'aurais bien aimé faire un baby-foot au local des jeunes, le maire l'a supprimé, il pensait que ce n'était pas un lieu de loisirs, mais un lieu d'échange, pour ne pas dire un lieu de deal » (10), ce qui pousse les habitants de cité à errer dehors, sans pouvoir se réunir faute de locaux adéquats.

Pourtant, bon nombre de passages montrent un attachement certain à la cité où vivent les personnages et présentent la banlieue comme un lieu de production culturelle non négligeable. Après l'enfermement dans le bunker, Yaz devrait en sortir avec assez d'éléments pour écrire un livre : « je devais ressortir du bunker 123 avec un livre plein d'histoire de l'univers du quartier d'où je m'étais effacé » (115). Finalement, les quelques jours passés dans cette cave de cité permettent à Yaz de trouver l'inspiration et de produire un texte, une façon pour Rachid Djaidani de dire que la banlieue ne se réduit pas à une image stéréotypée, celle qu'en donnent souvent les médias, mais qu'elle peut contribuer au renouveau de la culture française, dont le journaliste Donald Morrison a récemment annoncé la mort dans un article du *Time* du 21 novembre 2007. Marc Hatzfeld dans son essai *La culture des cités, une énergie positive* (2006) affirme que c'est en banlieue que la langue française se réinvente le plus, et que c'est de ces zones périphériques qu'émergeront les nouveaux Céline. D'ailleurs, au début de son deuxième roman *Mon nerf*, Djaidani dédicace le roman « A nos plumes du bitume qui seront les Montblanc de demain », ce qui laisse à penser que tout comme Hatzfeld, Djaidani croit que les jeunes de banlieue devraient trouver leur place dans le paysage littéraire français.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> C'est d'ailleurs un problème soulevé par les membres du collectif Qui Fait la France ?, qui dans leur manifeste, souhaitent en tant qu'écrivains « investir le champ culturel, transcender les frontières, et ainsi récupérer l'espace confisqué qui nous revient de droit » (8).

2) Dans *Mon nerf*, deuxième roman, paru en 2004, dont le titre évoque à la fois la circoncision du narrateur et le RER qui lui permet de se rendre dans la capitale, Mounir évoque sa banlieue dans des termes similaires à ceux du narrateur dans *Boumkoeur*. En effet, le personnage se sent prisonnier de sa ville qu'il trouve trop éloignée de la capitale. La métaphore du milieu carcéral est une métaphore filée tout au long du texte et d'ailleurs, le nom de la résidence de Mounir (la Résidence du Bois-Fleury) évoque, par son orthographe, la campagne (Bois fleuri) mais également Fleury-Mérogis, la célèbre prison parisienne. Ce sentiment d'enfermement s'exprime malgré le fait que Mounir n'habite pas dans une tour HLM, mais dans une résidence pavillonnaire :

Parsemés par-ci par-là, elles ne sont pas bien loin d'une cinquantaine les maisonnettes stockées à l'intérieur d'un enclos qui nous emprisonne au milieu de nulle part. Bien que je ne sois point coiffé d'une crinière dans l'air du Bois-Fleury, je me sens menotté à la manière d'un lion en cage. (17-18)

Malgré ces parallèles avec le milieu carcéral, le lecteur se rend compte que la critique du paysage urbain se fait surtout en rapport avec une banlieue pavillonnaire plutôt qu'avec les cités HLM : en effet, Mounir se sent isolé, ne se sentant ni Parisien, ni faisant partie d'une communauté quelconque d'une cité HLM, et le seul dialogue possible dans la vie de Mounir reste celui avec son psychologue, rendu possible par le RER qui le lie à Paris. Ce RER, qui s'inscrit dans le titre du roman, semble constituer le seul espace apprécié par le narrateur, et surtout, le seul espace qu'il puisse s'approprier, ce à quoi le titre fait d'ailleurs allusion (« *Mon nerf* » = « *mon RER* », je souligne).

3) Dans le dernier roman de Djaïdani en date, *Viscéral* (2007), le personnage principal est un boxeur qui tente de mener à bien une carrière d'acteur (ce qui rappelle évidemment le

parcours de l'auteur lui-même), mais la banlieue dans laquelle il vit est présentée comme un zone de non-droit d'où il semble difficile de s'extraire. Lies donne d'ailleurs des cours de boxe dans une prison, et très vite s'établit tout au long du roman une comparaison entre la cité où il vit et le milieu carcéral. Ceci est symbolisé entre autres par un graffiti que Lies lit sur le mur d'une tour : « Mon hall, ma taule, mes pôles positions » (55) où le hall d'entrée de l'immeuble évoque la prison. De plus, dans *Viscéral*, comme dans *Mon nerf*, on retrouve certaines références au premier roman *Boumkoeur*, notamment lorsque les personnages du roman se rencontrent dans une cave où « aucun bruit du dehors ne vient s'incruster, dans ce boumkoeur verrouillé plus solidement qu'une ceinture de chasteté » (94), ce qui n'est pas sans rappeler l'esthétique du film *Banlieue 13*, sorti en 2004, où la banlieue est totalement coupée de Paris par des grillages et des péages, devenant ainsi une forteresse impénétrable aux mains de gangsters. Dans *Viscéral*, le sentiment d'enfermement est lié à celui de la profondeur, avec une vision du RER qui plonge dans les abîmes de la banlieue: « Sous-sol après sous-sol, le R continue à s'enfoncer dans la sous-France » (140), ou encore « A mesure que le bus se laisse happer dans les tréfonds du ghetto, une odeur de cendre s'infiltré dans les narines de Lies » (142). Cette vision verticale de la banlieue est un autre thème central dans l'œuvre de Djaïdani pour qui la descente dans les profondeurs de la cité s'oppose à la possibilité de surplomber cet espace et de gravir les échelons de la société. Pourtant, un sentiment d'appartenance émerge du roman et les élèves de Lies, deux apprentis boxeurs nommés Teddy et Samir revendiquent avec fierté leur appartenance à la cité : « Frères de béton, ils savent ce qu'est l'injustice (...) pour tout l'or du monde ils n'abandonneraient leur cité tess, ils la revendiquent dans leur façon de respirer, de penser, de la raconter » (8). D'ailleurs, Djaïdani insère dans le roman une critique parfois très acerbe de la

capitale et de certains milieux parisiens qui semblent sonner faux : « Dehors, c'est Paris 18, capitale des artistes et bobards » (102).

Cette ambivalence des représentations de la banlieue s'explique surtout par le fait que les narrateurs des romans de Djaïdani sont à la fois dans la banlieue mais aussi en marge de la vie des cités, que ce soit physiquement ou culturellement parlant.

1) Dans *Boumkœur*, Yaz avoue ne pas comprendre tout ce que son ami Grézi dit, et se sert de ce dernier comme interprète pour décoder l'univers de la banlieue (« la génération de Grézi a inventé un dialecte si complexe qu'il m'est pratiquement impossible de le comprendre » 45). Cet éloignement, qui est présenté comme étant un écart générationnel n'en est pas un, puisque les deux protagonistes ont à peu près le même âge ; il s'agit donc d'une mise à l'écart culturelle dans laquelle la langue de référence est celle des cités. Dans sa thèse intitulée *Le français des cités d'après le roman « Boumkœur » de Rachid Djaïdani*, Rania Adel Hassan Ahmed affirme d'ailleurs que cette langue, rebaptisée FCC ( Français Contemporain des Cités), est un champ de négociation constant entre le français tel qu'il est enseigné et appris à l'école, et une multitude d'autres langues, plus ou moins proches du français, et bien souvent issues d'ex-colonies françaises :

A l'heure actuelle, le FCC pénètre progressivement dans la langue commune, transmis par les médias et le rap. On témoigne donc d'un épanouissement de la culture des cités qui est foncièrement pluriethnique et hybride. Cette culture se manifeste à travers l'art que ce soit le cinéma, la télévision ou la production littéraire des ouvrages dits beurs. (6)

Yaz est donc, d'une part, dans la marge, linguistiquement parlant, de cette culture des cités ; d'autre part, il est perçu comme un traître pour avoir parlé à des policiers, ce qui lui vaut le statut

de persona non grata au sein de son quartier. Pourtant, il reste attaché à sa cité qui demeure pour lui un espace familial et dans lequel il pourra évoluer dans un avenir prochain: « un jour, ça passera alors seulement je me sentirai mieux dans mon quartier auquel je reste fidèle, bien que mon honneur ait été bafoué ». (15)

2) Dans *Mon nerf* (2004), le personnage principal, Mounir, évolue également entre deux mondes. Ce dernier est en effet décrit comme un jeune de banlieue qui n'a jamais mis le pied dans la cité, mais il est considéré comme une « racaille » par les Français de sa résidence : « les chiens et leurs maîtres me reniflent toujours de travers lorsqu'ils m'aperçoivent dans l'épicentre de Bois-Fleury. Ils me prennent pour un intrus, je dois souvent montrer patte blanche (...) La cité, malgré mon faciès rocailleux, je ne l'ai jamais foulée du pied, à peine décortiquée du regard » (25-26). Le narrateur se trouve dans une position délicate puisque son lieu de résidence lui semble hostile, probablement en partie à cause de la diffusion des stéréotypes de jeunes de banlieue dont il est victime. Mounir se voit affublé d'une identité stéréotypée du « jeune de banlieue » ou de « racaille » alors qu'il ne se reconnaît pas du tout dans ce portrait parfois caricatural abondamment relayé par les media.

3) Dans *Viscéral*, Lies affirme à plusieurs reprises ne pas venir d'une cité (65) bien qu'il ne renie pas pour autant son appartenance à son quartier. Ne voulant pas perpétuer certains clichés sur la banlieue, il tente, à travers divers castings, de trouver un rôle de comédien qui irait au-delà du stéréotype du jeune de banlieue ou de « racaille ». Comme l'a affirmé Djaïdani dans un entretien pour le magazine en ligne lemagazine.info, les médias, par paresse ou par souci d'audimat, ne vont pas souvent explorer les aspects positifs de la banlieue, que ce soit les actions de solidarité ou la production culturelle de certains quartiers dits « sensibles » :

Leur programmation, c'est "Comment Kader est devenu dealer" ou "Les banlieues qui brûlent". Quand il y a du positif, de l'amour, ils ne veulent pas le diffuser. A croire qu'on devrait tous faire du sport ou du hip-hop : mon incursion dans la littérature est un blasphème.<sup>11</sup>

Tout comme le personnage principal de *Mon nerf*, Lies peut être vu comme un personnage évoluant entre deux mondes, voulant sortir de la banlieue sans pour autant tourner le dos à ses racines ou couper les liens avec ses amis.

Les représentations de la banlieue sont donc ambivalentes dans les romans de Rachid Djaïdani et ce pour plusieurs raisons : tout d'abord, l'écrivain se doit de faire un constat de nature réaliste sur les cités : il se sert de ses romans pour faire passer un message quant à l'abandon dont certaines banlieues sont l'objet. Dans *Boumkæur*, le commentaire social est d'ailleurs explicite vers la fin : « Dans nos cités c'est la France de demain qui est mise hors-jeu » (158). Mais il y a également une volonté d'insister sur les valeurs des habitants de HLM et sur le côté créatif de la jeunesse issue des banlieues. Dans *Viscéral*, un des personnages met l'accent sur la solidarité des habitants de la cité et sur le fait que lorsqu'un proche meurt, tout le monde aide la famille (148). Ensuite, Djaïdani semble vouloir faire de la banlieue un espace de négociation dans ses romans, non pas en faisant un va-et-vient constant entre le Maghreb et la France comme le faisaient certains écrivains de littérature dite « beur » (comme Azouz Bégag dans ses premiers romans), mais plutôt entre l'univers des cités et le dehors, que ce soit Paris, la banlieue pavillonnaire ou semi-rurale, créant ainsi un lieu d'échange et de partage culturel, montrant ainsi la diversité de la banlieue. En tant qu'écrivain, Rachid Djaïdani réussit à la fois à faire partie intégrante de la culture urbaine des banlieues (il a d'ailleurs l'appui du groupe de rap

---

<sup>11</sup> Voir le magazine en ligne lemagazineinfo.net: <<http://www.lemagazine.info/?Interview-Rachid-Djaïdani>> consulté le 30 octobre 2009.

NTM qui a écrit la préface de *Boumkæur*) et à prendre ses distances par rapport à celle-ci, au moyen de personnages qui évoluent à la fois dans et en dehors des cités, comme s'il voulait montrer qu'il est possible, grâce à la culture, de sortir de la banlieue sans pour autant la dénigrer. La langue qu'il utilise, mélange de verlan, d'anglais, et comme il le dit, « d'un peu de français », lui permet également de mêler divers registres. Pour en revenir à l'expression « enfermés dehors », utilisée dans le film *La Haine*, il me semble qu'il résume bien ce sentiment ambigu d'être à la fois exclus d'un espace, d'être dehors peut-être à cause de l'exiguïté du domicile familial, mais également de se sentir prisonnier d'un espace, surtout lorsque celui-ci est en rapport permanent avec la capitale.

Toujours est-il que ces représentations, bien qu'elles soient diverses et parfois paradoxales, mènent le lecteur à voir la banlieue sous un autre jour, et, surtout à la voir comme un lieu de production culturelle à part entière, d'où peut-être, le succès des romans de Rachid Djäidani, qui contribue à l'émergence d'une nouvelle mouvance littéraire : la littérature urbaine.

## II. Littérature et banlieue : naissance d'une littérature urbaine.

En France, les émeutes urbaines des années 1981, 1990 et 2005 suscitent chacune des réflexions de la part de sociologues et des médias qui relaient des images censées refléter la violence régnant dans ces banlieues, créant ainsi un véritable discours national sur un territoire perçu comme évoluant à l'écart de la vie parisienne, parfois considéré comme un lieu de non-droit. D'un point de vue littéraire, les années 1980 voient se développer une littérature dite « beur » dont les thématiques, souvent liées aux questions d'urbanisme et de banlieue, s'essoufflent peu à peu au profit d'une littérature dite « urbaine », que certains journalistes et critiques nomment « littérature de banlieue ». Le rapport entre révoltes urbaines et production littéraire est apparent dès les premiers soulèvements urbains; la littérature émergeant des banlieues françaises entretenant un lien étroit avec la médiatisation des problèmes sociaux en banlieue.

Les premières émeutes urbaines à être véritablement médiatisées sont celles des Minguettes, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, en 1981, puis, une dizaine d'années plus tard, celles de Vaulx-en-Velin, également dans la périphérie de Lyon, ce qui mène plusieurs sociologues à tracer une généalogie de ces émeutes, comme le montre Virginie Linhart dans la revue *Cultures & Conflits* de l'été 1992. La ville de Lyon et sa banlieue ont donc joué un rôle crucial dans le processus de médiatisation des émeutes urbaines, ceci étant peut être dû au clivage assez marqué entre un centre-ville plutôt bourgeois et des quartiers défavorisés à Vénissieux et Vaulx-en-Velin. En une décennie, les médias font des « banlieues » un sujet récurrent, exposant régulièrement des images devenues presque clichés, ce qui transforme la banlieue en un véritable sujet médiatique et l'un des problèmes auxquels chaque gouvernement doit faire face. Pourtant, c'est souvent la médiatisation des certaines émeutes qui crée

littéralement l'évènement, alors que ces émeutes sont en fait monnaie courante dans la réalité des banlieues. André Gérin, maire de Vénissieux, a déclaré dans son livre *Les ghettos de la République* : « en 1981, la vraie émeute, avouons-le, avait d'abord été l'émeute médiatique » (64). Un écart important existe donc, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, entre la façon dont sont perçus ces évènements par ceux qui les provoquent et la façon dont ces incidents sont traités par les médias, le problème étant que le discours créé par les journalistes ne prend guère en compte l'opinion des principaux concernés, les reléguant à un simple statut de sujets et non de participants aux débats.

Les premières émeutes urbaines, bien que peu médiatisées, ont lieu à Vaulx-en-Velin à la fin des années 1970 et se caractérisent par des affrontements entre des groupes de jeunes qui se sentent laissés pour compte et les forces de l'ordre. Mais ce sont les incidents de 1981, dans la cité des Minguettes à Vénissieux, ville également située dans la banlieue de Lyon, qui vont connaître la première grande couverture médiatique et inquiéter les hommes politiques de l'époque, dont Gaston Defferre, alors Ministre de l'Intérieur qui sera l'une des personnes préconisant une réponse ferme et le renforcement de la police en banlieue. José-Ramón Cubero, dans son livre *L'émergence des banlieues : au cœur de la fracture sociale* a identifié, à la suite de ces évènements, un discours émergeant des médias sur les violences urbaines et une ghettoïsation de la France pour le moins alarmiste dans son chapitre « l'irruption d'une violence médiatisée », où il relève le style « un tantinet démagogique » (39) des journalistes de l'époque qui contribuent à faire de la question des banlieues un problème social et politique.

Le 6 octobre 1990, Thomas Claudio, un jeune homme handicapé est renversé par une voiture de police, ce qui déclenche la colère des jeunes de Vaulx-en-Velin. S'ensuivent des affrontements avec la police et des pillages d'un centre commercial ainsi que des incendies.

Deux jours plus tard, le 8 octobre 1990, le journal *Le Progrès* publie à sa une un article ayant pour titre « Vaulx-en-Velin : l'émeute », <sup>12</sup> établissant un lien entre les évènements de 1981 à Vénissieux et ceux de Vaulx-en-Velin, suivi du constat suivant: « Neuf ans après Vénissieux, la maladie des banlieues n'est toujours pas guérie ». Le pays semble prendre conscience du problème grandissant des grands ensembles. En décembre 1990, le président François Mitterrand se rend dans la banlieue lyonnaise (à Bron plus précisément) dans le cadre du projet Banlieues 89, dirigé par l'architecte Roland Castro, afin de redéfinir une politique de la ville. Ces réunions, dont la question majeure concerne la fin possible des grands ensembles, mènent à la dénonciation de la part du président de la République de la ségrégation urbaine qui s'accroît et qu'il faut absolument atténuer pense-t-il, sous peine de voir se répéter ces phénomènes d'émeutes urbaines. François Mitterrand dénonce en effet « la terrible uniformité de la ségrégation, celle qui regroupe des populations en difficulté dans les mêmes quartiers, qui rassemble les enfants d'origine étrangère dans les mêmes écoles » <sup>13</sup> avant d'envisager des mesures pour les quartiers sensibles. Cette intervention mène en outre à la mise en place d'un Ministère de la Ville et d'une loi anti-ghetto votée le 28 mai 1991 par le Ministre de la Ville Michel Delebarre, car, déjà le spectre du « ghetto américain » plane. Une des différences majeures entre les émeutes de 1981 et celles de 1990 réside surtout dans le traitement des médias qui non seulement commencent à établir une généalogie de ces émeutes mais qui insistent également sur le fait que les banlieues françaises pourraient bientôt ressembler aux ghettos américains, n'hésitant pas à dramatiser les évènements, à l'aide d'images violentes, qui sont parfois fabriquées de toutes pièces. Cet engouement des médias crée un discours officiel sur la banlieue qui ne cesse de s'amplifier des années 1990 à 2005, mais bien souvent, les personnes

---

<sup>12</sup> Cité par Sylvie Tissot : < <http://biblio.recherche-action.fr/document.php?id=376>>

<sup>13</sup> Assises intitulées « Pour en finir avec les Grands Ensembles », animées par l'architecte Roland Castro.

concernées (les émeutiers, les habitants de ces quartiers dits « sensibles »), n'ont guère le droit de parole. D'autre part, même si un contre-discours s'effectue dans les milieux culturels, force est de constater qu'il se transmet surtout par la musique rap, plutôt que par la littérature.

Cependant, en 1991, Farid Aïchoune publie un essai intitulé *Nés en banlieue*, qui ouvre la voie à un contre-discours s'opposant à celui diffusé par les médias, et offrant quelques explications quant aux raisons de ces émeutes urbaines. Ce livre fait le triste constat d'une génération ayant grandi dans des cités HLM construites dans l'urgence et dont la capacité d'accueil a été largement dépassée depuis plusieurs décennies, et expose de surcroît le lien entre la présence de la France en Algérie et celle des Algériens en France depuis la fin de la guerre d'Algérie, établissant ainsi le lien entre un territoire colonial et les problèmes qui agitent les banlieues depuis les années 1970.

#### **A) *Nés en banlieue* : naissance d'une génération nouvelle.**

Farid Aïchoune, journaliste au *Nouvel Observateur*, donne de manière indirecte la parole aux jeunes de banlieue en mettant côte à côte l'histoire des émeutes et les chemins de vie de jeunes de banlieue, combinant ainsi la perspective officielle à des récits de vie mettant en scène les particularités de la vie en banlieue.

Le titre *Nés en banlieue* laisse d'ailleurs à penser que la vie de ces banlieusards est foncièrement différente de celles des Parisiens nés en ville, et donne l'impression d'un destin inévitable, comme si le fait de naître en banlieue marquait de son sceau tous les banlieusards. Dans ce livre, Farid Aïchoune constate le manque d'attention de la part du gouvernement quant aux problèmes quotidiens des habitants de cités HLM de la banlieue parisienne (logements devenus insalubres, chômage des jeunes, usage de drogue, etc). Une lecture post-2005 permet de

noter que la situation en banlieue n'a guère changé depuis le début des années 1990, que ces problèmes sur lesquels Aïchoune attire l'attention des lecteurs persistent, et se sont même accrus depuis (on peut à cet égard noter la disparition de la police de proximité et de certains services sociaux depuis l'arrivée du président Nicolas Sarkozy au pouvoir, comme le souligne Cédric Mathiot dans un article de *Libération* du 15 avril 2010). Aïchoune commence par évoquer les incidents dans la banlieue parisienne et lyonnaise qui restent bien souvent (et notamment dans les cas des émeutes de 2005) le point de départ de nombreuses révoltes urbaines, même si elles n'en sont pas les causes premières. Pour Aïchoune, les conditions de vie de ces jeunes « nés en banlieue » diffèrent foncièrement de celles de la génération précédente (des années 1960 et 1970), venue en France à l'âge adulte en provenance du Maghreb ou d'Afrique sub-saharienne, puisqu'ils n'ont pas connu la vie dans les ex-colonies, la culture française étant donc leur référence majeure ; toutefois, ils ont su créer leur propre contre-culture, notamment grâce à l'influence de la culture noire-américaine à laquelle ils se sont identifiés, entre autres grâce au rap. Le quatrième de couverture de *Nés en banlieue* met en valeur la naissance d'une culture à part, héritée d'une culture banlieusarde ouvrière à laquelle s'ajoute la culture hip-hop ainsi que des bribes des cultures des ex-colonies, héritage de la génération précédente : « le rap est leur musique, le verlan leur langage, la banlieue leur territoire. Parce qu'ils y sont nés, mais que celle-ci ne leur offre rien ou presque, ils en veulent aux adultes, eux-mêmes déchirés par un interminable exil ».

Le livre d'Aïchoune s'organise autour de trois grandes parties : 1) De la zone au béton, 2) Bande et tribus et 3) La culture de l'émeute ou la révolte des zupiens. Ces trois parties contribuent chacune à définir pour Aïchoune une véritable culture de banlieue qui prend des formes différentes (musique, danse, film) et qui doit son originalité au lieu de production lui-

même ainsi qu’au sentiment de révolte qui l’anime. Ainsi, vue par Aïchoune, la culture « banlieue » est fortement ancrée dans un contexte économique et social difficile, et a priori militante, de manière plus ou moins explicite.

*Nés en banlieue* peut donc être considéré comme un texte-clé dans la mesure où c’est l’un des rares ouvrages à dresser le bilan d’une génération de banlieusards, qui a su créer ses propres repères, et à affirmer que cette première génération d’enfants nés dans la périphérie urbaine possède une histoire et une mémoire collective qui leur est propre, dans la mesure où leur expérience diffère de manière radicale des conditions de vie de jeunes du même âge habitant Paris intra-muros. La question de la mémoire est cruciale pour ces jeunes nés dans les années 1960 et 1970 qui ne sont pas tiraillés entre une enfance passée ailleurs et une vie adulte en France, contrairement à leurs parents, mais qui grandissent dans des cités HLM avec, en arrière-plan, des images, des coutumes, plus ou moins bien transmises par leurs parents du Maghreb ou de l’Afrique :

Une nouvelle race de « beurs » semble émerger. Une nouvelle classe sociale, dangereuse, à l’instar des prolétaires de la fin du XIXe siècle. Une génération amnésique, avec laquelle il va falloir apprendre à vivre et négocier, comme disent les sociologues.

Sauf qu’aujourd’hui, dans les banlieues, les jeunes sont passés à travers toutes les mailles du traitement social. Ils exigent des réponses immédiates : du boulot tout de suite. (21)

Cette impression d’amnésie collective décrite par Aïchoune est cruciale pour notre étude car en évoquant le silence qui pèse dans les familles de banlieusards, notamment vis-à-vis des relations qu’entretient la France avec ses ex-colonies, l’auteur met le doigt sur l’un des problèmes toujours d’actualité en 2005 : l’occultation du passé colonial de la France. Ainsi Aïchoune établit-il un parallèle entre un passé colonial et des réalités postcoloniales, et entre l’absence d’une histoire

officielle et le silence qui pèse sur les nouvelles générations de banlieusards. Aïchoune nous rappelle également, grâce à l'allusion au livre de Louis Chevalier dans la citation ci-dessus, que la stigmatisation des banlieusards ne date pas des années 1970, et qu'elle n'est qu'une réactualisation de thèmes présents au dix-neuvième siècle comme nous l'avons montré dans le premier chapitre.

Farid Aïchoune est ainsi l'un des premiers journalistes à établir le lien entre le passé colonial de la France, en évoquant notamment la présence française en Algérie, et les réalités postcoloniales des banlieues françaises. Ainsi évoque-t-il dans *Nés en banlieue* la guerre d'Algérie (1952-1964) à une époque où l'on parlait encore des « événements » d'Algérie.<sup>14</sup> Il évoque également le massacre de Maghrébins à Paris le 17 octobre 1961, événement occulté dans l'histoire de France, ainsi qu'en littérature, jusqu'à la publication des romans de Didier Daeninckx (*Meurtres pour mémoire* paru en 1983) et de Leïla Sebbar (*La Seine était rouge*, publié en 1999). Depuis 2005, ce discours est omniprésent dans les milieux intellectuels et largement relayé par des historiens abordant les questions du colonialisme et du postcolonialisme,<sup>15</sup> mais force est de constater qu'au début des années 1990, ce discours n'est guère présent dans les médias, surtout en relation avec les soulèvements en banlieue.

Dans la partie intitulée « De la zone au béton », Aïchoune met en avant la vie d'un jeune « beur », Sélim, et de sa famille en banlieue parisienne. L'auteur établit un parallèle entre l'histoire de la vie du père de Sélim, Areski, arrivé dans la banlieue parisienne à l'âge de dix-sept ans, et le passé colonial français, afin de montrer les liens entre l'arrivée d'immigrés en provenance d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et les débuts d'une vie dans les bidonvilles, puis

---

<sup>14</sup> Le mot de « guerre » ne fut officialisé qu'en juin 1999 sous l'impulsion de Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants.

<sup>15</sup> Ces concepts seront définis dans le troisième chapitre qui traite du fait postcolonial en France après 2005.

dans les HLM de la région parisienne. Tout d'abord, Aïchoune constate que ce passé, aussi bien d'un point de vue personnel qu'historique, n'est pas connu de la génération dite « beur ». Ainsi, cette génération, née dans des cités dites « de transit » ignore à la fois le pays d'origine et le parcours de leurs parents, avec toutes les difficultés rencontrées pour arriver en France, mais aussi l'histoire des relations entre la France et l'Algérie : « Sélim ne sait pas grand-chose de l'histoire de ses parents, tout ça c'est si loin. Et puis, comme dans toutes les familles maghrébines, on ne communique pas vraiment avec ses parents » (24). Plus loin, Aïchoune évoque, à travers la voix du père de Sélim, le retour en France de ce dernier (parti en Algérie pour aller chercher sa femme), retour qui coïncide avec la fin de la guerre d'Algérie et les accords d'Evian : « Le 5 juillet 1962, l'Algérie devenait indépendante. Si Areski repart en Algérie avec son fils Akli, non pour y vivre, mais pour aller chercher sa femme. Les accords d'Evian prévoyaient la libre circulation des biens et des personnes entre la France et l'Algérie » (33). Jusqu'à cette date, les hommes en provenance d'Algérie étaient seuls en France, dans la mesure où une grande partie d'entre eux était venue pour combler le manque de main d'œuvre en France, notamment dans l'industrie automobile et dans le bâtiment. Le livre (et documentaire) de Yamina Benguigui, *Mémoires d'immigrés* (1997) reste l'un des rares à donner une voix à cette génération dont la société française ignore souvent les raisons de leur venue en France, même si depuis 2005, ce genre de documentaires commence à trouver sa place à la télévision française (on peut prendre comme exemple la trilogie *Musulmans de France* par Karim Miské, sortie en 2010). Toutefois, ce sont des livres comme ceux d'Aïchoune et des documentaires traitant des mêmes sujets qui comblent le manque d'informations concernant la venue d'immigrés en provenance d'anciennes colonies chez les jeunes habitants des banlieues françaises.

Ainsi, le livre de Farid Aïchoune est fondamental pour au moins deux raisons : tout d'abord, il est l'un des rares à faire émerger une culture des banlieues, qui s'est développée par les tags, le rap, et quelques films (Aïchoune mentionne les films de Carné, sortis avant *La Haine*, qui offrent une vision d'une banlieue prolétaire avant l'arrivée massive d'immigrés). La littérature ne fait pas encore partie de cette culture de banlieue, où, il faut bien l'avouer, les gens lisent relativement peu. De nos jours, il n'est pas rare que des sociologues s'attardent sur la culture des cités (voir les ouvrages de David Lepoutre, ou ceux de Marc Hatzfeld, mentionnés dans le premier chapitre), pour en montrer les codes et la richesse, mais ce n'était guère le cas au début des années 1990 où la culture banlieue restait considérée en marge de la culture nationale, voire ignorée des médias. Mais surtout, *Nés en banlieue* expose de manière quasi-inédite au début des années 1990 les liens entre l'histoire coloniale de la France et l'histoire de la banlieue, expliquant ainsi la présence en France de ceux qu'on l'appelle à l'époque les « Beurs », et dont certains se regrouperont dans les années 2000 sous le terme d'« Indigènes de la République ».

Aïchoune insiste sur l'importance de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 : cette marche, un des actes de résistance les plus significatifs de la part de cette génération « beur » réussît à lui-seul à catalyser toutes les aspirations d'une génération à laquelle les médias donnent justement le nom de « beur » suite à la marche. Sylvie Durmelat, dans son livre *Fictions de l'intégration : du mot « beur » à la politique de la mémoire*, revient sur cette marche et son impact sur la condition des enfants d'immigrés maghrébins dans les années 2000 :

La marche de 1983, née de l'initiative de jeunes de la banlieue lyonnaise, menée à bien, en partie grâce à l'aide et à l'expérience du prêtre Christian Delorme et du pasteur Jean Costil, et de l'appui d'associations à visée antiraciste et humanitaires, est partie de

Marseille le 15 octobre 1983, pour gagner Paris le 3 décembre 1983. L'objectif du mouvement est de réagir et de protester suite à une série de meurtres. (30)

La marche des Beurs a son importance dans le contexte politique du début du mandat de François Mitterrand, puisqu'elle a mené à une véritable prise de conscience, au niveau national, du visage changeant de la France. Bon nombre de commentateurs insistent alors sur la médiatisation de la marche et sur la participation de certaines personnalités politiques telles Jack Lang qui donne l'impression que la marche est surtout le projet d'hommes politiques et des médias, plus que des Beurs eux-mêmes (comme l'affirme Saïd Bouamama dans son essai *Dix ans de marche des Beurs: chronique d'un mouvement avorté*).

Toujours est-il que le mouvement beur était en route et que les années qui suivirent mènent au développement d'une culture « beur » qui se décline alors sous divers formats dont bientôt, la littérature.

## **B) La littérature « beur ».**

Le concept de littérature « beur » apparaît de plus en plus caduc, surtout depuis les émeutes de 2005. En effet, non seulement le terme beur n'est pas reconnu par ceux et celles qu'il est censé identifier, mais de plus, cette mouvance littéraire, dont l'un des thèmes est le positionnement dans l'entre-deux des cultures française et maghrébine, semble perdre de sa valeur au fur et à mesure que le pays d'origine s'éloigne des préoccupations des écrivains de l'immigration, dits non plus de la deuxième mais de la troisième voire de la quatrième génération. Il semblerait donc que de nouvelles appellations, entre autres celles de « littérature de banlieue » et de « littérature urbaine » remplacent progressivement, en tous cas depuis les émeutes de novembre 2005, celle de littérature beur.

Une des questions qui ne cessent d'émerger par rapport à ces littératures que l'on peut qualifier de « mineures » selon la définition de Deleuze et Guattari (c'est-à-dire non pas une littérature écrite dans une langue dite mineure mais, au contraire, une littérature marginalisée écrite dans la langue dominante) est l'inscription de ces mouvances littéraires au sein de la littérature française nationale. En effet, d'un point de vue littéraire, on notera que les écrivains de littérature beur ou urbaine n'entrent pas dans la « francophonie » telle qu'elle est enseignée par exemple dans les départements de français en Amérique du Nord (habituellement axée sur des pays francophones ou des zones francophones telles que la Caraïbe), ni dans la littérature-monde en français préconisée par les auteurs réunis autour de Michel Lebris et Jean Rouaud, et peut être encore moins dans la littérature franco-française telle qu'elle est présentée dans les médias, avec en figures de proue Frédéric Beigbeder ou Michel Houellebecq. Alec G. Hargreaves avait d'ailleurs posé la question de la place de la littérature beur au sein de la littérature française en insistant sur le fait qu'elle dérange :

la littérature issue de l'immigration en France est une littérature qui gêne. Les documentalistes ne savent pas où la classer, les enseignants hésitent à l'incorporer dans leurs cours et les critiques sont généralement sceptiques quant à ses mérites esthétiques. Le simple fait de nommer ce corpus est semé d'embûches (Bonn 17)

Pour revenir sur le terme beur, vraisemblablement apparu en 1982 avec le foisonnement des radios (grâce à François Mitterrand) et la célèbre radio-Beur (51), le mot entre dans le Larousse en 1986 selon Michel Laronde, comme il l'affirme dans son essai *Autour du roman beur: immigration et identité* (51). Certains affirment qu'il serait une abréviation pour « berbères d'Europe » ; d'autres évoquent la possibilité d'un renversement du mot « arabe » qui en verlan donnerait le mot « beur ». En découle une signification floue, qui désigne néanmoins une

personne née sur le territoire français de parents immigrés maghrébins. Dès le début des années 90, le terme est critiqué par Farid Aïchoune dans *Nés en banlieue* (1991) et par Adil Jazouli dans *Les années banlieue* (1992), ce qui nous amène à penser qu'il est difficile de parler de littérature « beur » sans penser à la récupération politique du mouvement annoncée par la fameuse marche de 1983. Farid Aïchoune dans *Nés en banlieue* remarque que ce sont les médias qui ont changé le nom de la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 en « marche des Beurs » sans que le terme ait un sens bien défini :

Par la grâce des médias, la marche pour l'égalité et contre le racisme, partie de Marseille à l'initiative d'une vingtaine de jeunes des Minguettes, à Lyon, et d'un curé, le père de Lorme, se métamorphosait en « marche des beurs ». Alors, beur, *kézako* ? Chacun y alla de son interprétation. (37)

Dans son livre *Les Passagers du Roissy-Express*, qui décrit un périple en banlieue, François Maspero fait parler un jeune habitant de la Courneuve qui affirme ne pas se reconnaître dans cette labellisation « beur » qui lui semble sortie de nulle part :

En fin d'après-midi, les 4000 s'animent. Devant le Courneuvien, des échafaudages sont prêts pour un concert de beurs. « Les beurs ? dit Akim. Je veux bien qu'on m'appelle Arabe, ça ne me gêne pas. Mais beur, ce mot-là, il est arrivé un jour, ce n'est pas moi, ce n'est pas nous qui l'avons inventé, on peut m'en affubler mais pour moi c'est une étiquette qui ne signifie rien. (203)

Une des caractéristiques de la culture beur, qui demeure par ailleurs un thème phare de la littérature dite beur, est le déchirement entre des traditions héritées des parents et une culture française qui ne laisse que peu de place pour la culture d'origine, poussant ainsi les enfants d'immigrés à un processus de désapprentissage de la langue arabe et à un détachement par

rapport à la culture de leurs parents. Ce positionnement entre deux cultures s'estompe au fur et à mesure de l'éloignement physique et culturel par rapport au pays d'origine. La culture beur, que l'on peut qualifier de culture de l'entre-deux (comme le prouve le titre du livre de Souâd Belhaddad. *Entre-deux-je. Algérienne?, Française?, comment choisir ?*) a perdu de son sens dans les années 2000, où les nouvelles générations se sentent moins tiraillés entre la France et l'ailleurs que les générations précédentes. Adil Jazouli, dans son ouvrage *Les années banlieue* paru en 1992, constate ce fossé qui se creuse entre le pays des parents (ou grands-parents) de cette génération et la France où les jeunes de banlieues ont grandi et dont la culture est quasiment exclusivement française :

Pour beaucoup de jeunes d'origine maghrébine ayant une moyenne d'âge de vingt ans en ce début des années quatre-vingt, l'attachement au pays d'origine des parents prenait la forme d'une construction affective : le mythe du retour (...). En effet, le mythe a fonctionné comme le recours ultime, au cas où toute possibilité d'intégration s'avérerait impossible en France. (33)

Jazouli fait cette remarque en 1992, au lendemain des émeutes de 1991 à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise. La possibilité du retour au pays d'origine qu'il évoque semble encore moins probable après 2005 puisque pour les jeunes de banlieue nés dans les années 90, le pays d'origine apparaît encore plus éloigné des réalités de la vie quotidienne en banlieue.

D'un point de vue artistique, la question d'une littérature beur fut abordée par bon nombre de critiques dont Alec Hargreaves, Charles Bonn, Christiane Achour et Michel Laronde. Ce dernier définit le roman beur par des critères ethniques mais également par les thématiques des œuvres elles-mêmes, élargissant ainsi le concept de beur : « Ainsi, le terme *beur* est à prendre à la fois dans le sens ethnique (les romans écrits par des Beurs) et à élargir dans le sens

d'une dialectique : celle qui parle la situation du jeune Maghrébin dans la société française contemporaine » (6). Laronde inclut ainsi dans ce corpus beur des romans de Leïla Sebbar, qui n'est pas vraiment « beur » puisqu'elle est née et a grandi en Algérie, et celui de Michel Tournier *La Goutte d'Or* dont le héros Idriss quitte son oasis natal pour déménager à Paris.

Dans *l'Anthologie de la littérature algérienne de langue française* publiée par Christiane Achour en 1990, Leïla Sebbar, écrit que :

la littérature « beur » n'existe pas, parce que ceux qu'on appelle les Beurs, les enfants de l'immigration, n'ont pas encore écrit de livres. Ils ont écrit, très vite, trop vite, un peu de leur vie, un peu de leurs cris, avec des mots, une langue qui ne maîtrise ni la langue de l'école, ni celle de la rue, ni leur langue. (184)

Sebbar indique donc de manière implicite que le mot beur ne provient pas de ceux et celles qu'il désigne mais d'ailleurs, ce qui pose la question de la validité du mot « beur » dans ce contexte. On voit donc toute la méfiance qui existe envers ce terme, de la part des personnes concernées comme de la part des critiques littéraires. Jean-Marc Moura conçoit la littérature beur comme un exemple du concept d'hybridité tel qu'il apparaît chez des penseurs de la condition postcoloniale tels qu'Homi Bhabha, faisant ainsi de cette littérature une exploration d'une identité constamment renégociée :

La théorie postcoloniale insisterait plutôt sur les formes textuelles de cette hybridité. Elle placerait ainsi l'écriture de ces auteurs, d'Azouz Begag à Faridah Belghoul, au cœur d'un débat actuel (et non tranché) entre discours d'assimilation à la nation et discours d'une mémoire revendiquée par les enfants d'immigrants: débat sur une citoyenneté pleine mais qui passerait aussi par le contact permanent avec la culture d'origine. Il s'agirait

d'étudier l'écriture d'une identité en formation fondée sur une négociation culturelle constante. (155)

Pour Moura, la littérature beur serait l'expression même d'une tension entre d'une part la volonté de s'intégrer à la culture française et d'autre part la crainte de la perte de la culture d'origine, avec en arrière-fond, un sentiment de ne faire véritablement partie d'aucune des cultures, impression confirmée dans le roman *Allah Superstar* de Y.B, où la définition d' « intranger » par le personnage de Kamel renvoie également à une position d'entre-deux: « ça veut juste dire que tu es étranger dans ton propre pays, mais me demande pas si le pays en question c'est l'Algérie ou la France » (237). Ainsi, jusqu'au début des années 1990, les Beurs semblent-ils condamnés à ne pas avoir assez de liens avec le pays d'origine de leurs parents sans pour autant avoir le sentiment d'appartenance au pays de naissance, ce qui nous rappelle la position conflictuelle du Beur chez Azouz Begag.

Pour la génération beur, la question cruciale est celle de l'intégration, qui se pose au niveau linguistique et en particulier en rapport avec le système éducatif français : c'est d'ailleurs un des thèmes majeurs du premier roman d'Azouz Begag *Le gone du Chaâba* (1986). Le personnage principal du roman, qui s'appelle Azouz Begag (le roman est explicitement autobiographique), veut à tout prix montrer qu'il peut écrire le français aussi bien que les français « de souche » de sa classe et ainsi s'intégrer à la société française :

Tandis qu'un vent d'angoisse se met à souffler dans les rangs, M. Grand s'assied derrière une pile de copies qu'il a posée sur son bureau, à côté des carnets scolaires que nos parents devront signer. Des émotions fortes commencent à me perturber le ventre (...)  
Comme tous ceux qui espèrent, je fixerai les lèvres du maître pour voir mon nom sortir

de sa bouche avant qu'il ne parvienne à nos oreilles. Si ce n'est pas moi, le deuxième, il faudra attendre la suite. Je préfère ne pas penser aux affres de cette torture. (87)

Le fait qu'Azouz ait envie de faire plaisir au professeur montre sa volonté de s'intégrer au reste de la société par le biais de l'école, d'autant plus qu'il est témoin au quotidien de l'isolement de ses parents qui ne maîtrisent pas la langue française et qui sont ainsi mis à l'écart de la société.

La maîtrise de la langue et l'éducation jouent un rôle crucial dans l'intégration des jeunes Beurs. Dans son ouvrage *Postcolonialiser la haute culture: à l'école de la République*, paru en 2008, Michel Laronde montre que le roman beur articule de manière quasi-systématique ces questions en abordant la transmission de la culture française par l'école grâce à diverses pratiques d'enseignement qui, bien souvent, présentent une vision monolithique de la culture française, forçant ainsi les élèves, quel que soit leur couleur et leur bagage culturel, à apprendre une histoire de France qui ne reflète pas la diversité à laquelle ils appartiennent.

Bien que le premier roman d'Azouz Begag témoigne de la démarche du personnage d'Azouz qui s'efforce de s'intégrer coûte que coûte à la société française des années 1960, l'adolescent que deviendra Azouz Begag plus tard ne peut faire que le constat du rejet auquel il sera confronté, et avec lui tout le malaise de la génération beur qui est exclue d'une certaine sphère publique.

Comme il l'écrit dans *Génération beur, etc.: la France en couleurs* (1989):

À 16 ou 17 ans, j'ai cherché à entrer dans la société française – ce que je n'avais pas fait dans le bidonville, puisque c'était comme si j'avais été en Algérie – parce que j'ai commencé à chercher à draguer les filles. C'est là que je me suis heurté à cette société qui, justement, protège ses femmes contre l'invasion des étrangers. C'est toujours par la femme que la société se mélange. À l'âge de 16 ou 17 ans ont commencé les humiliations

dans les discothèques où j'essayais d'aller avec les copains. Là j'ai compris que c'était l'Afrique du Sud, l'apartheid, le handicap d'avoir une peau noire, une peau bronzée. (135)

Malgré des efforts d'hommes politiques pour combattre le racisme et le slogan « Beur is beautiful » qui apparaît à l'époque de François Mitterrand dans le journal *Libération*, force est de constater que les efforts faits pour donner une vision positive de la génération beur n'ont pas porté leurs fruits : cette génération, qui avait la volonté de s'intégrer à la société française, laisse place à une nouvelle génération qui, bien qu'encore plus « française » que la précédente, reste néanmoins perçue comme impossible à intégrer. Au niveau littéraire, les années 1990 marquent une rupture avec la mouvance beur, dans la mesure où les écrivains d'origine maghrébine vont peu à peu prendre leurs distances par rapport aux thématiques du roman beur. Comme l'écrit Mustafa Harzoune dans son excellent article *Littérature : les chausse-trapes de l'intégration*, les années 1990 voient l'essoufflement de la littérature beur avec l'effacement progressif de cette tension entre pays d'origine et pays d'accueil :

Pourtant, les années quatre-vingt-dix annoncent des évolutions et des ruptures. De nouveaux auteurs apparaissent qui, se situant d'emblée en dehors d'une logique de groupe ou communautaire, entendent inscrire leur travail dans l'universel, en dehors de tout déterminisme. Point d'appartenance ici, ou alors mesurée, comptée, distanciée. Nul porte-parole non plus (...). Dégagés du souci de paraître intégrés, ils peuvent se dire intégralement, libérer leur veine créatrice et poétique, donner libre cours à leur imaginaire et montrer que leurs émotions, leurs souffrances comme leurs joies, n'ont rien de prosaïques ou de vaguement exotiques. (19)

Au fur et à mesure que les écrivains de la mouvance beur s'éloignent des préoccupations de la première génération née en France, le public semble se détourner de cette littérature, ce qui tient

également peut-être au caractère autobiographique de ces romans ou au fait qu'ils sont lus comme des témoignages sur la condition beur et pas forcément comme des fictions à part entière. Le reproche que l'on a souvent fait à la littérature beur est, comme nous l'avons déjà dit, de manquer de qualités esthétiques, et de faire prévaloir le contexte identitaire, ce qui donnerait à cette littérature un caractère autobiographique. Ceci ne peut mener qu'à l'essoufflement de cette littérature dans la mesure où la veine autobiographique atteint très vite ses limites. Une des romancières beur, Farida Belghoul, n'a ainsi publié qu'un livre, *Georgette !* avant de se tourner vers d'autres activités, tout comme d'autres écrivains de cette génération, qui ont choisi d'autres médias pour s'exprimer, ou, comme dans le cas d'Azouz Begag, ont eu d'autres carrières (celle de journaliste, de sociologue, voire d'homme politique). Dans son article, Mustafa Harzoune décrit bien le détachement des écrivains dits « beur » par rapport à leurs conditions. Au début des années 2000, le concept de littérature beur s'essouffle: un numéro spécial d'*Expressions Maghrébines* confirme d'ailleurs de par son titre qu'il faut désormais aller « au-delà de la littérature beur » tant le concept semble caduc. Dans cette revue, Alec Hargreaves, l'un des spécialistes de cette littérature, redéfinit le concept de littérature beur en insistant sur le fait qu'elle reste l'expression d'un phénomène générationnel :

Si la littérature dite « beur » est née sous la plume d'auteurs appartenant à la deuxième génération des Maghrébins de France, nés de parents immigrés et devenus adultes au cours des années 1970-1980, on parle couramment aujourd'hui d'une troisième génération devenue adolescente et adulte au cours des années 1990-2000. Cette troisième génération se définit moins généalogiquement que sociologiquement. (4)

Christiane Albert dans son livre *L'immigration dans le roman francophone contemporain* (2005) constate elle aussi une rupture entre la littérature beur et les nouvelles écritures de l'immigration

qui s'appuient moins sur la question d'un enracinement à un territoire plus qu'à un autre, privilégiant ainsi une identité hybride. Pour Albert, il y aurait trois étapes concernant les littératures de l'immigration en français : la première étape débute pendant la colonisation et s'arrête aux dates d'indépendance, c'est-à-dire, vers les années 1960, et concerne surtout le passage du pays colonisé vers la métropole. La deuxième étape concerne la période d'après les indépendances et s'arrête dans les années 1980. Ces romans traitent surtout de l'immigration en France. Un des exemples que donne Albert pour cette période est le roman de Rachid Boudjedra *Topographie idéale pour une agression caractérisée* (1971). La troisième étape comprend les écrits des enfants et des petits-enfants de ces immigrés dont les romans sont marqués par une identité hybride.

Cependant, bien que l'écriture des romanciers de l'immigration soit très représentative des écritures postcoloniales, on peut se demander si elle ne marque pas non plus une rupture avec celle de la génération qui les a précédés (...). Elle revendique au contraire le dépassement même de la notion de littérature nationale par un positionnement identitaire qui se situe à la confluence de plusieurs cultures, plusieurs langues, plusieurs imaginaires et rejette tout ancrage dans un espace national. (20-21)

Alors que la littérature beur s'essouffle, les émeutes de 2005 vont permettre l'émergence d'une nouvelle mouvance littéraire : la littérature urbaine.

### **C) Emergence d'une littérature « urbaine ».**

Le concept de littérature « urbaine » est difficile à définir, d'une part parce que le terme « urbain » évoque la ville, alors que cette littérature évoque plutôt la banlieue (le terme de littérature « périurbaine » semblerait donc plus approprié), d'autre part parce que le concept

change selon la période que l'on aborde. Le mot « urbain » est bien évidemment lié à la ville. Une littérature « urbaine » au sens strict du terme serait donc une littérature dont les thèmes principaux évoluent autour de la ville. Dans ce sens, et dans un contexte moderne, Baudelaire pourrait être considéré comme un des premiers écrivains « urbains », dans la mesure où les *Tableaux Parisiens* sont considérés comme une œuvre qui met en avant une rupture par rapport à d'autres modes de représentation et qui présente la ville comme un symbole de modernité. Dans son ouvrage intitulé *Le roman urbain contemporain en France*, publié en 2007, Christina Horvath considère que le roman urbain contemporain est non seulement un roman mettant en scène la ville, mais également une œuvre qui explore le rapport des personnages à cette ville, exposant ainsi la vie quotidienne de ces personnages urbains, et en particulier l'actualité sociale et politique :

Ainsi, par roman urbain j'entends ici les récits dont l'intrigue se déroule à l'époque contemporaine (celle de l'auteur et du lecteur à la parution du texte) et qui livrent une description très précise de la vie quotidienne ordinaire, sans que l'objectif primordial soit de décrire les mœurs d'une classe sociale. L'action reste toujours porteuse de marques intrinsèques de l'actualité ou d'un certain engouement pour l'air du temps (rues, objets, décors, pratiques, habitudes et rituels quotidiens). (16)

Selon Horvath, la littérature du dix-neuvième siècle, et en particulier les œuvres de Balzac et de Zola contribuent à faire de Paris le personnage principal de leurs œuvres alors que, pour le vingtième siècle, elle s'appuie sur un corpus d'écrivains comme Alain Robbe-Grillet, Michel Butor, Jean-Paul Sartre, ou certains membres de l'Oulipo. Il apparaît évident qu'un inventaire exhaustif des romans « urbains » est quasiment impossible, et que pour traiter de l'aspect urbain de ces œuvres, Horvath doit restreindre son champ d'études. Elle le fait en se concentrant sur des

romans plus récents, en particulier ceux de Jean Echenoz, Michel Houellebecq, Jean-Claude Izzo, et Daniel Pennac. Toutefois, Horvath limite sa définition du roman urbain à la ville, et ne l'étend pas à la banlieue, à laquelle elle ne consacre que quelques pages dans une sous-partie intitulée « banlieusards » dans lesquelles elle fait du roman de banlieue « une des plus importantes sous-catégories du roman urbain » (146). La critique ne s'attarde pas sur cette littérature, mais évoque tout de même en quelques lignes les romans de Faïza Guène et de Rachid Djaidani dont le succès s'explique, selon elle, moins par la qualité littéraire de ces romans que par leur valeur de témoignage dans un contexte d'émeutes urbaines. Elle ajoute :

Il serait intéressant de se pencher plus en détail sur l'influence des maisons d'édition qui, en multipliant l'offre et en privilégiant les auteurs qui écrivent sur la banlieue, risquent de générer artificiellement une demande pour ce type de récit. Toutefois, quelle que soit la raison de l'actuelle abondance de romans de banlieue, il est certain que le phénomène est loin de s'essouffler et que la mutation quantitative des dernières années a conduit à une diversification des voix, ce qui rend ce sous-genre de plus en plus passionnant. (153)

Bien qu'Horvath ait raison de noter l'influence des émeutes de 2005 sur l'abondance de ce qu'elle nomme « les romans de banlieue », il semble somme toute normal que la culture des banlieues ne se développe pas seulement à travers le rap ou les films, mais également en littérature, et il faut insister sur le fait que certains écrivains « de banlieue » ont connu le succès bien avant ces émeutes, comme d'ailleurs les deux auteurs qu'elle cite : Faïza Guène et Rachid Djaidani dont les premiers romans sont parus respectivement en 2004 et 1999. D'autre part, bien que le mot urbain renvoie à la ville, la définition du roman urbain a changé depuis 2005.

En effet, c'est véritablement à la suite des émeutes d'octobre et de novembre 2005 que la presse commence à parler d'une littérature urbaine, dont le point de départ serait justement la

banlieue. En 2008, la revue en ligne *Fluctua* consacre un dossier spécial à la littérature urbaine.<sup>16</sup> Céline Ngi, l'auteure du dossier, affirme que cette mouvance littéraire s'est imposée depuis 2006 à la suite des émeutes, et qu'elle parvient à s'imposer non seulement en relation avec les évènements d'octobre 2005, mais également grâce à son ancrage dans les réalités postmodernes et à l'influence des nouvelles technologies : « plus qu'une tendance sociale, la littérature urbaine s'est affirmée ces dernières années comme un vrai mouvement littéraire, avec ses propres codes stylistiques, ses références et ses objectifs ». L'appellation « littérature de banlieue » apparaît également dans les médias, mais elle est plutôt rejetée par les écrivains qui ne veulent pas que la presse leur assigne un territoire fortement stigmatisé. Outre la connotation péjorative qu'aurait l'expression « littérature de banlieue », elle évoque également une relégation forte à un espace qui serait à l'écart du centre, comme si le roman « de banlieue » ne pourrait avoir de portée au-delà du monde banlieusard. Une des questions centrales aux littératures dites « beur », « de banlieue », ou « urbaine » est la question de l'autoréférence permanente : à partir du moment où des écrivains sont catalogués comme étant des écrivains « beurs », « de banlieue » ou « urbains », il semble difficile pour ces auteurs de ne pas écrire sur des sujets ayant trait aux conditions de vie en banlieue ou de verser dans le témoignage permanent : l'œuvre de Begag est à cet égard représentative de cette question de l'assignation à l'autoréférence permanente, puisqu'à partir du moment où Begag n'écrit plus sur sa condition de « beur », il vend beaucoup moins de livres, et doit donc se tourner vers d'autres carrières, celles de sociologue, puis d'homme politique, puisqu'il devient Ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances de 2005 à 2007.

Or, le propre de l'écrivain n'est-il pas de pouvoir évoquer des univers différents de celui dans lequel il évolue ? Cyrille François, dans son article « Des littératures de l'immigration à

---

<sup>16</sup> Dossier disponible uniquement sur internet depuis 2008: <<http://www.fluctuat.net/6451-La-nouvelle-litterature-urbaine>>.

l'écriture de la banlieue : Pratiques textuelles et enseignement », évoque la difficulté de ces littératures à ne pas être perçues par le public comme de simples témoignages :

Depuis la première génération de l'immigration jusqu'aux générations suivantes aux écritures dites « urbaines » en passant par ce que l'on a appelé de façon discutable littérature « beur » guette la tentation d'écrire des témoignages. De même que pour l'exilé, il s'agit de trouver un moyen de se dire, tout à la fois déraciné et non intégré, hors de la littérature maghrébine, hors de la littérature française, pour l'auteur issu de la banlieue, la tentation se fait sentir de dénoncer ouvertement ce qu'il se passe là-bas, hors du centre des villes, loin des banlieues riches. (150)

François met l'accent sur l'un des aspects problématiques de toutes les littératures qui se voient étiquetées comme étant l'expression d'une certaine condition ou d'une identité et de la difficulté, une fois cataloguées comme faisant partie d'un certain mouvement, à en sortir. Dans le cas de la littérature de banlieue, de la littérature beur ou de la littérature urbaine, les écrivains sont condamnés à se faire porte-parole de ce qui se passe en banlieue, sans avoir la possibilité d'évoquer d'autres univers.

L'appellation littérature « de banlieue » pose la question de la provenance de cette littérature par rapport aux thématiques qu'elle aborde : s'agit-il de romans qui prennent place en banlieue (dans quels cas il faudrait considérer certains romans d'Annie Ernaux, de Christiane Rochefort ou de François Bon comme étant des romans de banlieue) ou de romans écrits par des écrivains venant de la banlieue parisienne (mais qu'arrive-t-il lorsqu'un écrivain de banlieue écrit sur un sujet n'ayant aucun lien avec le thème de la banlieue) ? D'autre part, cette appellation fait-elle référence, de manière implicite, à une littérature provenant de l'immigration dans la mesure où le mot « banlieue » évoque inévitablement depuis les années 1960 le lieu d'habitation

des populations majoritairement immigrées ? Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le mot est fortement connoté depuis les vagues d'immigration successives des années d'après-guerre et surtout depuis 1981, date à laquelle la banlieue devient le centre d'attention des médias dans le contexte des émeutes urbaines. Dans son article de 2005 intitulé « Banlieue et littérature », Christiane Achour pose la question des rapports entre banlieue et littérature et établit une distinction entre deux groupes :

le premier renvoyant aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> s., dans une perspective interne franco-française, à un ensemble d'œuvres littéraires ayant fait peu ou prou leur place à ces lieux. On peut énumérer quelques noms comme ceux de Victor Hugo et Eugène Sue, de Didier Daeninckx et Thierry Jonquet, Vladimir Pozner ou Raymond Jean, de Marguerite Duras et Annie Ernaux. Le second ensemble renvoie à un corpus de textes plus récents, corpus francophone cette fois, composé d'auteurs maghrébins, africains, antillais – les Maghrébins et les Algériens en premier lieu surtout car ils furent les premiers à envahir » ces (ban)lieux. (3-4)

Cette distinction est discutable : pour Achour, toute œuvre du dix-neuvième ou vingtième siècle évoquant la banlieue pourrait être considérée comme faisant partie d'une « littérature de banlieue », or, force est de constater qu'il paraît difficile de mettre dans la même catégorie Victor Hugo et Annie Ernaux. D'autre part, concernant le deuxième corpus, Achour prend comme exemples des romans de Mouloud Feraoun, Kateb Yacine ou Rachid Boudjedra que la critique a plutôt tendance à ranger sous l'appellation de « littérature maghrébine d'expression française » et dont les œuvres n'abordent pas vraiment, ou de très loin, la banlieue française. Achour semble ensuite se tourner vers la question du roman beur et ne résout pas le problème de la distinction entre « littérature de banlieue » et littérature « beur ». L'appellation « littérature de banlieue »,

bien que problématique dans son assignement d'œuvres à un territoire, permet néanmoins de ne pas ethniciser cette littérature et d'inclure ainsi des banlieusards non issus de l'immigration tels que Dominique Le Boucher, né en banlieue parisienne ou, plus récemment, des écrivains comme Samuel Benchetrit qui ont choisi comme décor pour leurs romans leur lieu de résidence : la banlieue de Paris. Pourtant, il faut avouer que le terme est souvent employé pour désigner des écrivains issus de l'immigration : dans un entretien avec Afrik.com<sup>17</sup>, l'écrivain Wilfried N'sondé affirme :

La banlieue c'est quoi ? Neuilly par exemple est une ville de banlieue, si un habitant de Neuilly venait à écrire un livre, on dirait que c'est un écrivain de banlieue ? Quand on me dit « écrivains de banlieue », j'entends : « voilà quelqu'un qui vient d'un milieu pauvre et qui est issu de l'immigration ». C'est effectivement ce que je suis, un immigré d'Afrique noire, pauvre, vivant en Europe. Si c'est cela être un écrivain de banlieue, alors oui je le suis. Je pense qu'on emploie le terme de banlieue pour ne pas reconnaître, pour masquer la réalité des choses.

La littérature de banlieue serait donc, dans un contexte contemporain, une sorte d'euphémisme décrivant la littérature de la « génération banlieue » dont parle Farid Aïchoune, mais cette expression n'est guère appréciée des écrivains issus de ces banlieues qui jugent le terme péjoratif. Lors d'un récent colloque intitulé « Littérature(s) de banlieue ? Vers une nouvelle stigmatisation? », tenu à Paris le 9 juin 2009 à la Maison des initiatives étudiantes dans le onzième arrondissement, des écrivains urbains se sont penchés sur cette question et ont conclu que l'appellation n'était guère heureuse et confinait ces écrivains à un espace littéraire d'où il leur était nécessaire de s'extraire s'ils voulaient survivre en tant qu'artistes. Mabrouck Rachedi a ainsi insisté sur le fait qu'il lui était nécessaire d'aborder d'autres sujets, comme il l'a fait par

<sup>17</sup> Entretien disponible sur le site suivant : <http://www.afrik.com/article11755.html> consulté le 21 mai 2010.

exemple dans son *Eloge du miséreux* (2007), et Kaoutar Archi a rappelé que la littérature, même urbaine, est avant tout une affaire de sensibilité, et pas seulement un moyen de faire passer un message. Selim Ardaoui, journaliste pour *Presse et cités* (un journal sur la culture en banlieue ou de la banlieue) a conclu que l'écriture de ces romanciers dépasse le cadre de la banlieue où ils sont sans cesse renvoyés et que les écrivains urbains ne devraient pas être lus seulement pour ce qu'ils ont à dire sur leur lieu d'habitation, mais également pour la qualité de leur prose : «La banlieue n'est plus un argument irréfutable pour une écriture à fleur de peau et ses jeunes auteurs ne veulent plus endosser le rôle d'analyste pour chaque véhicule qui s'embrace tous les samedis soir en France (oui, oui, ça brûle encore...) ». Notons enfin que l'expression « littérature de banlieue » n'est pas aussi récente qu'on pourrait le croire : ainsi, au 19<sup>ème</sup> siècle, dans ses *Causeries du lundi* (Volume 15), Charles Augustin Sainte-Beuve fait une critique du livre de M.A. Sayous *La littérature française à l'étranger pendant le dix-huitième siècle* en précisant que « beaucoup d'écrivains, d'auteurs de profession ou d'amateurs ont écrit en français hors de France sans être Français eux-mêmes ou en étant des Français exilés, immigrés : c'est de cette vaste littérature de banlieue que M. Sayous a fait l'histoire » (130). Pour Sainte Beuve, l'expression « littérature de banlieue » se comprend comme une littérature d'expression française écrite en dehors du centre parisien ; le mot « banlieue » est donc à envisager selon lui comme un espace francophone rattaché à l'hexagone par la langue, composé aussi bien de personnes de nationalité française que d'étrangers écrivant en français (ce que l'on nomme aujourd'hui, de manière maladroite, « la littérature francophone »). On voit donc les problèmes que pose cette appellation de littérature de banlieue : bien que Samuel Benchetrit écrive dans les années 2000 sur la banlieue dans ses *Chroniques de l'Asphalte*, il semblerait qu'il puisse facilement échapper à l'étiquette d'écrivain de banlieue et il est probable qu'il soit en mesure d'écrire sur d'autres

sujets que celui de la banlieue, ce qui n'est pas le cas pour certains romanciers issus de l'immigration qui ont été étiquetés comme écrivains « de banlieue », et non pas en tant qu'écrivains écrivant sur la banlieue.

On est également en droit de se demander si l'inspiration derrière cette littérature ne serait pas le concept américain de « urban literature » qui sert surtout d'euphémisme pour décrire une littérature noire-américaine abordant des thèmes liés au ghetto américain et/ou une littérature visant un public a priori « urbain », c'est-à-dire de couleur. Sur son site internet, G. Andi Rhos activiste et écrivaine, définit la littérature urbaine comme une version livresque du mouvement hip-hop, une extension écrit-elle de ce que l'on trouve dans les films noirs américains comme ceux de Spike Lee, ou dans le rap.<sup>18</sup> En effet, bien que l'on soit tenté de définir la littérature urbaine par ses thématiques, force est de constater qu'il est difficile de ne pas percevoir, dans une société compartimentée selon des critères de race, la littérature urbaine américaine comme une branche de la littérature noire-américaine.

La littérature urbaine apparaît aux États-Unis en 1969 à la suite des mouvements pour les droits civiques des noirs américains, avec un des romans fondateurs de ce mouvement intitulé *Pimp*, publié par un ancien prisonnier, Iceberg Slim (Robert Peck de son vrai nom). Ce roman est devenu une référence dans la culture hip-hop grâce aux nombreuses références au livre dans des textes de rap et, plus récemment, grâce à une réédition préfacée par Sapphire, l'auteur de *Push*. Notons également que le roman a été traduit en français en 1998 et récemment republié pour un public « urbain ». Ces références multiples et les rééditions successives sont autant de preuves que *Pimp* est devenu un grand classique de la culture urbaine, tant et si bien que des rumeurs circulent sur une éventuelle adaptation cinématographique. Il ne serait pas faux de considérer

---

<sup>18</sup> Voir l'article de G. Andi Rhos « urban literature redefined » sur le site suivant : <http://www.timbooktu.com/rhos/urbanlit.htm> consulté le 25 novembre 2010.

l'autobiographie de Malcom X sortie en 1965 comme l'un des livres fondateurs de ce mouvement dans la mesure où la littérature urbaine américaine peut être perçue, en tous cas à ses débuts, comme une littérature militante, d'où peut-être un parallèle à établir entre littérature urbaine américaine et littérature urbaine française. Certains romans de Chester Himes, notamment les romans policiers, peuvent également être considérés comme des romans urbains, et l'on connaît l'influence de Chester Himes en France, pays où il a vécu de nombreuses années.

Alors que le mouvement hip-hop explose aux États-Unis dans les années 1980, la littérature urbaine telle qu'elle a été popularisée par Iceberg Slim ou Chester Himes semble disparaître, peut-être parce que la musique devient alors le médium privilégié de la revendication noire-américaine. Il n'est d'ailleurs pas totalement fortuit de considérer le rap et la littérature urbaine comme deux façons de faire passer le même message. Certains rappeurs sont par ailleurs considérés comme étant des écrivains urbains : on peut à ce titre citer le recueil de poèmes du rappeur Tupac Shakur, *The Rose That Grew From Concrete* (1999). Depuis les années Reagan, l'appellation « littérature urbaine » dans un contexte américain évoque surtout une littérature beaucoup moins engagée politiquement et traite surtout de sujets également véhiculés par le rap (non-militant cette fois-ci), faisant l'apologie d'une culture du ghetto, sous fond d'histoire de drogue, de rap et de violence urbaine. Certains critiques regrettent d'ailleurs l'aspect militant des romans urbains de la première heure, comme le critique Nick Chiles qui dans un article du *New York Times* du 4 janvier 2006, fustige la nouvelle littérature urbaine, totalement vidée de son contenu politique, qu'il décrit comme n'étant que pornographie et sensationnalisme.

En France, la littérature urbaine ne peut être considérée comme l'apanage d'une seule catégorie ethnique et semble garder son côté militant. Si l'on considère les romans urbains publiés après les émeutes de 2005, force est de constater que le roman urbain n'est pas réservé à une catégorie

ethnique spécifique : les romans publiés dans la collection Exprim' ainsi que les romans du collectif Qui Fait la France ? sont écrits par des écrivains d'origines variées, ayant en commun une culture urbaine et des préoccupations qui font du roman urbain un roman ancré dans un contexte sociopolitique. Christine Horvath rappelle d'ailleurs que le roman urbain contemporain se définit notamment par un ancrage dans les réalités quotidiennes : « on doit souligner l'importance de l'actualité politique, sociale et culturelle de l'époque contemporaine qui pèse autant dans la définition du genre que l'ancrage dans un décor urbain (Horvath 17).

Il est difficile d'établir un lien entre la littérature urbaine française et américaine, la première n'étant pas une version francisée de la première. Un des seuls romanciers urbains qui ait avoué avoir été influencé par la littérature urbaine américaine est Karim Madani comme il le révèle dans un entretien avec *Respect Mag* : « Je suis un gros lecteur de romans américains comme Chester Himes, Iceberg Slim, Norman Mailer, James Ellroy, Georges Pellecanos... C'est avec cette culture littéraire très cinématographique que je me suis construit ». <sup>19</sup> Mais de manière générale, les sujets des romans de Karim Madani ne sont pas les réalités sociales françaises, ni la vie en banlieue parisienne, mais plutôt les ghettos américains, ce qui le range plutôt dans la catégorie d'une littérature urbaine « américaine » en langue française. Tibo Bérard, directeur de la collection Exprim', aux éditions Sarbacane, relève des influences américaines chez certains des romanciers urbains qui publient dans sa collection. Peu d'écrivains urbains interrogés pour les besoins de ce travail ont affirmé avoir été influencés par ce mouvement : ainsi Mohamed Razane cite Emile Zola comme étant une de ces sources d'inspiration majeures, alors que Mabrouck Rachedi avoue dans un entretien qu'il nous a accordé pour *The French Review*, avoir eu envie de lire et d'écrire après avoir découvert *Le Père Goriot* de Balzac. Par conséquent, bien

---

<sup>19</sup> Voir à ce sujet : <<http://www.respectmag.com/karim-madani-chez-les-chicanos>> consulté le 10 mai 2010.

que l'on puisse faire certaines analogies entre littérature urbaine française et américaine, force est de constater que les parallèles entre les deux trouvent vite leurs limites, de la même façon que les banlieues françaises ne sont pas similaires aux ghettos américains, comme le démontre Loïc Wacquant dans son livre *Urban Pariahs*. Pourtant, on ne peut nier l'influence de cette « urban literature » sur la culture urbaine en France, ne serait-ce que par l'adoption du mot « urbain » lors du traitement de cette littérature dans un contexte français et de l'influence, d'une manière plus générale de la culture urbaine américaine sur sa contrepartie française.

Le terme de « littérature urbaine » a donc remplacé depuis les émeutes de 2005 le terme de littérature « beur » et s'explique entre autres par le besoin d'inclure au sein du monde littéraire une diversité extra-muros. Depuis le début des années 2000, bon nombre d'écrivains d'origine maghrébine refusent de s'inscrire dans la mouvance beur et se définissent encore moins comme étant beurs eux-mêmes. Dans un entretien qu'il nous a accordé en 2008 pour *Expressions Maghrébines*, Mohamed Razane, un des écrivains phares du collectif Qui Fait la France ? pointe du doigt la relégation des minorités ethniques à un ailleurs où l'on dénie leur appartenance à la société française et critique sévèrement le terme « beur » :

De mon point de vue ce terme participe de ce refus manifeste d'un pays de donner pleinement sa citoyenneté à une population qui en est à la quatrième voire à la cinquième génération d'enfants d'immigrés. Le jour on ne parlera que de « Français », ce que nous sommes depuis bien longtemps, un pas sérieux aura été franchi (*Expressions Maghrébines* 87).

La littérature urbaine telle qu'elle est représentée par des écrivains comme Mohamed Razane, Mabrouck Rachedi ou Thomté Ryam, doit en grande partie son nom aux émeutes survenues en 2005. En effet, bien que l'expression « littérature urbaine » ait été employée avant

ces émeutes, ce sont les publications d'ouvrages sortis juste après ces soulèvements qui ont donné au terme une connotation toute particulière et une valeur quasi-explicative à ces évènements : ainsi le livre de Mohamed Razane *Dit Violent* fut publié chez Gallimard en 2006 avec comme sous-titre « des mots sous l'émeute », montrant bien la relation de cause à effet entre ces publications par des jeunes écrivains issus de la banlieue et les vagues de violence urbaines. Cette association entre actualité des banlieues et littérature semble avoir assigné un but à ces romans : celui de raconter la vie en banlieue parisienne, inscrivant ainsi dans le paysage littéraire français certaines réalités sociales qui n'y figurent pas toujours. C'est également l'avis de Tibo Bérard, responsable de la collection Exprim' aux éditions Sarbacane, qui affirme dans un entretien avec *Respect Mag* que la littérature doit évoluer avec son époque et traduire les réalités sociales contemporaines :

Longtemps, la littérature a été vue comme une «culture réservée». Depuis quelques mois, ça bouge. Les libraires et bibliothécaires ont été les premiers à se féliciter de l'arrivée de romans capables de capter l'attention des ados et les réconcilier avec la lecture. Cette littérature n'est pas là pour «apprendre à vivre», mais inciter à s'interroger! Et montrer que des mots de verlan et d'argot, habilement pervertis, peuvent créer du beau langage. Quel intérêt à faire du Madame de Lafayette aujourd'hui? Une écriture doit être en connexion avec son temps.

#### **D) Les émeutes de 2005 : une source pour la littérature urbaine ?**

Tout comme la littérature beur semble avoir émergé en partie à la suite d'incidents en banlieue lyonnaise et de la marche des Beurs de 1983, la présence de romans urbains dans les

librairies s'explique par l'attention de la part des médias internationaux portée sur ces évènements.

Comme pour les émeutes de 1981 dans la banlieue lyonnaise, les émeutes de 2005 commencent lors d'une confrontation entre jeunes de cités et agents policiers. Le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, une dizaine de jeunes rentrent chez eux après un match de foot. Sur leur chemin, ils passent devant un chantier de construction où aurait eu lieu une tentative de cambriolage. Un passant informe la police qui se rend aussitôt sur les lieux du prétendu cambriolage, au même moment où les jeunes Clichois approchent le lieu. La bande de jeunes se dispersent et trois d'entre eux se réfugient dans un poste de transformation EDF : il s'agit de Muhittin Altun (17 ans), Bouna Traoré (15 ans), et Zyed Benna (17 ans). Le premier réussit à s'échapper du transformateur EDF avec des brûlures, mais les deux autres y trouvent la mort. Le soir même, des jeunes expriment leur colère dans les quartiers du Chêne-Pointu et du Bois-du-Temple, à Clichy-sous-Bois, en s'en prenant à des camions de sapeurs-pompiers. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy et le Premier ministre Dominique de Villepin qualifient ces jeunes de cambrioleurs, ce qui provoque la colère de leurs camarades, déclenchant ainsi le début des émeutes. De même, au même moment, une grenade appartenant à des policiers est jetée dans une mosquée en pleine période de Ramadan. Ces deux évènements suffisent à embraser les banlieues durant les quelques nuits suivantes. Certains écrivains refusent de voir ces émeutes urbaines comme étant des éléments déclencheurs du phénomène urbain en littérature. Ainsi, Diabi Doucouré, auteur du roman *Le bon, la brute et le truand* (2007), affirme en effet, lors d'un entretien avec Afrik.com que la littérature urbaine existait avant ces émeutes :

Afrik.com : Pensez-vous que les émeutes de 2005 ont, en quelque sorte, aidé les nouveaux écrivains dits de banlieue à se faire publier dans les plus grandes maisons d'édition françaises ?

Diaby Doucouré : Je pense que non, la preuve en est, des personnes comme Faïza Guène par exemple, ont sorti leur premier livre avant ces fameuses émeutes. Il faut cependant reconnaître qu'il est assez difficile de se faire publier en France, surtout lorsqu'il s'agit de la littérature urbaine. Mais c'est vrai qu'aujourd'hui, nous sommes regardés différemment parce que tout le monde veut jouer la carte de la diversité.

Il est vrai que bon nombre d'écrivains avaient abordé des thèmes liés aux banlieues bien avant ces émeutes et dans une certaine mesure, la littérature beur traite à bien des égards des questions sociales qui sont au cœur de la littérature urbaine. Pourtant, ce sont bien les émeutes de 2005 qui sont la source de multiples publications dans le domaine de la sociologie, de l'histoire coloniale et de l'urbanisme, ainsi que des romans constituant le corpus de notre étude. Mabrouck Rachedi avait écrit son roman *Le Poids d'une âme* bien avant les émeutes de 2005, mais il n'a été publié qu'après les émeutes, au moment où ces incidents captivaient une audience planétaire. C'est en effet l'attention des médias qui ont fait de ces émeutes un évènement majeur, alors que ce phénomène ne peut être considéré comme nouveau : au final c'est seulement l'ampleur du phénomène qui différencie ces émeutes des précédentes. La presse mondiale a avancé des interprétations diverses selon les pays : aux États-Unis, les journaux les plus conservateurs traitent la question des émeutes comme un problème essentiellement religieux : ainsi les journalistes du *Washington Times* concentrent leurs articles sur ces « musulmans qui défient la police »<sup>20</sup> attirant l'attention sur la question de l'Islam en Europe.

---

<sup>20</sup> *The Washington Times*. France Still on Fire. <http://www.washingtontimes.com/news/2005/nov/16/20051116-100222-2526r> consulté le 2 mai 2010.

Une critique toute particulière émerge des journaux venant des anciennes colonies puisque par exemple, le journal *Nouvelle Expression du Cameroun* annonce, dans un article intitulé « France : les fissures de la république ! », que la France a échoué dans sa tentative de réaliser ses idéaux républicains en renforçant les lois contre l'immigration et en discriminant les enfants d'étrangers. D'autre part, comme nous l'affirme Le Comité Invisible dans leur ouvrage *L'Insurrection à venir* concernant la montée de manifestations « anti-Sarkozy » en France, la gestion des banlieues par le gouvernement français rappelle de manière perturbante une gestion des colonies comme nous le verrons dans le chapitre suivant :

Nous vivons sous occupation, sous occupation policière. Les rafles de sans-papiers en pleine rue, les voitures banalisées sillonnant les boulevards, la pacification des quartiers de la métropole par des techniques forgées dans les colonies, les déclamations du ministre de l'Intérieur contre les « bandes » dignes de la guerre d'Algérie nous le rappellent quotidiennement. C'est assez de motifs pour ne plus se laisser écraser, pour s'engager dans l'autodéfense. (103-104)

Mais la littérature urbaine n'est pas seulement une réponse directe à ces émeutes : elle contribue à faire part d'une culture urbaine qui s'est développée depuis plusieurs décennies. De même que Farid Aïchoune a évoqué une « génération banlieue » depuis les années 80, avec sa propre culture, on parle depuis plusieurs années de « culture urbaine » qui doit également passer par la littérature comme le dit Tibo Bérard, éditeur de la collection *Exprim'* aux éditions Sarbacane dans son entretien avec *Respect Mag* :

Le sentiment qu'il n'existait pas, hormis quelques ovnis comme Rachid Djaïdani, de littérature en connexion avec le bouillonnement de notre époque. Pas de romans reflétant l'univers des 15-25 ans, nourri de cinéma, de BD, de jeux vidéo... Au même moment, les

cultures urbaines gagnaient leurs lettres de noblesse. Des gens comme Oxmo Puccino et Faïza Guène prouvaient leurs qualités de conteurs modernes. J'ai proposé à Sarbacane de créer une collection : banco.

La littérature urbaine se distingue de la littérature beur dans le sens où elle est écrite par des écrivains originaires non seulement du Maghreb mais également d'Afrique (Dembo Goumane et Insa Sané, les auteurs de *Dembo Story* et *Sarcelles-Dakar*, sont d'origine sénégalaise et Thomté Ryam, qui a publié *Banlieue Noire* est d'origine tchadienne), des Antilles (Didier Mandin l'auteur de *Banlieue Voltaire* est guadeloupéen), mais également par des français dits « de souche » puisqu'un des membres du collectif Qui Fait la France ? est Jean-Eric Boulin, né à Marseille et auteur de *Supplément au roman national*, la plupart de ces romans étant parus en 2006. Ces romans urbains ont du mal à se faire une place dans le paysage littéraire français : bien souvent, ils ne sont d'ailleurs pas classés dans les rayons « littérature » des grandes librairies mais au rayon « société », comme s'ils n'avaient valeur que de témoignage dans un contexte post-émeutes. En outre, les revues de presse sont à cet égard révélatrices du traitement de ces œuvres qui bien souvent ont été perçues, en bien ou en mal, comme un phénomène de société, une ode à la diversité, mais force est de constater que bien souvent, la critique ne lit pas ces ouvrages comme de la littérature. En ce qui concerne le recueil *Chroniques d'une société annoncée*, recueil de nouvelles publié par le collectif Qui Fait la France ? chez Stock en 2007, Fabrice Pliskin, du *Nouvel Observateur*, s'attarde à la composition du groupe et au manifeste, qu'il juge « taillé dans une langue de bois digne des énarques les mieux stylés » (*Nouvel Observateur* du 6 septembre 2007). Sur leur site ([quifaitlafrance.com](http://quifaitlafrance.com)), les écrivains du collectif s'insurgent contre le critique, qui selon eux, n'aurait pas jugé le recueil comme une œuvre littéraire, mais comme une revendication à caractère politique : « Cette critique, autrement dit, ne

viser pas notre littérature, elle vise notre démarche, notre rencontre, nos personnalités, ce que nous représentons, bref, tout ce qui flotte autour de nos textes et nous écarte de ce que nous sommes, qu'on le veuille ou non, c'est-à-dire des écrivains »<sup>21</sup>. Un des problèmes rencontrés par les auteurs de littérature urbaine est donc celui de la reconnaissance par les critiques en tant qu'écrivains. Tout d'abord, ces romans urbains, tout comme le roman « beur », ont plutôt été perçus comme des témoignages et, ont bien souvent été vendus comme tels par les librairies. D'autre part, la légitimité de ces écrivains a parfois été remise en cause : ce fut le cas pour Rachid Djaïdani, dont certains avaient douté qu'il était bel et bien l'auteur de ses romans, si bien que l'écrivain s'est filmé pendant des semaines en train d'écrire son dernier roman, pour en faire une sorte de documentaire intitulé *Sur ma ligne*, sorte de chronique sur les difficultés d'écrire et le travail d'écriture qui s'apparente souvent à un combat, voire à un match de boxe (la métaphore du ring est d'ailleurs récurrente dans l'œuvre de Rachid Djaïdani qui est également boxeur).

La littérature urbaine fait partie d'une culture plus vaste : une véritable culture urbaine, faite non seulement de littérature, mais également de musique, et de films. Tout comme la génération banlieue décrite par Farid Aïchoune a su inventer ses propres codes, il semblerait qu'à travers le rap, la mode et la littérature entre autres se soit établie une « culture de la rue », une culture des cités comme l'écrit Marc Hatzfeld dans son livre *La culture des cités : Une énergie positive*, où il s'exprime sur la créativité des habitants de banlieue et sur leur production culturelle, en commençant d'ailleurs par s'attaquer au concept même de « culture », puisqu'il affirme :

la société des cités de banlieue est forte d'une richesse propre, qu'elle dispose de ressources originales, qu'elle peut contribuer à la richesse globale du pays par

---

<sup>21</sup> < <http://www.quifaitlafrance.com/content/view/43/55/>> consulté le 10 mars 2010.

l'investissement de ses ressources, l'apport de ses talents et qualités spécifiques, de son histoire à elle, de ses savoir-faire propres, et même de l'acuité particulière du regard que lui donne sa posture. (7)

Bien qu'Hatzfeld n'aborde pas vraiment la question de la littérature urbaine, il nous rappelle que le travail langagier de certains écrivains urbains, avec l'intrusion de mots arabes et de verlan, n'est pas sans rappeler le travail d'un autre écrivain qui avait lui aussi révolutionné la langue française en y incluant un registre familier : Louis-Ferdinand Céline. Pourtant, Hatzfeld ne semble pas reconnaître l'émergence d'une littérature urbaine. Dans un entretien avec *Le Monde*, il affirme que la littérature ne tient pas une place importante dans la culture des banlieues :

Charly : Pourquoi parle-t-on si peu de lecture et de littérature quand on évoque la culture en banlieue ?

Marc Hatzfeld : Il y a peu de littérature issue des banlieues. Les gens qui habitent les banlieues aujourd'hui sont des gens d'origine rurale assez proche, et dont les ascendances, il y a deux ou trois générations, ignoraient pour la plupart largement l'écrit. En revanche, ces populations jouissaient de la richesse de cultures orales extrêmement élaborées. Et on trouve cette richesse dans une oralité vigoureuse, inventive, transgressive, qui apparaît à la fois dans le slam et dans les conversations quotidiennes des jeunes et des moins jeunes.

L'affirmation d'Hatzfeld est contestable : bien que la littérature ne soit pas en effet un medium privilégié dans la culture de banlieue, l'abondance de romans urbains depuis 2005 montre bien que le genre a une valeur non négligeable, même s'il est encore marginalisé, en partie à cause du manque d'attention des médias.<sup>22</sup>

---

<sup>22</sup> A cet égard, il est intéressant de noter que certains membres du collectif Qui Fait la France ? ont interrompu l'émission de Marc-Olivier Fogiel le 15 avril 2008 pour attirer l'attention sur leur collectif.

Le roman urbain s'est récemment développé sous deux formes distinctes mais qui se regroupent à bien des égards. Tout d'abord, la vague de romans sortis juste après les émeutes de 2005 peut constituer un premier corpus : la majorité de ces romans peuvent être regroupés autour du collectif Qui Fait la France ? dont bon nombre d'écrivains sont publiés immédiatement après les émeutes. D'autre part, des romans urbains sont parus aux éditions Sarbacane dans la collection Exprim' sous la direction de Tibo Bérard, dont la volonté est de faire sortir des livres dans la lignée de ceux de Faïza Guène qu'il a rencontrée et dont les romans traduisaient justement pour lui cette culture urbaine, Comme il le dit à Anne-Sophie Demonchy lors d'un entretien :

il manquait une littérature française qui soit connectée à son époque tout en étant inventive et percutante, une sorte de pendant à la littérature américaine. J'avais remarqué également l'évolution des cultures urbaines, domaine qui m'intéresse beaucoup. J'avais rencontré Faïza Guène que j'avais interviewée lors de la sortie de son premier roman *Kiffe Kiffe demain*. On avait alors beaucoup parlé de cette culture et comment la littérature crée un pont avec l'oral, comment le conte se remodernise à travers le roman. Sur scène, on voit des types qui sont des performeurs mais en même temps des conteurs d'histoires.

Pour Bérard, le roman urbain comporte plusieurs éléments permettant de le ranger dans la catégorie « littérature urbaine », notamment la qualité orale de ces romans qui permettent à ces livres d'être rappés ou slamés (d'où peut-être le commentaire de Marc Hatzfeld qui souligne l'importance de la culture orale chez les jeunes de banlieue). La qualité musicale de ces livres est d'ailleurs mise en avant puisque tous les romans publiés dans la collection Exprim' comportent une « playlist », sorte de bande sonore fournie par chacun des écrivains, qui accompagnerait les

lecteurs, rendant l'expérience de la lecture plus sonore. Les écrivains de cette collection sont ainsi invités à donner une liste de quelques titres musicaux destinés à accompagner la lecture. Ainsi, le roman d'Insa Sané par exemple comporte une bande son avant même l'incipit, qui rassemble des titres de Bob Marley ou du groupe de rap Ministère Amer. Par-delà le style de ces écrivains, qui tente d'inclure une certaine oralité dans l'écrit, tout comme l'avait fait Louis-Ferdinand Céline en imposant une langue argotique et une syntaxe hachée, on retrouve ainsi dans la collection Exprim' une volonté d'abolir les frontières entre rap et littérature, entre écrit et oral.

Les romans du collectif *Qui fait la France ?*, que ce soit ceux de Mohamed Razane ou de Faïza Guène, ainsi que les romans de la collection Exprim' vont de pair, notamment parce qu'ils traitent de cette culture urbaine dans la littérature mais aussi parce qu'ils ont les mêmes buts : traduire une culture des banlieues par un style nouveau, proche de la musique rap ou du slam, et créer un espace littéraire où pourrait s'articuler les préoccupations de la jeunesse des banlieues, permettant ainsi d'inclure ces réalités au sein même de la culture française. Une des différences majeures entre les écrivains de *Qui Fait la France ?* et ceux publiés par la collection Exprim' est l'engagement politique que les premiers revendiquent dans leur art, alors que les seconds sont plus attachés à la musicalité de leurs œuvres, ce qui se traduit par un aspect plus performatif de leurs romans: en effet, bon nombre de ces romans ont été slamés ou rappés, notamment *Sarcelles-Dakar*, transformé en slam par son auteur, et *Hip-Hop connexion*, de Karim Madani, lu par le rappeur Oxmo Puccino.<sup>23</sup> A cet aspect poétique de la littérature urbaine, les écrivains de *Qui Fait la France ?* préfèrent l'engagement politique, qui apparaît explicite dans leurs nouvelles, mais encore plus dans le manifeste qui sert de préface au recueil de nouvelles *Chroniques d'une société annoncée* et qui annonce les buts de cette littérature urbaine.

---

<sup>23</sup> Sur Dailymotion : <[http://www.dailymotion.com/video/x2qbqkq\\_oxmo-lit-karim-madani](http://www.dailymotion.com/video/x2qbqkq_oxmo-lit-karim-madani)>

Dans ce manifeste, les écrivains de Qui Fait la France font un constat double d'un manque de représentation de toute une partie de la population dite issue de l'immigration, ou comme on l'écrit de manière plus politiquement correcte, « issue de la diversité », aussi bien sur un plan politique que dans le milieu littéraire, les deux paraissant intrinsèquement liés:

**Parce que** nous prenons acte des défaillances d'une politique qui ne s'est jamais véritablement dotée des moyens nécessaires pour lutter contre les inégalités qui obèrent les possibilités d'un avenir meilleur

**Parce que** catalogués écrivains de banlieues, étymologiquement le lieu du ban, nous voulons investir le champ culturel, transcender les frontières et ainsi récupérer l'espace confisqué qui nous revient de droit, pour l'aspiration légitime à l'universalisme. (7)

Dans ce manifeste, les écrivains du collectif, mené par Mohamed Razane qui leur sert de porte-parole, pointent du doigt certains problèmes de la société française contemporaine, notamment un manque de reconnaissance du talent qui existe chez les jeunes de banlieue que l'on a tendance à cantonner à certains domaines (le sport ou la musique rap par exemple), sans jamais leur donner accès à des médias plus « nobles », leur refusant ainsi l'accès aux milieux littéraires. La plupart de ces écrivains sont rarement invités dans des émissions littéraires et lorsqu'ils sont médiatisés, ils le sont bien souvent par le biais d'émissions spéciales traitant des problèmes de banlieue et non en tant qu'écrivains (Faïza Guène par exemple est souvent invitée lors de débats sur les femmes en banlieue, comme lors de l'émission de Jean-Luc Delarue « Ça se discute » du 24 novembre 2004 « Les filles des cités doivent-elles se rebeller ? »). Le renvoi constant de ces écrivains à cet espace banlieusard est problématique car tout se passe comme si ces romans ne seraient susceptibles d'intéresser qu'un public habitant la banlieue, ce que confirme Rachid Djäidani dans un entretien avec Afrik.com:

Afrik : Pensez-vous que cette littérature urbaine, de par les thèmes qu'elle aborde, ne peut être comprise que par les personnes vivant dans les quartiers populaires ?

Rachid Djäïdani : Je ne crois pas et le fait de penser cela est une fois de plus une façon de créer des ghettos. Si on prend par exemple mon premier livre, *Boumkœur*, qui s'était vendu à 300 000 exemplaires, il avait marché parce que les gens de n'importe quel milieu social s'étaient retrouvés dans l'état d'esprit des personnages. Maintenant, qu'on dise que c'est une littérature de ghetto, de banlieue, etc, je réponds juste : c'est une littérature, point.

Notons que certains des écrivains que l'on pourrait cataloguer comme écrivains de littérature urbaine refusent cette labellisation, probablement parce qu'ils refusent justement d'être sans cesse renvoyés à cet espace et être ainsi condamnés à écrire sur des sujets liés aux banlieues.

Skander Kali, auteur du roman *Abreuvons nos sillons* évoque le destin tragique d'un jeune adolescent de banlieue appelé Cissé dont l'extrême violence n'est que le reflet du monde qui l'entoure. Bien que ce roman puisse être considéré comme un roman urbain, tant par les thèmes choisis par Kali que par le style, ce dernier renie cette étiquette d'écrivain urbain dans un entretien sur la nouvelle littérature urbaine pour la revue en ligne Fluctuat :

Pensez-vous être un auteur de nouvelle littérature urbaine ?

Non, absolument pas. J'ai écrit *Abreuvons nos sillons* sans influence extérieure. Je travaille dans mon coin, dans ma bulle. Je ne connais pas d'autre auteur, je n'en fréquente pas et je ne lis rien qui s'approche de ce que je voudrais continuer à faire. Je n'appartiens à aucun groupe, association, revue, collectif.... Je respecte le travail de tout le monde mais je me méfie de l'expression « nouvelle littérature » : ça fait vraiment marketing. La nouveauté et l'originalité ne m'intéressent pas trop. J'espère bien faire quelque chose

d'ancien. Retrouver d'anciennes thématiques. Retrouver la trace des bons vieux auteurs qui me donnent du plaisir. Sans distinction d'âge, de mode, d'époque ou d'origine géographique. Et puis, j'aimerais bien, un jour, écrire sur les Hautes Pyrénées ou les îles des Cyclades... Pas très urbain !<sup>24</sup>

Dans un article paru dans le *Time Magazine* du 21 novembre 2007, Donald Morrison fait le constat du manque de rayonnement de la culture française depuis quelques décennies. En effet, pour le journaliste, la culture française jusqu'alors représentée par la musique d'Edith Piaf, la philosophie de Jean-Paul Sartre ou d'Albert Camus, et le Nouveau Roman en littérature semble s'essouffler et bien qu'elle laisse un empreinte non négligeable dans le monde des arts, force est de constater qu'elle n'a pas véritablement été capable de se renouveler afin de toucher un public nouveau. Donald Morrison affirme:

There is one problem. All of these mighty oaks being felled in France's cultural forest make barely a sound in the wider world. Once admired for the dominating excellence of its writers, artists and musicians, France today is a wilting power in the global cultural marketplace.

Pour Morrison, cette « mort de la culture française » se traduit en effet dans divers domaines : le cinéma, qui n'a pas vraiment marqué les esprits depuis La Nouvelle Vague ; la musique, dont les derniers ambassadeurs à l'étranger ont été Edith Piaf et Charles Trenet ; la peinture et les arts plastiques, générateurs en France de multiples « ismes » comme l'impressionnisme ou le surréaliste qui semblent aujourd'hui dépassés ; et la littérature, qui peine à être traduite en anglais pour un public international. Selon le journaliste, une des solutions permettant d'améliorer la visibilité de la culture française à l'étranger serait justement de renouveler sa culture en incluant

---

<sup>24</sup> Entretien de Skander Kali dans la revue Fluctuat : <<http://www.fluctuat.net/6458-Entretien-avec-Skander-Kali-ecrivain>> consulté le 10 novembre 2009.

ceux et celles qui participent aujourd'hui à de nouvelles formes d'art, la littérature urbaine pouvant être considérée comme un des exemples de nouvelles formes de culture. D'autre part, il faudrait que les institutions prennent conscience de la production d'un art en français non hexagonal, ou en tous cas, non national. Comment expliquer par exemple le fait que la littérature dite francophone soit encore absente des rayons littérature des grandes librairies et qu'elle ne soit guère enseignée dans les programmes de littérature en France? Malgré l'attribution de quelques prix littéraires (dont le prix Goncourt à Marie Ndiaye ou le prix Renaudot à Alain Mabanckou en 2009), on ne peut que faire le triste constat d'un manque d'intérêt pour une littérature en français produite dans des régions ou des pays francophones (même lorsqu'elles sont françaises d'ailleurs, comme c'est le cas pour les DOM-TOM). On se rappelle de la définition de la littérature de banlieue selon Sainte Beuve et force est de constater qu'à bien des égards, la littérature urbaine et la littérature francophone subissent le même sort en France. La mise en avant de cette francophonie ainsi que la participation de la jeunesse « urbaine » au renouvellement de la culture française seraient donc autant de remèdes au nombrilisme franco-français qui caractérise les productions actuelles, ce que Morrison souligne à la fin de son article :

Therein may lie France's return to global glory. The country's angry, ambitious minorities are committing culture all over the place. France has become a multiethnic bazaar of art, music and writing from the banlieues and disparate corners of the nonwhite world. African, Asian and Latin American music get more retail space in France than perhaps any other country.

Les écrivains du collectif *Qui Fait la France ?* s'engagent donc à investir un milieu qui semble réservé aux élites : celui de la littérature. Comme nous le verrons plus tard, le rap est depuis les années 1980 le médium privilégié de la jeunesse urbaine et un vecteur majeur de contestation

vis-à-vis des événements de 2005. En effet, on ne compte plus le nombre de chansons de rap dédiées aux jeunes clichés électrocutés et, de manière plus vaste à la jeunesse de banlieue qui semble laissée pour compte. A cela s'ajoute des dizaines de blogs consacrés à Zined et Bounia ainsi qu'à d'autres victimes de la police, ou de manière plus générale, aux problèmes actuels des banlieues. Certains de ces blogs et de ces chansons rap peuvent être perçus comme assez violents et critiquent de manière directe le gouvernement français dans son manque d'actions en faveur des habitants de banlieue.

La littérature urbaine, en revanche, semble être plus nuancée, et les écrivains de Qui Fait la France ?, même s'ils verbalisent une certaine critique du gouvernement actuel dans leur manifeste aussi bien que dans les diverses nouvelles qui constituent le recueil *Chroniques d'une société annoncée*, restent relativement fidèles aux valeurs républicaines, prônant l'intégration de la jeunesse urbaine au sein de la société française plutôt que le refus de s'intégrer à cette dernière, comme le préconisent certaines chansons de rap voire même certains romans urbains comme celui d'Ahmed Djouder, *Désintégration*, paru en 2006. Alors que certains morceaux de rap fustigent le gouvernement actuel et démontrent un certain mépris envers les symboles de la République, comme le drapeau tricolore ou la Marseillaise, le collectif Qui Fait la France, plus modéré, semble vouloir combiner les multiples cultures dont ils sont issus avec les idéaux républicains :

**Parce que** cette génération, la nôtre, a le feu pour réussir, le punch pour démolir les portes, la rage pour arriver au but, le charisme pour crever l'écran, l'intelligence pour rafler les diplômes, la force pour soulever les barricades, la hargne du sportif, la beauté du livre, le caractère de l'Afrique, l'odeur du Maghreb, l'amour du drapeau tricolore et de la poésie de France (7)

Il ne s'agit pas pour ces écrivains de se déclarer anti-français ou de faire prévaloir une identité africaine ou maghrébine, ce qui est le cas de certains jeunes de banlieue par exemple, mais plutôt d'être considérés comme étant Français à part entière, et à ce titre, d'être perçus comme des écrivains français. Le roman urbain ne devrait donc pas être vu comme faisant partie une littérature ayant pour thèmes principaux l'immigration ou l'entre-deux culturel, mais plutôt une littérature traitant des réalités de la France contemporaine, et décrivant en particulier la vie des jeunes vivant dans la périphérie parisienne.

Pour Christina Horvath, le roman urbain ne se définit pas tant comme une littérature de l'immigration ou une littérature migrante, mais plutôt comme une littérature traitant des minorités au sein même de la France :

De l'analyse, il ressort que les romans urbains s'intéressent moins à l'immigration elle-même qu'au traitement que la société française réserve aux citoyens issus de l'immigration, souvent même à ceux qui sont nés en France, de parents français. Par ailleurs, à l'instar de nombreux autres discours contemporains, les romans urbains n'opèrent pas toujours une distinction nette entre étrangers et français d'origine étrangère.

(141)

Plus qu'une tendance sociale, la littérature urbaine s'est donc imposée ces dernières années comme un vrai mouvement littéraire avec ses figures de proue, un manifeste, et un style qui lui est propre. Elle a entre autres comme objectifs d'offrir une représentation de la vie en banlieue jusqu'alors absente de la littérature. Cette littérature ne surgit pas de nulle part : comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, d'autres écrivains ont mis en avant cette banlieue dans leurs œuvres : mais la littérature urbaine telle qu'elle se définit après les émeutes de 2005 a pris un tournant plus engagé et s'inscrit dans un contexte particulier. En effet, outre les émeutes,

l'année 2005 a également été marquée par ce que certains historiens et sociologues ont qualifié de retour du colonial, ce qui a même poussé certains historiens à qualifier la société actuelle de société postcoloniale. De la même façon que Farid Aïchoune avait commenté la naissance d'une « génération banlieue » en rapport avec l'exploration d'un passé colonial mal digéré par la société française, une nouvelle génération d'historiens, menée entre autres par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire affirme que les émeutes de 2005 ne peuvent se comprendre que par un retour sur ce passé colonial français et son impact plus ou moins direct sur les problèmes qui agitent les banlieues françaises. Ceci se traduit dans la littérature urbaine qui traite dans une large mesure de ce fait colonial, faisant ainsi resurgir un lourd poids qui hante la société française depuis la fin de l'ère coloniale.

### III. Littérature urbaine et postcolonialisme.

Lors des émeutes de 2005, bon nombre de commentateurs établissent un lien entre ces révoltes et le passé colonial de la France,<sup>25</sup> insinuant que les causes de ces émeutes sont à mettre sur le compte d'un manque d'attention concernant les conditions de vie des habitants de banlieue défavorisées, dont une grande partie de la population est plus ou moins directement issue des anciennes colonies françaises. Ainsi, en dépassant une lecture purement économique ou marxiste de ces révoltes (qui serait plutôt à rattacher aux banlieues ouvrières des années 60), ces critiques ont mis l'accent sur le visage changeant de la société française, dont les banlieues défavorisées restent un des symboles. Comme nous l'avons noté dans le chapitre précédent, le livre de Farid Aïchoune avait mis en avant le lien entre anciennes colonies françaises et banlieue, permettant ainsi de mieux comprendre certains comportements ou certains reflexes d'une société qui a du mal à se concevoir comme étant multiethnique et multiculturelle, ce qu'elle est depuis fort longtemps, mais surtout depuis les années 1960. D'autre part, ces soulèvements urbains sont également à inclure dans un contexte plus large : en effet, l'année 2005 peut être perçue avec le recul comme une année charnière en ce qui concerne l'histoire coloniale de la France, notamment à cause de certaines lois comme celle de février 2005 qui encourageait les programmes scolaires à insister sur « le rôle positif de la colonisation ». De même, lorsque le gouvernement français a recours, lors des émeutes de l'automne 2005 à la loi du couvre-feu (loi à laquelle il n'avait pas eu recours depuis la guerre d'Algérie), certains commentateurs n'ont pas hésité à mettre en avant le lien entre guerre d'Algérie et soulèvements urbains. En effet, cette loi anti-insurrectionnelle et les circonstances dans laquelle elle fut appliquée ont contribué à raviver les mémoires et notamment celle des événements tragiques du 17 octobre 1961, date à laquelle

---

<sup>25</sup> Voir par exemple les contributions de certains universitaires comme Alec Hargreaves ou Paul A. Silverstein et Chantal Tetreault sur le forum en ligne créé à la suite des émeutes de 2005 : <<http://riotsfrance.ssrc.org/>>

des dizaines de maghrébins furent tués puis jetés dans la Seine. Ces actions semblent contredire certains efforts faits par ce même gouvernement vis-à-vis de certaines lois tentant d'inscrire une mémoire coloniale au sein de l'histoire nationale, comme la loi Taubira de 2001. Ce sont autant d'évènements qui contribuent à raviver les mémoires (jusqu'à en faire une « guerre de mémoires » comme l'écriront certains historiens) et percevoir la banlieue comme un territoire à l'écart, une sorte de colonie (ou de postcolonie) interne, dont émergerait une littérature de résistance.

### **A) La création de collectifs : le devoir de mémoire.**

Les lois ayant trait au passé colonial français suscitent des commentaires aussi bien de politiciens que d'intellectuels et se sont accompagnées d'une prise de conscience massive de l'impact du colonialisme en France et de ses répercussions sur la société française. Ceci est notamment le cas en banlieue, où la riposte se traduit par la création de plusieurs collectifs dont le but est de mesurer le rôle du colonialisme dans la société actuelle, ainsi que d'établir une mémoire collective pour deux groupes dont les destins se rejoignent : les minorités ethniques issues de territoires français ou francophones (DOM-TOM, pays d'Afrique francophone, etc.), vivant en France métropolitaine ou non, ainsi que les jeunes des banlieues qui sont pour la plupart issus (souvent de manière plus distante) d'anciennes colonies françaises. Ainsi, certains de ces collectifs concernent plutôt les rapports entre la France et ces anciennes colonies ainsi que les DOM-TOM, alors que d'autres sont intra-muros et constituent, grâce à certaines actions politiques, une véritable réplique postcoloniale au sein même du territoire. Parmi les collectifs du premier type, l'on retrouve le Comité pour la Mémoire de l'Esclavage, créé en janvier 2004 pour l'application de la loi Taubira, dont Maryse Condé est la présidente de 2004 à 2009 avant de

laisser sa place à Françoise Vergès, universitaire spécialiste des questions coloniales et postcoloniales. Les missions de ce comité sont d'ordre divers, mais toutes contribuent à inscrire la mémoire de l'esclavage et de la colonisation au sein de l'histoire nationale. Ce comité propose entre autres l'instauration d'une date visant à la commémoration annuelle, en France métropolitaine, de l'abolition de l'esclavage, mais également des actions de sensibilisation dans les établissements scolaires, ainsi que la création des programmes de recherche au sein des universités dans le domaine de la traite ou de l'esclavage. L'article 4 du décret du 6 mai 2009 précise que le Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage :

a pour mission d'assister de ses avis et recommandations le Gouvernement sur les questions relatives à la recherche, l'enseignement, la conservation, la diffusion ou la transmission de l'histoire et des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition.

Il peut être saisi d'une question par le Premier ministre ou les ministres intéressés, ou s'en saisir lui-même.<sup>26</sup>

Plus que de revenir sur le passé colonial de la France et son inscription dans la mémoire collective actuelle, il s'agit d'inscrire cette histoire au sein même de l'histoire nationale afin de ne pas créer une dichotomie entre histoire de France et histoire des colonies. Le changement récent du nom du comité reflète d'ailleurs l'insistance sur l'aspect historique de l'engagement de ces chercheurs puisque par le décret du 6 mai 2009, le Comité pour la mémoire de l'esclavage est devenu le Comité pour la mémoire *et l'histoire* (je souligne) de l'esclavage.

De nombreux collectifs sont à ranger dans la même catégorie que le Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage, dont le CRAN par exemple (Le Conseil Représentatif des Associations Noires de France) dirigé par Patrick Lozès, qui regroupe plusieurs autres associations ayant notamment pour but de faire le bilan des discriminations en France envers les

---

<sup>26</sup> Pour connaître les buts de ce comité, voir leur site : <<http://www.cpmhe.fr/spip.php?rubrique1>>

minorités et de « rétablir une égalité réelle et non théorique » entre les citoyens français selon les principes fondateurs de la République. Le CRAN s'est formé le 26 novembre 2005 à l'Assemblée Nationale par le regroupement de nombreuses associations majoritairement constituées d'Africains et d'Antillais vivant dans la métropole suite à un colloque à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) intitulé « Les Noirs en France : anatomie d'un groupe invisible » organisé le 16 février 2005. Tout comme pour le Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage, bon nombre des membres du CRAN sont des historiens ou des sociologues spécialisés dans l'histoire coloniale comme Pap Ndiaye ou Michel Wieviorka, ou des personnalités actives dans l'inscription de l'histoire coloniale au sein de l'histoire nationale, comme Christiane Taubira. Les buts du CRAN rejoignent ceux du Comité présidé par Françoise Vergès dans le sens où il s'agit pour le CRAN de prendre des mesures afin de décoloniser l'histoire nationale. Ainsi, en septembre 2006, le comité décide d'agir afin de changer les définitions de mots comme « coloniser » ou « colonisation » telles qu'elles sont encore présentes dans les dictionnaires actuels tels que le Petit Robert et qui insistent sur le rôle positif de la colonisation :

« Colonisation : [...] Mise en valeur, exploitation des pays devenus colonies. voir colonialisme, impérialisme. »

« Coloniser : [...] Faire de (un pays) une colonie. Coloniser un pays pour le mettre en valeur, en exploiter les richesses »

— Dictionnaire Le Petit Robert, édition 2007

Notons que le but de ces collectifs, qui est de mettre en avant le rôle de la France dans les anciennes colonies et ses répercussions dans la société actuelle, passe également par la littérature et de nombreuses œuvres qui abordent la question coloniale et postcoloniale. Ainsi certains

romans de Maryse Condé, tels *Traversée de la Mangrove*, mettent en avant ces mêmes questions en évitant la tentation d'une histoire linéaire et en imposant une multiplicité de voix. Les œuvres d'Aimé Césaire viennent également à l'esprit, en particulier *Cahier d'un retour au pays natal* ou son célèbre *Discours contre le colonialisme*. De même, Christiane Taubira, dont la loi de 2001 reconnaît l'esclavage comme crime contre l'humanité, a publié de nombreux ouvrages concernant l'esclavage ou le fait colonial, dont *L'esclavage raconté à ma fille* (2002) ou encore *Codes noirs de l'esclavage aux abolitions* (2006), mais également un essai concernant directement les difficultés des jeunes de banlieue dans un ouvrage sorti à la suite des émeutes de novembre 2005 (*Banlieue, lendemains de révolte*, 2006) dans lequel elle affirme que « les banlieues, lieux de regroupement induits par des politiques publiques pressées, indigentes, hautaines et implacables, renvoient le pouvoir d'Etat à son rapport à l'histoire coloniale de la France ». (138)

Le deuxième type de collectifs s'attarde moins sur les relations entre la France hexagonale et ses ex-colonies et concerne plutôt les vies des jeunes de banlieue dont la mémoire est elle aussi à établir, en rapport d'ailleurs avec ces mêmes ex-colonies, même si ce rapport est bien souvent occulté. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, la plupart des historiens spécialistes des grands ensembles ont affirmé qu'une histoire des banlieues reste à faire. Le collectif « Devoirs de mémoires » encore appelé « Devoir de réagir » est une association visant à mettre en valeur les conséquences de l'histoire coloniale française sur la société française, en particulier pour les populations noires, mais également pour d'autres communautés. Ainsi l'association organise plusieurs conférences et débats dont les thèmes varient, allant de la traite négrière au massacre de Sétif, et elle tente ainsi de sensibiliser les jeunes de banlieue en les poussant à voter, notamment à Clichy-sous-Bois, ville symbole des émeutes de 2005, où

l'association s'est déplacée le 20 décembre 2005. D'après leur site officiel, un des buts majeurs de ce collectif est de lutter contre les discriminations dont les jeunes de banlieue sont les victimes dans la vie quotidienne. Pour les membres du collectif, ces discriminations s'expliquent par certains reflexes acquis pendant la période coloniale, et concernent la façon même dont est appréhendé l'Autre en France métropolitaine :

Nous luttons contre les discriminations sans assez se demander d'où provient ce phénomène, souvent sans vouloir regarder en face ses ressorts, sans les analyser dans leurs particularités, afin de circonscrire la problématique et de pouvoir vraiment la traiter. Il ne s'agit pas ici de diaboliser notre pays, mais de mettre certaines réalités en exergue, réalité d'une représentation discriminante de la population noire, arabe, asiatique ou autres en France. Un inconscient collectif travaille au corps notre société et conditionne parfois les regards sur soi et sur l'autre, hérités d'une histoire souvent méconnue. Les images stigmatisées de soi ne sont d'ailleurs plus seulement subies mais parfois intériorisées et de ce fait coproduites par ceux-là même qui en sont les victimes.<sup>27</sup>

Le comité, en mettant l'accent sur les raisons des discriminations actuelles, va plus loin que certains collectifs qui se contentent de pointer du doigt les problèmes liés au manque de diversité au sein des entreprises ou des délits de faciès fréquemment commis par la police : en effet, il s'agit plutôt d'analyser certains reflexes acquis à travers une culture coloniale qui a conditionné les populations dominantes aussi bien que les minorités à intérioriser certains comportements. L'historien Benjamin Stora, grand spécialiste des relations franco-algériennes, traite d'ailleurs de ces questions dans ses ouvrages, notamment dans *Le transfert d'une mémoire, de l'« Algérie française » au racisme anti-arabe* (1999), où il montre que l'occultation du fait colonial a eu des

---

<sup>27</sup> Pour plus de détails quant aux buts de ce comité, consulter le site suivant : <http://collectifddm.free.fr/collectif.htm>

répercussions encore mal analysées sur la société française actuelle en prenant comme exemple la guerre d'Algérie :

La mémoire coloniale de la France, encore largement non assumée, refoulée, pèse donc toujours lourdement sur la scène politique et culturelle française. Dans la mémoire enfouie de la présence coloniale en Afrique, en Asie, et au Maghreb, c'est incontestablement celle de l'Algérie française qui surcharge le plus l'imaginaire français de « signaux ». (71)

Les revendications de ce comité trouvent un écho au sein d'un autre collectif, le MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues) qui fait également le constat d'un besoin de mémoire collective qui permettrait de mieux comprendre certains problèmes contemporains dans les banlieues. Ce groupe préconise un retour sur le passé politique des banlieues, ainsi que la mise en avant de certains événements-clés du passé militant des banlieues, dont certains passés sous silence comme la manifestation du 17 octobre 1961 :

Nos quartiers et leurs habitant-e-s sont riches d'histoires et de traditions d'engagements. Des révoltes d'esclaves à la Commune de Paris, de l'Etoile nord-africaine à la Main d'Œuvre Immigrée (MOI), de la manifestation du 17 octobre 61 aux luttes pour la résorption des bidonvilles et des cités de transit, des grèves des foyers Sonacotra à la Marche pour l'égalité, de l'occupation de l'usine Talbot Poissy au mouvement des chômeurs, du mouvement des sans-papiers au comité contre la double peine ; tous ces combats sont constitutifs de l'histoire politique, sociale et syndicale de France. Sortons de l'amnésie collective et de l'ignorance politique pour nous réapproprier notre mémoire et notre histoire.<sup>28</sup>

---

<sup>28</sup> Consulter à cet égard leur site officiel : <<http://mibmib.free.fr>>

Parmi leurs revendications figure la volonté de reconnaître le rôle politique des certains acteurs issus des banlieues, et tout comme pour les autres collectifs précédemment mentionnés, le comité insiste sur l'inscription d'une mémoire de ces engagements politiques dans l'histoire du militantisme français.

Il faut en outre signaler le collectif ACLEFEU (Association Collectif Liberté, Égalité, Fraternité, Ensemble, Unis) créé à Clichy-sous-Bois pendant les émeutes urbaines de 2005, dont les revendications se sont organisées après une consultation nationale concernant environ 20 000 participants dans plus de 120 villes sous forme de cahiers de doléances dont un compte-rendu fut remis à l'Assemblée Nationale lors d'une commémoration pour les deux jeunes adolescents morts à Clichy-sous-Bois : Bouna et Zyad. Plus récemment, en octobre 2008, le collectif a organisé une réunion à l'Assemblée Nationale à laquelle ont participé cinq députés socialistes, (Élisabeth Guigou, George Pau-Langevin, Sandrine Mazetier, Daniel Goldberg et Jean-Yves Le Bouillonnet) et a publié un ouvrage contenant un manifeste dans lequel ils affirment que les jeunes de banlieue sont négligés par le gouvernement, et que leur seule façon de faire entendre leurs voix est d'attirer l'attention des médias sur eux, par le biais d'émeutes urbaines.

Enfin, l'un des collectifs les plus vocaux demeure tout de même celui des Indigènes de la République. Ce mouvement fait son apparition en janvier 2005 par le lancement de l'« Appel des Indigènes de la République pour la tenue d'assises de l'anticolonialisme », et regroupe plusieurs membres allant de Karim Azouz (du Collectif des Musulmans de France) au rappeur Hamé Bourokba (du groupe La Rumeur), en passant par le philosophe Sidi Mohamed Barkat. Le mouvement est mené par l'imposante Houria Bouteldja membre des « blédardes », autre collectif de femmes, et porte-parole du groupe. Les buts de ce collectif sont multiples et sont exposés quelques six mois avant les émeutes urbaines de novembre 2005. Il s'agit entre autre d'établir

une continuité entre période coloniale et une période dite « postcoloniale » actuelle. Le site du collectif est d'ailleurs organisé autour de plusieurs rubriques dont une intitulée « république coloniale » dont les thématiques couvrent les DOM-TOM, et une rubrique nommée « république postcoloniale » traitant majoritairement des problèmes ayant trait aux banlieues. Comprenant des articles d'historiens comme Pierre Tévanian ou Suzanne Citron qui suggèrent qu'il faudrait « décoloniser et dénationaliser l'histoire de France » en incluant l'histoire coloniale et le rôle des minorités dans l'histoire française, la visée des membres du collectif est l'inscription au sein de l'histoire nationale d'une histoire coloniale et postcoloniale de ces minorités. Le mouvement est devenu depuis un parti rebaptisé le P.I.R (Parti des Indigènes de la République), dont le but est défini sur leur site internet comme tel:

Le PIR constitue un espace d'organisation autonome de tous ceux qui veulent s'engager dans le combat contre les inégalités raciales qui cantonnent les Noirs, les Arabes et les musulmans à un statut analogue à celui des indigènes dans les anciennes colonies : marginalisation politique, stigmatisation de nos cultures et religions (notamment dans les médias), brutalités policières au faciès, discriminations à l'emploi, au logement, à l'école, répression de l'immigration et des habitants des quartiers, etc. Plus généralement, le PIR lutte contre toutes les formes de domination impériale, coloniale et sioniste qui fondent la suprématie blanche à l'échelle internationale.<sup>29</sup>

S'inspirant des luttes précédentes telles la Marche des Beurs, et constatant l'immobilisme des mentalités concernant les enfants d'immigrés et le manque d'actions positives dans les banlieues de la part du gouvernement, le comité propose de réunir autour de ce parti plusieurs membres de

---

<sup>29</sup> [http://www.indigenes-republique.fr/statique?id\\_article=189](http://www.indigenes-republique.fr/statique?id_article=189)

collectifs divers et de créer ainsi un espace d'opposition au gouvernement actuel mêlant habitants de banlieue et descendants de colonisés :

Notre objectif prioritaire est de faire converger, au sein d'une même dynamique antiraciste et décoloniale, l'ensemble des espaces de résistances que se donnent les immigrés et leurs enfants, les habitants des quartiers populaires et les populations originaires des « Dom-Tom ». Il s'agit ainsi de construire une force politique indigène autonome, capable de peser sur l'évolution de la société française et sur les politiques publiques.<sup>30</sup>

A la différence des autres collectifs, celui des Indigènes de la République a donc un but politique bien affirmé et comptait jouer un rôle dans les élections de 2012. Sur le site internet des Indigènes de la République figurent les blogs de quelques personnalités du monde littéraire telles qu'Azouz Begag et Raphaël Confiant dont les préoccupations s'inscrivent dans cette continuité entre passé colonial et problèmes urbains contemporains. Azouz Begag, dans son premier roman *Le gone du Chaâba*, paru en 1986, avait déjà montré que le traitement des immigrés nouvellement arrivés dans les années 1950 et 1960 pour fournir à la France une main d'œuvre bon marché dans les usines automobiles par exemple n'était pas sans reproche. Ces immigrés, bien souvent lotis dans des taudis ou des bidonvilles (voir le premier chapitre de ce travail), étaient complètement isolés par rapport aux autres communautés. Les problèmes d'intégration, que Begag aborde dans son premier roman, concernent bien la période de transition entre vie dans les bidonvilles et vie dans les HLM de banlieue, et sur ce passage entre culture coloniale et culture postcoloniale, en rappelant les problèmes attachés aux différentes étiquettes identitaires associées aux enfants d'immigrés du Maghreb, tantôt perçus comme « immigrés de la deuxième

---

<sup>30</sup> [http://www.indigenes-republique.fr/statique?id\\_article=189](http://www.indigenes-republique.fr/statique?id_article=189)

génération», « maghrébins », « Arabes », sans jamais être considérés comme Français, alors que pour ces jeunes, la question de la nationalité ne devrait plus se poser. Ces personnes sont nées sur le sol français et sont donc, par la loi du sol, Français. Comment expliquer par exemple que le simple mot « immigré » évoque irrémédiablement dans un contexte français une personne de couleur alors que le mot lui-même ne désigne au départ qu'une personne venant s'installer en France, qu'elle soit du Maghreb ou d'ailleurs? D'autre part, combien de générations d'enfant d'immigrés devront naître sur le sol français avant d'être perçus comme étant français à part entière ? Les premiers mouvements migratoires en provenance d'Afrique du Nord paraissent déjà loin et la question de l'intégration devient problématique : il semble en effet étrange que l'on accuse souvent les enfants (et les petits-enfants) d'immigrés de ne pas s'être intégrés alors qu'au contraire, sur le plan juridique, linguistique et culturel, ils sont de plus en plus proches des Français dits « de souche ». De même, Raphaël Confiant, dont l'œuvre articule surtout des problématiques liées aux relations entre les Antilles et la France métropolitaine, met également l'accent sur ce continuum entre passé colonial et réalité postcoloniale des banlieues et prend la défense des émeutiers urbains en préfaçant l'essai de Nasser Demiati *Eduquer ou civiliser la banlieue?: lettre ouverte au Président à propos de l'éducation du peuple* (2009), mais aussi sur le blog des Indigènes de la République, en soutenant la Marche du 8 mai 2008 intitulée « marche décoloniale », dont le but est de manifester contre la récente formation d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale et les stigmatisations de certaines communautés, telle celle des sans-papiers. L'écrivain martiniquais s'allie donc à cette cause en écrivant :

Alors, chers frères et sœurs, ensemble, indigènes de la République vivant sur le sol français, colonisés des DOM-TOM et néo-colonisés d'Afrique et du monde arabe, il est grand temps que nous nous donnions la main afin que nous puissions « sortir hors des

jours étrangers » comme le disait Aimé Césaire et que nous cessions d'être « les damnés de la terre » comme le disait Frantz Fanon. Seule une unité sans faille entre nos trois populations rendra ce rêve possible. Que votre manifestation du 8 mai puisse en être le début! Raphaël Confiant, le 25 avril 2008.<sup>31</sup>

Tous ces collectifs, promouvant tantôt un retour sur le passé colonial de la France dans les anciennes colonies, tantôt une exploration du passé des banlieues ont un point en commun : la volonté de faire émerger les relations entre la France et ses anciennes colonies afin de mieux comprendre ses répercussions dans la société actuelle française où vivent les enfants ou petits-enfants de colonisés.

## **B) Emergence d'une mémoire (post-)coloniale.**

Les associations ou collectifs précédemment cités ont pour but commun la volonté d'inscrire une histoire coloniale et postcoloniale au sein même de l'histoire nationale. En somme, elles ont pour but de créer une prise de conscience de cette histoire coloniale et d'établir un devoir de mémoire tel qu'il existe dans une certaine mesure pour d'autres populations. La notion de devoir de mémoire a émergé grâce entre autres aux travaux de Pierre Nora, dont le célèbre ouvrage *Les Lieux de mémoire* (1984) a un impact non négligeable sur la façon d'aborder les rapports entre histoire et mémoire. Depuis ses travaux dans les années 1970, certains historiens creusent cette question, comme par exemple Henry Rousso qui fait la distinction entre la mémoire, résidu de vie qui forge la perception de la vie (mémoire individuelle) et du rapport à l'autre (mémoire collective), et l'histoire, qui reste un discours fondé sur des faits de manière dite objective. Depuis les travaux de Maurice Halbwachs, la notion de mémoire collective

---

<sup>31</sup> Voir le site des Indigènes de la République : <http://www.indigenes-republique.org/spip.php?article1395>

s'étend sans cesse, en partant de l'individu jusqu'à plusieurs communautés, que ce soit celle de la famille, proche ou lointaine, celle du travail, ou bien, telle qu'elle est traitée chez les chercheurs dans le domaine des études postcoloniales, celles des immigrés qui restent en marge de l'histoire nationale. Dès les années 1950, Halbwachs met l'accent dans son ouvrage *La mémoire collective* sur la difficulté de percevoir une histoire nationale comme la sienne dans la mesure où tous les événements constitutifs de cette histoire nationale n'ont pas été vécus par l'individu mais souvent rapportés. Halbwachs évoque ainsi le terme de mémoire « empruntée » :

Durant le cours de ma vie, le groupe national dont je faisais partie a été le théâtre d'un certain nombre d'évènements dont je dis que je me souviens, mais que je n'ai connus que par les journaux ou par les témoignages de ceux qui y furent directement mêlés. Ils occupent une place dans la mémoire de la nation. Mais je n'y ai pas assisté moi-même. Quand je les évoque, je suis obligé de m'en remettre entièrement à la mémoire des autres, qui ne vient pas ici compléter ou fortifier la mienne, mais qui est la source unique de ce que j'en veux répéter. (31)

Il est évident que cette distance physique avec l'histoire nationale force chaque citoyen à se tourner vers un récit d'une histoire nationale. Ainsi, l'historienne Suzanne Citron dénonce dans ses ouvrages et en particulier dans *Le mythe national. L'histoire de France revisitée* (1991) une vision nationale de l'histoire, en insistant sur le besoin non seulement d'inclure l'histoire coloniale au sein de l'histoire nationale mais également de repenser l'histoire nationale elle-même et tous les mythes qui l'ont fondée. L'histoire d'une nation s'établit souvent en insistant sur des faits historiques précis, tout en ignorant d'autres faits, tout aussi importants, mais jugés douloureux ou nocifs à la construction d'une unité nationale. Ernest Renan exprimait déjà ce besoin national d'oublier certains faits du passé dans *Qu'est-ce qu'une nation ?*:

L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques. L'unité se fait toujours brutalement. (54)

Sandrine Lemaire rejoint la pensée de Suzanne Citron dans un article intitulé « Histoire nationale et histoire coloniale : deux histoires parallèles » dans lequel elle souligne le caractère quasi-irréconciliable de deux histoires qui évolueraient en parallèle : l'histoire de France et l'histoire des colonies. Cette séparation entre une histoire nationale et une histoire de la colonisation mènerait selon certains intellectuels ou historiens à une véritable concurrence de ce type de mémoires, divisant ainsi diverses communautés dans la mesure où chaque communauté serait en droit de réclamer une attention toute particulière sur leur histoire, comme le montre l'ouvrage dirigé par Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson.

Dans un contexte postcolonial, la question se pose différemment dans la mesure où ces événements ne sont justement pas rapportés ni même enseignés à l'école jusqu'aux années 2000. Françoise Vergès, dans son ouvrage *Abolir l'esclavage : une utopie coloniale*, affirme que lors de certaines manifestations liées à la commémoration du cent-cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1998, elle était encore surprise du manque de savoir ou d'intérêt concernant l'esclavage. Selon l'historienne, pour la majorité des Français, l'histoire des colonies ne ferait pas partie de l'histoire nationale mais appartiendrait plutôt à un passé n'ayant guère de répercussions dans notre société actuelle. (18)

Dans son ouvrage *Immigration postcoloniale et mémoire*, Abdellali Hajjat, spécialiste de l'histoire de l'immigration en France, insiste sur le besoin d'un travail sur une mémoire

postcoloniale qui analyserait les divers moyens de transmission de cette mémoire faite d'évènements plus ou moins occultés dans l'Histoire nationale française, ainsi que les obstacles à cette mémoire. En effet, deux sortes d'obstacles se dressent à l'établissement de cette mémoire : tout d'abord, comme l'avait rappelé Farid Aïchoune, les immigrés en provenance d'anciennes colonies intériorisent souvent un sentiment d'infériorité par rapport à la culture française qui pousse ces populations à ne pas revenir sur ce passé lié à la colonisation. Ce sentiment, déjà décrit par Albert Memmi dans les années 1950, s'explique par l'injonction à se fondre dans une culture dominante. Dans *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, Memmi affirme que le colonisé, souvent dépourvu de droit est en état de carence, car il est souvent forcé de s'aliéner de sa culture d'origine pour se conformer à la culture coloniale, ce qui rend la transmission de cette culture très difficile. Le colonisé, selon Memmi, est voué à perdre cette mémoire. Pour Hajjat, c'est cette injonction à l'assimilation qui rend quasi-impossible la transmission d'une mémoire qu'il appelle « postcoloniale ». Après de nombreuses enquêtes auprès de jeunes lycéens dans la banlieue lyonnaise, Hajjat fait le constat d'un manque de connaissances de la part de ces lycéens en ce qui concerne certains évènements fondateurs de cette histoire postcoloniale. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, Hajjat est surpris par le fait que la plupart de ces lycéens n'ont jamais entendu parler de la Marche des beurs précédemment évoquée (Hajjat 75). Cette rupture de transmission entre la première génération d'immigrés et leurs descendants est donc marquée par le silence, en partie à cause de la honte d'un passé colonial mal digéré, mais aussi par la non-inscription de cette histoire au sein de l'histoire nationale. Hajjat note par exemple le rôle de l'éducation nationale dans ce manque de savoir :

C'est ce stock disponible de l'histoire de l'immigration que j'appelle mémoire inconsciente, en ce sens que les héritiers ont une histoire qui explique leur situation

contemporaine mais qu'ils ne la connaissent pas forcément parce que les conditions sociales et politiques de l'effort de rappel ne sont pas réunies. Ainsi l'effort de rappel est conditionné socialement et politiquement ; c'est tout le rôle de l'école et de l'Etat en général qui a occulté jusqu'à présent leur histoire, dont celle de leurs parents. (74)

Si l'intériorisation d'un sentiment de honte ou d'infériorité explique la difficulté de transmettre cette histoire coloniale sur le plan personnel, au niveau des familles, le manque d'intérêt voire l'occultation de cette histoire constitue un second obstacle, et non des moindres. Les historiens ont depuis quelques années mis l'accent sur ce silence avec des titres évoquant tantôt une mémoire amputée, enfouie, ou une histoire occultée, passée sous silence.

On assiste alors à plusieurs ruptures : rupture spatiale entre ville et banlieue, rupture générationnelle, rupture entre histoire nationale et coloniale, autant d'éléments qui mènent à cette fracture coloniale décrite par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire. La démarche de ces historiens s'appuie sur plusieurs hypothèses de base, dont une insuffisance de l'enseignement de l'histoire coloniale et une absence de transmission de cette histoire par les familles immigrées d'anciennes colonies qui vont mener à plusieurs ouvrages sur la question postcoloniale. Ce double silence est vérifié lors d'une enquête menée par ces historiens dans le cadre du groupe ACHAC et publiée en janvier 2005 sur la mémoire coloniale et la mémoire de l'immigration ainsi que la transmission de ces mémoires sur le plan personnel et institutionnel. Cette enquête s'achève sur le constat d'un manque quasi-total de transmission de cette histoire :

Le « silence des institutions » rejoint donc un relatif « silence des familles ». Pour autant, se manifeste une vive critique de l'inefficience des institutions, particulièrement de l'école et plus précisément encore des « manuels scolaires » et cette critique s'étend

aux médias, au sens large du terme, mais aussi aux « politiques » qui sont parfois suspectés de manipuler l'histoire. (19)

D'autre part, ces historiens établissent tout comme Benjamin Stora dans son livre précédemment cité un continuum entre une situation coloniale et une situation postcoloniale, ce qui se traduit par les trois ouvrages écrits consécutivement *La Fracture coloniale* (2005), *Culture post-coloniale, 1961-2006 : traces et mémoires coloniales en France* (2006) et *Ruptures postcoloniales* (2010).

### **C) Post(-)colonialisme : définitions.**

Le concept de postcolonialisme (sans tiret) demeure difficile à définir puisqu'il est souvent confondu avec le terme post-colonialisme (avec tiret) d'une part, et, d'autre part, il apparaît plutôt sous forme adjectivale (postcolonial) comme le montrent les publications récemment parues sur le sujet, où les écrivains traitent du « fait » postcolonial, ou de la « question » postcoloniale (tantôt avec, tantôt sans le tiret). Notons que chez les historiens du postcolonial comme Blanchard et ses acolytes, l'adjectif est directement apposé à des mots comme « fracture » ou « ruptures » parfois avec le tiret, parfois sans (nous y reviendrons). Le postcolonialisme (sans tiret) ne renvoie pas à une période définie mais plutôt à une visée comme l'explique de Marie-Claude Stouts dans l'introduction de son livre *La situation postcoloniale* (2007), ainsi qu'à une réévaluation d'un passé historique, littéraire, ou culturel. Le discours historique par exemple bien souvent sous-tendu par l'idée de progrès est donc remis en cause, donnant ainsi aux études postcoloniales une visée de connaissance :

Le postcolonial traduit cette situation d'enchevêtrement des temps et des territoires. Le « post » ne renvoie pas une notion de séquence avec un « avant » et un « après ». Il

englobe toutes les phases de la colonisation : le temps des empires, le temps des indépendances, le temps d'aujourd'hui. Il exprime également un « au-delà » qui est à la fois une résistance, une visée et une espérance (...). Le postcolonial est une approche, une manière de poser les problèmes, une démarche critique qui s'intéresse aux conditions de la production culturelle des savoirs sur Soi et sur l'Autre, et à la capacité d'initiative et d'action des opprimés (*agency*) dans un contexte de domination hégémonique. (33)

Cette approche postcoloniale permet donc un retour en arrière et une réévaluation, une remise en cause, de certains ouvrages littéraires ou historiques à la lumière d'un contexte global différent, imprégné de postmodernisme.

Ainsi le livre d'Edward Saïd *Orientalism* (1978), publié en français sous le titre *L'Orientalisme* constitue-t-il un des ouvrages-clés des études postcoloniales dans la mesure où le penseur revient sur des textes fondateurs de la littérature française (surtout du dix-neuvième siècle) entre autres pour démontrer le caractère réducteur de certains de ces textes quant à la perception du monde arabe. Le livre de Saïd est devenu un classique des études postcoloniales de par son approche interdisciplinaire mais également par la façon dont il montre comment la littérature contribue à la création de ce que Suzanne Citron appelle le « mythe national ». En effet, Saïd, en choisissant *La Chanson de Roland* comme exemple, montre comment ce texte glorifie la soi-disant victoire de la France sur les Sarrazins à Roncevaux alors que les historiens modernes montrent que la réalité fut toute autre et que ce n'est pas l'armée sarrasine que les Carolingiens ont combattu mais en fait les milices basques. On voit donc comment les études postcoloniales se basent dans une interdisciplinarité mêlant histoire et littérature entre autres, et à un retour sur l'histoire qui nécessite l'inclusion d'un autre point de vue.

Le concept de postcolonialisme offre surtout un nouveau regard sur l'histoire et la littérature : celui d'intellectuels issus des anciennes colonies qui ont fait l'expérience de vivre à la fois en marge du monde occidental, et de vivre suivant des valeurs différentes de celles du système dominant bien qu'ayant été éduqués avec d'autres valeurs (puisque bon nombre de ces penseurs postcoloniaux furent étudiants dans des universités anglaises ou américaines, voire françaises dans le cas d'Aimé Césaire ou Frantz Fanon). Les penseurs de la théorie postcoloniale proposent donc une autre façon d'aborder le monde, à partir d'un questionnement sur la définition de l'identité, une identité forcément hybride puisque eux-mêmes sont les produits de différentes cultures. Ce concept d'hybridité est d'ailleurs un concept-clé des études postcoloniales, et se retrouve chez deux figures majeures des études postcoloniales dans le monde anglophone : Homi Bhaba et Gayatri Spivak. Les écrits de ces penseurs n'ont eu que peu d'écho en France lors de leur parution et les traductions de ces ouvrages ont été très tardives. *Can The Subaltern Speak ?* bien que paru en 1988 ne fut traduit en français qu'en 2006, au lendemain des émeutes de 2005 ; quant à l'ouvrage majeur d'Homi Bhabha *The Location of Culture*, il ne paraît qu'en mars 2007 sous le titre *Les lieux de la culture une théorie postcoloniale*, soit treize années après sa publication en anglais.

Bien qu'accusant un retard certain en France, les postcolonial studies se sont mis en place tant bien que mal dans les années 1990. Les premiers ouvrages qui constituent un corpus de base des études postcoloniales sont inspirés de théoriciens anglophones, comme l'ouvrage de Jean-Marc Moura *Littératures francophones et théorie postcoloniale* (1999), mais depuis 2005, ces études postcoloniales servent surtout à expliquer la condition de descendants d'immigrés dans les banlieues françaises. Deux intellectuels (Yann Moulier-Boutang et Jérôme Vidal) sont allés

jusqu'à dire, dans la revue *Multitudes* de 2006, que les études postcoloniales n'existaient pas encore en France, tant le champ reste en marge au sein des universités et centres de recherche :

C'est qu'il n'y a pas en France, sinon à l'état embryonnaire, de domaine de recherche transdisciplinaire, reconnu institutionnellement, équivalent aux *postcolonial studies* qui se sont développées dans le monde anglophone et dans les centres de recherche de l'ancien empire britannique<sup>32</sup>.

Or, il est intéressant de voir que certains des textes fondateurs des études postcoloniales sont justement des textes produits par des penseurs français, ou de langue française, comme Frantz Fanon ou Aimé Césaire, mais que ces mêmes penseurs n'ont pas eu d'impact en France jusqu'à récemment. D'autre part, il existe depuis le début des années 2000 des penseurs que l'on peut qualifier de chercheurs dans ce domaine, sorte de pendants francophones aux Spivak et Saïd, pourtant force est de constater que les études postcoloniales ont du mal à s'imposer en France en tant que champ d'études cohérent et que bien souvent, ces penseurs se cantonnent à un seul domaine, l'histoire, le cinéma ou la littérature.

Ceci s'explique surtout par le fait qu'en France, les études postcoloniales passent par le biais d'historiens versés dans l'histoire coloniale et ses répercussions dans la société actuelle. Bon nombre de ces historiens se sont regroupés autour de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, et Sandrine Lemaire dont les ouvrages sont successivement revenus sur quelques faits coloniaux, dont certains ont eu lieu sur le territoire français même (on songe ainsi à l'ouvrage sur les zoos humains qui ont attiré l'attention des médias de masse, notamment dans un article du *Monde Diplomatique* désormais célèbre).<sup>33</sup> Les travaux de ces historiens portent sur plusieurs territoires dont le Maghreb (dont Benjamin Stora est devenu l'un des grands spécialistes), la Caraïbe

<sup>32</sup> *Multitudes*, 2006 : <<http://multitudes.samizdat.net/De-la-colonialite-du-pouvoir-a-l>>

<sup>33</sup> « Ces zoos humains qui fascinaient la république coloniale » *Le Monde Diplomatique* Août 2000.

(domaine privilégié de Françoise Vergès), et l’Afrique francophone (Achille Mbembe). Les deux ouvrages majeurs de ce collectif d’historiens *La Fracture coloniale* et *Culture post-coloniale* articulent les questions de colonialisme et de postcolonialisme dans un contexte géographique situé hors de la France hexagonale mais se penchent également sur des questions internes, comme sur les répercussions du fait colonial dans les banlieues françaises. Pour ces historiens, la France a connu une culture du colonialisme, encore appelée « culture coloniale », allant de 1871 à 1961 (c’est-à-dire du début du colonialisme en Algérie jusqu’à la fin de la guerre d’Algérie) et traverse maintenant une « culture post-coloniale ». Notons que les historiens utilisent pour cet ouvrage le terme « post-colonial » avec un tiret, ce qui renvoie à la fin du colonialisme dans les anciennes colonies françaises et à un processus de décolonisation alors que dans leur nouvel ouvrage, *Ruptures Postcoloniales*, le mot apparaît sans tiret, comme si le fait postcolonial faisait désormais bel et bien partie du vocabulaire français. Les termes postcolonie et postcolonial (sans le tiret cette fois) apparaissent bien dans leur ouvrage mais les historiens évacuent toute définition d’une théorie postcoloniale à la française sous prétexte qu’elle ne serait pas encore fixée dans le vocabulaire quotidien et que les controverses qui entourent sa définition par rapport à son équivalent anglo-saxon ne sont pas le sujet de l’ouvrage.

Il est vrai que depuis leur ouvrage paru en 2006, les choses ont changé en France et le mot postcolonial (sans tiret) a fait son apparition dans plusieurs ouvrages qui tentent tant bien que mal de définir ce mot dans un contexte français.<sup>34</sup> Yves Lacoste, dans son ouvrage *La question post-coloniale* (2010) préfère conserver le tiret afin d’insister sur l’aspect chronologique du fait colonial et pour, affirme-t-il, mettre en valeur le passage d’un système colonial à une

---

<sup>34</sup> On ne donnera que deux exemples représentatifs : Marie-Claude Smouts. *La situation postcoloniale: les postcolonial studies dans le débat français*. Paris: Fondation nationale des sciences politiques, 2007 et Jean-François Bayart. *Les études postcoloniales: Un carnaval académique*. Paris: Karthala, 2010.

période post-coloniale et les mouvements d'indépendance responsables de ce changement.

Malgré ce postulat de départ fort louable, Lacoste semble balayer toute approche dite

« postmoderne » et ne fait que peu cas des études postcoloniales dont il semble se méfier :

Postcolonial et postmoderne (sans trait d'union, tel qu'on l'écrit sous influence américaine) font partie d'une fournée de nouvelles postures théoriques : postnational, postindustriel, poststructuraliste, postmarxiste. Ce courant d'idées très sophistiquées a le mérite d'avoir incité des intellectuels à envisager de façon nouvelle nombre d'appareils théoriques et notamment à porter un regard philosophique nouveau sur le colonialisme, en récusant tout à la fois sa 'mission civilisatrice' telle qu'elle fut prônée et la réalité d'un retour de peuples colonisés à l'indépendance culturelle. (11)

Il ne reviendra guère sur la différence entre post-colonial et postcolonial si ce n'est à la fin du livre (pages 402-414), dans un chapitre intitulé « Pour ne pas conclure » où il recense quelques ouvrages dont celui de Marie-Claude Stouts et ceux de Blanchard et de ses collègues (sans pour autant inclure leur dernier ouvrage dans sa bibliographie). Malheureusement, Lacoste ne considère les études postcoloniales en France que comme une adaptation d'un phénomène anglo-saxon qu'il juge dangereux parce qu'elles basent leur analyse sur un continuum entre période coloniale et post-coloniale sans jamais s'attarder sur les mouvements indépendantistes d'une part, et d'autre part, parce qu'elles ne se s'attarderaient pas sur l'histoire de ces peuples colonisés :

Les milieux intellectuels français subissent depuis quelques années l'influence des *postcolonial studies*. Celles-ci récusent l'idée que les colonies seraient devenues indépendantes et elles affirment que dans le monde, en matière de domination et d'aliénation, tout reste comme depuis des siècles, que les indépendances sont des leurres et que la domination culturelle de l'Occident n'a pour but que de reproduire sa propre

aliénation notamment celle des femmes comme celle des sociétés dépendantes, qu'elles aient été ou non officiellement colonisées. (404)

Ces *postcolonial studies*, qui se fondent sur des catégories philosophiques et qui privilégient en fait les analyses de littérature comparée et même de psychanalyse, refusent d'accorder quelque importance à l'histoire, et surtout pas à l'histoire particulière de chacun des peuples colonisés. (406)

Or, les études postcoloniales visent justement à une réinterprétation de cette histoire, parfois par le biais de la littérature, puisqu'il s'agit d'analyser des œuvres issues d'anciens territoires français (la soi-disant « francophonie ») ou de revenir sur le canon afin d'en donner une nouvelle approche (comme l'a fait Saïd pour *La Chanson de Roland*) qui remette en question une certaine vision de l'Histoire.

Dans le préambule à son ouvrage *Postcolonialiser la haute culture à l'école de la République*, Michel Laronde, spécialiste du roman beur, a théorisé ce qu'il appelle la « postcolonialité » en la différenciant de la « post-colonialité ». Pour le critique, le mot comportant le tiret aurait une visée temporelle visant à faire la distinction entre deux périodes : une période précoloniale et une autre, post-coloniale alors que le mot sans le tiret renverrait à une idéologie guidée par celles associées au postmodernisme, terme dans lequel le post (sans tiret) n'a pas de visée temporelle. Ainsi le terme désigne, selon la présence du tiret ou non, une période de transition que l'on peut situer après le mouvement pour les indépendances (vers 1960) et une position théorique dont les figures de proue restent certains penseurs qualifiés de penseurs postcoloniaux tels que Edward Saïd, Frantz Fanon, ou Gayatri Spivak, ce qui nous laisse à penser que la définition de Laronde se situe dans la lignée de l'ouvrage dirigé par Marie-Claude Stouts.

La polysémie du mot et la variété des usages dont il en est fait, dans des domaines différents, allant de l'histoire à la littérature, en passant par la sociologie, semble compliquer les choses. Un des reproches que l'on pourrait adresser à ces études postcoloniales, c'est justement que les penseurs postcoloniaux ont établi un carcan intellectuel où des notions telles que celle de l'hybridité culturelle ou du métissage prévalent de manière parfois étouffante. C'est également parce qu'ils ne sont pas dans la lignée de ces concepts que certains penseurs préfèrent ne pas être qualifiés de penseurs postcoloniaux, alors que leurs idées pourraient fort bien les classer dans ce domaine.

Pour d'autres intellectuels, les études postcoloniales ne sont pas nouvelles dans le sens où de nombreux universitaires français ont travaillé sur ces questions, en faisant du postcolonial avant la lettre : c'est ce que rappelle Marie-Claude Stouts dans l'introduction à son essai *La situation postcoloniale* (2007), ainsi que Jean-François Bayart dans son livre *Les études postcoloniales. Un carnaval académique* en particulier dans le chapitre intitulé « on a déjà donné ! ». Ce dernier semble rejeter le concept d'études postcoloniales sous prétexte qu'il n'est pas nouveau. Il est clair que si l'on établit une généalogie de la pensée postcoloniale en France, les noms d'universitaires comme George Balandier et ceux des penseurs comme Aimé Césaire ou Frantz Fanon viennent immédiatement à l'esprit. Néanmoins, c'est le contexte sociopolitique qui donne aux études postcoloniales tout son essor, et qui font en sorte que ce courant de pensée s'impose en France en 2005 et non auparavant.

D'autre part, certains intellectuels, parfois à tendance réactionnaire, semblent s'opposer aux études postcoloniales sous prétexte qu'elles ne font qu'alimenter des « guerres de mémoire » où qu'elles s'embourbent dans une succession de repentances sans fin ne menant en fin de compte qu'à une victimisation des populations concernées (on donnera pour exemple l'étude de

Daniel Lefeuvre intitulée *Pour en finir avec la repentance coloniale* paru en 2006). Toujours est-il que cette approche postcoloniale dépasse le cadre des études universitaires et s'infiltré dans la culture populaire, en parallèle avec l'actualité sociale précédemment discutée (émeutes en banlieue, grèves aux Antilles, etc.). Le film de Rachid Bouchareb *Indigènes* par exemple, un des gros succès de 2006, expose le rôle, souvent occulté, des soldats maghrébins durant la seconde guerre mondiale, et en particulier le scandale quant aux pensions de ces soldats qui ne furent pas versées par le gouvernement français. Les tensions générées par le film et l'affaire des pensions ont contribué à améliorer la visibilité des soldats à qui le gouvernement a dû payer des compensations puisque le jour de la sortie du film, le 27 septembre 2006, le gouvernement Dominique de Villepin a fait savoir que les quelques 80 000 soldats ayant survécu à la guerre auraient droit aux mêmes retraites que les soldats français. Il y a fort à parier que le titre même du film *Indigènes* n'est pas sans lien avec les Indigènes de la République, ces enfants et petits-enfants d'immigrés qui dans leur manifeste affirment que le regard que la France porte sur ses minorités visibles n'a guère changé depuis la période coloniale. Dans le cas du film *Indigènes*, il a accompli précisément ce que les manuels d'histoire ne font pas, ou ne font pas assez : exposer tout un pan de l'histoire jusqu'alors occulté. La polémique autour du film, réactivée lors de la sortie du nouveau film de Rachid Bouchareb, *Hors la loi* en septembre 2010 montre qu'autour du phénomène que l'on appelle désormais « les guerres de mémoire » attirent l'attention des historiens mais également des participants à ces évènements dont certains sont encore vivants, et que ces guerres de mémoire jouent un rôle particulièrement important en banlieue, auprès des descendants d'immigrés.

#### **D) La banlieue : une (post-)colonie interne ?**

Tyler Stovall, grand spécialiste de l'histoire coloniale française, n'hésite pas à établir un lien direct entre banlieue et colonie, à tel point que lors d'une conférence avec Loïc Wacquant, l'historien affirme qu'il ne serait pas fortuit de concevoir la banlieue (au sens sociologique du terme) comme une colonie interne.<sup>35</sup> Le concept de colonie interne n'est pourtant pas nouveau : certains historiens ont déjà employé le terme, notamment dans un contexte américain, souvent dans un contexte économique. Ainsi des économistes comme Michael Hechter ou David Walls utilisent-ils le terme « colonie interne » pour désigner un groupe minoritaire au sein d'une nation qui ne bénéficierait pas des mêmes avantages, surtout en termes de capital, que le reste de la population qui les domine. Dans les années 1960, Les théoriciens du Black Power Stokely Carmichael et Charles V Hamilton avaient eux-aussi considéré les États-Unis comme un état colonial dans leur essai *Black Power: The Politics of Liberation in America* (1967), les Noirs Américains servant de main d'œuvre bon marché, comme au temps de l'esclavage. Pour ces penseurs, seule l'émergence d'un « Black Power » visant à la prise de pouvoir dans leur communauté par les Noirs eux-mêmes pourrait les faire sortir de leur condition de colonisés. Ce discours a d'ailleurs influencé celui de certains des Indigènes de la République, dont Sadri Khiari, qui cite de manière abondante des passages de discours de Malcom X.

Dans un contexte francophone, l'économiste Samir Amin, auteur de nombreux ouvrages sur l'économie des anciennes colonies françaises, montre comment les sociétés capitalistes qui ont exploité des populations colonisées dans des territoires d'outre-mer tendent à recréer des systèmes similaires au sein même de leurs pays, phénomène facilité entre autres par ce que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation. Lors d'un colloque intitulé *La traite négrière coloniale*,

---

<sup>35</sup> Conférence à consulter sur le site de Loïc Wacquant: <<http://sociology.berkeley.edu/faculty/wacquant>> consulté le 18 juin 2010.

*océans Atlantique et Indien. Regards croisés : Europe, Afrique, Amériques* de novembre 2007, il affirme :

L'hypothèse d'un colonialisme interne généralisé qui caractériserait la phase à venir du capitalisme mondial demeure discutable, du fait des résistances politiques et idéologiques réelles à adopter en Europe un modèle de ce genre, qui implique l'institutionnalisation du « racisme ». Par contre le modèle « communautariste » inspiré par la pratique des États-Unis paraît ici constituer le danger tout à fait réel d'une américanisation de l'Europe.

Dans la conjoncture actuelle, ce concept se justifie dans la mesure où les départements les plus concernés par les émeutes, c'est-à-dire les départements de la Seine St-Denis (93) des Hauts de Seine (92) et de L'Essonne (91) renvoient à des territoires coloniaux d'avant la guerre d'Algérie : en effet, le 93, avant de désigner la Seine Saint Denis, désignait le département de Constantine qui fut un département français d'Algérie de 1848 à 1962. De même, le 92 avant de désigner les Hauts de Seine renvoyait au département d'Oran dans l'Algérie française. Quant au 91, ce chiffre était celui du département d'Alger. Le transfert de ces chiffres d'un territoire colonial à une banlieue peuplée en grande partie d'immigrés ou de descendants d'immigrés n'est probablement pas une coïncidence, et ce fait permet de concevoir la banlieue comme le prolongement d'une période coloniale qui se ferait désormais au sein même de l'hexagone.

Dans l'ouvrage collectif *La Fracture coloniale*, Didier Lapeyronnie, professeur de sociologie à l'université de Bordeaux et spécialiste des grands ensembles, consacre justement son article au lien entre territoire colonial et banlieue, analysant la continuité entre une mentalité coloniale et le traitement des populations périphériques en France. Ainsi pour Lapeyronnie, certains comportements actuels, émanant aussi bien de la société au sens large que de certains

membres du gouvernement, ne sont pas sans évoquer certains reflexes coloniaux d'une période que l'on croit révolue :

Comme les « colonisés », les habitants des « quartiers sensibles » ont d'abord le sentiment de ne pas avoir d'existence politique, de ne pas être considérés comme des citoyens ou comme des citoyens de seconde zone. N'étant pas des acteurs ou des citoyens, ils sont soumis à des discours « moraux » permanents de la part d'institutions diverses qui les appellent en même temps à se « prendre en charge » et à ne pas être « passifs », comme pour souligner leur « incapacité ». (215)

Cette remarque rappelle la dynamique de pouvoir entre centre et périphérie, entre le gouvernement et la banlieue, ce territoire perçu comme l'ennemi des valeurs républicaines ; cette dynamique étant celle d'un pouvoir qui se dit protecteur mais qui exige une contrepartie : de la même manière que les habitants de la banlieue au Moyen-âge devaient payer les banalités afin d'être sous la protection de leurs seigneurs, les habitants de banlieue sont également sous l'emprise d'un discours qui les poussent à se prendre en charge tout en leur ôtant les moyens de le faire, notamment par la discrimination à l'embauche. Le titre de l'article de Lapeyronnie « La banlieue comme théâtre colonial » met l'accent sur l'aspect « performatif » de ce qui se passe en banlieue et montre bien que les « acteurs » des soulèvements urbains reproduisent dans une certaine mesure des soulèvements précédents dans les anciennes colonies.

Pour Achille Mbembe, penseur et théoricien africain, la notion de postcolonie va de pair avec l'émergence de sociétés qui, tant sur le plan économique qu'au niveau de la représentation, se détachent peu à peu du joug colonial. L'auteur démontre en effet comment l'imaginaire africain a peu à peu intériorisé la vision du colonisateur à travers diverses époques, des traites

négrières à la colonisation et comment la littérature entre autres (Mbembe prend l'exemple de l'œuvre d'Ahmadou Kourouma), ouvre la voie à un contre-discours :

Cela dit, la critique postcoloniale se déroule à plusieurs niveaux. D'une part, elle déconstruit, comme le fait Edward Saïd dans *Orientalisme*, la prose coloniale, c'est-à-dire le montage mental, les représentations et formes symboliques ayant servi d'infrastructure au projet impérial. Elle démasque également la puissance de falsification de cette prose – en un mot la réserve de mensonge et le poids des fonctions de fabulation sans lesquels le colonialisme en tant que configuration historique de pouvoir eût échoué.

(Revue Esprit 118)

La réflexion française contemporaine ne sait plus comment parler de l'Autre, encore moins à l'Autre. Elle préfère, dans la bonne généalogie coloniale, parler à la place de l'autre, avec les résultats catastrophiques que l'on sait, comme récemment lors du débat surréaliste sur les bienfaits de la colonisation ou lors des émeutes dans les banlieues.

(121)

Selon Mbembe, les études postcoloniales visent donc à mettre en valeur d'autres points de vue tant au niveau politique que littéraire.

En outre, certains spécialistes des questions liées aux banlieues reviennent, comme le fait le professeur Hervé Vieillard-Baron, sur les causes des problèmes en banlieue en faisant référence à certains reflexes hérités de la période coloniale, notamment vis-à-vis du statut des Maghrébins durant la période coloniale par rapport à l'accès à la citoyenneté française et des répercussions sur les descendants de ces « indigènes ». Ainsi, dans son article « La crise des banlieues est-elle un phénomène européen ? », Hervé Vieillard-Baron, professeur à l'Université de Paris VIII explique :

Qu'est-ce qui est proprement français dans cette « crise des banlieues » ? Certainement le stigmatisme lié à la colonisation. La France n'a pas encore résolu les problèmes liés au passé colonial. Dans beaucoup de quartiers, les Algériens semblent avoir le plus de difficultés à s'en sortir, alors que les Marocains et les Turcs y arrivent plus aisément. Mais il y a bien sûr d'autres pays colonisateurs en Europe (par exemple la Belgique avec le Congo ou les Pays-Bas avec l'Indonésie ou le Surinam).

### **E) La littérature urbaine : une riposte postcoloniale.**

Si l'on considère donc la banlieue (au sens que lui ont donné les médias ces dernières décennies) comme une colonie interne, et que l'on rapproche, comme le fait un des membres des Indigènes de la République, Sadri Khiari, les luttes anticoloniales aux Antilles et les émeutes en banlieue, on peut en déduire qu'elles expriment toutes deux la remise en question d'une société qui a du mal à revenir sur son passé colonial et à analyser la façon dont l'occultation de ce passé a progressivement mené aux problèmes de société qui agitent entre autres la banlieue.

Le travail de Sadri Khiari se concentre sur la continuité entre passé colonial et présent postcolonial des banlieues dans deux ouvrages qui s'inscrivent dans ce continuum entre période coloniale et situation postcoloniale : *Pour une politique de la racaille : immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue* (2006) et *La contre-révolution coloniale en France* (2000). Dans ces deux ouvrages, Khiari, inspiré aussi bien par des textes des Black Panthers ou des discours de Malcolm X que par la pensée de Frantz Fanon ou d'Édouard Glissant, considère la politique française actuelle comme une politique nostalgique de la période coloniale, et dresse une histoire de révoltes provenant aussi bien de territoires d'outre-mer que des banlieues françaises. Pour Khiari, les combats menés par les grévistes dans les Antilles françaises contre les békés ne sont pas très

différents des soulèvements urbains de 2005 dans la mesure où les deux mouvements seraient des oppositions au « pouvoir blanc ». Ainsi sans son livre le plus récent figure un chapitre intitulé « Du marronnage au jihad », où Khiari dresse un bilan des luttes anticoloniales ou anti-gouvernementales des dernières décennies (manifestations du 23 mai 1998 pour la reconnaissance de l'esclavage en France, émeutes en banlieue de 1981 et 1991) et rapproche ainsi les colonisés « de l'extérieur » et les colonisés « de l'intérieur », affirmant que « la révolte nationale en novembre 2005 est, à ce titre une révolte anticolonialiste » (122). Finalement, l'on est en droit de se dire que sous l'étiquette « postcoloniale », il n'est pas totalement incohérent de ranger un roman dit « francophone » qui met en scène les rapports entre la France et ses colonies et un roman de banlieue ou « urbain » qui expose ces mêmes rapports, mais d'un point de vue « banlieusard » qui se pencherait sur les conséquences de cette période coloniale au sein même de la société française contemporaine.

Une des caractéristiques de la littérature postcoloniale telle qu'elle est définie par Jean-Marc Moura par exemple est une volonté de faire exister un réel quasi-absent de la littérature française nationale et l'inscription de l'histoire au sein même de cette littérature. Sur le premier point, il est indéniable que des écrivains comme Kateb Yacine, Assia Djebar ou Tahar Ben Jelloun ont contribué à faire exister le Maghreb pour le public français. De même, Aimé Césaire, Patrick Chamoiseau Raphaël Confiant et Édouard Glissant ont su traduire les réalités des Antilles dans leurs œuvres, tout comme Léopold Sédar Senghor ou Amadou Kourouma l'ont fait pour l'Afrique sub-saharienne. Mais au-delà des représentations, lorsque les œuvres des poètes de la Négritude (Aimé Césaire, Léopold Sédar-Senghor et Léon-Gontran Damas) s'insurgent de manière plus ou moins directe, à travers des poèmes ou des essais, contre le colonialisme ou contre l'esclavagisme, ces œuvres deviennent des « armes miraculeuses » pour reprendre un titre

de Césaire dans un combat contre l'oubli ou l'occultation volontaire de ces faits historiques. Lorsqu' Aimé Césaire dans son *Cahier du retour au pays natal* écrit en 1939 : « ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouches, ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir » (22), il se fait porte-parole d'une histoire marginalisée, celle des Antilles et se révolte contre le sort réservé à ces îles : « les Antilles qui ont faim, les Antilles grêlées de petite vérole, les Antilles dynamitées d'alcool, échouées dans la boue de cette baie, dans la poussière de cette ville sinistrement échouées ». Ces vers sont le pendant poétique de ce qu'il dira de manière plus explicite dans son *Discours contre le colonialisme* quelques années plus tard. Le fait colonial constitue une partie importante des œuvres, mais ces œuvres proviennent de l'« extérieur » et restent à l'écart des programmes scolaires ou universitaires. Tout comme Blanchard, Bancel et Lemaire avaient fait le constat du manque de connaissances des étudiants quant au fait colonial, il ne serait pas faux de dire que la littérature issue des anciennes colonies ou des territoires d'outre-mer (littérature que l'appelle parfois « francophone ») participe, à la lumière des études postcoloniales, à ce retour sur le passé colonial français auquel l'on assiste depuis 2005.

La littérature française hexagonale (et non celle que l'on appelle « francophone ») ne s'attarde guère sur cette histoire coloniale et rares sont les romans qui traitent du fait colonial. C'est d'ailleurs l'une des critiques du collectif *Qui fait la France ?* (voir chapitre 2). Notons tout de même certains efforts de la part d'auteurs comme Didier Daeninckx et Leïla Sebbar qui tentent de revenir en littérature sur certains faits liés à la question coloniale ou postcoloniale que l'histoire a passés sous silence. Ainsi dans *Meurtres pour mémoire* et *La Seine était rouge*, les deux auteurs reviennent sur un fait occulté dans l'histoire de France : le massacre du 17 octobre 1961 à Paris, lors duquel des Algériens manifestent de manière pacifique sous l'impulsion du

Front de Libération Nationale algérien (FLN) en faveur de l'indépendance de l'Algérie. La terrible répression qui s'ensuit, dirigée par le préfet de police Maurice Papon, est un des faits les plus occultés de l'histoire de France. Malgré quelques ouvrages ou films parus sur le sujet quelques mois après l'évènement,<sup>36</sup> la censure autour de cette affaire a contribué à sa quasi-disparition de l'histoire nationale. Ce n'est que depuis les années 2000 que les historiens se penchent de nouveau sur le sujet, avec une pléthore d'articles et de livres consacrés au 17 octobre 1961. Cet intérêt nouveau est d'autant plus fort lors des émeutes de novembre 2005, puisque le couvre-feu instauré lors de ces émeutes n'avait pas été mis en place depuis, précisément le 5 octobre 1961, date à laquelle Papon avait donné ordre à la population maghrébine de ne pas sortir la nuit : il est alors conseillé aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne, et plus particulièrement entre 20h30 et 5h30 du matin.

Cet évènement est depuis quelques années devenu un symbole important de l'histoire postcoloniale dans le sens où contrairement à la guerre d'Algérie, il a eu lieu sur le sol français et peut donc être considéré comme représentatif de la politique française mise en place lors de manifestations de ce type. Pour les jeunes de banlieue, le retour sur cet évènement se traduit par de nombreuses représentations et investigations, notamment de la part de Faïza Guène, membre du collectif Qui Fait la France ? qui a réalisé un documentaire sur le 17 octobre 1961 dans lequel elle laisse la parole à des personnes qui ont participé de près ou de loin, aux évènements d'octobre 1961. Cet intérêt vient entre autre du fait que son père faisait partie des manifestants, mais ne lui en a jamais parlé. Dans un sens, elle accomplit ce que Jacques Derrida préconise

---

<sup>36</sup> Le film en question s'intitule *Octobre à Paris* de Jacques Panijel, et le livre de Paulette Péju. *Les Harkis à Paris: dossier présenté par Paulette Péju*. Paris: F. Maspero, 1961.

dans son discours au colloque d'octobre 2000 intitulé: «17 et 18 octobre 1961: massacres d'Algériens sur ordonnance? » :

Nous aurions, me semble-t-il «contre l'oubli», un premier devoir: pensons d'abord aux victimes, rendons-leur la voix qu'elles ont perdue. Pensons d'abord à la destinée - chaque fois unique et irremplaçable - de ceux et de celles à qui on a dénié le droit à la parole et au témoignage et qui ont eu à souffrir l'injustice dans leur vie, parfois dans leur honneur. Pensons à la machine qui les a ainsi broyés, à l'ignominie de certains individus, de certaines forces sociales, de certains appareils étatiques ou policiers. A chacune des victimes, toujours au singulier, à tous ces «disparus», nous devons épargner ce surcroît de violence : l'indignité, l'ensevelissement du nom ou la défiguration du souvenir.

La littérature urbaine telle que nous l'avons définie dans le deuxième chapitre aborde cette question coloniale sous plusieurs formes et tente une réécriture de l'histoire tout comme la littérature francophone, mais avec un point de vue interne, les banlieues servant ainsi de lieu d'une riposte que l'on peut qualifier de postcoloniale, justement parce qu'elle vise à jeter une lumière nouvelle sur l'histoire de France tout en incluant le point de vue de l'Autre, dans le cas du 17 octobre 1961, des Algériens qui ont participé à l'évènement. La plupart des romans urbains étudiés pour cette thèse contiennent, de manière plus ou moins marquée, des références à ce passé colonial, et exposent les réalités des banlieues à la lumière de ce passé colonial. Pour Karim Amellal, du collectif Qui fait la France ?, cette histoire des banlieues regroupe à la fois l'histoire des anciennes colonies, l'histoire de l'immigration et les réalités « postcoloniales » des années 2000. Comme il le souligne sur son blog :

Pour les jeunes issus de l'immigration, ceux des « quartiers » ou d'ailleurs, cette littérature est essentielle. Elle contribue à la réappropriation raisonnée du pays d'origine et à l'acceptation positive de la double culture, laquelle est une richesse collective et un moteur individuel. Reste cependant à la promouvoir davantage, dans les manuels scolaires notamment. Car cette littérature n'est pas étrangère. Elle est aussi nôtre.<sup>37</sup>

La littérature urbaine diffère de la littérature africaine, caribéenne ou maghrébine d'expression française dans la mesure où elle expose une identité « banlieusarde » (comme l'avait fait la littérature « beur »), mais en élargissant le concept d'identité puisqu'il ne s'agit plus de Beurs, mais de tout habitant de banlieue dont l'histoire familiale ne peut s'expliquer sans un retour sur les relations entre la métropole et ses anciennes colonies, que ceux-ci soient descendants d'Afrique, des Antilles ou d'autres pays du Maghreb. La littérature urbaine contient donc une composante qu'il convient de mettre en valeur : l'inscription du passé colonial de la France en tant qu'élément constituant non seulement l'identité de ces jeunes banlieusards, mais également l'identité française dont le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire dirigé par Eric Besson, débat depuis quelques années. Dans un entretien avec Yabiladi, Mohamed Razane, leader du collectif Qui fait la France ? affirme:

Par ailleurs, je pense que la question de l'identité est importante pour ces jeunes en mal de repères et je considère que c'est une forme de violence lorsque l'école occulte leur histoire. Il est important que ces gamins aient une idée claire de cette histoire, celle qui s'inscrit dans l'immigration, qu'ils sachent pourquoi leurs grands-parents ont eu à quitter leur pays d'origine, qu'ils sachent comment ces derniers ont vécu et dans quels

---

<sup>37</sup> [http://www.blogg.org/blog-41571-themes-tribunes\\_publicees-82128.html](http://www.blogg.org/blog-41571-themes-tribunes_publicees-82128.html)

contextes ils ont évolué. Pour qu'ils puissent ainsi donner un sens à leur présence ici, ainsi qu'à leur citoyenneté française.

La littérature urbaine permet donc, à travers cette réflexion sur le passé colonial français de faire coïncider une identité nationale et l'identité de « banlieusards » perçus comme descendants d'immigrés, et par la même occasion, de créer, comme le fait par exemple le livre de Jean-Eric Bouloumié une nouvelle version du roman national qui constitue l'histoire de France.

En effet, dans *Supplément au roman national*, (2006), le jeune écrivain envisage également l'histoire de France comme un roman national, une fiction donc, qui devrait prendre en compte certains éléments historiques passés sous silence. Le livre est d'ailleurs dédié aux « invisibles » et l'on comprend très vite qu'il s'agit pour Bouloumié d'inclure dans son roman tout un pan de la société française guère représenté dans la littérature contemporaine.

Le roman présente des itinéraires individuels qui se croisent et qui s'opposent. Bouloumié choisit de mettre en parallèle le destin de François Hollande, homme politique célèbre devenu Président de la République en 2012, et ceux de deux parias de la société française : Kamel Bareck et Yann Gallois. Le premier, Kamel Bareck, d'origine maghrébine, est un personnage désillusionné dont la colère le pousse vers l'extrémisme religieux, le deuxième est un « Français de souche », frustré de ne pas pouvoir vivre sa vie comme il l'entend et qui se transforme en serial killer. Très vite le lecteur se rend compte que ces deux personnages sont librement inspirés de deux personnes ayant défrayé la chronique dans l'actualité française. Le premier, Khaled Kelkal, jeune Algérien élevé à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, est impliqué dans la vague d'attentats des RER parisiens au milieu des années 1990, et le deuxième, Richard Duran, est responsable de la tuerie de Nanterre en mars 2002 : à la fin d'une séance du conseil municipal de Nanterre, il tire sur des élus municipaux mépris de ses représentants politiques.

A travers ces deux personnages, Boulin fait ressortir tout le ressentiment envers la société française et la sensation de malaise qui reflète bien l'opinion de l'auteur lui-même. Comme il le dit dans un entretien pour *Le Monde* à l'occasion de la sortie de son roman : « La France, en ce moment, c'est un pays perdu. Perdu, façon de parler... L'espace à partager devient irrespirable. Pourquoi je me sens moins français, moi qui le suis tant ? C'est un problème ». François Hollande, dont l'identité n'est pas dissimulée sous un personnage de fiction, représente à lui seul le corps des élites, élite politique évidemment puisqu'il est premier secrétaire du Parti Socialiste de 1997 à 2008, mais également un personnage représentant les grandes écoles, puisqu'il a fait HEC, l'Institut d'Études Politiques de Paris et l'ENA. Tout le livre est donc bâti sur ces destins parallèles. En dressant le portrait de deux parias (Kamel Barek et Yann Gallois), Boulin esquisse également le parcours de français immigrés en provenance d'Algérie mais n'enferme pas nécessairement cette communauté dans une catégorie à part, puisque le personnage de Yann Gallois, français d'origine slave, connaît des frustrations très similaires à celles de Kamel Barek, et en viendra à commettre des actes tout aussi violents que ce dernier. Ainsi, sa réflexion ne se limite pas exclusivement à un discours sur une minorité mais au contraire, incorpore les français dits « de souche » dans la description du malaise social qui caractérise la France contemporaine, signe que cette histoire postcoloniale ne concerne pas que les minorités visibles, mais bien la France entière. Néanmoins, à travers le personnage de Barek et son histoire, Boulin parvient à aborder certains sujets liés au passé colonial de la France et expose le besoin, dans la France contemporaine, d'un processus de rétablissement d'une mémoire collective des immigrés venus du Maghreb. Un des thèmes sous-jacents du roman par exemple, c'est l'importation massive de travailleurs maghrébins dans les années 1950 et 1960 qui servent de main d'œuvre bon marché pour les usines automobiles ou l'industrie du bâtiment:

A plonger dans l'islam jusqu'à la radicalité, Kamel Berek se fait écouter des vieux qui font craquer leurs genoux quatre fois par jour. Les travailleurs du bâtiment des Trente Glorieuses ont maintenant de l'arthrose. Ils portent des vestes à carreaux qui ne vont pas avec le pantalon. Ils ont vécu sans femme, vous comprenez. Les dos restent ploqués des pierres à monter, d'étage en étage, sous l'œil de l'OS français. (35)

Dans cet extrait, Boulin juxtapose donc histoire coloniale (avec la référence à l'Organisation de l'Armée Secrète française), histoire de l'immigration maghrébine, avec une référence à la venue d'immigrés arrivés en France durant les années 1950 et 1960 pour travailler dans les compagnies françaises à moindre coût (afin de reconstruire une France détruite après la guerre), ainsi que les réalités parfois difficiles de la vie quotidienne de ces travailleurs, ayant eu une vie solitaire, sans femme, jusqu'à la loi sur le regroupement familial. Cette histoire ou ces histoires sont assez rares en littérature; jusque-là elles ont plutôt fait l'objet de documentaires (*Mémoires d'immigrés* de Benguigui) ou de travaux dans le domaine de la sociologie (avec entre autres les ouvrages d'Abdelmalek Sayad). Or, pour les écrivains du collectif *Qui Fait la France ?*, il est également important que cette histoire soit présente au sein même de leurs romans.

Plus loin dans le roman, Jean-Eric Boulin établit un rapprochement direct entre histoire coloniale et réalité postcoloniale (les émeutes de 2005) puisque le roman se termine sur une fin chaotique, avec l'explosion de bombes dans le métro parisien.

L'émeute devient si évidente que des compagnies républicaines de sécurité se massent devant le Foot Locker (...). La guerre d'Algérie est sur les lèvres. Des fellaghas à cette populace française se détachent en un trajet de malheur des événements de Charonne, Sétif, la gégenne, les bougnoules, la clandestinité des trente glorieuses, pour venir éclater

à la surface. Plein soleil sur la honte française (...) La rue arabe doit retrouver la mémoire.

(37)

L'importance d'une mémoire collective est cruciale dans l'œuvre de Boulin comme dans beaucoup de romans urbains car certains faits historiques sont totalement occultés dans l'histoire française, de manière plus ou moins voulue, et c'est ce silence qui, d'une certaine manière, perpétue la situation de « fracture coloniale » décrite par Bancel, Blanchard et Lemaire. Certaines mesures prises par le gouvernement lors des émeutes telles que la mise en place d'un couvre-feu en novembre 2005, ou les lois votées la même année soulignant le rôle positif de la colonisation nous prouvent que l'on assiste à l'heure actuelle à un retour du colonial en France, mais que ce retour du colonial ne pousse pas forcément le gouvernement à la repentance mais plutôt à réaffirmer une position colonialiste.

Le livre de Jean-Eric Boulin, bien que dans l'ensemble très accusateur et plutôt pessimiste, suggère tout de même que les nouvelles générations seront mieux armées (pas au sens littéral) pour exposer cette mémoire collective passée sous silence, que ce soit par des documentaires, des films, ou des romans :

Un jour, un peuple sortira des réduits du 93. Une communauté de destin sortie casquée de l'injustice évoquera ses affinités électives. Le peuple immigré se lèvera enfin (...) Ils n'ont pas de mémoire ou plutôt mille. De fragiles témoignages de parents que le travail en usine puis dans les services a massacrés. (45)

Alors que le roman de Boulin tente de réconcilier à travers ces personnages l'histoire de France et l'histoire de l'immigration en France, d'autres romans urbains font un constat plus amer de la présence des enfants d'immigrés en France, et plutôt que de prôner l'intégration comme le faisait

Azouz Begag, préfèrent utiliser le terme de désintégration pour décrire les conditions de ces jeunes.

*Désintégration* d'Ahmed Djouder (2006) se donne à lire comme un véritable cri de révolte contre les pouvoirs politiques, coupables, selon l'auteur, de ne pas avoir su gérer l'accueil et l'intégration en France des populations immigrées en provenance des anciennes colonies, notamment d'Algérie. Ce sentiment de révolte est accentué tout au long du livre par la distinction entre le NOUS (les Arabes) et le VOUS (les Français dits « de souche »). Le livre s'ouvre sur un hommage à la génération des parents (NOS parents) dont l'adaptation à la vie française est souvent très difficile. Djouder commence par aborder le sujet de l'intégration en faisant référence non pas au vécu de sa génération mais à celle de ses parents, et met l'accent sur ce thème de l'entre-deux déjà abordé précédemment : « Nos mères voguent entre deux rives. Elles sont dans la culture du doute, de l'entre-deux. Elles n'ont pas les pieds sur la terre ferme. Elles sont restées sur la Méditerranée entre Alger et Marseille, elles nagent » (85). Pour Djouder, la génération des parents, la seule à être « immigrée » finalement, n'a pas eu la chance de trouver sa place au sein de la société française parce qu'elle n'a pas eu l'opportunité de négocier son intégration, non seulement parce qu'elle n'avait pas les outils linguistiques ou sociaux pour le faire, mais également à cause du fait colonial qui a poussé ces populations à intérioriser un sentiment d'infériorité face à l'hégémonie de la culture française. D'autre part, d'un point de vue matériel, la vie dans les bidonvilles ou les HLM a parfois isolé ces communautés. Le bilan que fait Djouder des relations franco-algériennes est sans appel : il s'agit bien d'une relation coloniale qui joue dès le départ sur une dynamique double voulant assimiler l'indigène en imposant la langue et la culture française tout en le considérant comme inférieur et incapable de s'intégrer. L'auteur fait alors un constat bien affligeant des relations entre la France et l'Algérie qu'il

résume en trois étapes : une étape de colonisation commencée en 1830 ; une étape d'immigration, qui débute au lendemain de la deuxième guerre mondiale, lorsque la France a besoin de main d'œuvre bon marché pour se reconstruire ; et une troisième étape, celle du rejet des immigrés montrés du doigt pour avoir volé le travail des Français « de souche ». L'auteur résume ces trois étapes en quelques mots assassins : « Colonisation (viol), immigration (déportation) puis désintégration (désintégration) » (126). Alors que Djouder compare la colonisation à un viol, et l'immigration à une déportation, il ne semble pas trouver de synonyme pour le mot désintégration qu'il se contente de répéter, comme s'il faisait le constat d'une voie sans issue.

La réflexion sur l'impact de la colonisation sur la vie quotidienne des enfants d'immigrés joue un rôle crucial dans *Désintégration*. En effet, bon nombre d'enfants d'immigrés ignorent l'histoire de cette colonisation et par conséquent, l'histoire de leurs parents et grands-parents. Le système éducatif semble faire l'impasse sur ces sujets qui restent tabous dans les manuels d'histoire français. Or, la transition entre une réalité coloniale (la présence des Français en Afrique du nord) et une réalité postcoloniale (le traitement des minorités ethniques issues de ces ex-colonies en France métropolitaine) n'est plus à démontrer ; toutefois, c'est le passage entre ces deux situations sur lequel l'on doit aujourd'hui s'attarder. L'identité nationale française, maintenue grâce au soi-disant « pacte républicain » s'est établie en maintenant une vision monolithique de cette identité, basée sur une religion, une langue et une couleur de peau, et les discours sur l'identité nationale se servent des termes d' « assimilation » et d' « intégration » pour masquer les réalités coloniales ou postcoloniales qui sont restées taboues durant ces dernières décennies. En fait, peu de choses séparent par exemple le discours de Charles de Gaulle en 1959 de celui de Nicolas Sarkozy en 2009 sur l'immigration et l'intégration des immigrés à la société française : alors que le premier pensait qu'il fallait limiter la venue des

immigrés afin de ne pas menacer l'équilibre de l'identité nationale, le second relance cinquante ans plus tard un débat sur l'identité nationale qui insiste sur les valeurs républicaines de la France et qui fait de l'intégration un pacte non négociable. Alain Peyrefitte cite le discours de Charles de Gaulle dans son livre *C'était De Gaulle*, paru en 1994 :

C'est très bien qu'il y ait des français jaunes, des français noirs, des français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France (...). On peut intégrer des individus, des familles, des petits groupes ; et encore, dans une certaine mesure seulement ; et ça prend des générations. (68-74)

Nicolas Sarkozy, quant à lui, affirme sur son site internet: « si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appelle l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent ? ». <sup>38</sup> Le ton populiste voire paternaliste des deux hommes politiques s'accompagnent de mesures qu'il est impossible de reproduire ici, mais l'on notera tout de même depuis le début du gouvernement Sarkozy, l'émergence de certains dispositifs qui ont rendu difficile l'accès au territoire français (immigration « choisie », reconduite à la frontière d'immigrés résidant depuis des années en France, difficultés, même pour des personnes nées sur le territoire, de renouveler leur carte d'identité, etc).

Pour Djouder, les discours sur l'intégration semblent être une façade visant d'une part à faire des enfants d'immigrés une population insoumise, et, d'autre part, à dissimuler un discours sécuritaire récupéré par des politiciens ayant fait des banlieues le lieu des toutes les entraves aux valeurs républicaines depuis plusieurs décennies :

---

<sup>38</sup> Patrick Poivre d'Arvor. Entretien avec Nicolas Sarkozy. <http://lesdiscours.vie-publique.fr/pdf/073000986.pdf>

Et puis écoutez-vous aussi manipuler ce mot « intégration ». Ce mot débile. Comment peut-on être si maladroit ? Voyez-vous tout ce qu'il révèle de votre mauvaise foi ? [...] Parce que l'intégration, on le voit bien, est une stratégie sécuritaire camouflée. Qui emploie le plus le mot « intégration », à qui le devons-nous ? Au ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, repris par Chevènement, puis Balladur, puis Sarkozy. Entre nous, nous demander de nous intégrer quand on est là depuis deux voire quatre générations, c'est se foutre de la gueule du monde. Vous croyez qu'en nous « intégrant », vous allez apaiser les banlieues, réduire la criminalité. (113-114)

Les politiques d'intégration en France sont souvent obscures et semblent venir de nulle part : le simple fait que l'on parle de « machine à intégrer » semble confirmer que ces processus se font d'eux-mêmes, comme si la politique d'intégration n'était pas le fruit d'une pensée politique et de lois prises à cet égard. Or, il existe depuis 1989 un Haut Conseil à l'Intégration (HCI) créé le 19 décembre 1989 par le Premier ministre de l'époque Michel Rocard (désormais sous la présidence de Patrick Gaubert) dont le rôle est de « donner son avis et de faire toute proposition utile, à la demande du Premier ministre, sur l'ensemble des questions relatives à l'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère ». <sup>39</sup> Une des inquiétudes principales de ce Conseil demeure le soi-disant refus de certaines communautés de s'intégrer à la société française et en particulier, certaines actions considérées comme « antirépublicaines », comme lors du match de football d'octobre 2008 opposant la France à la Tunisie, durant lequel la Marseillaise est abondamment sifflée. Ce geste a conduit le ministre de l'immigration et de l'intégration, M. Brice Hortefeux à interroger le Haut Conseil à l'Intégration sur ce non-respect des symboles (et peut-être des valeurs) de la République, ce à quoi le Haut Conseil répond qu'il faut considérer quatre étapes

---

<sup>39</sup> Voir le site du Haut Conseil à l'Intégration (HCI) : <[http://www.hci.gouv.fr/article.php3?id\\_article=24](http://www.hci.gouv.fr/article.php3?id_article=24)>

menant à l'intégration des immigrés en France : « connaître, comprendre, respecter et adhérer ».

Il est également précisé que :

l'intégration n'est pas l'assimilation : elle ne vise pas à réduire toutes ses différences.

L'intégration n'est pas non plus l'insertion car elle ne se limite pas à aider les individus à atteindre des standards socio-économiques. L'intégration demande un effort réciproque, une ouverture à la diversité qui est un enrichissement mais aussi une adhésion.

Cette définition, qui affirme que s'intégrer n'équivaut pas à abandonner ses traditions rappelle la différence faite par Azouz Begag entre intégration et assimilation. L'intégration est ici décrite comme un modèle de multiculturalisme dont la France s'est en fait toujours méfiée et concoure plutôt à décrire le modèle anglo-saxon qui fonctionne sur une identité double (African-American, Asian-American, etc.) qui allie une appartenance nationale à une catégorie raciale. Beaucoup d'intellectuels et de politiciens s'insurgent contre ce qu'ils appellent le communautarisme « à l'américaine » qui mènerait selon eux à une France divisée. L'intégration aux États-Unis se fait surtout par l'acquisition d'un certain statut économique et non par le partage d'une culture ou d'une langue. Or, ceci est impossible en France puisque la maîtrise du français est une des conditions sine qua non de la vie dans la société française. On est en droit de se demander si ces conditions sont absolument nécessaires à la vie en société ; Malika Sorel, membre du HCI, remet en question la nécessité de remplir ces conditions pour se faire une place au sein de cette fameuse « identité nationale » dans son ouvrage *Le puzzle de l'intégration* (2007) :

Rappelons ici que le processus d'intégration est, quant à lui, celui qui mène un migrant et/ou ses descendants à faire partie de la même communauté que la majorité des habitants du pays d'accueil. Autant l'insertion est indispensable pour le migrant et ses descendants, car c'est elle qui rend possible leur cohabitation avec les habitants du pays, autant

l'intégration n'est pas indispensable et n'est absolument pas imposable. Pour que le migrant et ses descendants veuillent s'intégrer, il est en effet incontournable qu'ils ressentent le besoin d'une communauté de destin avec le peuple du pays d'accueil. (217)

La plupart des descendants d'immigrés sont déjà bel et bien intégrés en France, et l'on peut se demander si l'on n'attend pas d'eux l'assimilation totale. Les questions liées au voile et les vagues successives de ce que l'on peut qualifier d'islamophobie montrent bien qu'il faut plus que l'acquisition d'une langue et d'une culture française pour faire partie intégrante de la société. Le constat de certains écrivains « urbains » est souvent accusateur quant aux politiques d'immigration et d'intégration des dernières années, certains d'entre eux n'hésitant pas à affirmer que l'actuel président français devrait être plus sensible à ces questions, étant lui-même un fils d'immigré.<sup>40</sup> Au vu de leur rejet de la société tant au niveau du travail que de la culture, cette jeunesse issue de l'immigration ne peut finalement que faire le chemin inverse et se dés-intégrer. Comme l'affirme Djouder : « On ne doit pas s'intégrer, on ne s'intégrera pas. On attendra que vous réagissiez, que vous nous voyiez comme n'importe quelle autre personne, comme n'importe quel étranger, n'importe quel français. (115)

L'identité des jeunes de banlieue, souvent d'origine étrangère, est une identité fragmentée, dont l'histoire est encore à faire, car elle est faite d'un passé colonial occulté et de réalités postcoloniales qui sont celles du chômage et du manque de structures sociales. Pour Djouder, c'est la France entière qui détient les clés du problème, dans la mesure où l'histoire de ces jeunes, liée au fait colonial puis postcolonial, fait partie de l'histoire française. Lors d'un entretien avec *Le Nouvel Observateur*, l'écrivain a affirmé que le mot « intégration » est souvent utilisé par les politiciens pour dissimuler d'autres problèmes encore tabous en France, tels que la question de la

---

<sup>40</sup> Ce que rappelle avec humour Nadir Dendoune dans sa *Lettre ouverte à un fils d'immigré*, Paris, Danger public, 2007, ou Adel Fernane, dans *Celui qui écrit une lettre au président*, Paris, Publibook, 2007.

race, ou pour stigmatiser certains traits des cultures de ces mêmes populations qui « ont du mal à s'intégrer »:

Bien souvent, le terme intégration n'est pas approprié pour parler des 2ème, 3ème et 4ème générations d'immigrés d'origine nord-africaine car ils sont bien souvent Français et parfaitement intégrés au paysage. D'une part, le mot "intégration" renvoie souvent à certaines minorités qui ont des rites religieux qui dérangent : polygamie, voile... et d'autre part il renvoie à une idée plutôt absurde de « domestication » de jeunes dits violents.

Ce sentiment de révolte se transforme dans le livre en véritable diatribe contre les pouvoirs publics qui ignorent les efforts des fils et filles d'immigrés pour s'intégrer à la société française et mettent en place des nouvelles politiques d'immigration qui rendent encore plus difficiles l'accès à cette même société, notamment par le travail ou encore par l'accès aux grandes écoles. Le livre de Djouder établit donc un parallèle entre le passé colonial de la France et les réalités sociales des banlieues qui semble être à la base d'une réflexion plus large sur l'identité française et l'intégration des minorités au sein de la société. Le sentiment de mal-être ou de malaise que décrit l'auteur et qu'il perçoit chez les jeunes de banlieue concerne également tous les Français et le rapport qu'ils entretiennent avec ces « immigrés » qui n'en sont pas. Malgré les efforts faits par la « génération beur » pour s'intégrer, et malgré la réussite de cette intégration, tout du moins de leur part, force est de constater qu'ils demeurent bien souvent perçus comme immigrés ou enfants d'immigrés, sans cesse renvoyés à un ailleurs qui leur est souvent inconnu. L'intégration passe également par l'insertion dans le monde du travail et par la représentation dans les médias et la politique. Or, l'Assemblée Nationale et le Sénat paraissent encore peu représentatifs de cette

France multiculturelle et les opportunités en ce qui concerne l'emploi des jeunes de banlieue sont minces.

La littérature urbaine, comme le montre par exemple ce livre de Djouder, contient une dimension politique et fait le constat de cette désintégration ; elle peut donc être perçue comme une réplique postcoloniale contre le gouvernement actuel, car elle force le lecteur à poser un nouveau regard sur la banlieue et ses habitants qui va à l'encontre de la vision souvent déformante des médias. Le concept d'intégration que l'on utilise souvent en pointant du doigt les populations immigrées, affirmant que ces populations refusent de s'intégrer, serait à envisager d'un point de vue autre : il s'agirait donc de considérer l'acceptation par les Français de ces immigrés et de leurs enfants, et surtout de l'histoire qui les a placés ici en France, histoire méconnue, occultée que la littérature urbaine tend à reconstituer.

#### IV. Vers une écriture urbaine au féminin ?

Pour beaucoup d'enfants de l'immigration, pour beaucoup des jeunes d'aujourd'hui, et des deux côtés de la Méditerranée, il est urgent et nécessaire de relire l'histoire – ou plutôt, dans un premier temps, de la lire...<sup>41</sup>  
(Leïla Sebbar)

Le collectif *Qui fait la France ?* bien que composé majoritairement d'hommes, compte tout de même deux écrivaines : Faïza Guène, une des meilleures ventes de romans de l'année 2004 avec *Kiffe kiffe demain*, et Habiba Mahani, auteure du roman *Kiffer sa race*, paru en 2008, dont le titre fait écho à celui de Faïza Guène. Un autre roman, *Pieds Blancs*, écrit par Houda Rouane et paru en 2006, peut également être considéré comme faisant partie de cette littérature urbaine précédemment définie dans la mesure où il s'inscrit dans la continuité des romans analysés dans le deuxième chapitre, tant par rapport aux thèmes que par rapport au style. Les romans de ces trois écrivaines serviront donc de corpus littéraire de base pour montrer ce que serait une version « féminine » de cette littérature urbaine.

Une des caractéristiques de la littérature urbaine est, comme nous l'avons vu, la présence de références au passé colonial de la France, ainsi que la tentative de la part de ces écrivains de donner une voix à des personnages de banlieue qui n'apparaissent guère dans la littérature contemporaine. Ainsi, les écrivains urbains établissent ainsi un lien entre le besoin d'un retour sur le passé colonial français et la construction d'une identité postcoloniale, définie notamment par une prise de conscience des répercussions du colonialisme dans la société actuelle. Ce faisant, les écrivains urbains se font aussi historiens d'un espace marginalisé et tentent de faire ressortir des faits historiques tels que la guerre d'Algérie ou le massacre du 17 octobre 1961, moments

---

<sup>41</sup> Citation tirée d'un entretien avec Nelly Bourgeois. La langue de Leïla Sebbar. Citrouille, mars 2003.

importants dans la mémoire collective des descendants d'immigrés en France, même si ces faits ne sont pas connus ou s'ils ont été occultés, tant sur le plan national (par le refus de la France de revenir sur ce passé) que sur le plan personnel (c'est le sentiment de honte que décrivent certains sociologues, historiens ou théoriciens de la question postcoloniale comme Hajjat dans son livre *Immigration postcoloniale et mémoire* traité dans le troisième chapitre de cette thèse). Ce refus de traiter de cette question coloniale de la part des parents avait déjà été abordé dans *Nés en banlieue*, livre phare qui établissait un lien entre l'occultation de ce passé et les problèmes en banlieue, mais force est de constater que les femmes issues de l'immigration ont joué un rôle majeur dans la transmission de ce savoir, notamment Yamina Benguigui, dont le livre *Mémoires d'immigrés*, paru en 1997 et transformé en documentaire l'année suivante pour la chaîne Canal Plus, a eu un impact certain sur le public français, et a reçu le 7 d'or 1998 du meilleur documentaire, ainsi qu'un Golden Gate Award au Festival de San Francisco. D'autres œuvres de Benguigui ont creusé la question de l'immigration maghrébine en France, tantôt sous forme de film, tantôt sous forme de documentaire, avec un éclairage particulier sur les raisons de la venue d'immigrés en provenance du Maghreb dans la métropole et de leurs conditions de vie, puis de leurs enfants et leurs petits-enfants. Le documentaire *Le Plafond de verre* traite de la question de discrimination face à l'embauche de populations issues de l'immigration; le film *Inch'Allah dimanche* aborde la question de la vie de ces immigrés après la loi sur le regroupement familial de 1974. Enfin, le documentaire intitulé *9/3 Mémoire d'un territoire*, sorti en 2008, confirme que la question de la mémoire et de la transmission d'une mémoire postcoloniale est au centre de l'œuvre de Yamina Benguigui, qui retrace donc plusieurs étapes du parcours des immigrés en France des premières vagues d'immigration à l'emménagement en banlieue. Parmi les femmes ayant fait avancer la cause de cette mémoire postcoloniale, il faut également noter l'importance

de l'œuvre de Leïla Sebbar qui, bien qu'elle ne s'inscrive pas dans la mouvance de urbaine, aborde le rapport entre histoire postcoloniale et mémoire dans son roman *La Seine était rouge*, qui a non seulement la particularité de traiter de ce fait historique jusqu'alors occulté dans l'histoire de France, mais également d'insister sur la ténacité du personnage principal à reconstruire l'histoire de cet évènement, et par conséquent à participer à la construction d'une mémoire postcoloniale. Faïza Guène a travaillé sur un documentaire portant sur les mêmes évènements intitulé *Mémoires du 17 octobre 61* dans lequel elle donne la parole à des témoins de l'évènement, ce qui permet d'établir une filiation entre les deux écrivaines. Ce documentaire a une valeur toute particulière pour Faïza Guène puisque son père a manifesté à Paris lors de la nuit du 17 octobre 1961, faisant du documentaire un projet œuvrant à la fois à la construction d'une mémoire collective et individuelle. Toutes ces œuvres, conçues par des femmes, qu'elles soient littéraires ou filmiques, présentent des caractéristiques distinctes qui les placent dans une catégorie légèrement à part des romans ou films conçus par les écrivains hommes.

Une des spécificités de l'approche de ces questions par les femmes est l'aspect que l'on peut qualifier d'« intimiste » de leurs romans ou documentaires. En effet, alors que les romans ou films traitant de la banlieue se concentrent en majorité sur l'extérieur des cités HLM et des grands ensembles, les femmes rentrent plus souvent à l'intérieur des foyers pour aborder des problèmes familiaux que les hommes sont plus réticents à traiter. Cette approche est sans doute liée au rôle spécifique des femmes en banlieue, à qui la tâche incombe de transmettre un pan de leur histoire dans un contexte familial souvent difficile, où le père travaille dur pour subsister aux besoins de sa famille, et d'être des intermédiaires entre différentes familles et cultures.

### A) Le rôle des femmes originaires du Maghreb en banlieue.

Les femmes en banlieue ont toujours joué un rôle un peu différent que les hommes, et ceci s'avère peut être d'autant plus vrai pour les femmes immigrées qui ont été confinées aux sphères privées tandis que leurs maris étaient chargés de subvenir aux besoins de leurs familles. Le sociologue Marc Hatzfeld confirme que les premières grandes vagues d'immigration vers la France se sont faites par l'embauche de Nord-Africains (notamment dans l'industrie automobile) et que bien souvent, les femmes sont restées à la maison pour s'occuper de leur famille :

La première génération d'immigrants a construit la légitimité de sa présence et la bonne foi de sa détermination à l'intégration, sur le travail masculin. Une fois les contrats de travail des hommes consolidés, ces derniers ont fait venir en Europe femmes et familles.

Les femmes restant à la maison selon la tradition qui était le plus souvent la leur, elles ont proposé à leurs enfants, la génération suivante, une figure maternelle adaptée à la génération nouvelle. (97)

Cette dichotomie entre sphère publique et sphère privée ne se fait pas sans malaise, surtout pour les filles nées sur le sol français, qui s'identifient parfois plutôt à la culture d'accueil qu'à la culture maghrébine et pour qui la surveillance des parents peut être étouffante, surtout en comparaison avec leurs amies françaises « de souche ». Comme nous l'avons déjà dit, la littérature beur pose ces questions d'appartenir à deux cultures et par conséquent, elle reflète bien ce sentiment de malaise que vivent les jeunes filles maghrébines au sein de leur famille, prises entre deux cultures. Dans *Ils disent que je suis une beurette* (1998), adapté en film par Philippe Faucon sous le titre de *Samia* en 2000, Soraya Nini décrit à de nombreuses reprises ce sentiment de ne pas être libre de ses faits et gestes et l'oppression des membres masculins de sa famille qui ont un rôle que la jeune Samia leur envie :

Ce n'est pas de travailler à la maison pour aider ma mère qui, elle non plus, n'arrête pas, qui m'énerve, c'est de voir les garçons se les rouler, ne rien faire, même pas un petit coup de balai. Je crois que les mots « ménage » et « aide » ne font pas partie de leur vocabulaire. (62)

Dans ce roman, la jeune Samia fait bien souvent le constat d'une inégalité entre les garçons et les filles de la famille, ces dernières n'ayant pas la mobilité voulue, ce qui pousse Samia à regretter le fait même d'être venue au monde fille : « Souvent, je regrette de ne pas être née garçon ; ils sont rois avant même d'être là, et nous sommes leurs servantes quand nous arrivons » (173). Le confinement de la narratrice au domicile familial la force à donner un point de vue très « intérieur » par rapport à sa situation, puisqu'elle n'a guère de contact en dehors du domicile familial et de l'école. Bien que ce déchirement entre culture d'origine et culture d'accueil soit propre à la littérature « beur », il persiste de nos jours : dans son témoignage de 2009 *Je m'appelle Latifa, une « intégration à la française »*, Latifa Zoubir fait elle aussi le constat de l'inégalité entre hommes et femmes en banlieue, notamment en termes de mobilité : « En devenant populaire, je m'éloigne de ma mère. Je ne supporte plus qu'elle m'interdise de vivre comme les autres jeunes femmes de mon âge. Je ne peux toujours pas sortir le soir, je ne peux toujours pas passer un week-end chez une amie » (80). Bien que le livre de Latifa Zoubir décrive une expérience plus récente que celle de Soraya Nini, et que l'expérience de cette dernière paraisse plus dramatique aux premiers abords que celle de Zoubir, ce sentiment d'injustice perdure d'une génération à l'autre, ce qui se traduit par un resserrement des liens entre femmes et, d'un point de vue littéraire, d'une vision plus recentrée sur le foyer par rapport aux écrits masculins.

Les liens entre femmes permettent également le partage des savoirs et la transmission de l'histoire, même si elle est souvent difficile. Pour Marc Hatzfeld, les femmes immigrées jouent un rôle fondamental à cet égard, non seulement au sein de la famille mais également à travers les relations qu'elles ont avec d'autres femmes :

Dans cette figure imposée par les faits, la femme représente un indispensable pôle de stabilité traditionnelle (...). Beaucoup de mères et épouses de l'immigration ont joué et jouent encore le rôle de vestales, gardiennes des rites et des mœurs, transmetteurs fidèles d'un esprit ancré dans l'ailleurs mythique. (97)

Ce rôle de gardiennes de rites devient discutable au fur et à mesure que le temps passe et que les générations se succèdent, surtout parce que chaque nouvelle génération négocie le positionnement entre deux cultures (les cultures maghrébine et française) de manière différente. Pourtant, par le biais de nombreuses associations, ce sont les femmes en banlieue, bien plus que les hommes qui établissent le pont entre les deux cultures. Dans l'ouvrage *Femmes des cités, fleurs de l'espoir*, Jean-François Courtille dresse le portrait de nombreuses femmes habitant en banlieue, et consacre notamment plusieurs chapitres aux animatrices culturelles et aux médiatrices interculturelles qui tentent de négocier une double identité, française et maghrébine, et de faciliter l'intégration de certaines communautés dans la société française. Un des personnages les plus intéressants pour notre étude est celui de Bahija Ouezini, que Courtille surnomme « la méditerranéenne des deux rives », et dont le rôle est de transmettre à travers diverses actions, la culture maghrébine, ainsi que d'éclairer les enfants (et les adultes par la même occasion) sur les relations entre la France et l'Algérie :

L'humiliation vécue par beaucoup d'Algériens en France, qui se cumule aux souvenirs de la guerre d'Algérie, explique en partie le mutisme des parents vis-à-vis de leurs enfants.

C'est une des raisons qui a poussé Bahija et d'autres femmes des cités de créer l'association « Citoyennes des deux rives ». (125)

A travers de nombreux colloques et autres manifestations culturelles, cette association crée non seulement un réseau d'entraide entre des femmes qui connaissent plus ou moins les mêmes difficultés en banlieue, mais les informe également sur une histoire qui est la leur, et leur permet de la transmettre aux nouvelles générations qui n'en ont aucune ou qu'une faible connaissance. Bahija Ouezini donne l'exemple d'une journée consacrée au massacre du 17 octobre 1961 durant laquelle une femme algérienne, ancienne résistante, est venue témoigner au sujet de la torture pendant la guerre d'Algérie : « Ce discours était un surprise pour de nombreuses personnes présentes. Avouer que l'on a été torturée ou violée relève du tabou pour les femmes du Maghreb. Et pourtant la réappropriation de notre histoire en dépend » (125). Au-delà du rôle informatif de ces rencontres, un des enjeux est donc la réappropriation d'une histoire, car il ne s'agit pas seulement de confronter les habitants de banlieue à une version officielle du fait historique, mais aussi de les exposer à un non-dit qui pèse sur les consciences de descendants d'immigrés.

Dans son ouvrage *Les stratégies de négociation interculturelles chez les filles franco-maghrébines*, Sandrine Gaymard traite des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes filles issues de l'immigration maghrébine en France, notamment les tensions qu'elles vivent au quotidien entre culture d'origine et culture d'accueil avec, contrairement aux jeunes hommes, les injonctions diverses imposées par une domination masculine à laquelle elles ont du mal à échapper, notamment le manque de mobilité dans les cités. D'un autre côté, ce manque de mobilité dont elles souffrent permet une meilleure insertion dans le milieu scolaire voire professionnel : puisque les déplacements des jeunes filles maghrébines se réduisent souvent à

ceux qui les conduisent à l'école ou à l'université, ces lieux deviennent alors des espaces « libérateurs » où les jeunes filles peuvent prendre leur vie en main :

Très tôt, les filles comprennent l'avantage qu'elles ont à s'engager dans des études longues mais elles doivent avoir de la patience car c'est seulement à l'Université que les parents accepteront de négocier certaines libertés (...). Les études représentent pour les étudiantes un passeport pour la liberté (centrale pour les filles) alors que pour les parents faire des études est associé (d'après le discours des filles) à fille sérieuse, fille de bonne famille, meilleur mariage, promotion sociale. (136)

Dans le roman de Soraya Nini, la jeune Samia commence justement à apprécier sa formation professionnelle à partir du moment où l'atmosphère familiale devient un peu trop oppressante, car elle voit dans le travail un moyen d'acquérir une certaine mobilité.

L'accès à l'éducation, et tout particulièrement aux études secondaires, peut faciliter l'affirmation de leur identité dans la mesure où ces jeunes femmes bénéficient d'opportunités de réfléchir à leurs conditions en confrontant leur valeurs à celles de leurs camarades franco-françaises, mais également, pour celles qui font des études en sciences humaines, de revenir sur leur histoire, mêlée à une histoire coloniale et postcoloniale. L'histoire et la littérature ont eu un grand retard dans le domaine des études postcoloniales, mais la sociologie et l'anthropologie sont depuis longtemps privilégiées par les jeunes filles d'origine maghrébine (d'ailleurs, Faïza Guène a été étudiante en sociologie à l'Université Paris-VIII, à St-Denis, et Kaoutar Harchi en anthropologie à Strasbourg). Après des discussions avec des étudiantes d'origine maghrébine, la sociologue Nacira Guénif-Souilamas rend compte de la volonté de ces dernières de revenir sur le passé de leurs parents, un passé qui demeure lié de manière inextricable aux relations entre la France et le Maghreb. Dans son ouvrage *Des « beurettes » aux descendantes d'immigrés nord-*

*africains*, la sociologue constate que dans bon nombre d'entretiens, un certain flou demeure, tant sur le plan personnel (quant à la biographie des parents, dont elles ignorent parfois jusqu'à la date de naissance) que sur le plan collectif (histoire du colonialisme et de l'immigration). Pour la sociologue, ces carences sont également présentes chez les hommes, et peut être de manière plus nocive, puisque ces derniers sont plus présents dans la sphère publique et par conséquent moins à même de se pencher sur les relations familiales :

Plus que les mères, faiblement exposées aux images dépréciatives, ceux-ci sont dépendants de l'histoire officielle à laquelle ils sont liés de bien des manières (fonction économique, décolonisation, passage des bidonvilles aux cités-dortoirs), au point de faire silence sur leur histoire personnelle (...). Le flou de l'Histoire collective et des histoires individuelles prévaut dans presque tous les récits. Rares sont les filles (comme les garçons d'ailleurs) capables de retracer avec précision l'itinéraire des parents.

(114)

Il est aisé de voir comment ces zones obscures mènent parfois à un sentiment de honte (celle de ne pas connaître l'histoire de ses parents, et donc, dans une certaine mesure, sa propre histoire) ou à un manque d'ancrage identitaire rendu problématique par un contexte politique et social où le gouvernement tente de redéfinir l'identité nationale française. Finalement, dans l'espace public comme dans l'espace privé, les occultations et oublis des histoires familiales comme de l'histoire collective sont vécus de manière assez similaire chez les hommes et les femmes, à la différence près que ces dernières, notamment grâce à l'accès aux études supérieures, sont amenées à se poser des questions quant à ces occultations, et à faire le lien entre les non-dits familiaux et les relations franco-algériennes. D'autre part, le fait qu'elles soient souvent confinées au domicile familial leur permet d'avoir un point de vue plus « intime » sur ces

questions. Malgré une apparente « soumission » face aux hommes, les femmes maghrébines sont non seulement responsables du bon fonctionnement de la famille, mais elles servent également d'intermédiaires entre le père et la jeune génération, née sur le sol français. Pour Fadela Amara, présidente de l'association Ni Putes Ni Soumises, les mères de famille maghrébines ont plus de pouvoir qu'on ne veut bien l'admettre car : « à la maison, elles sont reines, elles sont la colonne vertébrale de la famille, elles gèrent entièrement le temps et l'espace, car l'homme est très absent. Elles décident de tout, mais toujours sous le contrôle de l'homme » (*La Racaille de la République* 119).

La banlieue (au sens sociologique du terme) est donc un territoire où les rapports entre hommes et femmes et la question du genre (« gender ») sont des sujets inévitables pour les historiens de la banlieue, et les sociologues en particulier. La chercheuse Audrey Robin, dans son essai *Les filles de banlieue populaire: Footballeuses et garçons de cité, mauvais genre ou nouveau genre* (Harmattan, 2007) joue sur la nouvelle acceptation du mot genre pour décrire les relations entre jeunes hommes et jeunes filles de banlieue pour qui les notions de masculinité et de féminité sont relativement peu fluides. Selon elle, les garçons des cités basent leur identité en tant qu'homme sur le rapport qu'ils entretiennent avec leur corps et avec le sport. La masculinité de ces jeunes s'exprime entre autres par l'esprit de compétition, que ce soit sur le terrain de sport ou en dehors, et par le respect acquis au sein d'un territoire bien défini (une cité, un quartier, ou un département). Le sport est donc une façon de se faire respecter, mais la réputation générale d'un jeune homme se bâtit également sur la façon dont il occupe de manière physique un territoire donné :

Ce contrôle physique du territoire, synonyme d'honneur et de respect dans le champ du quartier (...) est un contrôle essentiellement masculin : logique de bande et « culture de

rue » entraînent une socialisation dans un univers public et extérieur, comme on l'a vu, mais aussi au sein d'un univers monosexué, c'est-à-dire exclusivement masculin. (17)

Il n'est donc pas étonnant que le point de vue des femmes qui vivent en banlieue soit différent de celui de leurs contreparties masculines : les femmes restent dans l'ensemble moins mobiles que les hommes, du fait de la séparation entre sphère publique et sphère privée, mais elles sont bien moins passives que l'on ne veut le croire. D'un point de vue artistique, leur approche de la banlieue diffère par rapport à une vision masculine, extérieure qui insiste sur les grands ensembles avec un panorama vu d'hélicoptère plongeant sur le gigantisme des cités de béton comme dans les films *La Haine* ou *Ma 6-T va crack-er* ou les romans comme *Banlieue Noire* de Thomté Ryam, ainsi que dans les romans de Rachid Djaidani, où la plupart de l'action se passe dans la rue. Or, que ce soit dans les documentaires, les films, ou les romans, les femmes offrent une vision de cette banlieue plus intime qui permet d'une certaine manière de « décoloniser les imaginaires » (pour reprendre le slogan de *Respect magazine*) de l'intérieur.

## **B) Mémoires d'immigré(e)s.**

Le travail de Yamina Benguigui est de première importance pour comprendre les liens entre banlieue et histoire coloniale car son œuvre, faite de documentaires, de films et d'ouvrages lie les deux sujets en établissant des ponts entre la vie quotidienne en banlieue et les raisons de la présence de Maghrébins en France, avec comme thématique de fond, les relations franco-algériennes. Ses documentaires en particulier ont l'originalité de laisser la parole aux immigrés de manière intégrale, les questions de Benguigui n'apparaissant pas au montage.

La première partie, « L'héritage maghrébin », s'ouvre sur le commentaire d'un homme originaire du Maghreb qui explique: « Nos enfants, ils sont là aujourd'hui, il faudrait bien qu'ils

sachent pourquoi on est ici, pourquoi on est venus et comment on est venus, dans quelles conditions on a travaillé, comment notre vie a passé ». Les commentaires suivants sont du même ordre puisqu'ils commencent par un constat sur les jeunes descendants d'immigrés qui ne connaissent pas l'histoire de leurs parents et par conséquent la leur, ce qui sert de justification au documentaire de Benguigui : « il s'agit dans ce documentaire de laisser la parole aux acteurs afin qu'ils racontent *leur* histoire » (je souligne). Le documentaire revient surtout sur les raisons de la présence d'immigrés sur le sol français : dès les années 1940, la France a besoin de main d'œuvre et recrute donc activement en Algérie, alors département français : ces hommes sont venus seuls. Le documentaire porte également sur la vie quotidienne de ces travailleurs en France et en particulier leur installation dans les bidonvilles. Dans un entretien avec Béatrice Fleury, Benguigui explique : « j'ai essayé de concilier les deux [mémoire et histoire], c'était évident, parce que cette histoire d'homme est indissociable du politique, et de l'histoire, c'est l'histoire des colonies, c'est le fait qu'on avait déplacé des populations entières, sans tenir compte de leur statut d'hommes ». Le documentaire de Benguigui reste particulièrement novateur pour l'époque car les questions liées à la guerre d'Algérie ne sont guère abordées dans les années 1990. Le documentaire comble à la fois un vide historique, un manque de mémoire et un manque de représentation dans les médias. Ce faisant, on est en droit d'affirmer qu'avec son documentaire, Yamina Benguigui ouvre la voie aux jeunes écrivains urbains en contribuant à les informer quant aux raisons de la venue de leurs parents en France, ainsi que sur les relations franco-algériennes de l'époque. Il est important de noter l'approche si particulière de Benguigui, qui consiste à aller chez les gens, plutôt que de les recevoir dans un lieu neutre ou dans un studio de télévision. Ces échanges, dont le ressort est celui de l'intime, auraient difficilement pu être

menés par un homme, et surtout par un homme non maghrébin. Benguigui affirme elle-même, dans un entretien avec Thomas Lemahieu, que :

On m'a demandé si un Français aurait pu faire ce film et je pense que non. Pas de cette manière, en tout cas. Si je n'avais pas eu les codes culturels pour rentrer dedans, ça aurait été un autre film (...). En tout cas, je suis sûre qu'un homme maghrébin n'aurait pas pu faire ce film. Il n'aurait jamais eu cette approche, cette façon de capter les parents. Par pudeur, à cause du poids des non-dits. Dans ce film, il y a aussi une lecture importante sur comment nous sommes.<sup>42</sup>

La question de « genre » se pose donc lorsqu'il s'agit de faire sortir ces mémoires, collective et individuelle. La position de Yamina Benguigui, à la fois femme et d'origine maghrébine, a facilité le contact avec les personnes interrogées, surtout parce qu'elle a su comprendre toute la retenue qu'avaient ces personnes, et le sentiment de honte ou en tout cas de pudeur qui reste omniprésent lors de ces entretiens. De plus, dans *Mémoires d'immigrés*, Benguigui sépare les entretiens avec ceux qu'elle nomme « les pères » des entretiens avec « les mères », non seulement pour des raisons culturelles ayant à voir avec le sentiment de honte (la « hachma »), mais aussi parce que chronologiquement, les femmes sont arrivées en France après les hommes, lors du regroupement familial de 1974, et elles ont eu beaucoup moins de contact avec le monde extérieur que les hommes. Les réactions massives qui ont suivi le visionnage du documentaire ou la lecture du livre sont les preuves d'une prise de conscience de l'importance des faits relatés. Dans un article consacré au documentaire, Beatrice Fleury analyse les réponses de spectateurs ou de lecteurs en montrant comment *Mémoires d'immigrés* a joué un rôle primordial dans la

---

<sup>42</sup> Thomas Lemahieu. Entretien avec Yasmina Benguigui : <<http://www.peripheries.net/article201.html>>

diffusion d'un savoir historique, l'enjeu étant différent peut être pour les français de souche et pour la population maghrébine :

En effet, pour les immigrés d'origine algérienne, la guerre d'indépendance peut constituer un frein à l'intégration. L'occulter, c'est tenter d'éviter d'accentuer les désaccords avec la société d'accueil. En revanche, pour les Français « de souche », l'évènement est un problème non résolu qui resurgit sur le mode de la controverse, comme cela sera le cas au cours de la période 2000-2002 où, notamment, la question de la torture pratiquée en Algérie sera abondamment traitée dans les médias.

L'idée d'une mémoire postcoloniale comme obstacle à l'intégration pourrait expliquer les nombreux débats qui ont lieu depuis 2005 sur les enjeux, notamment politiques, de cette mémoire coloniale ou postcoloniale. La chercheuse Catherine Coquery-Vidrovitch est l'une des universitaires à s'être penchée sur les débats qui entourent l'émergence de ce passé colonial, notamment ceux autour de la repentance, avec toutes les récupérations politiques qui s'ensuivent. Dans son ouvrage *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Coquery-Vidrovitch affirme que l'apparition du postcolonial, tel que nous l'avons défini dans le troisième chapitre, s'accompagne de bon nombre de controverses autour du fait colonial, controverses souvent alimentées à des fins politiques : ainsi les désaccords sur le rôle de la France dans les colonies, et le sentiment de repentance que les Indigènes de la République jugent nécessaire de la part de la France nous amènent à poser la question des enjeux politiques qui entourent le développement du fait postcolonial en France. Pour Coquery-Vidrovitch, l'historien se doit d'analyser les faits historiques et non de juger des bienfaits ou des méfaits de la colonisation. De la même manière, la récupération de cette histoire coloniale de la part des Indigènes de la République paraît dangereuse, car elle mène souvent à des déclarations réductrices, qui joue la carte de la

victimisation au dépend d'une véritable investigation intellectuelle. Yamina Benguigui prétend ne jamais avoir voulu faire de politique mais on sait qu'elle entretient des liens difficiles avec certains historiens puisque son documentaire *9/3 mémoire d'un territoire*, qui a un contenu historique important, est jugé comme étant erroné par les historiens de l'urbanisme et des banlieues réputés. Paru en 2008, le documentaire *9/3 mémoire d'un territoire* retrace l'histoire d'un département, la Seine-Saint-Denis (le chiffre 93 donc) avec en parallèle l'histoire de l'immigration en France. Yamina Benguigui prend comme point de départ les émeutes d'octobre/novembre 2005, véritable déclencheur de la littérature urbaine qui constitue le corpus de cette thèse, pour mieux expliquer les phénomènes de ségrégation, sociale puis raciale qui ont caractérisé ce département. Le documentaire, conçu comme une tragédie en trois actes, prétend donc expliquer les émeutes de 2005 en effectuant un retour en arrière sur ce territoire. Le premier acte intitulé « 1860-1964, l'arrière-cour de Paris » se penche sur le phénomène de délocalisation des usines jugées trop polluantes pour être dans la capitale, vers les banlieues Est et Nord de Paris, où vont se concentrer de fortes populations d'étrangers, ce qui crée assez rapidement une crise du logement. Le second acte, « 1964-1980, chronique d'un ghetto annoncé », marque le début de la Seine-Saint-Denis en tant que département (dès 1964) et la crise qui va s'installer suite à la désindustrialisation. Enfin, le troisième acte, « À partir de 1980, entre espoir et désespoir » analyse les différents problèmes sociaux qui agitent ce territoire, avec le passage d'une génération muette qui a subi ce territoire, à une génération « urbaine » qui revendique ses droits à travers l'émeute. Les liens entre passé colonial, urbanisme et émeutes urbaines sont explicites dans le documentaire. Benguigui ne cache pas le fait que *9/3 mémoire d'un territoire* peut se lire comme un témoignage sur ces ruptures postcoloniales (telles que les définissent les historiens du groupe ACHAC), c'est-à-dire sur les débats qui entourent le développement des

études postcoloniales en France et au niveau de la société, des guerres de mémoires qui poussent à une compartimentation des histoires plutôt qu'à une approche multiculturelle de cette histoire postcoloniale : « ce 9/3 dit tout le malaise d'une société face à son héritage colonial, face à son histoire de France et ses répercussions aussi sur tous les pays d'origine », dit Yamina Benguigui sur le site de la revue Jeune Afrique.<sup>43</sup> Le documentaire fut critiqué par des historiens spécialistes de l'urbanisme et de la banlieue comme Alain Faure ou Annie Fourcaut. Le reproche majeur qui est fait à Benguigui est d'avoir versé dans le sensationnalisme et d'avoir enlevé de son documentaire tout commentaire n'allant pas dans son sens. Comme l'affirme Alain Faure dans un communiqué de presse<sup>44</sup> :

Ce film invente le passé du 93 ou n'en veut retenir que le plus sombre, pour faire de ce département un territoire martyrisé depuis deux siècles. Œuvre de mauvaise fiction, il verse dans le plus classique misérabilisme en usage à propos des banlieues. Mais à quoi sert de tordre ainsi l'histoire d'un département dont la crise actuelle, elle, est bien réelle?

Ces attaques posent la question du rôle de la fiction et du documentaire, et de la frontière parfois relativement mince qui sépare les deux. Benguigui n'est pas exactement une historienne, mais comme nous l'avons vu, elle joue un rôle primordial dans la transmission de l'histoire de l'immigration. Ses films comme *Inch'Allah Dimanche* et ses documentaires disent autant sur la vie des immigrés d'origine maghrébine en France, que certains ouvrages de sociologie traitant de ce sujet. Pourtant dans ses autres documentaires, Benguigui se positionne moins en tant qu'historienne d'un endroit sociologiquement très marqué comme la banlieue nord-est de Paris,

---

<sup>43</sup> <http://www.jeuneafrique.com/videos/102/yamina-benguigui-le-9-3-dit-tout-le-malaise-de-la-societe-francaise.html>

<sup>44</sup> <http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/241008/le-9-3-de-yamina-benguigui-un-usage-falsifie-de>

sujet sur lequel travaillent bon nombre d'experts précédemment nommés dans le premier chapitre de cette thèse.

Le succès populaire des documentaires de Benguigui est en partie dû à sa mise en retrait, mais également au fait qu'elle exécute bien souvent ces entretiens chez la personne interviewée, voulant créer un environnement propice à la discussion, et afin que les intervenant(e)s se sentent à l'aise pour parler de choses intimes. La littérature urbaine écrite par des femmes reproduit le même principe dans la mesure où les écrivaines préfèrent souvent un cadre intime à une vision panoramique des cités HLM. Ces romans, écrits par des femmes doivent beaucoup à l'œuvre de Yamina Benguigui, mais également à deux écrivaines de la génération beur qui servent de modèles à suivre pour Faïza Guène, Habiba Mahani et Houda Rouane.

### **C) Soraya Nini et Leïla Sebbar, pionnières d'une écriture féminine urbaine.**

Avant de se pencher sur les romans de Faïza Guène, Habiba Mahany et Houda Rouane, il est important de souligner l'importance de Soraya Nini et de Leïla Sebbar, deux écrivaines qui ne font partie du corpus, mais dont les romans renferment des problématiques qui prendront encore plus d'ampleur dans la littérature urbaine et qui ont eu une influence non négligeable sur les romancières post-« beur » : en effet, l'œuvre de Leïla Sebbar est aujourd'hui source de bon nombre de thèses et d'ouvrages, et la popularité de la romancière parvient à toucher un lectorat divers non seulement grâce à ses romans mais également à ses ouvrages sur l'Algérie contenant des photos, rendant ainsi son travail plus accessible. D'autre part, bien qu'étant née en Algérie, le référent culturel dominant chez Sebbar reste la culture française dans la mesure où celle-ci a grandi en France, et a enseigné le français après avoir fait des études de lettres, et que de surcroît, elle ne parle guère arabe comme le rappelle Dalila Arezki dans *Romancières algériennes*

*francophones. Langue, culture, identité* (2005), c'est plus tard qu'une envie d'approfondir ses connaissances de la culture maghrébine poussera Sebbar à revenir sur son passé. Comme l'affirme Michel Laronde dans l'ouvrage consacré à l'œuvre de Sebbar : « l'identité est nécessairement liée à l'Histoire et à la mémoire, une mémoire détruite/reconstruite ». (9)

Le retour sur le passé, et les liens avec le passé colonial français sont des thèmes également présents chez Soraya Nini dont le roman reste emblématique de toute une génération, et la popularité du film de Philippe Faucon *Samia* tiré du livre de Nini, a contribué au succès de la romancière dans les années 2000, réactualisant certains thèmes pour une nouvelle génération de spectateurs. Dans *Ils disent que je suis une beurette*, le personnage principal, Samia habite dans la cité « Le Paradis », (comme d'ailleurs le personnage de *Kiffe kiffe demain* de Faïza Guène) dans la banlieue de Toulon. L'assignation à l'identité « beur » que contient le titre du roman (*Ils disent que je suis une beurette*) semble d'emblée problématique : le terme « beurette » ou « beur » n'est pas reconnu par ceux et celles qu'il est censé identifier. Pourtant, le mot fait vendre et les éditeurs français des années 1980 insistent souvent sur la présence du mot « beur » dans le titre de romans traitant de l'immigration maghrébine en France. Soraya Nini avait proposé comme titre « L'entre-deux » à son éditeur, mais ce dernier insista pour que le mot « beurette » fasse partie du titre.<sup>45</sup> Le titre définitif est donc une sorte de compromis, puisque bien que contenant le mot beurette, il attire tout de suite la méfiance du lecteur quant à la validité du terme. Le titre original d' « entre-deux » convient bien au roman qui traite justement des thématiques traditionnellement associées au roman beur. Dans le roman, certaines allusions au passé colonial apparaissent, et bien que discrètes, elles révèlent le malaise causé par le non-dit du passé. Lorsque le personnage principal, Samia, discute avec son amie Fabienne et que cette dernière lui avoue qu'elle sort avec un jeune maghrébin du nom de Samir, Samia apprend que le

<sup>45</sup> Voir les propose d'Alec Hargreaves à ce sujet: [http://www.revues-plurielles.org/\\_uploads/pdf/6\\_92\\_13.pdf](http://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/6_92_13.pdf)

père de son amie s'oppose à cette relation, en évoquant comme excuse son passé en tant que soldat pour la France durant la guerre d'Algérie :

Tu sais ce qu'il n'arrête pas de me dire à longueur de journée ? Qu'il ne s'est pas fait chier à casser de l'Arabe en Algérie pour voir sa fille dans le lit d'un de ces fils de chien ! Tu te rends compte de ce qu'il dit à sa propre fille Samia ? (...) Pourquoi il est comme ça ? J'en ai rien à foutre, moi, de sa putain de guerre d'Algérie, j'étais même pas née ! Mais mon père, il ne voit que « sa tête d'Arabe », comme il dit. (161-162)

Ce dialogue est important car malgré les réticences de Fabienne à ne pas vouloir entendre parler de la guerre d'Algérie, elle s'interroge tout de même sur les raisons du racisme de son père. Cette attitude traduit bien le manque de connections entre une mentalité acquise durant la période coloniale (1830-1962), et ses répercussions dans la société actuelle. Fabienne ne comprend pas que le racisme de son père s'explique en partie par son engagement durant la guerre d'Algérie et l'acquisition de sentiments anti-arabes diffusés par une culture coloniale. Ce manque de liens entre culture coloniale et culture postcoloniale s'estompe pour la génération « urbaine », mais demeure bel et bien présent pendant la période dite « beur ». Dès les années 1990 pourtant, alors que le mot « beur » perd de son sens, ces liens entre le passé colonial français et les malaises de la société contemporaine sont le fruit d'une recherche active en littérature, comme le démontre par exemple le roman de Leïla Sebbar *La Seine était rouge*.

Toute l'œuvre de Leïla Sebbar est marquée par un double ancrage culturel, sans pour autant tomber dans la catégorie beur puisqu'elle n'est pas née sur le sol français. Pourtant, contrairement aux œuvres d'écrivains comme Assia Djébar, les romans de Sebbar s'ancrent dans des réalités françaises, même si l'Algérie est également omniprésente dans son œuvre. Bon nombre de ses romans abordent la période de l'adolescence, et l'appartenance à une culture

française et algérienne, avec en arrière-plan, une quête identitaire qui s'accompagne d'une quête de mémoire, à la fois individuelle et collective.

Dans *La Seine était rouge*, Sebbar écrit l'histoire d'une jeune femme étudiante, Amel, qui découvre les événements du 17 octobre 1961 à travers un documentaire montrant plusieurs témoignages sur ce massacre, notamment ceux de ses proches. La date du 17 octobre 1961 correspond à une manifestation pacifique de la part d'Algériens vivant à Paris, organisée par la fédération de France du FLN (Front de Libération National) qui a conduit à une répression sanglante de la part de la police, menée par le préfet Maurice Papon. Ce dernier, conscient des activités grandissantes du FLN à Paris, avait instauré le 5 octobre un couvre-feu pour les Nord-Africains de 20h30 à 5h30 du matin. C'est en réponse à ce couvre-feu, considéré par beaucoup d'hommes politiques comme une mesure raciste, que le FLN organise une manifestation occultée par le gouvernement français.

Le personnage principal du roman, la jeune Amel, tente de donner du sens aux conversations des membres de sa famille, en particulier de celles entre sa mère et sa grand-mère, ce qui confirme que cette histoire se transmet plutôt par les femmes. Parallèlement, le personnage de Louis tente lui-aussi de retracer l'histoire de ses parents à l'aide d'un film qu'il réalise sur la guerre d'Algérie et les événements d'octobre 1961.

Le roman de Sebbar s'ouvre sur un silence qui pèse sur l'histoire familiale: « sa mère ne lui a rien dit, ni la mère de sa mère » (13), qui illustre toute la problématique du silence entourant un événement aussi traumatisant que celui du 17 octobre 1961. Le livre de Sebbar sert entre autres à briser ce silence, dans la mesure où il constitue une enquête sur ce massacre, mais également un outil pédagogique pour des lycéens ou des étudiants. Sebbar utilise surtout l'ellipse dans ce roman pour montrer les blancs de mémoire et les vides à combler. La parole des

personnages est souvent interrompue puis reprise par plusieurs personnages qui ont tous un rapport plus ou moins lointain avec l'évènement. Son travail n'est pas une simple revendication, mais plutôt une exploration des mémoires. Le pluriel se justifie ici puisqu'il s'agit non seulement de reconstruire la mémoire collective des algériens de France, mais également des franco-français. Dans un entretien avec Nelly Bourgeois pour la revue en ligne *Citrouille*, Sebbar explique, au sujet du roman :

J'ai d'abord écrit ce texte pour moi, parce que j'avais besoin de comprendre quelque chose que je ne saisisais pas bien. Puis ce travail est aussi devenu un travail de mémoire pour les Algériens qui ont vécu cette journée et pour tous ceux qui sont venus après. Je voulais faire le lien entre ce qui a eu lieu et aujourd'hui, pour moi c'était très important de ne pas rester dans le commémoratif. Je voulais marquer une dynamique mémorielle. C'est la raison d'être des personnages de l'adolescente issue de l'immigration et celui du jeune Algérien réfugié politique.

Dans l'ouvrage sur Leïla Sebbar édité par Michel Laronde, Anne Donadey lit *La Seine était rouge* comme un hommage non seulement aux victimes du massacre du 17 octobre 1961, mais également à toutes les personnes, romanciers, historiens ou simples témoins qui ont contribué à inscrire la mémoire de cet évènement dans l'Histoire :

Elle insère ainsi son roman dans une tradition de témoignage face à une censure longue de quatre décennies, offrant à ses lecteurs les principales références nécessaires à ceux ou celles qui désireraient se livrer à des recherches plus poussées sur le 17 octobre. Cette stratégie pédagogique est typique de l'auteur, longtemps enseignante de lettres dans un lycée parisien. (190)

On voit donc comment dans le cas de Sebbar, la littérature vient au secours d'autres disciplines et sert par conséquent de palliatif à l'histoire officielle.

Un autre trait important du roman de Sebbar est la multiplicité des points de vue, car l'évènement n'est pas raconté par un seul narrateur, mais plusieurs. Ce récit kaléidoscopique qui reste une caractéristique du roman postcolonial (on peut songer à *Traversée de la mangrove* de Maryse Condé) permet une approche multiple de l'évènement et un compte-rendu qui donne à la fois le point de vue des Algériens vivant en France, mais également de Français « de souche », évitant ainsi les dichotomies menant bien souvent à une approche communautariste de l'histoire. Sebbar préfère donc, grâce au choix des personnages, mêler hommes et femmes, Français et Algériens, personnes âgées ayant participé aux évènements et jeunes dont l'envie de savoir ce qui s'est passé ce soir-là, mène à une véritable relecture (et réécriture) de cette évènement. Le texte qu'Amel et Omar apposent à celui (officiel) qui figure sur les murs de la prison de la santé peut se concevoir comme un « supplément à l'histoire nationale » pour utiliser le titre de Jean-Eric Boulain analysé dans le chapitre trois. En effet, au texte officiel qui dit : « En cette prison le 11 novembre 1940 furent incarcérés des lycéens et des étudiants qui à l'appel du General de Gaulle se dressèrent contre l'opposant français » (30), les deux jeunes ajoutent « 1954-1962 : dans cette prison furent guillotins des résistants algériens qui se dressèrent contre l'occupant français ». Cette démarche est la même que celle des écrivains urbains, et des femmes en particulier qui apportent des compléments à une histoire qui reste à être décolonisée. Le film que réalise Louis sur le 17 octobre et pour lequel il demande l'aide de la mère d'Amel verra le jour en fait grâce à Faïza Guène quelques années plus tard (en 2002), ce qui établit une filiation directe entre Leïla Sebbar et Faïza Guène.

Bien que Leïla Sebbar ne s'inscrive pas dans cette mouvance urbaine telle que nous l'avons définie dans le deuxième chapitre, notamment pour des raisons chronologiques, elle sert néanmoins de précurseur dans l'inscription de faits postcoloniaux dans un récit, avec une volonté pédagogique qui se retrouve dans le roman urbain contemporain. Le silence, si pesant dans l'œuvre de Sebbar, perdure dans les œuvres de Faïza Guène, Habiba Mahany et Houda Rouane.

#### **D) Faïza Guène, Habiba Mahani et Houda Rouane.**

Ces trois écrivaines appartiennent à une nouvelle génération pour qui les questions d'appartenance et d'identité ne se posent plus tant de manière binaire comme pour la génération beur, mais plutôt à partir d'une réflexion sur l'identité française et la place des descendants de ces immigrés au sein même de la société.

##### *1) Kiffe Kiffe demain*

Faïza Guène est née en 1985 à Bobigny de parents algériens, dont le père s'installe en France en 1953 afin de travailler dans le bâtiment et dont l'épouse reste en Algérie jusqu'en 1981. Faïza Guène peut être considérée comme une « beurette » d'un point de vue sociologique puisqu'elle est fille de parents nés au Maghreb, mais la génération beur prenant fin dans les années 1990, le terme devient désuet dans les années 2000<sup>46</sup>, en tous cas dans son acceptation en tant que phénomène culturel générationnel. La filiation de Faïza Guène avec Leïla Sebbar est importante car pour les deux écrivaines, le point de vue est bel et bien français et leur démarche s'inscrit dans une réhabilitation du passé, puisque les deux écrivaines explorent le même évènement interrogeant ainsi l'absence de ce massacre dans l'histoire nationale. Le court-métrage réalisé par Faïza Guène, paru en 2002, est sponsorisé par les Engraineurs, une

---

<sup>46</sup> Voir à ce sujet Dominic Thomas. *New Writings For New Times: Faïza Guène, banlieues writing, and the post-Beur generation. Expressions Maghrébines* 7.1 (2008).

association qui organise depuis 1998 une série d'ateliers et d'écriture de scénarii pour des jeunes de banlieue et en particulier pour ceux de la cité des Courtilières située à Pantin et, tout comme le roman de Sebbar, offre de multiples points de vue sur la nuit du 17 octobre, en alternant témoignages de Français algériens et de Français « de souche ». Dans le making-of du documentaire,<sup>47</sup> Guène affirme avoir connu des difficultés pour obtenir des entretiens avec des Algériens ayant participé à la nuit du 17 octobre, mais elle a pu avoir des contacts grâce à un historien spécialiste de l'évènement : Jean-Luc Einaudi. Pour Guène comme pour Sebbar, il semble important de ne pas imposer une vision manichéenne de l'évènement et de faire en sorte que l'exploration du massacre se fasse aussi bien du point de vue des algériens de France que des Français « de souche ».

Dans son premier roman *Kiffe Kiffe Demain*, Faïza Guène aborde à travers les yeux de la narratrice la vie quotidienne d'une habitante de banlieue parisienne, Doria, dont le quotidien oscille entre son domicile et le collège, faisant du récit une chronique de la vie ordinaire en banlieue. D'origine marocaine, Doria s'interroge tout au long du roman sur les sa place dans la société française et à travers ses relations avec les autres personnages, tente de donner une vision de la banlieue plus positive, en tous cas plus nuancée que celle présente dans d'autres romans urbains. Le roman a été conçu à partir d'un texte écrit pour Les Engraineurs dont le président de l'association, ayant lu le texte de Guène, décide de le confier à une éditrice de Hachette littératures. Le roman est finalement publié en 2004. *Kiffe kiffe demain* est vendu à 400 000 exemplaires et traduit dans 22 langues. En octobre 2006, le *New York Times* salue la sortie du

---

<sup>47</sup> [http://les-engraineurs.org/film.php?id=39&titre=Making\\_of\\_\\_Meoimes\\_du\\_17\\_octobre\\_](http://les-engraineurs.org/film.php?id=39&titre=Making_of__Meoimes_du_17_octobre_)

roman en précisant qu'un nouveau type de littérature émergeant des banlieues françaises fait son apparition, loin des stéréotypes et du misérabilisme qui caractérisent la vision de médias.<sup>48</sup>

Contrairement à ses homologues masculins, il ne s'agit pas dans ce roman de longues descriptions de la cité où Doria, le personnage principal, réside (« la cité Paradis », nom ironique qui également celui de la cité dans le livre de Soraya Nini), mais plutôt de raconter la vie en banlieue de l'intérieur. Cette introspection est rendue possible par les liens qui unissent Doria et sa mère analphabète, alors que le père de Doria est retourné au Maroc pour refonder une nouvelle famille. Dans les premières pages du roman, Faïza Guène donne une vision féminine de la vie en banlieue et montre les conditions mêmes des femmes résidant à Livry-Gargan. Pour Guène, le rôle des femmes en banlieue est crucial pour toute la communauté, grâce aux liens qu'elles ont tissés au sein même de la communauté maghrébine. Dans un entretien avec *El Watan*, reproduit sur le site Algérie-femme<sup>49</sup>, elle affirme :

Le rôle des femmes, dans mon parcours et dans mon travail, est important parce que c'est par elles que tout passe. Quand les femmes sont arrivées, elles ne travaillaient pas, donc elles n'étaient pas intégrées socialement. Elles n'ont pas connu la mixité, elles ont connu des femmes comme elles, elles ont parlé dans leur propre langue. Il y a des femmes qui, 35 ans après, ne disent que bonjour, merci, une baguette s'il vous plaît. Mais je trouve qu'elles sont vraiment fortes, d'avoir réussi à faire tenir cette génération debout.

Son roman *Kiffe kiffe demain* peut donc se lire comme un hommage aux femmes immigrées qui ont non seulement su créer des liens entre elles dans un environnement nouveau, mais également transmettre, ne serait-ce que par bribe ou de manière indirecte, quelques éléments de l'histoire coloniale à leurs enfants, histoire que ces derniers devront investiguer puis inscrire dans leur

<sup>48</sup> New York Times 23 July 2006 : <<http://www.nytimes.com/2006/07/23/books/review/23rosenfeld.html>>

<sup>49</sup> <http://www.algerie-femme.com/portraits-femmes-algerienne/faiza-guene/faiza-guene.php>

propre littérature afin de combler un manque. Le roman de Guène fait la part belle à la vie quotidienne de Doria et des membres de sa famille dont elle raconte parfois l'histoire en les associant occasionnellement à des événements historiques, ce qui permet d'inscrire dans son œuvre des dates clés de l'histoire franco-algérienne, comme par exemple, le personnage de Zohra, née le jour même de l'indépendance algérienne :

Tante Zohra, elle a de grands yeux verts et elle rit tout le temps. C'est une Algérienne de l'Ouest, de la région de Tlemcen. En plus, elle a une histoire marrante, parce qu'elle est née le 5 juillet 1962, le jour de l'indépendance de l'Algérie. Dans son village, elle était l'enfant symbole de la liberté pendant des années. C'était le bébé porte-bonheur et c'est pour ça qu'on l'a appelée Zohra. Ça veut dire « chance » en arabe. (34)

Le personnage de Zohra est symbolique de la démarche de Guène puisqu'elle représente la volonté de l'écrivaine d'inscrire des faits historiques dans le récit, sans pour autant céder à la tentation du roman historique ou à de longues tirades sur les méfaits du colonialisme. Plutôt que d'être ouvertement militante et en faveur d'une repentance de la part du gouvernement français, Faïza Guène présente ces faits avec humour. L'admiration de Doria pour sa tante Zohra montre tout le respect que Guène a pour les femmes immigrées.

Tout comme le personnage d'Amel dans *La Seine était rouge* de Sebbar, Doria tente de reconstruire l'histoire de ses parents et par la même occasion de percer l'énigme des événements du 17 octobre 1961 par des recherches à la bibliothèque. Mais plutôt que d'imposer une atmosphère pesante sur le roman, comme le fait Sebbar, Guène préfère la légèreté et l'humour, notamment à travers son portrait de la mère de Doria qui n'évoque jamais ces événements avec sa fille, mais se réjouit plutôt de la journée commémorative organisée par le maire de Paris Bertrand Delanoë :

Elle est amoureuse du maire de Paris. Elle kiffe Bertrand Delanoë depuis qu'elle l'a vu à la télé poser la plaque de commémoration à Saint-Michel. C'était en souvenir des Algériens balancés dans la Seine pendant la manifestation du 17 octobre 1961. J'ai emprunté des bouquins sur ça à la bibliothèque de Livry-Gargan. Maman a trouvé Bertrand très bien de faire ça pour la mémoire du peuple algérien. (164)

C'est en effet le 17 octobre 2001, quarante ans après les événements, que le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a inauguré une plaque commémorative dédiée à la mémoire des Algériens jetés à la Seine. Cette plaque, apposée sur le Pont Saint Michel, se trouve à quelques pas de la Préfecture de Police d'où sortirent des centaines d'Algériens qui furent ensuite jetés morts ou vivants dans la Seine et marque un pas important dans la reconnaissance de l'histoire commune entre la France et l'Algérie. Dans le roman, l'admiration de la mère de Doria pour Bertrand Delanoë traduit la volonté de l'auteure d'insister sur les progrès faits de la part du gouvernement français dans le traitement de l'histoire postcoloniale. Le processus de dévoilement de cette histoire est rendu possible par l'accès aux archives, le travail d'historiens comme Benjamin Stora, de nombreuses commémorations, et les représentations dans de nombreux films et documentaires, mais également par l'intervention des personnes qui ont participé à ces faits et dont le présent reste indéniablement marqué par ces expériences. Même si Guène insiste sur le geste louable du maire de Paris, dans un entretien, elle montre une certaine rancœur face au silence fait sur ce massacre :

« 300 morts à Paris, on n'a jamais vu cela depuis la Commune de Paris ! ». Son père était dans la manifestation, mais il n'en avait jamais parlé, comme la plupart des manifestants.  
« De me dire que 1961 ce n'est pas loin, que mon père qui est là, face à moi, qui a vécu

cela, ne m'en ait jamais parlé, j'ai senti une colère, d'abord contre mon père, ensuite contre les dirigeants politiques, la société.<sup>50</sup>

L'impact de l'évènement est en effet discutable, même dans les années 2000. Il ne fait aucun doute que les publications d'historiens sur le 17 octobre, notamment les ouvrages de Jean-Luc Enaudi, de Paulette Péju ou d'Olivier Le Cour Grandmaison ont eu un impact non négligeable sur le public et ont ainsi contribué à une meilleure connaissance en France du massacre. Pourtant il faut avouer que cet évènement reste inconnu du grand public, en partie à cause de la censure de toute œuvre abordant le sujet durant les années qui suivent les évènements. Peu de temps après la nuit du 17 octobre, Paulette Péju rédige un compte-rendu de cette nuit intitulé *Les ratonnades d'octobre*, publié chez les éditions Maspero, mais il est rapidement interdit à la vente, selon House et MacMaster dans leur ouvrage *Paris 1961* (196). La colère de jeunes de la génération « urbaine » comme Faïza Guène se retrouve dans d'autres médias, comme le rap qui reste le véhicule privilégié de la revendication des jeunes de banlieue. Par exemple, le rappeur Médine a écrit un morceau intitulé « 17 octobre » sur son album *Table d'écoute*, sorti le 17 octobre 2006, en hommage aux victimes du massacre. Le ton est clairement revendicateur, mais les paroles ont aussi une valeur didactique :

En cette période nous sommes un tas de rats rebelles  
 Marchons en direction du pont Saint-michel  
 Nous verrons bien quelle sera l'issue de cette querelle  
 Une fois sur la berge j'aperçois le cortège d'accueil  
 Qui souhaite faire de ce pont notre cercueil  
 Les camps s'observent et se dévisagent

---

<sup>50</sup> Entretien consultable sur le site suivant : <<http://www.algerie-femme.com/portraits-femmes-algerienne/faiza-guene/faiza-guene.php>>

Un silence de mort s'installe entre les deux rivages

Les jeunes de banlieue ont souvent une soif de savoir quant à l'histoire coloniale puisqu'elle explique en grande partie la venue en France d'immigrés en provenance des anciennes colonies. L'envie de connaître ce passé est rarement satisfaite par les parents qui préfèrent ne pas aborder le sujet, et les parents sont souvent muets, d'où l'importance des personnages secondaires dans le roman de Guène.

Dans *Kiffe kiffe demain*, certains personnages secondaires portent en effet les traces de cette histoire, en particulier le personnage du gardien, qui garde non seulement l'immeuble, mais est également, de manière symbolique, le gardien d'une histoire coloniale :

Hamoudi, il me disait qu'avant d'être gardien de nos blocs, dans le temps, il a fait la guerre dans le pays de Tante Zohra, en Algérie. C'est peut-être à cause de ça qu'il a pas de lobe d'oreille et qu'il lui manque un pouce à la main gauche. Pour lui, la guerre elle doit pas être tout à fait terminée, et je crois que c'est le cas de plein d'autres gens dans ce pays. (37)

Ce personnage représente toute la difficulté d'exprimer l'horreur de la torture et le traumatisme du non-dit entourant ce passé colonial qui ne se transmet guère de manière directe (par les parents) mais plutôt par des personnages de second plan.

Il s'agit donc pour Faïza Guène de transmettre certains éléments de l'histoire coloniale ou postcoloniale à travers des personnages qui gardent des traces, qu'elles soient physiques ou mentales, d'évènements auxquels ils ont participé. Dans un sens, le roman sert de témoignages de ces personnes qui, bien qu'elles ne prennent pas directement la parole, sont évoquées par Doria. Une des différences majeures de Guène par rapport aux écrivains masculins du collectif *Qui Fait la France?* est l'absence de revendication directe de sa part : Faïza Guène ne tente pas,

comme le fait par exemple Jean-Eric Boulou, un autre membre du collectif Qui Fait la France ?, de demander des comptes au gouvernement français. Par le biais de l'humour, elle évite ainsi la diatribe et informe ses lecteurs quant aux relations franco-algériennes sur un ton humoristique, évitant ainsi la victimisation qui caractérise la démarche de certains mouvements comme celui des Indigènes de la République. Guène tient à se démarquer de l'esthétique d'autres romans urbains ou de films comme *La Haine* qui privilégient la violence et la revendication, et préfère donner une image de la banlieue plus nuancée. Le fatalisme qui caractérise d'autres romans urbains se comprend puisque les romanciers urbains tentent souvent de retranscrire les conditions de vie difficiles dans lesquels leurs personnages évoluent, mais l'approche de Faïza Guène est toute autre :

Moi, je mènerai la révolte de la cité du Paradis. Les journaux titreront « Doria enflamme la cité » ou encore « La pasionaria des banlieues met le feu aux poudres ». Mais ce sera pas une révolte violente comme dans le film *La Haine* où ça se finit pas hyper bien. Ce sera une révolte intelligente, sans aucune violence, où on se soulèvera pour être reconnus tous. (189)

Pour Faïza Guène, l'inscription des événements du 17 octobre 1961 dans son roman est de prime importance car elle considère que l'histoire nationale ne laisse pas assez de place aux minorités qui y ont participé, ceci ayant pour incidence un manque à combler au niveau de l'histoire des immigrés et de leurs descendants dans la France contemporaine. L'écrivaine endosse ainsi le rôle de passerelle entre la génération de ses parents, qui a participé à la guerre d'Algérie ou aux massacres du 17 octobre 1961, et la nouvelle génération, celle des émeutes de 2005, qui a du mal à trouver sa place dans la société française. Ce faisant, elle permet de donner un nouvel éclairage aux émeutes de 2005 en mettant en évidence les raisons du malaise de la jeunesse dans les

banlieues. Une des clés du problème réside dans le manque de reconnaissance de ces jeunes en tant que Français à part entière, car tant que l'histoire de leurs parents leur reste inconnue ou en tous cas méconnue, cette jeunesse errera entre une « francité » qu'ils ont du mal à épouser parce qu'ils se sentent rejetés, et une identité algérienne, marocaine, ou autre dont ils ne savent pas grand-chose non plus, mais qui leur sert tout de même de refuge dans leur lutte identitaire. Dans un entretien avec Nadjia Bouzegrane, Guène reconnaît volontiers que c'est justement ce manque de connaissance qui rend la francité des jeunes de banlieue difficile :

Les non-dits, les occultations sur l'histoire franco-algérienne et le manque de reconnaissance, font que l'on s'agrippe à l'histoire qu'on connaît. Je suis sûre que c'est cela aussi qui fait qu'il y ait un problème dans les banlieues. Toute une partie du problème est liée au fait qu'on ne connaît pas notre histoire. Comment voulez-vous qu'on avance ? On n'est pas reconnu en tant qu'individus, en tant que Français dans notre entièreté.<sup>51</sup>

Ces non-dits sont également un des thèmes principaux d'un roman qui fait écho à celui de Guène par le titre, *Kiffer sa race*, sorti, en 2008, publié par Habiba Mahany.

## 2) *Kiffer sa race*

Habiba Mahany, membre du collectif Qui Fait la France ?, est la sœur de l'écrivain Mabrouck Rachedi, lui aussi membre du collectif. Elle est née en 1977 dans la banlieue parisienne et publie avec *Kiffer sa race* son premier roman, en 2008.

Dans *Kiffer sa race*, Habiba Mahany utilise le personnage de Sabrina Asraoui, la narratrice, pour décrire sa cité. Le roman est assez similaire à celui de Guène, dans la mesure où

---

<sup>51</sup> [http://www.vitamedz.com/faiza-guene-la-jeune-beurette-s-affirme-comme-romanciere/Articles\\_15967\\_28916\\_0\\_1.html](http://www.vitamedz.com/faiza-guene-la-jeune-beurette-s-affirme-comme-romanciere/Articles_15967_28916_0_1.html)

Sabrina raconte le quotidien de sa vie de collégienne de banlieue, dont les déplacements se résument aux trajets entre le domicile familial et l'école. Tout comme Doria, Sabrina évoque le passé de ses parents et fait coïncider histoire personnelle et histoire coloniale. Pourtant, le cadrage est légèrement différent puisque dans le roman de Mahany, la banlieue est décrite comme un endroit multiculturel: l'immeuble dans lequel habite la famille Asraoui est composé de familles d'origine maghrébine, mais aussi africaine (représentée par la famille Koné, qui habite au septième étage), polonaise, asiatique, et bretonne, entre autres. Grâce à cette diversité, Mahany traite de l'histoire coloniale non seulement par le biais de la guerre d'Algérie, mais aussi à travers d'autres anciennes colonies françaises, notamment par l'intermédiaire de l'amie de Sabrina, Jacqueline, d'origine vietnamienne. Sabrina, en se penchant sur l'histoire de l'Algérie, pense également à celle de l'Indochine :

Moi j'ai repensé à la guerre d'Algérie. Les émigrés du bled, ils ont eu qu'une mer à franchir et pourtant ils étaient déracinés. J'ai repensé à une guerre de huit ans qui a laissé des traces indélébiles alors j'imagine un conflit beaucoup, beaucoup plus long. J'ai repensé à la mémoire bafouée des Algériens à cause d'une guerre qu'on a longtemps appelée des événements. Et la guerre d'Indochine, qui en parle maintenant ? J'ai compris que la douleur rendait vachement égocentrique, le devoir de mémoire il est égal pour tous. (136)

Tout comme Doria, Sabrina évoque la guerre d'Algérie en rapport avec le passé de la génération précédente, celle de ses parents, et insiste sur l'occultation de cette guerre dans l'histoire française, mémoire qu'elle juge « bafouée ». Dans une émission de France Culture intitulée « De jeunes romanciers revisitent la guerre d'Algérie », dans laquelle plusieurs écrivains, d'origine diverse, traitent de la guerre d'Algérie dans leur roman respectif, Habiba Mahany et Mabrouck

Rachedi affirment que c'est leur mère qui a ressenti le besoin de transmettre son expérience de cette guerre, mais qu'il était difficile pour eux de retranscrire ces faits de manière étendue dans leur roman ; ils l'ont fait de manière subtile, avec humour, et non avec une approche historique, de peur de ne pas bien traiter le sujet.<sup>52</sup> Il leur semblait néanmoins important de mentionner cette guerre parce qu'elle touche des millions de Français, d'origine algérienne mais également franco-française. Toutefois, dans *Kiffer sa race*, Mahany inscrit cette guerre dans un contexte plus large, déjouant les travers d'un communautarisme menant à un repli identitaire où chaque minorité ne se préoccuperait que de son histoire, sans jamais se pencher sur l'histoire d'autres communautés. Le roman fait ainsi la part belle à d'autres communautés, africaine ou caribéenne, permettant ainsi une approche multiculturelle à l'histoire coloniale.

Un des personnages clé de *Kiffer sa race* est Alphonse Mercier, dont le lecteur ignore les origines tout au long du roman, jusqu'à la fin, où le lecteur apprend qu'Alphonse vient d'Haïti. Ce personnage mystérieux, dont la maîtrise du français impressionne ses camarades de classe, offre lors d'un cours de français, une lecture de *L'Esclavage des nègres* de Montesquieu qui s'avère être une opportunité pour Mahany d'attirer l'attention sur la traite négrière dans son roman. Le personnage d'Alphonse représente également l'occasion d'aborder l'histoire d'Haïti, et de ses relations avec la France :

Il me raconte l'histoire de ce pays des Caraïbes, du règne des Duvalier père et fils à l'espoir déçu d'Aristide. Les putschs, les débarquements américains et français. Quel que soit le régime, le degré de pourrissement et de corruption, toujours la misère (...)

Alphonse, il débite son histoire sans chichis. Droit aux faits. Parfois sa voix déraile quand il décrit sa fuite en 2001, dans l'anarchie, pendant que les partisans et opposants

---

<sup>52</sup> <<http://www.franceculture.fr/plateformes-de-jeunes-romanciers-revisitent-la-guerre-d-algerie-de-jeunes-romanciers-revisitent-la-g>>

du gouvernement se foutaient dessus sous l'œil de la police qui en remettait une couche (224).

Alors que l'Algérie ou les Antilles françaises conservent des liens plus ou moins étroits avec la France, Haïti, que beaucoup de Français confondent encore avec Tahiti, a gagné son indépendance en 1804, et a depuis disparu de la conscience collective française jusqu'au tremblement de terre de 2010, qui a remis Haïti sur le devant de la scène internationale. Mahany n'a probablement pas choisi Haïti par hasard lorsqu'elle a pensé aux origines d'Alphonse : ce pays, appelé Saint Domingue avant son indépendance de la France est en effet l'ex-colonie française dont l'histoire est la plus occultée à ce jour, la plupart des ouvrages traitant de l'histoire haïtienne étant publiés en langue anglaise.<sup>53</sup>

Le roman d'Habiba Mahany, tout comme celui de Faïza Guène, est écrit sur un ton humoristique, tant il semble essentiel pour l'écrivaine de ne pas tomber dans le misérabilisme ou la victimisation. Tout comme Guène, Mahany préfère l'humour à la diatribe anti-Sarkozyste. Dans un entretien avec Areski Semache, Mahany avoue qu'elle a voulu se démarquer d'autres écrivains urbains qui donnent souvent une image misérabiliste de la banlieue, et que l'humour lui permet justement d'aborder des sujets délicats comme la colonisation :

Je pense que mon livre est à l'image de la vie : ni entièrement dramatique, ni entièrement drôle. Je ne voulais pas montrer une cité telle qu'on la voit trop souvent représentée à la télé, de façon univoquement négative. Car des talents, des élans, des amours, ça existe aussi de l'autre côté du périphérique ! L'humour, c'est aussi un moyen de faire passer des

---

<sup>53</sup> Les ouvrages les plus reconnus étant ceux de Laurent Dubois, de Jeremy Popkin, et de Michel-Rolph Trouillot.

messages sans avoir l'air d'y toucher. C'est comme cela, en étant aussi peu pontifiant que possible, qu'on arrive à toucher les gens et qu'ils apprennent tout en prenant du plaisir.<sup>54</sup>

Plutôt que de s'inscrire dans un mouvement de revendication pour une mémoire postcoloniale comme le préconise le mouvement des Indigènes de la République, Mahany préfère éviter la controverse directe, et étendre sa cause à d'autres histoires coloniales grâce à la présence de personnages issus d'autres ex-colonies, en insistant sur l'aspect didactique de son roman (« qu'ils apprennent tout en prenant du plaisir »). Tout comme *Kiffe kiffe demain*, *Kiffer sa race* s'achève sur l'espoir d'une banlieue plus solidaire et plus en phase avec les préoccupations de la littérature urbaine, qui sont autres que celle de la littérature beur. En effet, pour Mahany, la nouvelle génération sera celle qui pensera sa condition non plus en tant que fils ou fille d'immigrés, avec la posture souvent délicate d'être un produit de l'entre-deux, mais en tant que produit d'une France multiculturelle, avec certes des racines dans un pays colonisé, mais faisant face aux défis de la vie en banlieue avec d'autres minorités visibles :

Ça aussi, ça va changer avec nous, la nouvelle génération (...) Avec tout ce qu'on a surmonté, c'est notre devoir d'y croire. Poursuivre le rêve d'une vie meilleure que celle que nos darons ont connue à leur arrivée en France. Au contraire d'eux, on saura accepter la différence. Déjà les mentalités commencent à évoluer. Les Asraoui ont accepté l'invitation à la fête antillaise des Mercier. Notre génération va tout casser. (249)

Comme Faïza Guène, Habiba Mahany offre une vision plutôt positive de la banlieue. Il ne s'agit pas d'en dresser un portrait idéalisé, ni d'embellir des réalités parfois difficiles, mais plutôt d'insister sur les valeurs qui unissent ses habitants plutôt que d'insister sur ce qui les sépare. La solidarité des habitants et l'approche multiple de l'histoire coloniale contribuent à décroquer les diverses expériences en offrant une vision moins communautariste de cette histoire, invitant

---

<sup>54</sup> <http://argenteuil.over-blog.fr/article-18412402.html>

ainsi chaque communauté à s'intéresser à l'histoire de l'Autre. Sabrina Asraoui développe un intérêt pour l'histoire du Maghreb mais n'est pas insensible à l'histoire de ces camarades qu'ils soient originaires du Vietnam ou d'Haïti, la grande oubliée de l'histoire. La subordination de l'histoire coloniale par rapport à l'histoire nationale française ne doit pas cacher le fait qu'à l'intérieur même de l'histoire de la colonisation se trouvent des déséquilibres (on pense notamment au sort des Harkis, souvent occulté lorsque les historiens traitent des rapports franco-maghrébins ou bien au cas d'Haïti lorsque ils traitent des Antilles françaises). Le roman de Mahany rétablit donc un certain équilibre à cet égard en traitant l'histoire coloniale au sens large du terme, créant ainsi une solidarité entre différentes communautés issues de l'immigration, et cette nouvelle « génération » dont elle parle à la fin du roman, qui n'est plus la génération beur, mais la génération « banlieue » ou « urbaine » pourrait bien être celle qui désamorcera la guerre des mémoires que décrivent les historiens du groupe ACHAC.

La démarche de Mahany, de vouloir décroiser les histoires coloniales, se retrouve chez Zahia Rahmani, dont les romans ne peuvent être considérés comme des romans urbains, mais qui encourage une démarche semblable à celle de Mahany dans son roman *Musulman* où elle explique son arrivée en France grâce à son père rescapé de la guerre d'Algérie, sans pour autant cantonner les malheurs coloniaux à une seule communauté :

J'y ai été emmenée par la faute de mon père. De l'Algérie il fut banni par ses frères. Banni comme tant d'autres l'ont été. Comme tant d'autres le seront. Bannis sans nom, soldats supplétifs des armées coloniales, devenus traîtres à leur pays. Ils sont les bannis et les restes muets des guerres de Corée, d'Indochine, du Viêtnam, d'Algérie, d'Irak et d'ailleurs, qui s'accompagnèrent jusqu'à leur retour au pays, endossant leur honte, ceux qui furent les perdants de ces guerres. (37)

Le roman de Mahany contribue donc à la compréhension de différentes histoires coloniales, en insistant sur la présence de la France en Algérie, mais également aux Antilles, en Haïti et au Vietnam. Elle évite ainsi la tentation de compartimenter ces histoires et n'hésite pas à pointer du doigt le manque de compréhension, ou de curiosité entre les communautés d'Argenteuil, où se déroule son roman.

### 3) *Pieds-Blancs*

Houda Rouane est une jeune écrivaine née en 1977, qui ne fait ni partie du collectif *Qui Fait la France ?*, ni de la collection *Exprim'*, et pourtant son roman *Pieds Blancs*, paru en 2006, s'inscrit dans la mouvance urbaine dans la mesure où l'écrivaine aborde les rapports entre inégalité et urbanisme, avec comme arrière-plan les émeutes urbaines de 2005 qui demeurent un des points de départ de toute cette littérature. Dans *Pieds Blancs*, Rouane écrit :

Et puis on parle de tout et de rien, le Grand Turc me demande si c'est vrai que la France brûle. Je dis que non... C'est la Banlieusie qui crame, c'est les territoires d'outre-merde qui flambent en ce moment, ils supportent pas l'idée qu'on veuille liquider au Kärcher tous les bruits et toutes les odeurs de là-bas. Y a toujours quelque chose de bon et de pur dans l'air à sauver... Si on avait pensé un peu plus tôt à la Banlieusie, ils auraient eux-mêmes tirer la chasse d'eau. (311-312)

Rouane semble également vouloir marquer de manière implicite une filiation avec d'autres romans urbains, comme celui de Faïza Guène par exemple lorsque la narratrice, Norah Rabhan, fait allusion à *Kiffe kiffe demain* en écrivant « kif-kif demain » pour exprimer le sentiment de routine qu'elle éprouve au quotidien (249). Bien que le roman passe relativement inaperçu en France, il reçoit le Prix Première, prix attribué depuis 2007 par la RTBF (la chaîne publique de la

radio et de la télévision belge) pour un premier roman. Jeune surveillante dans un collège, Rouane a un accès privilégié à la culture des jeunes adolescents et son roman, semi-autobiographique, traduit justement les préoccupations d'une jeune surveillante dans un collège de Z.E.P. (Zone d'Éducation Prioritaire) en Saône-et-Loire nommée Norah Rabban. Bien que les thèmes principaux du roman n'approchent que de manière épisodique la question du passé colonial français, certaines références montrent néanmoins une prise de conscience des enjeux de la question postcoloniale dans le quotidien des jeunes collégiens avec qui la protagoniste travaille. Dans un entretien, la jeune romancière affiche un enthousiasme certain pour les films ou les documentaires qui traitent de la question postcoloniale, mais contrairement aux autres écrivaines précédemment étudiées, Rouane pense que la question n'est pas véritablement occultée dans la société française. Lorsque Mathieu Menossi interroge l'écrivaine au sujet du film *Indigènes* de Rachid Bouchareb, qui traite de la participation des minorités à la seconde guerre mondiale, elle répond :

Je suis très contente qu'ils aient pu rassembler les fonds pour mener à bien ce projet.

Qu'ils en parlent. Mais ce serait un mensonge de prétendre que nos professeurs ont éludé ce sujet. Car, pendant mes études, j'en ai entendu parler, et on est beaucoup à en avoir entendu parler. La France n'occulte pas vraiment cette part de l'histoire. Je pense qu'elle n'a pas encore réellement guéri les blessures de la guerre d'Algérie. Elle a déjà mis du temps à l'appeler « guerre » d'Algérie.

Il est vrai que c'est seulement en 1999 que le terme de guerre remplace officiellement, celui, plus neutre d' « événements », mais pour Rouane, cette période de l'histoire n'est pas oubliée : elle perçoit plutôt le manque de représentation dans les arts comme la conséquence d'une blessure non refermée.

Le néologisme « pieds-blancs » qui donne son titre au roman de Rouane est bien entendu basé sur le mot « pied-noir » qui désigne la population européenne vivant en Algérie dont Albert Camus reste une des figures majeures dans la littérature. La définition du mot pied-noir reste problématique : dans son ouvrage *Les Pieds Noirs*, l'historien Jean-Jacques Jordi, spécialiste de la question, rappelle tous les problèmes que pose le terme, des origines plus ou moins établies aux connotations bien souvent négatives associées au terme, avec toutes les idées reçues qui l'accompagnent. Dans son chapitre introductif, il cite un passage d'un tract de l'OAS (L'Organisation Armée Secrète) qui fait référence au terme en rapport avec les chaussures portées par les soldats coloniaux français en contraste avec les soi-disant « pieds nus » des populations locales. Explication farfelue pour Jordi qui retrace les diverses apparitions du terme dans la littérature de l'époque (chez François Mauriac et Mouloud Feraoun entre autres) et dans les dictionnaires, pour conclure que « le terme pied-noir est venu combler un vide, celui de la dénomination de ces personnes, françaises sans être de France, d'Algérie sans être indigène » (23). Pour Rouane, le mot *pieds-blancs* sert à définir la génération des enfants d'immigrés qui est née sur le territoire français, et sert pour la romancière de palliatif au terme beur :

C'est pas parce que t'es né quelque part que t'es forcément chez toi. Autrement, tous les pieds-noirs seraient restés chez nous, Moïse aurait pas fini par traverser la mer Rouge avec son peuple et nous, on serait pas des pieds-blancs. Mon père, il dit qu'on est des pieds-blancs parce qu'on est des Arabes, qu'on est nés et qu'on a grandi ici. (30)

Le parallèle entre la situation des pieds-noirs au Maghreb et celle des descendants d'immigrés qui vivent en France sert à introduire des problématiques récurrentes dans la littérature beur et urbaine, comme celles de l'intégration des enfants d'immigrés en France ou celle du communautarisme ; peut être est-ce une façon pour Rouane de dire que ce communautarisme,

dont le gouvernement français se méfie, n'est pas l'affaire que des minorités visibles mais également des français dans les territoires d'outre-mer ou dans les anciennes colonies. Le cas des pieds-noirs vient immédiatement à l'esprit dans le contexte de ce roman, mais également le cas des békés aux Antilles.

Dans *Pieds-blancs*, Rouane insère de nombreuses références à l'histoire coloniale et à l'histoire de l'immigration en France afin d'établir un lien direct entre les deux, ce qui confirme la position de la littérature urbaine en tant que littérature postcoloniale. L'écrivaine aborde en effet l'histoire coloniale dans un contexte scolaire, posant ainsi, de manière plus ou moins implicite la question de la transmission de ce savoir. Elle s'attarde également sur les responsabilités de la France face à une immigration d'abord provoquée, puis volontairement ralentie par le gouvernement français après le premier choc pétrolier de 1973. Lors d'un dialogue houleux avec Johnny, une de ses connaissances qui se plaint de la présence de Maghrébins en France, Norah rappelle :

Mon daron, c'est la France, nan, Michelin plutôt, qui est venu le chercher au bled parce que les zozos comme toi, ils avaient le choix dans le temps, de pas bosser à l'usine ou sur les chantiers et de pas ramasser la merde des autres. Les Arabes, les Noirs, tu crois quoi ? Qu'ils allaient repartir comme des idiots au bled parce que les Français ont changé d'avis entre-temps et que maintenant ils veulent bien bosser dans une usine ou balayer les trottoirs pour pas être au chômage ? (103)

Rouane aborde également la question épineuse du sort des Harkis en France à travers l'histoire de son cousin Dalil, marié à une fille de Harki nommée Dalila. Le terme Harki désigne au sens strict, fait référence à ceux qui appartiennent à la « harka », un des nombreux groupes recrutés par l'armée française durant la deuxième guerre mondiale dans les départements français

en Algérie. Les Harkis rapatriés en France, souvent dans des conditions déplorables, font régulièrement parler d'eux dans les médias, de par leur besoin de reconnaissance. En effet, au lendemain de la guerre, le statut des Harkis est problématique puisque s'étant battus du côté des Français, ils sont perçus comme des traîtres par les Algériens, mais ne sont pas considérés comme étant Français lors de leur arrivée en France où ils sont parqués dans des ghettos. Comme le montre l'ouvrage *Les Harkis, une mémoire enfouie* de Jordi, le silence qui pèse sur les populations ayant participé à cette guerre est d'autant plus pesant pour la communauté des Harkis et ses descendants dans la mesure où le sentiment de honte est amplifié par rapport aux autres communautés de par la connotation du mot Harki, qui évoque souvent la trahison ou la trahison :

L'histoire du harki/collabo est lancée, cette mystification deviendra vite un mythe dans une France encore traumatisée par la guerre de 1939-1945. Nombreux sont les cas, de 1962 à 1966, de supplétifs interpellés et pris à parti par des Algériens mais aussi par des Français. (59)

Des dizaines d'ouvrages sont consacrés aux communautés de Harkis depuis les années soixante, avec au cœur des problématiques la question de la mémoire et de la transmission de leur histoire. Dans l'ouvrage collectif *Les Harkis : histoire, mémoire et transmission*, Zineb Ali-Ben Ali, professeur de littérature à l'Université Paris VIII Saint-Denis, met l'accent sur le lien entre l'histoire coloniale et les répercussions dans une société postcoloniale en affirmant que les Harkis sont victimes d'une double discrimination et que leur histoire, à la fois occultée par le gouvernement français mais aussi par les Harkis eux-mêmes, qui ont vécu dans la honte, peine à s'écrire, même pour leurs enfants. Puisque l'histoire a du mal à inclure le cas des Harkis, la littérature peut dans certains cas pallier à ce manque. Zineb Ali-Ben Ali donne l'exemple de

plusieurs écrivains ayant évoqué cette histoire, en majorité des femmes-écrivains, comme Zahia Rahmani, qui dans son roman *Moze*, raconte le suicide de son père: ce dernier s'étant jeté à l'eau après la cérémonie de commémoration du 11 novembre. Rahmani décrit, de manière pudique mais extrêmement prenante, toutes les difficultés d'être fille de Harki, avec toutes les stigmatisations qui accompagnent ce titre.

Dans le roman de Rouane, la question des Harkis se pose lors de réflexions sur le personnage de Momo, qui a du mal à respecter Dalila car elle est fille de Harkis :

Momo, il a du mal avec Dalila parce que c'est une fille de harki, pour lui c'est des traîtres, des gens qui ont choisi la France contre les leurs. Momo, il dit que les harkis, ils ont pas trouvé de place en France parce qu'ils rappelaient trop aux Français leur collabos à eux. La trahison, c'est comme la mort, ça renvoie toujours à soi, à sa peur de se regarder en face. (273)

Les Harkis constituent donc le symbole d'un refoulement double : à la fois exclus de l'histoire nationale comme les autres Maghrébins ayant participé à la guerre d'Algérie et exclus d'une éventuelle contre-histoire algérienne qui ne veut pas reconnaître ceux qui sont perçus comme traîtres à la nation algérienne. Zahia Rahmani, auteure de *Moze*, a d'ailleurs participé à un colloque universitaire puis à un ouvrage dirigé par Catherine Coquio, *Retour du colonial ?* (2008) dans lequel elle affirme la position difficile dans laquelle étaient les Harkis d'un point de vue de la citoyenneté. Elle reprend l'exemple de son père qui « n'était pas de nationalité algérienne—celle-ci n'existait pas avant l'indépendance (...). Il n'était pas non plus de nationalité française puisqu'il a dû, en 1967, à la demande de l'administration française, faire une demande de reconnaissance de nationalité (...) ». (223). Rahmani, tout comme les autres écrivaines dans une

moindre mesure, navigue entre une activité de romancière et d'historienne, mêlant une histoire personnelle à des recherches universitaires.

Tout comme Habiba Mahany, il semble important pour Rouane de ne pas se cantonner à une seule histoire coloniale, mais d'inclure dans son roman plusieurs histoires liées au passé colonial français afin de ne pas participer à cette concurrence des mémoires décrite par Blanchard et Veyrat-Masson. Ainsi à travers deux personnages, le Grand Turc, fiancé de Norah, et Boua Haymar, ami de la famille, Rouane met en place plusieurs références à la Shoah et à d'autres guerres coloniales, comme celle d'Indochine. Le personnage de Boua Haymar est un ancien combattant d'Indochine qui semble fait figure de porteur de mémoire, surtout depuis que sa santé lui fait défaut. Il semble en effet qu'il veuille transmettre certains souvenirs à Norah par le biais d'histoires personnelles et de documents écrits :

Boua Haymar, c'est le grand-père d'Icham et de Mustafa, et le mari de la sœur de Moui Aziza. C'est lui qui m'a appris à me faire un turban qui m'a raconté la guerre en France et en Indochine (...). Il comprend pas tout et me dit qu'après la sieste il me montrera quelques papiers qui m'expliqueront beaucoup de choses (...). Ces papiers, c'est tout ce qui reste aux tirailleurs pour se souvenir alors que personne veut plus se rappeler d'eux en France et encore moins au bled. (212)

Les quelque cinq pages consacrées à ce personnage révèlent toute la colère de Norah contre le gouvernement français qui n'a pas apporté de soutien matériel aux soldats coloniaux ayant combattu avec la France lors de la deuxième guerre mondiale ou en Indochine. Comme Faïza Guène, Houda Rouane suggère que la littérature urbaine doit rendre compte de l'histoire de la génération précédente et assumer par la même occasion le rôle de passerelle entre deux générations : celle des parents et celle des jeunes de banlieue pour qui ce passé risque de se

perdre, car même dans le cas où les manuels scolaires feraient de plus en plus de place à l'histoire coloniale, les personnes directement concernées tendent à disparaître, cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, d'où un sentiment d'urgence à écrire cette histoire.

Les trois écrivaines abordées dans ce chapitre offrent donc une vision légèrement différente de l'histoire coloniale et de sa transmission d'une génération à l'autre que celle de leurs contreparties masculines. En effet, pour elles, la nécessité d'établir des ponts ou des passerelles entre les générations semble primordiale, et Faiza Guène, Habiba Mahany et Houda Rouane insistent toutes trois sur le rôle des femmes dans leurs romans en tant qu'activistes de la mémoire, rôle qu'elles assument d'ailleurs elles-mêmes en écrivant des romans qui mettent en scène cette histoire. Comme l'affirme Jean-François Courtille dans son livre *Femmes des cités femmes de l'espoir* : la contribution des femmes dans la vie associative n'est peut-être pas médiatisée de manière systématique, mais elle reste néanmoins cruciale quant à la diffusion d'une histoire familiale en parallèle avec une histoire coloniale.

Les femmes des cités affrontent avec courage tous les maux qui frappent leur univers de banlieue : chômage, violence, délinquance, difficultés d'intégration, manque de concertation avec les pouvoirs publics, et parfois, abandon pur et simple par les services de l'Etat et par les commerces de proximité (...). Les femmes sont les gardiennes de la transmission de l'histoire et de l'éducation, des enfants, des jeunes, et parfois aussi des adultes (...). En fin de compte, elles nous montrent des voies possibles pour préserver et améliorer notre civilisation. (189-190)

## V. Banlieue Noire : littérature urbaine et question noire.

Plusieurs romans urbains explorent ce que Pap Ndiaye appelle « la condition noire » en France. Dans son ouvrage *La condition noire* (2008), l'historien inaugure dans un contexte français le champ de ce que l'on appelle les « Black studies » aux États-Unis, en partant d'un constat simple : les « Noirs de France » (à supposer qu'ils forment un tout homogène), ne font l'objet que de peu d'études sociologiques ou historiques dans le cadre universitaire, alors que l'intérêt pour ce genre d'études est partie intégrante des départements d'anglais, aux États-Unis comme en France d'ailleurs. Se référant aux populations noires de France, Pap Ndiaye préfère parler de « minorité » plutôt que de « communauté » noire, le mot communauté évoquant plutôt, dans un contexte américain, un groupe visible dans les institutions et organisé politiquement, avec ses leaders et ses intellectuels. Plusieurs événements déjà évoqués, dont les multiples comités créés autour de la mémoire de l'esclavage, ont fait émerger une prise de conscience noire en France. D'emblée, il faut constater que les débats autour de la question noire se font tout aussi bien depuis l'Afrique et les DOM-TOM que depuis la France, et que la littérature urbaine permet justement de penser cette question en rapport avec les DOM-TOM ou les anciennes colonies en Afrique, mais surtout comme point de départ d'une réflexion sur la place des populations noires en France dans les années 2000.

Sur le plan universitaire, de nombreux essais et documentaires sont parus sur ce sujet depuis la loi Taubira de 2001 : *Noirs de France* de Rama Yade (Calmann-Lévy, 2007), *La France Noire* (La Découverte, 2011), le documentaire télévisé en trois volets *Noirs de France* dirigé par l'historien Pascal Blanchard et Juan Gélas, *Black France* de Dominic Thomas (Indiana University Press, 2007), *La Condition noire* de Pap Ndiaye (Calmann-lévy, 2008), et bien d'autres, qui posent la question de la place des populations issues d'Afrique sub-saharienne et

des Antilles en France, parfois avec une distinction entre les deux groupes, parfois sans. La différence est pourtant de taille en matière de citoyenneté et de positionnement par rapport à l'identité française, comme nous le verrons plus tard grâce au roman *Banlieue Voltaire* qui, à la différence des autres, évoque la condition des Antillais en France métropolitaine.

Le questionnement quant à la place des Afro-antillais au sein de la société française s'effectue donc sur plusieurs plans : politique, historique, mais également culturel, avec notamment l'enjeu de la représentation dans les médias. L'ouvrage de Pap Ndiaye ainsi que de nombreuses revues ou magazines ont abordé la question en parlant d'« impensé » ou d'« invisibilité ». Ainsi, dans un numéro spécial de *Respect Magazine*, Marc Cheb Sun, directeur de la rédaction, fait le constat d'un « impensé de la question noire » et affirme :

nous sommes arrivés à cerner une histoire, des enjeux, des apports, des questions essentielles formulées par cette présence noire. Il a fallu organiser plusieurs comités de rédactions, rencontrer beaucoup de personnes, regarder quels étaient les traitements à l'étranger... Tout cela pour saisir le particularisme de notre société : cet impensé de la question noire.<sup>55</sup>

Toujours est-il que cette question noire se pose tant en rapport à une identité française qu'en rapport avec les événements politiques et culturels ayant trait à l'Afrique et aux Antilles qui marquent l'actualité dans les années 2000.

En littérature urbaine, plusieurs romans traitent de cette « condition noire » dont parle Pap Ndiaye : *Banlieue Noire* de Thomté Ryam (2006), *Sarcelles-Dakar* d'Insa Sané (2006), *Banlieue Voltaire* de Didier Mandin (2006), *Qu'Allah bénisse la France* d'Abd Al Malik (2004), auxquels on peut ajouter son ouvrage *La guerre des banlieues n'aura pas lieu* (2010). Ces romans abordent des thématiques liées à la vie en banlieue (parisienne pour les trois premiers,

---

<sup>55</sup> Entretien avec Marc Cheb Sun. *Respect Mag* : 3 octobre 2011.

lilloise pour le dernier), avec en arrière-plan une réflexion sur ce qu'être noir en France signifie, en particulier depuis les multiples incidents diplomatiques du gouvernement depuis 2005, avec entre autres, le refus d'Aimé Césaire de recevoir Nicolas Sarkozy à la Martinique, et le discours prononcé par ce dernier à l'université de Dakar en 2007, lors duquel le président français avait affirmé que l'homme Africain n'était « pas assez entré dans l'histoire ». Tous ces romans évoquent le passé colonial de la France pour mieux expliquer les difficultés de la cohabitation entre une identité noire et une identité française et appréhender ainsi cette nouvelle condition noire.

#### **A) Les années 2000 : l'émergence d'une question noire.**

Comme nous l'avons déjà signalé, la « question noire » a émergé sur plusieurs fronts, en France, dans les DOM-TOM, et en Afrique francophone. Ceci ne veut pas dire qu'elle ne s'était pas posée avant (notamment en 1956 lors du Congrès des écrivains noirs à la Sorbonne par exemple), mais force est de constater que c'est dans les années 2000 que se sont véritablement cristallisés ces questionnements, et, surtout, qu'ils se sont imposés sur la scène politique.

Tout d'abord, en France même, la marche pour la mémoire de l'abolition de l'esclavage du 23 mai 1998 a inauguré une prise de conscience de la volonté des communautés noires de France de faire en sorte que l'histoire de l'esclavage soit discutée sur une plateforme nationale, et ne soit plus occultée comme elle l'a été jusqu'à la parution de certains livres récents sur le sujet. Cette marche silencieuse, bien qu'ayant réuni quelque 40000 personnes, n'a eu que peu d'écho dans la presse nationale. Le but était, à travers une marche allant de la place de la République jusqu'à la place de la Nation, d'attirer l'attention des médias et de faire reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité. Les photos trouvées sur le site du CM98 montrent bon nombre

de bannières brandies par les manifestants, dont certaines affirment « Nous sommes tous fils et filles d’esclaves », ce qui nous amène à penser que ces communautés réclament une reconnaissance du rôle de la France durant la période esclavagiste, et conçoivent une identité noire française sur une continuité historique basée sur cette période.

Cette initiative a mené à la création d’un comité, le CM98 (Comité Marche du 23 mai 1998) dont le but est le suivant :

Le CM98 est une association nationale qui prend en charge les problématiques identitaires et mémorielles des Antillais, des Guyanais et des Réunionnais dans le but d’améliorer leur insertion au sein de la République. Il a été créé par les organisateurs de la Marche silencieuse du 23 mai 1998 qui réunit 40 000 descendants d’esclaves antillais, guyanais et réunionnais, venus honorer leurs aïeux à l’occasion du cent-cinquantième de l’abolition de l’esclavage.<sup>56</sup>

Cette marche peut être considérée comme le point de départ d’une longue lutte de la part des populations noires de France pour un accès à plus de visibilité, et vers une reconnaissance de la part du gouvernement de la participation de la France à la traite négrière.

Contrairement à Jacques Chirac, qui n’était pas opposé à la reconnaissance publique de certains événements occultés de l’histoire, Nicolas Sarkozy a dès le début de son mandat affirmé qu’il n’était pas question de repentance. Dans l’un de ses premiers discours, prononcé à la salle Gaveau le 6 mai 2007, il déclarait que pour « rendre aux Français la fierté d’être Français », il voulait « en finir avec la repentance, qui est une forme de haine de soi, et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres ».<sup>57</sup> Le détachement de Nicolas Sarkozy par rapport au

---

<sup>56</sup> Site du Comité : < <http://www.cm98.fr> >.

<sup>57</sup> Discours de Nicolas Sarkozy sur le site de l’UMP : <[http://www.u-m-p.org/sites/default/files/fichiers\\_joints/dates\\_cles/discours\\_nicolas\\_sarkozy\\_21.pdf](http://www.u-m-p.org/sites/default/files/fichiers_joints/dates_cles/discours_nicolas_sarkozy_21.pdf)>

« devoir de mémoire » tel qu'il a été développé durant les années 1990 et 2000 a donné lieu à une salve de répliques de tous bords. Le combat d'une nouvelle génération de militants, organisée autour de collectifs, dont le comité pour la mémoire de l'esclavage, semble loin d'être terminé, car derrière ce combat se profile une réflexion, plus profonde, sur la place de ces populations au sein même de la République. À la suite de cette marche, en décembre 1998, Christiane Taubira propose une loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité, qui aboutit quelque trois années plus tard. Dix ans après la marche du 23 mai 1998, d'ailleurs reconnue comme un des événements fondateurs du combat mémoriel des Français descendants d'esclaves, le Premier Ministre François Fillon, propose un décret, publié au journal officiel le 2 mai 2008 affirmant que : « la date du 23 mai sera, pour les associations regroupant les Français d'outre-mer de l'Hexagone, celle de la commémoration du passé douloureux de leurs aïeux qui ne doit pas être oublié ».<sup>58</sup> Cette date provoque certaines controverses, car certains militants lui préfèrent la date du 10 mai, d'autres celles du 21 mai, date de l'adoption de la loi Taubira.

La loi Taubira de 2001, comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre, contribue elle aussi à mettre sur le devant de la scène une prise de conscience de la République. Pourtant, le succès de cette loi, qui promulgue à la fois la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité et l'enseignement de la période esclavagiste dans les manuels d'histoire, ne se fait pas sans un certain retour de bâton. En effet, en 2005, suite à un entretien publié dans le *Journal du Dimanche*, l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau, spécialiste de l'esclavage et auteur d'un livre sur les traites négrières intitulé *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale* est poursuivi en justice pour avoir nié « le caractère de crime contre l'humanité qui a été reconnu à la traite

---

<sup>58</sup> Texte de la loi sur le site du gouvernement français : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018740271>

négrière par la loi du 23 mai 2001 ». Ce qui est reproché à cet historien se résume surtout par l'insistance dans son ouvrage sur les traites intra-africaines, lui ôtant ainsi son caractère génocidaire. L'ouvrage, récompensé par l'Académie Française et applaudi par certains historiens comme Yves Lacoste, provoque la colère d'un collectif (le Collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais) qui porte plainte pour négation de crime contre l'humanité. Cette plainte déclenche la mobilisation d'historiens qui voient dans cette affaire la volonté de certains collectifs de vouloir faire appliquer la loi Taubira à la lettre, et se solde par un appel à l'abrogation des lois mémorielles, qui se manifeste notamment par la publication d'un appel intitulé « Liberté pour l'histoire ». On voit donc comment les progrès qui sont faits en ce qui concerne la connaissance et l'enseignement de l'histoire de la colonisation et de l'esclavage ne se font pas sans accroc, et qu'il est aisé de provoquer certaines attitudes négationnistes au sein de la communauté d'historiens. Pourtant, il est clair que sans un retour sur l'histoire coloniale, les problèmes qui minent la société française et notamment son regard sur ses populations noires ne sera résolu. Comme le souligne Patrick Lozès dans son essai *Nous les Noirs de France* (2007) :

Par notre action, nous avons suscité un débat sur les traces du passé colonial et sur ce qui empêche l'égalité en France (...). Nous devons nous mobiliser pour réduire la fracture, très profonde, qui divise encore notre pays, sur la question de la colonisation—dont l'esclavage a été l'une des formes. (107)

D'autre part, la « question noire » apparaît également sur le devant de la scène par le biais de deux événements qui marquent l'actualité outre-mer : les grèves contre la « vie chère », et le refus d'Aimé Césaire, suite à la promulgation de la loi de février 2005 sur le rôle positif de la colonisation française, de recevoir le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy censé venir à la Martinique en décembre 2005. Quelques années plus tard, en 2009, sort un documentaire diffusé

sur Canal Plus intitulé *Les Derniers maîtres de la Martinique*, qui montre clairement les inégalités qui perdurent aux Antilles entre la communauté béké et la population noire. Ces évènements ont certainement attiré l'attention des médias sur les crises qui rongent les Antilles ; chômage endémique, problème de drogue et de délinquance grandissants, et traitement néocolonial de la France.

Les grèves de 2009 ont surtout pour but d'attirer l'attention de la France métropolitaine sur le coût de la vie aux Antilles, qui est nettement supérieur à celui en France métropolitaine, notamment en ce qui concerne les produits de première nécessité. Un entretien avec Romain Bolzinger, producteur du documentaire *Les Derniers maîtres de la Martinique*, paru dans l'Express, montre les corrélations entre la main mise sur l'industrie aux Antilles et les conséquences sur la population :

Les grévistes ont-ils raison de se plaindre contre la vie chère ou, au contraire, exagèrent-ils l'importance du phénomène?

Ils n'exagèrent pas. La preuve: l'État alloue depuis longtemps une « prime de vie chère » à tous les fonctionnaires établis aux Antilles. Celle-ci correspond à un bonus de 40% par rapport aux salaires pratiqués en métropole pour un emploi exactement identique.

L'ennui, c'est que cette disposition entraîne un effet pervers: les dirigeants d'entreprises commerciales, notamment dans le secteur de la distribution, ont depuis longtemps intégrés ce surcroît de pouvoir d'achat dans les prix qu'ils pratiquent. Or, seulement un tiers environ de la population active bénéficie de cette prime. Pour les autres, au contraire, le coût de la vie est très élevé.

C'est le 20 janvier 2009 que débute une grève générale à la Guadeloupe suite à la coalition d'une cinquantaine d'organisations syndicales, associatives et culturelles qui se réunissent autour d'un

collectif nommé « Liyannaj Kont Pwofitasyon » (LKP), que l'on peut traduire par « Collectif contre l'exploitation outrancière ». Leurs revendications s'articulent surtout autour des problèmes que connaissent les Antilles quant à l'emploi et au coût de la vie, mais insistent également sur les problèmes d'environnement qui commencent à se poser, ainsi que sur le manque d'infrastructures en ce qui concerne les transports en commun. En métropole, les médias couvent de manière assez large ces soulèvements, et créent ainsi une véritable prise de conscience des problèmes que connaissent la Martinique et la Guadeloupe, problèmes largement ignorés jusqu'alors, et établissent une solidarité avec les Antillais vivant en France métropolitaine, comme nous le verrons dans le livre *Banlieue Voltaire*. Le documentaire de Bolzinger, ainsi que les grèves aux Antilles montrent comment la main mise sur les richesses de la Guadeloupe et de la Martinique par la communauté béké traduit bien les vestiges d'une époque coloniale.

Finalement, une troisième « rupture » pousse à reposer la « question noire » en France : en 2007, Nicolas Sarkozy, alors président de la République, prononce lors d'une visite à Dakar un discours<sup>59</sup> devant un parterre d'universitaires sénégalais dont les répercussions se font encore entendre quelques années plus tard, et qui font l'objet de plusieurs ouvrages qui constituent autant de ripostes à une attitude jugée condescendante de la part du président français: *L'Afrique répond à Sarkozy* (Philippe Rey, 2008), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy* (La Découverte, 2009) et *L'Afrique de Sarkozy, un déni d'histoire* (Khartala, 2008). Le discours du président s'articule autour de deux thèmes principaux, dont celui de la repentance, pour laquelle Nicolas Sarkozy n'a aucune inclination, ainsi que celui du rapport à l'histoire, tous deux problématiques :

---

<sup>59</sup> Le discours est disponible sur le site officiel de l'Élysée :  
< [http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/discours-a-l-universite-de-dakar.8264.html?search=Dakar&xtmc=dakar\\_2007&xcr=1](http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/discours-a-l-universite-de-dakar.8264.html?search=Dakar&xtmc=dakar_2007&xcr=1)>

Mais nul ne peut demander aux générations d'aujourd'hui d'expier ce crime perpétré par les générations passées. Nul ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères. Jeunes d'Afrique, je ne suis pas venu vous parler de repentance. Je suis venu vous dire que je ressens la traite et l'esclavage comme des crimes envers l'Humanité. Je suis venu vous dire que votre déchirure et votre souffrance sont les nôtres et sont donc les miennes.

Il est clair que le président français, par ce qu'il évoque, mais également par ce qu'il tait (les problèmes liés à la Françafrique par exemple), contribue à créer une sorte de double discours où ce qu'il dit, tout en étant justifiable d'un point de vue historique, s'inscrit dans la lignée de discours révisionnistes propagés également par certains historiens (voir le chapitre intitulé « On a déjà donné » dans le livre de Jean-François Bayart, discuté dans le chapitre III). Un exemple de cette stratégie consiste à insister plus sur les bienfaits de la colonisation que sur ces conséquences désastreuses, ce que Nicolas Sarkozy fait abondamment dans le discours de Dakar lorsqu'il parle du colonisateur par exemple et affirme :

Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu fécondes des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. Je veux le dire ici, tous les colons n'étaient pas des voleurs, tous les colons n'étaient pas des exploités. Il y avait parmi eux des Hommes mauvais mais il y avait aussi des Hommes de bonne volonté, des Hommes qui croyaient remplir une mission civilisatrice, des Hommes qui croyaient faire le bien. Ils se trompaient mais certains étaient sincères.

Même s'il n'est pas faux d'un point de vue historique de dire que des hôpitaux et des routes ont été construits en Afrique pendant la période coloniale, ce genre d'affirmations pose deux

problèmes : tout d'abord, les travaux en territoire colonial ne sont que rarement envisagés pour le bien-être des populations locales, les routes et autres infrastructures servant surtout à la population française installée dans les colonies. Le creusage des routes et des chemins de fer étaient accomplis par une main d'œuvre locale qui n'était pas ou peu rémunérée et les hôpitaux servaient surtout à soigner la main d'œuvre des travaux forcés pour qu'elle continue à travailler. Deuxièmement, même si l'on envisage la colonisation par rapport au nombre de routes ou d'hôpitaux construits, le simple fait de mentionner les bienfaits de la colonisation place l'orateur, dans ce cas, le président de la République dans une situation délicate, surtout à une époque où ces sujets sont objets de controverse de la part d'historiens, mais aussi de collectifs comme ceux des Indigènes de la République. Ceci nous rappelle l'avertissement d'Aimé Césaire, qui dans son *Discours contre le colonialisme* de 1950, fait précisément référence à une approche révisionniste de l'histoire coloniale :

Moi je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilomètres de routes, de canaux, de chemins de fer. Moi je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la vie, à la danse, à la sagesse. (23-24)

Une des remarques de Nicolas Sarkozy qui choque le plus grand nombre d'intellectuels est la remarque selon laquelle « le drame de l'Afrique, c'est que l'Homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Évidemment, cette phrase évoque deux choses : la première étant la fausseté du

propos. Dire que l' « Homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire » est une aberration puisque l'Afrique est le continent qui a vu l'homme naître, et donc l'histoire de l'homme commencer. D'autre part, si l' « Homme africain » n'est pas assez entré dans l'Histoire, en tous cas l'histoire du monde occidental, c'est probablement parce que l'Histoire dont parle Nicolas Sarkozy, avec un H majuscule, c'est-à-dire l'histoire de l'occident, l'en a exclu. Dans *l'Afrique répond à Sarkozy*, Zohra Bouchentouf-Siagh, enseignante, affirme que les Africains tentent d'écrire une autre histoire grâce aux archives (surtout orales) des peuples, mais encore faudrait-il pouvoir avoir accès à ces ressources dont bon nombre ont été détruites par la colonisation (72-73).

Ces lieux de ripostes anti-Sarkozistes que sont l'Afrique et les Antilles trouvent un écho en France métropolitaine où les enjeux se cristallisent pour une population qui représente deux à trois millions de personnes. Les controverses autour de la question de la mémoire de l'esclavage alimentent parfois certaines tensions entre communautés. Rama Yade, dans son essai *Noirs de France*, suggère qu'il faille aborder la question de l'esclavage pour arriver à mettre un terme à ces tensions et arriver à une réconciliation face à l'histoire :

Je pense que le mémoire de l'esclavage doit être incontournable, équilibrée et juste. Ces conditions me semblent indispensables pour, d'une part, que les Français d'origine afro-antillaise ne se sentent pas exclus de la communauté nationale, et, d'autre part, que les autres Français ne se sentent pas agressés dès que le sujet de l'esclavage est abordé. (169)

Dans cet essai, sous-titré *Les nouveaux Neg'marrons, récit d'un rendez-vous manqué entre la République et les Afro-antillais*, Rama Yade introduit de manière peut être un peu étrange le concept de Neg'marrons qu'elle ne développe à aucun point dans son livre, et associe dans le terme Afro-Antillais deux communautés qu'elle désire vouloir dissocier par la suite. Il est clair

que l'expérience des Africains et des Antillais n'est pas la même, et qu'elle diffère sur des points cruciaux en termes identitaires, notamment sur des questions de nationalité (je fais ici référence à la question des sans-papiers qui mobilise l'Abbé Pierre et une bonne partie de la société française durant l'année 1996), mais aussi sur le rapport de ces communautés à l'Afrique, qui représente un point de ralliement différent pour les deux groupes.

Alors que certains Antillais considèrent qu'un retour à l'Afrique, tout du moins symbolique (ce que préconise à de nombreux égards la négritude), est la solution au problème identitaire des « Noirs de France », d'autres se proclament créoles, notamment les penseurs de la créolité que sont Patrick Chamoiseau, Jean Bernabé et Raphaël Confiant, qui affirment :

« Ni Européens, ni Africains, ni Asiatiques, nous nous proclamons Créoles. Cela sera pour nous une attitude intérieure, mieux : une vigilance, ou mieux encore une sorte d'enveloppe mentale au mitan de laquelle se bâtira notre monde en pleine conscience du monde. (13)

Le choix de Pap Ndiaye de parler de minorité plutôt que de communauté se justifie dans la mesure où l'expérience noire en France n'est pas la même selon que l'on est d'origine africaine ou antillaise. Pourtant, pour beaucoup de Français, cette distinction n'est pas faite. Le fait de parler d'une « communauté noire » est valide si l'on revient sur la définition même du mot « communauté » qui vient du latin *communitas* et qui définit un ensemble de personnes unies par des liens d'intérêts, des habitudes communes, des opinions ou des caractères communs : (communauté ethnique, linguistique, ...). On pourrait penser que le partage d'une mémoire de l'esclavage et les discriminations actuelles de la part de la société française pourraient forger le sentiment d'une appartenance commune. Le documentaire d'Arnaud Ngatcha et Jérôme Sesquin *Noirs, l'identité au cœur de la question noire* (2006) suggère que le sentiment communautaire

tient surtout aux discriminations dont les Noirs sont victimes. On peut affirmer en tous cas qu'il existe une véritable hétérogénéité dans la communauté noire, et l'on voit bien que Gaston Kelman, auteur de l'essai *Je suis noir mais je n'aime pas le manioc* (Max Milo, 2003) n'a pas la même vision que Maryse Condé, écrivaine luttant pour la construction d'une (ou de plusieurs) mémoire(s) de l'esclavage. Alors que le premier affirme se sentir plus bourgeois que noir, la deuxième préfère insister sur une « expérience noire » dans ses romans qui mêlent personnages Antillais et Africains, sentiment que partage Alain Diasse dans son essai *Pauvres noirs de France* (Anibwé, 2010). Bien que ce dernier insiste tout au long de l'ouvrage sur les rivalités entre Africains et Antillais de France, il conclut que l'expérience d'un travail de mémoire sur l'esclavage et les discriminations qui leur sont faites sur le territoire français (aux africains comme aux antillais) devraient suffire à les rapprocher :

Je fais partie d'une communauté. Celle des Noirs de France. Même si je ne suis pas de nationalité française, je fais partie du groupe des Africains français. Parce que mes grands-parents ont été colonisés par la France et que mes ancêtres ont été esclaves dans les Antilles. Les Antillais (...) devraient comprendre que comme tous les Noirs qui résident dans ce pays, ils sont victimes potentielles d'un délit de contrôle au faciès. (63-64)

Pour Pap Ndiaye, être noir ne signifie pas partager une culture ou une nationalité, c'est surtout une expérience commune d'être considéré comme un Noir par les autres (un peu à la manière dont Sartre affirme, peut-être de manière exagérée, que le Juif n'existe pas, et que ce sont le regard et les représentations des Français qui créent leur judéité). L'approche de Pap Ndiaye est celle de la déconstruction avec, comme appui, l'insistance sur le fait qu'être noir est avant tout le résultat d'une expérience sociale, mais bien qu'il fasse la distinction entre Africains

et Antillais, il aspire, comme Alain Diasse, mais de manière moins misérabiliste, sur une expérience commune en France.

### **B) Invisibilité et visibilité : la question de la représentation.**

L'ouvrage de Pap Ndiaye s'ouvre sur un paradoxe : alors que les Noirs sont individuellement visibles, et que cette visibilité mène à des discriminations, ils demeurent largement invisibles lorsqu'il s'agit d'études universitaires ou de représentations dans les médias et en politique. En effet, puisque la République Française n'est pas censée reconnaître les particularités ethniques de ces citoyens, et que, par exemple, les sondages basés sur la couleur de peau sont interdits, l'égalité de tous ses citoyens devrait être garantie. Or, les personnes de couleur sont l'objet de discrimination tant au niveau de l'emploi que du logement par exemple, sans compter les aléas du racisme quotidien. Cette question de la visibilité des communautés noires à certains égards, et de leur quasi-inexistence en politique ou dans les médias hante les débats autour de la question noire. L'ouvrage de Pap Ndiaye s'achève d'ailleurs sur le même paradoxe, mais cette fois, sur le ton de la revendication :

Nous voulons être à la fois français et noirs, sans que cela soit vu comme suspect, ou étrange, ou toléré à titre de problème temporaire en attendant que l'assimilation fasse son œuvre. Nous voulons être invisibles du point de vue de notre vie sociale, et par conséquent que les torts et les méfaits qui nous affectent en tant que Noirs soit efficacement réduits. Mais nous voulons être visibles du point de vue de nos identités culturelles noires, de nos apports précieux et uniques à la société et à la culture françaises. (362)

L'ouvrage *France Noire* (2011), coordonné par Pascal Blanchard et d'autres membres du groupe ACHAC, s'articule lui-aussi autour de ces questions de visibilité et de la « présence » noire en France du dix-septième au vingt-et-unième siècle. L'invisibilité des Noirs dans l'histoire française provient d'une occultation ou d'un effacement, parfois volontaire, d'une histoire encore mal digérée, liée au colonialisme. Il existe d'importantes figures noires dans l'histoire de France, mais elles demeurent invisibles dans l'histoire nationale, ou alors, lorsqu'elles sont visibles, la question raciale est évincée : on pense par exemple à l'écrivain Alexandre Dumas, qui n'est que très rarement perçu comme un écrivain noir (et encore moins haïtien), tant et si bien qu'il est d'ailleurs joué dans un film sorti en 2010, par Gérard Depardieu, un acteur blanc.<sup>60</sup>

Du point de vue de la représentation, de nombreux combats ont lieu dans les années 2000, en particulier en termes de visibilité dans les médias. Lors de la cérémonie des Césars, Calixte Beyala et Luc Saint-Eloi interrompent le cours de l'émission au nom du collectif Egalité, qui se bat pour une plus forte présence des personnes noires dans les médias français, et notamment à la télévision et au cinéma. Pendant quelques minutes, ils dressent le portrait d'un cinéma français qui ne serait pas assez représentatif de la France telle qu'elle est, et interpellent la Ministre de la culture de l'époque, Catherine Trautman, afin de faire évoluer les mentalités. Lors d'un entretien avec Florence Combaluzier-Kromwel, Luc Saint-Eloi revient sur cette soirée en posant la question du manque de représentation de noirs français, à la télévision et au cinéma, en affirmant qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de couleurs, puisque les chaînes françaises diffusent bon nombre de séries avec des noirs à la télévision, mais ces séries sont en grande majorité des séries américaines comme le *Cosby Show*, dont le succès en France fut conséquent, et ne

---

<sup>60</sup> Première : <http://www.premiere.fr/Cinema/News-Cinema/Gerard-Depardieu-un-Dumas-trop-blanc-2215881>

traduisent en aucune manière l'expérience noire en France. Comme l'affirme Luc Saint-Eloi dans un entretien avec la revue *Fluctuat* :<sup>61</sup>

J'ai l'impression qu'il existe une véritable volonté de la part des financiers et décideurs français de ne pas nous prendre en considération. Je crois qu'ils ont hérité d'un fonctionnement colonial par rapport aux noirs des Antilles françaises et ils continuent à ne pas nous voir comme des êtres normaux. Ils peuvent arriver à considérer talentueux un artiste noir américain, qu'il soit réalisateur, acteur ou technicien et parallèlement, ils sont incapables de reconnaître le talent d'un noir francophone. Je ne sais si c'est à cause de la traite négrière ou du système colonial, mais ils restent sous la coupe d'un système hérité et ils semblent continuer à croire que nous sommes inexistants ou que nous ne pouvons exister qu'à travers eux.

Par ailleurs, une exposition ayant pour titre « Exposition Minorité Visible, Cinéma Invisible » illustrée avec des photographies de Samuel Nja Kwa a eu lieu en novembre 2011 pour dénoncer l'immobilité des dirigeants du cinéma quelques dix années après l'appel de Beyala et de Saint-Eloi aux Césars.<sup>62</sup> A la télévision, il a fallu attendre mars 2006 pour que le journal télévisé soit présenté par un journaliste noir : Harry Roselmack. Le sociologue Abdelmalek Sayad a affirmé qu'exister, c'est exister politiquement. Or, au vingt-et-unième siècle, on pourrait affirmer qu'exister, c'est exister *médiatiquement*, tant la société s'est transformée en société de divertissement où la représentation prime. Or, les Noirs ne sont guère présents dans les médias, si ce n'est dans le domaine du sport, ou alors, lorsque cela a été le cas durant les émeutes de l'automne 2005, en tant que menaces pour l'ordre public.

---

<sup>61</sup> Entretien avec Luc Saint-Eloy : <http://calixthe.beyala.free.fr/html/entretien%20avec%20Luc%20Saint-Eloy.htm>

<sup>62</sup> [http://dl.apacabesancon.com/lumieresdafrique/2011/lda11\\_CP-MinoriteVisible-Cinema-Dagan.pdf](http://dl.apacabesancon.com/lumieresdafrique/2011/lda11_CP-MinoriteVisible-Cinema-Dagan.pdf)

### C) Noirs de banlieue.

Au lendemain des émeutes de 2005, une nouvelle figure noire émerge : le membre du gang. En effet, alors que les émeutiers des années 1980 et 1990 sont majoritairement d'origine maghrébine, lors des émeutes de 2005, ce sont des personnes noires, de sexe masculin, qui sont mis en avant, en parallèle avec une insistance de la part des journalistes à parler de l'augmentation du nombre de bandes dans les banlieues au nord de Paris.

Les médias relaient depuis plusieurs décennies une image des banlieusards qui ferait écho aux jeunes des ghettos américains. Certains ouvrages tels celui de Lamence Madzou intitulé *J'étais un chef de gang* (2008) semblent confirmer la présence en banlieue de gangs à l'américaine qui s'affronteraient pour un partage de territoires, opposant ainsi les jeunes de certaines cités voisines. Ceci apparaît d'ailleurs dans plusieurs romans urbains, y compris *Banlieue Noire*, de Thomté Ryam, où Sébastien, le personnage principal, habitant de la cité Louis Armand, éprouve un ressentiment viscéral pour les habitants de la cité voisine : « quand on me demande où j'habite, c'est toujours Louis Armand pour la vie et je hais toujours Mermoz, pour la vie aussi » (163).

Selon un rapport de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) largement publié dans les quotidiens français, le phénomène des bandes en France prendrait de l'ampleur. Pour la DCRG, pendant et à la suite des émeutes de 2005, en effet, « on assiste à un retour sensible du phénomène de bandes ethniques composées en majorité d'individus d'origine subsaharienne, arborant une appellation, des codes ou signes vestimentaires inspirés des groupes noirs américains ». <sup>63</sup> Les émeutiers, jadis d'origine maghrébine, ne sont plus mis sur le devant de la scène lors des soulèvements urbains de 2005, et alimentent régulièrement les propos du

---

<sup>63</sup> *L'Express*. 9 septembre 2007 : < [http://www.lexpress.fr/actualite/societe/hausse-des-affrontements-entre-bandes-selon-les-rg\\_466410.html](http://www.lexpress.fr/actualite/societe/hausse-des-affrontements-entre-bandes-selon-les-rg_466410.html)>

gouvernement quant à la question sécuritaire, tant et si bien qu'en 2009, Nicolas Sarkozy demande à la ministre de l'intérieur Michèle Alliot-Marie, de faire de ce problème une priorité.<sup>64</sup>

Le magazine *Respect Mag*, toujours sensible aux représentations des minorités dans les médias, qu'elles soient positives ou négatives, publie un entretien d'un policier qui confirmerait un repli identitaire de la part de jeunes noirs vivant dans la périphérie parisienne :

Si la situation dans notre pays ne correspond à celle des États-Unis, les policiers constatent néanmoins un repli identitaire inquiétant, en particulier dans la communauté noire. Les délinquants qui en sont issus n'échappent pas à cette dérive, même s'ils se regroupent d'abord parce qu'ils partagent les mêmes halls d'immeubles, reproduisant ainsi le même phénomène de « concentration ethnique » qu'on observe dans de nombreuses tours HLM de banlieue.

Même si le phénomène de bandes a toujours existé, des Coquillards de Villon jusqu'aux blousons noirs des années 1980, les représentations de bandes de jeunes dans les médias depuis trois décennies, et depuis 2005, l'insistance sur les personnes de couleur noire, sert surtout aux fins politiques des hommes de pouvoir qui manipulent les médias et tiennent pour seuls responsables ces jeunes banlieusards, traités de racaille.

Pour Myriam Cottias, chercheuse au CNRS, spécialisée dans la question de l'esclavage, la question noire et les problèmes en banlieue, associés au lendemain des émeutes de 2005 à une majorité de jeunes Noirs, sont à analyser dans la même veine, dans la mesure où il existe un héritage, souvent intériorisé, au niveau de la perception des Noirs, et que cet héritage doit être déconstruit par un travail historique. Dans son essai *La question noire, histoire d'une construction coloniale* (2007), l'historienne souligne :

---

<sup>64</sup> *Le Monde*. 18 mars 2009 ; <[http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/03/18/a-gagny-nicolas-sarkozy-annonce-des-mesures-contre-les-bandes-organisees\\_1169751\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/03/18/a-gagny-nicolas-sarkozy-annonce-des-mesures-contre-les-bandes-organisees_1169751_823448.html)>

Un schème continuiste a mis en perspective « l'esclavage », « la colonisation » et « les banlieues ». Le politique fut sommé de prendre en compte cet épineux dossier, car les principaux acteurs, qualifiés en un syntagme figé et stigmatisant « les jeunes de banlieue », en étaient les héritiers supposés (...). Il a été posé comme évidence qu'il y avait continuité entre l'histoire de l'esclavage, de la colonisation, et la situation contemporaine, sans qu'elles soient interrogées. (80)

On est en droit de se demander, comme le fait Myriam Cottias, dans quelle mesure cette continuité entre l'époque coloniale et les réalités des banlieues représente un point de départ pour l'affirmation d'une identité noire française, ou bien si le poids de la période esclavagiste ne serait pas plutôt un handicap, plaçant les communautés noires dans une position victimaire. La « question noire » telle qu'elle se pose depuis le début des années 2000, se construit en effet autour de la mémoire de l'esclavage. Or, certaines figures médiatiques préfèrent ne pas se pencher sur cette histoire dans la mesure où elle renverrait les populations noires à une éternelle condition d'esclave. Or, comme l'affirme Édouard Glissant dans *Le Discours antillais* : « l'esclave est d'abord celui qui ne sait pas. L'esclave de l'esclavage est celui qui ne veut pas savoir » (129). Il va sans dire que connaître son histoire est important. Refuser d'être sans arrêt renvoyé à l'histoire coloniale et au statut d'esclave est compréhensible, et on ne peut en vouloir à Gaston Kelman de revendiquer son identité bourguignonne, et de vouloir passer outre le renvoi perpétuel à la période coloniale. Pourtant, la condition noire en France ne peut faire l'économie de l'histoire de l'esclavage, même si celle-ci se fait avec accroc, et parfois dans une ambiance révisionniste et assigne une identité problématique à tous les noirs de France. Lors de la publication de ses mémoires, intitulés *Mes météores, Combats politiques au long cours* (2012), Christiane Taubira affirme qu'une identité noire lui a été assignée lors des émeutes de

l'automne 2005 et que la vision des médias s'est cristallisée à ce moment-là sur des personnages de couleur à qui l'on a demandé de parler au nom d'une communauté, et en rapport avec les questions d'actualité. Dans un entretien avec Thomas Fetrot, elle confirme que c'est la conjoncture à la fois de la loi de février 2005 et des émeutes qu'elle a eu le sentiment d'être perçue comme représentante de la communauté noire. À la question : « Vous dites que vous êtes devenue noire à Paris en 2005. C'est en raison de la loi de la honte ou des émeutes en banlieue ? », Taubira répond :

C'est la loi de la honte. En fait, non, ce sont les deux. Ça commence par la loi de février.

Le cheminement et la contestation de la loi. Je suis très engagée et on fait le tour de la France. Et quand les médias commencent à s'intéresser à ça et m'invitent, je suis scotchée noire. C'est en octobre et les émeutes arrivent en novembre. Des journalistes intelligents - normalement - me posent des questions complètement idiotes! C'est à cette époque que j'écris que tous les Noirs ne sont pas mes frères et tous mes frères ne sont pas noirs. Les élites médiatiques françaises s'empêtrent, à ce moment-là, dans des clichés époustouflants.

L'année 2005 est donc selon la députée à la source d'une réflexion sur l'émergence d'une question noire en France et se réalise entre autres avec la surmédiatisation d'une population banlieusarde noire, présentée comme dangereuse, à l'image des jeunes de ghettos américains.

D'un point de vue identitaire, ces jeunes affirment leur identité par une combinaison à quatre facteurs : la francité, la citoyenneté, l'image de soi, le regard des autres. Comme l'affirme Jean-Louis Sagot-Duvaurox dans son essai *On ne naît pas noir, on le devient* (Albin Michel, 2004), les jeunes Noirs de banlieue se tournent bien souvent vers des modèles de réussite américains, ceux-ci étant bien plus présents dans la société étatsunienne qu'en France, où l'on peine à montrer des représentations positives de personnes de couleur, et où l'accès au monde du

travail et au monde politique semblent fermés, d'où d'ailleurs le mot « black » en français qui semble préférable que d'autres vocables (186-187). En banlieue se crée néanmoins une autre culture qui, plutôt que de prendre la culture américaine comme unique modèle, revient sur l'histoire coloniale pour faire émerger une nouvelle conscience noire en rapport avec la banlieue.

#### **D) La question noire dans la littérature urbaine.**

La littérature urbaine compte en son sein quelques romans traitant de la condition noire en France et comporte des thématiques développées dans l'articulation de la question noire, notamment en termes de visibilité et de représentations, mais également en relation avec la mémoire de l'esclavage et des discriminations envers les jeunes Noirs de banlieue.

##### 1) *Banlieue Noire*

*Banlieue Noire*, publié en 2006, est le premier roman de Thomté Ryam, qui fait paraître un deuxième roman *En attendant que le bus explose* en 2009. Profitant de l'intérêt des médias pour les émeutes d'octobre 2005, le jeune écrivain, d'origine tchadienne, offre à ses lecteurs un roman qui est à la fois un commentaire social sur la situation en banlieue, mais également un questionnement de l'identité noire en France. Le roman est préfacé par Lilian Thuram, joueur de football célèbre reconverti dans le militantisme. En effet, Thuram a fait partie du Haut Conseil à l'Intégration et son engagement auprès de nombreuses causes a fait de lui l'un des acteurs principaux des luttes contre les discriminations. Passionné par l'histoire de l'esclavage et ses répercussions dans la société contemporaine, il est également membre du collectif « Devoirs de Mémoires » et a fait paraître des ouvrages ayant trait à la culture noire, dont deux ouvrages importants sur la question de la présence noire en France : *Mes étoiles noires : de Lucy à Barack Obama* (2010) ainsi qu'un ouvrage en partenariat avec Pascal Blanchard : *Exhibitions* :

*l'invention du sauvage* (2011). Il a également contribué à de nombreux magazines dont *Respect Mag*, dont la ligne éditoriale rejoint ses propres préoccupations. La préface de Thuram donne d'emblée au roman de Ryam une valeur militante, mais aussi explicative quant à la relation entre les émeutes urbaines et les rapports entre la France et ses territoires d'outre-mer ainsi qu'avec ses anciennes colonies :

La forêt de banlieues qui flambe aujourd'hui n'a pas été plantée là par hasard. Après y avoir installé les parents venus le plus souvent des anciennes colonies, comme main d'œuvre émigrée pleinement employée à construire la France, l'Etat a abandonné leurs enfants, dans des lieux où sa loi ne s'applique presque plus, sauf pour réprimer— et où la seule chose qui soit rare et chère, c'est l'emploi. (7-8)

Cette préface inscrit le roman dans la lignée des travaux du groupe ACHAC dont Lilian Thuram est proche, et avec qui il a collaboré à de nombreuses reprises. Elle établit également une continuité entre le traitement des « indigènes » et celui des habitants de banlieue, et comprend un extrait du poème de Guy Tirolien qui renforce le sentiment anticolonialiste de la préface. Guy Tirolien, écrivain guadeloupéen dont l'engagement politique dans le mouvement de la négritude lui a permis de côtoyer Aimé Césaire, Léon-Gontran Damas, et Léopold Sédar-Senghor a eu de nombreux contacts avec l'Afrique et les Antilles. Ses connaissances de l'Afrique l'ont notamment conduit à se pencher sur une question noire qui dépasse les frontières géographiques. En effet, ayant été administrateur colonial au Mali et au Cameroun, et il a préféré militer pour une cause noire dans son ensemble plutôt qu'à une division entre d'une part la communauté africaine et d'autre part la communauté antillaise. Son poème *Prière d'un petit enfant nègre* (1943) suggère un refus de l'assimilation et une méfiance envers une histoire nationaliste :

Les nègres vous le savez n'ont que trop travaillé

pourquoi faut il de plus  
 apprendre dans des livres  
 qui nous parlent de choses  
 qui ne sont point d'ici .  
 (...)

Seigneur je ne veux plus aller à leur école.

Ce poème, publié dans *Balles d'or* (1960) se donne à lire comme une contestation des idéaux républicains niant les particularités des citoyens de cette république, et une méfiance vis-à-vis des valeurs inculquées à l'école et du parti-pris qui fut d'occulter le passé colonial français dans les programmes d'histoire. L'inscription de ce poème de Tirolien par Thuram dans la préface de *Banlieue Noire* permet d'établir un sentiment de filiation entre les trois écrivains et concourent à la transmission d'un sentiment anticolonial à trois périodes différentes. En partant d'un extrait d'un poème écrit en 1943, Thuram, star des années 90 et du mouvement Black Blanc Beur (qui atteint son apogée en 1998 lors de la victoire des Français à la coupe du monde de football), passe le relais de sa lutte dans un roman « post-émeutes », publié en 2006.

Le roman raconte une journée pour le moins mouvementée dans la vie de Sébastien, qui voit son avenir dans le football, d'où le fait que Lilian Thuram se soit identifié au personnage de Ryam, ce qu'il confirme dans la préface lorsqu'il écrit : « ça aurait pu être ma propre histoire » (7). Sébastien est un adolescent facilement influençable, dont le destin de footballeur est mis en danger par ses fréquentations pour le moins douteuses. Alors que son talent commence à être reconnu, des sélectionneurs nationaux commencent à s'intéresser à lui, et il se rapproche chaque jour d'une carrière assurée dans le football. Pourtant, avec ses amis Farid, Christophe et Djamel, il traverse des moments difficiles dans la cité Louis Armand, et le roman se déroule sur une

journée où à chaque moment, tout peut basculer pour Sébastien et ses amis qui sont à la limite de la légalité. La soirée à laquelle ils participent se finit de manière tragique puisque à la suite d'une altercation avec des ambulanciers, Sébastien et ses amis se retrouvent au cœur d'une bataille qui va empêcher l'ambulance de secourir un habitant de la cité. Il s'avère que cette personne est la mère de Christophe, qui succombe à une crise cardiaque, faute de ne pas avoir été secourue à temps. Christophe, inconsolable, se donne la mort, ce qui plonge Sébastien et ses amis dans un sentiment de culpabilité extrême, le conduisant à un an de prison ferme, ce qui mettra un terme à sa carrière dans le football. Ryam décide donc de donner une vision différente du parcours de Lilian Thuram qui n'est pas celle du succès, mais plutôt du basculement d'un joueur de football dans la tragédie.

Le personnage de Sébastien, bien que né au Bénin, n'a que peu de rapports avec son pays d'origine :

Je m'appelle Sébastien, un jeune Africain aux mensurations convenables : 1,75m pour 75 kilos. J'ai été adopté au Bénin par un couple de Blancs qui parcourait l'Afrique au début des années 1980. De mon passé là-bas, de mes origines, je ne connais pas grand-chose, et il est difficile pour moi d'en parler. (13)

L'identité de Sébastien n'est donc pas exactement prise entre deux cultures, comme c'est le cas pour le personnage de *Sarcelles-Dakar* par exemple, et le roman ne donne que peu de pistes quant à une éventuelle réflexion sur la condition noire en France. Toutefois, le personnage montre une certaine lucidité face aux problèmes qui minent la vie des jeunes banlieusards, notamment face aux discriminations quotidiennes dont ils sont les victimes, et tout particulièrement les fameuses « bavures policières » qui, selon leur médiatisation ou leur occultation, provoquent de manière récurrente la colère des jeunes de cités. Il semble utile ici de

rappeler que les émeutes de novembre 2005 ont commencé à la suite d'une faute de la part de policiers qui ont poursuivi deux jeunes décrits à tort comme étant des cambrioleurs. La haine de la police de certains jeunes s'explique en partie par la perception qu'en ont les jeunes de banlieue et parce que symboliquement elle représente le pouvoir étatique, qui tout en délaissant les cités, y a accru sa présence de manière répressive. Dans *Banlieue Noire*, certaines réflexions de Sébastien font transparaître le dégoût ressenti par les jeunes pour les instances étatiques :

Nous crachons aux visages de ceux qui portent l'uniforme, quel qu'il soit, et encore plus lorsqu'il est porté par des personnes d'origine étrangère. Pour nous, ce sont des traîtres, des complices de l'État. L'État est infiniment répressif et la répression, on sait tous quelle frange de la population elle touche. On sait qui sont les hommes que les flics tuent, et qui on enferme plus facilement que d'autres. On est nés dans ce pays, on a grandi dans ce pays, mais avec toutes ces inégalités, on ne se sentira jamais occidentaux. Nous n'avons pas le même sang et ça se voit rien qu'à nos têtes. (30)

L'accusation portée contre le pouvoir étatique et les interventions du gouvernement ou de la police en banlieue est sans appel, et pousse ces jeunes à se désolidariser d'une identité française qui se construit apparemment sans (ou contre) eux. Alors que certains jeunes se tournent vers leur pays d'origine, même si ces liens sont parfois très minces et qu'ils n'en connaissent que peu de choses, pour Sébastien, le personnage de *Banlieue Noire*, il est impossible de se tourner vers une identité béninoise, et il se fait donc le porte-parole d'une génération qui a grandi en France et dont les préoccupations sont bel et bien françaises. Le manque de liens avec le Benin ne l'empêche pourtant pas d'éprouver une certaine solidarité avec le peuple noir et de faire le constat d'un rapport de domination qui se traduit, en France, par une ségrégation urbaine, avec, d'une part, les ghettos riches, et d'autre part, les banlieues pauvres. Thomté Ryam établit

d'ailleurs un parallèle entre la situation en Afrique et celle en France où l'on assiste à une prise de conscience de ces rapports de pouvoir, notamment en banlieue :

Dans notre coin, et selon l'avis général, le blanc est la couleur de la domination. Ce sont eux, en majorité, qui réussissent et nous, les plus foncés, qui échouons. Ce sont eux qui pillent nos richesses en Afrique et nous qui subissons. Ce sont eux qui vivent dans les beaux quartiers et nous dans les endroits sordides. C'est eux et nous ; nos coutumes héritées des pays de nos parents, et les leurs. De l'Afrique jusqu'en Amérique du sud, c'est le même schéma : le monde leur appartient. (29)

L'auteur tente de forger un sentiment de solidarité entre populations noires du monde et par la même occasion de tirer une conclusion sans appel : il existerait en France une relation irréconciliable entre Blancs et Noirs (le « eux » contre le « nous ») avec, en plus de la ségrégation géographique, des coutumes propres qui empêcheraient le vivre-ensemble préconisé par le collectif Qui Fait la France ?

Finalement, Ryam n'offre pas exactement de réflexion quant aux relations du personnage avec son pays natal. La question est totalement évincée, ce qui nous laisse à penser que pour bon nombre de jeunes de banlieue, les liens avec le pays natal se font de plus en plus distants et que la lutte pour la reconnaissance doit se faire intra-muros, sans nécessairement préconiser un retour vers le pays d'origine afin de « découvrir ses racines », selon l'expression éculée. Le titre lui-même *Banlieue Noire*, pourrait indiquer que l'auteur fait référence à un territoire ségrégué, tel qu'il l'est dans le film d'action *Banlieue 13*, mais également aux fameuses banlieues rouges, indiquant ainsi que l'on serait passé en France d'une menace communiste à une menace ethnique, la banlieue étant toujours un territoire dangereux pour l'establishment politique. Le roman se termine sur le présent de Sébastien, dont l'avenir semble compromis, son séjour en prison ayant

mis fin à sa carrière de footballeur. Sa correspondance avec son ami Mobi, reparti en Côte d'Ivoire, conclut tout de même sur une note mitigée quant à la situation des Noirs en France :

Avec Mobi, on s'écrit beaucoup, nous n'avons jamais rompu le contact. Il suit ses études en Côte d'Ivoire. Il veut revenir. C'est difficile pour lui : ça fait deux ans qu'il demande un visa pour la France. Je lui dis de rester dans ce pays, qu'ici c'est nul. Mais il ne veut rien savoir. J'en déduis alors qu'ici c'est peut-être pas si mal tout de même. (167)

## 2) *Sarcelles-Dakar*

Contrairement à *Banlieue Noire*, dans *Sarcelles-Dakar*, publié par Insa Sané en 2006, la question identitaire se pose entre deux pôles que le personnage tente de réconcilier : Paris et la capitale sénégalaise. Sané a récemment été présenté par France Culture comme « un des auteurs majeurs de sa génération ». Cet écrivain, né à Dakar, mais installé sur le sol français depuis l'âge de neuf ans, a plusieurs cordes à son arc, est également acteur et slameur. Ses romans qui s'inscrivent dans la mouvance urbaine, se veulent ancrés dans une réalité très actuelle, avec bon nombre de mentions d'évènements récents, notamment ceux concernant le monde noir et l'actualité des banlieues. Comme il le souligne lui-même lors d'un entretien avec La Fringale littéraire :

En réalité, même si la colonne vertébrale de ma saga est d'ores et déjà bien dessinée, je ne suis pas hermétique à l'actualité. Les émeutes de banlieue de novembre 2007 (Villiers-le-Bel) et l'élection d'Obama ainsi que la crise financière de 2008, ont eu une résonance sur mon travail d'auteur.<sup>65</sup>

---

<sup>65</sup> Interview avec Insa Sané : [http://www.lafringalelitteraire.com/Insa-Sane-en-interview-le-lascar-de-la-litterature-urbaine-revient-avec-un-roman-mature-ancre-dans-notre-epoque\\_a178.html](http://www.lafringalelitteraire.com/Insa-Sane-en-interview-le-lascar-de-la-litterature-urbaine-revient-avec-un-roman-mature-ancre-dans-notre-epoque_a178.html) consulté le 17 mai 2012.

Le roman *Sarcelles-Dakar* retrace le parcours de Djiraël, un jeune homme sur le point d'effectuer un séjour au Sénégal bon gré mal gré sur l'insistance de sa mère. Cette dernière pense en effet que ce séjour en Afrique donnera à Djiraël un but dans la vie et lui permettra de renouer les liens avec son père installé au Sénégal. *Sarcelles-Dakar* alterne descriptions réalistes de la vie quotidienne du personnage et envolées lyriques, notamment par le biais d'un personnage féminin dont la voix hante tout le roman, mais dont le lecteur ignore l'identité jusqu'à la quatrième partie du roman intitulée « Une étrange rencontre ». Dans cette partie, Djiraël se trouve dans la nature sénégalaise, et fait la rencontre d'un curieux vieillard qui lui raconte son histoire pendant plusieurs pages, prenant ainsi la relai de la narration, avec une voix différente, ce qui donne au texte un dimension autre, moins terre-à-terre, plus onirique. En effet, de la page 129 à 166, c'est Kadiom, le vieillard, qui, dans la tradition orale africaine, entraîne Djiraël dans le récit de sa vie et de son histoire d'amour avec une jeune fille, Maléguène, qui fait non écho non seulement à l'histoire entre Djiraël et Farah, mais qui de plus ouvre de nouvelles perspectives pour Djiraël. En effet, après avoir réfléchi à l'histoire entre Kadiom et Maléguène, Djiraël se sent plus en prise avec son identité d'homme africain, comme s'il avait découvert une part de lui-même qu'il avait négligé jusqu'alors :

Depuis ma rencontre avec Kadiom, quelque chose avait changé, je me sentais plus léger (...). J'avais grandi en France, où tout était rationalisé. J'avais été élevé dans un univers où tout était justifié par des calculs, des théorèmes et des preuves. Mon enfance, bercée par la rue, m'avait appris que le naïf avait très peu de chance de survivre. (173)

Le voyage au Sénégal de Djiraël se solde par un renouveau de sa foi, une foi syncrétique, à mi-chemin entre catholicisme et animisme africain, et l'amène à repenser sa condition en tant que français et personne de couleur. En effet, à plusieurs reprises, Djiraël est confronté à un

positionnement identitaire qui le rapproche tour à tour de la France ou du Sénégal. Dans le chapitre nommé « Francenabé », Djiraël est perçu comme « un petit Sénégalais de France qui vient ici avec plein de billets » (76), identité qu'il refuse, même s'il est conscient que pour un grand nombre de ses relations et membres de sa famille, il représente un archétype de l'immigré qui revient au pays natal pour montrer son succès. De nombreux romans et documentaires contemporains africains explorent d'ailleurs cette figure, qui pose la question de la réussite des immigrés Africains francophones en France. Pour Omar Ba, auteur de l'essai *Je suis venu, j'ai vu, je n'y crois plus* (2009), le constat est sans appel : les multiples démarches administratives et les prises de risque encourues ne valent pas le départ d'Afrique. Comme il l'indique sur le quatrième de couverture : « je veux faire comprendre aux jeunes d'Afrique que cette Europe ne vaut pas de risquer sa vie, car on y vit, comme partout ailleurs, avec des souffrances, des impasses et des échecs récurrents ». L'image de la France comme état-providence que perpétuent certains immigrés, le plus souvent pour dissimuler leurs propres difficultés, est donc mise à mal dans l'essai d'Omar Ba, et la source d'interrogations dans *Sarcelles-Dakar*. Djiraël prend conscience que même s'il est l'objet de discriminations, sa situation en France reste néanmoins enviable pour ses cousins au Sénégal. Pourtant, par rapport aux Français « de souche », la condition des noirs en France reste enfermée dans des stéréotypes hérités de l'époque coloniale, où même la couleur noire reste connotée de manière négative. Lors d'une discussion avec son ami Youba, Djiraël et ce dernier font le constat de la recrudescence de contrôle d'identité dans les transports en commun, et des discriminations de la police par rapport à leur couleur :

Tu vois dans ce pays, on est que du noir. Noir comme tout ce qui est pas blanc. Noir comme tout ce qui brille pas. Noir comme le bonheur est pas noir. Noir comme le Blanc

voit le Noir de ses yeux de Blanc. Noir, tout noir. Et en plus on veut que je garde ce que j'ai à dire dans une boîte noire. (23)

Tout comme le personnage de Sébastien dans *Banlieue Noire*, qui constate que « le blanc est la couleur de la domination » (29), Djiraël et Youba se rendent compte que même s'ils sont français, il existe de la part de la société française, le besoin constant d'associer les populations noires à un ailleurs, comme si le fait d'être noir et français était incompatible. D'ailleurs, lorsque les policiers demandent à Youba de décliner son identité, et que celui-ci répond qu'il s'appelle Jean-Michel Jacques, les policiers se moquent de lui, en affirmant que Jean-Michel Jacques ne peut être son nom, car celui-ci devrait avoir une consonance africaine. Rama Yade, dans son livre *Noirs de France*, explique que beaucoup de Français qu'elle rencontre ne se satisfont pas de ses origines françaises et cherchent toujours à savoir « d'où elle vient vraiment » (7). Dans son chapitre « Penser les discriminations raciales », Pap Ndiaye affirme que la traditionnelle « lutte contre le racisme » s'est transformée dans les années 2000 en « lutte contre les discriminations » sans pour autant être plus efficace et que, dans le domaine du travail, beaucoup de jeunes diplômés noirs fuient la France pour la Grande-Bretagne ou les États-Unis, réputés plus favorables à l'embauche de personnes de couleur (264). L'expérience de Djiraël en France est celle de discriminations répétées ; pourtant son séjour au Sénégal lui ouvre les yeux sur les conditions difficiles dans lesquelles évolue la jeunesse sénégalaise pour qui la France reste un pays d'opportunités.

Dans *Sarcelles-Dakar*, Insa Sané décrit le séjour en Afrique comme une expérience très bénéfique pour le jeune Djiraël qui semble avoir répondu à son questionnement identitaire en effectuant non pas un retour au pays natal, puisqu'il est né en France, mais dans le pays de ses parents, permettant ainsi une réconciliation avec une partie de son histoire, même si cette histoire

est surtout celle de ses parents. La prise de conscience d'une autre réalité, et le développement de sa foi, ainsi que son goût pour les contes oraux renforcent un sentiment de solidarité entre son identité de « banlieusard » et celle d'un jeune homme d'origine sénégalaise. Le titre du roman lui-même suggère un lien entre les deux identités, et réaffirme une identité banlieue qui supplanterait une identité parisienne. En effet, le titre du roman n'est pas Paris-Dakar, ce qui évoquerait d'ailleurs la célèbre course automobile, mais *Sarcelles-Dakar*, Sarcelles étant la ville natale de nombreuses célébrités dans le domaine des arts (dont le réalisateur Malik Chibane par exemple, qui donne un rôle à Insa Sané dans son film *Voisins Voisines*, sorti en 2005). Ce lien entre deux endroits, une « banlieue noire » et un pays d'Afrique, en l'occurrence, le Sénégal, est important car il établit une solidarité et une meilleure compréhension de la condition noire en banlieue parisienne. Le voyage au Sénégal de Djiraël permet une prise de conscience, sur place, des vestiges de la colonisation, et suscite par la suite une véritable réflexion sur la manière dont certaines banlieues sont gérées, un peu à la manière d'un territoire colonial. Lors de son arrivée dans la banlieue de Dakar avec sa famille, Djiraël affirme :

Nous pénétrions à chaque pas un peu plus dans ce décor semblable une série de photos en noir et blanc. Une cité de coopérants avait poussé au beau milieu de ce qui jadis était un champ de cocotiers. Vestiges de la colonisation française, ces immeubles se dressaient hauts et fiers. La domination d'un monde sur un autre. (69)

*Banlieue Noire* et *Sarcelles-Dakar* abordent la banlieue à travers plusieurs thèmes en commun, notamment le sport (le football joue un rôle central dans le livre de Ryam, mais est également présent dans *Sarcelles Dakar* puisque l'un des personnages, Daddy, est un futur champion de football) et l'utilisation de poésie (dans la préface pour *Banlieue Noire*) ou d'une poétique (par l'intermédiaire du fantôme Kediom dans *Sarcelles-Dakar*). Les deux romans abordent également

les tensions entre une Afrique mythique et une Afrique réelle, que seul *Sarcelles-Dakar* explore de manière profonde puisque tout le roman est basé sur le voyage de Djiraël au Sénégal, mais le regard vers l'Afrique joue un rôle important dans la prise de conscience d'inégalités et de discriminations sur le territoire français et en particulier en banlieue.

Pour certains auteurs urbains, le regard ou le retour vers l'Afrique n'est pas important ; pour d'autres, il est crucial, parce qu'il permet une prise de conscience des répercussions de la colonisation sur la société actuelle.

### 3) *Qu'Allah bénisse la France*

Dans son autobiographie intitulée *Qu'Allah bénisse la France* (2004), Abd Al Malik, auteur français d'origine congolaise, établit la différence entre les jeunes de banlieue qui connaissent l'Afrique et ceux qui ne la connaissent pas.

Je me souviens encore de Poto-Poto, dans la banlieue de Brazzaville, où habitait la famille de ma mère. Avec mes grands-parents, mes oncles et tantes, mais surtout mes cousins et cousines, nous passions des journées rayonnantes de joie et de lumière. Ces moments restent à jamais associés dans mon esprit à l'amour de la famille et du Congo. Je comprends aujourd'hui que je me suis construit, tout petit, dans une stabilité affective et le respect des adultes, dont j'ai tant de fois lu l'absence dans le regard de certains de mes amis noirs des cités de France, ceux qui n'avaient jamais connu l'Afrique. (13)

Pour l'écrivain, grandir au Congo semble avoir eu des bienfaits quant à sa relation avec les autres, mais aussi quant à sa propre perception du monde. Sa vision optimiste de l'Afrique va à l'encontre de l'image qu'en donne parfois la littérature française dans son ensemble, et qu'en ont

les jeunes de banlieue qui évoluent dans un monde capitaliste où l'argent constitue le but à atteindre, au mépris du développement personnel.

Abd Al Malik est né à Paris d'un père haut fonctionnaire congolais. Il vit au Congo, à Brazzaville, entre 1977 et 1981, où il habite avec sa famille, qui retourne en France en 1981, pour s'installer dans un HLM du quartier de Neuhof à Strasbourg. Abd Al malik est alors entraîné dans la délinquance (vol à la tire, trafic de drogue...), mais parvient néanmoins à s'en sortir, et à poursuivre ses études pour obtenir une double licence de philosophie et de lettres classiques à l'Université Marc Bloch. Ses influences sont éclectiques et il semble informé aussi bien par Frantz Fanon que Jacques Derrida, dont il cite parfois le nom dans des slams. Comme il l'écrit dans son autobiographie, grandir en France s'avère pour lui difficile, et le regard vers une culture centrée sur l'Afrique semble nécessaire à son développement personnel. Dans ce sens, il rejoint les préoccupations d'Insa Sané qui dans *Sarcelles-Dakar*, donne au personnage l'occasion de connaître un renouveau spirituel lors de son voyage au Sénégal. Ce regard vers l'Afrique permet à Abd Al Malik une prise de conscience nécessaire de son identité noire, qu'il affirme également au travers de la lecture d'auteurs comme Cheikh Anta Diop ou Aimé Césaire. Ces lectures informent ainsi sa connaissance des rapports entre la France et l'Afrique et le rendent conscients des liens entre la période coloniale et les réalités postcoloniales de la France, notamment en banlieue, et le pousse à adopter le nom d'Abd Al Malik (son vrai nom étant Régis Fayette-Mikano). Lors d'un entretien pour *Africultures*,<sup>66</sup> Abd Al Malik n'hésite pas à attribuer le malaise que connaissent les jeunes Noirs de France à un manque de connaissance de leur histoire ainsi qu'à une perception des Noirs héritée directement de l'époque coloniale. À la question que lui pose le journaliste Ayoko Mensah : « Il y a aujourd'hui un véritable malaise, pour ne pas dire

---

<sup>66</sup> Entretien avec Abd Al malik. *Africultures*: <<http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=4610>>

un ras-le-bol, chez de nombreux jeunes Français d'origine africaine. Est-ce votre cas ? », Abd Al Malik répond :

Il y a un vrai problème aujourd'hui dans ce pays mais je refuse de céder au défaitisme. La France a une plaie béante liée à son histoire qu'elle refuse d'assumer. Tant que cette part sombre ne sera pas acceptée et dépassée, les choses ne pourront pas changer, la plaie ne pourra pas cicatriser. Aujourd'hui, les victimes souffrent encore, les jeunes des cités ne trouvent pas leur place dans ce pays. Tandis que les héritiers du colonialisme n'arrivent pas à reconnaître les erreurs passées. Au contraire, les politiques ont voulu faire passer une loi pour enseigner le rôle positif de la colonisation. Il y a vraiment un problème.

Abd Al Malik est un auteur particulièrement intéressant puisqu'il réussit à recevoir des récompenses officielles (Chevalier des Arts et des Lettres en 2008) sans pour autant perdre de sa crédibilité auprès des jeunes qu'il représente, et qu'il parvient de surcroît à naviguer par-delà les stéréotypes usuellement attribués aux jeunes de banlieue. En effet, le rappeur et écrivain cumule plusieurs référents identitaires qui pourraient lui nuire, puisqu'il est à la fois noir, mais aussi musulman. Or, plutôt que de lui nuire, ces deux référents semblent concourir à le rendre plus charismatique. On peut imaginer que son statut d'écrivain lui confère une certaine crédibilité auprès du public, et qu'il n'apparaît donc pas comme menaçant. De même, ses influences franco-françaises aussi bien en chanson qu'en poésie, ainsi que l'appui de personnalités comme Juliette Gréco, qui écrit la préface à son deuxième roman *La guerre des banlieues n'aura pas lieu* (le Cherche-midi, 2010) concourent à l'inscrire dans une tradition de chanson contestataire plus acceptable (celle de Léo Ferré par exemple) et plus aisément reconnaissable pour une population plus âgée. Peut-être est-ce également, comme le souligne Eric Macé dans son article « Postcolonialité et francité dans les imaginaires télévisuels de la nation » (publié dans *Ruptures*

*Postcoloniales*), que le discours d'Abd Al Malik ne s'inscrit pas dans la revendication évidente et prévisible du rap français contestataire :

Il est certes chanteur noir de rap, mais il est en rupture morale revendiquée avec la tradition contestataire du rap et les caricatures du gangsta-rap américain, s'inscrivant au contraire dans la tradition d'une chanson française pleine de références littéraires. Il est certes musulman, mais il ne l'est pas par tradition ou par proximité ethnique ; il l'est devenu par une démarche personnelle, réfléchie, de conversion : venu du catholicisme et converti une première fois à un islam communautaire et fondamentaliste, il s'est converti de nouveau à un islam plus spirituel et plus individuel, le soufisme. (401)

Abd Al Malik semble donc réunir de nombreux éléments qui font la France d'aujourd'hui, et rappelle le manifeste du collectif *Qui fait la France ?* qui prône l'amour de la France tout aussi bien que l'Afrique. Il revendique à la fois une identité banlieusarde et une identité africaine, ce qui lui a rendu possible de par son long séjour au Congo ainsi que par son enfance passée dans la banlieue lilloise. La vision qu'il donne de l'Afrique n'est donc ni idéalisée, ni misérabiliste : elle est nourrie de vécu et de lectures. L'écrivain affirme avec son deuxième roman que « la guerre des banlieues n'aura pas lieu », en référence à la célèbre pièce de Jean Giraudoux, et qu'il faudrait arrêter de parler des banlieusards comme s'ils n'étaient pas français, renforçant ainsi la rupture entre la capitale et la périphérie : « est-ce qu'on parle des banlieues ou est-ce qu'on parle de la France ? Est-ce qu'on parle d'une partie ou est-ce qu'on parle d'un tout ? De quoi parle-t-on ? » (19). A cet égard, le regard vers l'Afrique n'est pas un moyen de se détourner de la France comme on pourrait l'imaginer, mais une façon de la confronter à un continent avec qui elle partage une histoire commune, et dont les habitants changent le visage de la France depuis maintenant cinq décennies au moins.

#### 4) *Banlieue Voltaire*

Le roman *Banlieue Voltaire* de Didier Mandin, publié aux éditions Desnel (à Fort-de-France) en 2006, diffère légèrement des autres romans étudiés dans la mesure où l'accent est mis sur une population non pas africaine mais antillaise d'une banlieue fictive de Paris appelée Morcy. Bien que les personnages du roman soient issus d'horizons variés, le personnage principal surnommé Voltaire, ainsi que son meilleur ami Ludo, sont des « négropolitains », c'est-à-dire des Français d'origine antillaise. Le personnage principal, Voltaire, doit son surnom à une réponse malheureuse lors d'un cours de français, enseigné par monsieur Lagrange, dans lequel il s'était assoupi. Lorsque le professeur lui demande qui était l'auteur de l'œuvre *Les Misérables*, il répond « Voltaire », et le surnom lui reste tout au long de ses études. Le choix du nom du personnage n'est peut-être pas anodin pour Didier Mandin, tant il évoque un auteur « classique » français dont l'attitude face à l'esclavage reste ambiguë, même si sa tristement célèbre description des Noirs dans son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* est pour le moins accablante :

Leurs yeux ronds, leur nez épaté, leurs lèvres toujours grosses, leurs oreilles différemment figurées, la laine de leur tête, la mesure même de leur intelligence, mettent entre eux et les autres espèces d'hommes des différences prodigieuses. Et ce qui démontre qu'ils ne doivent point cette différence à leur climat, c'est que les nègres et les négresses, transplantés dans des pays les plus froids, y produisent toujours des animaux de leur espèce. (6)

Le roman s'ouvre sur la réaction de Voltaire à des journalistes venus faire une enquête sur les banlieues et en particulier sur le personnage de Ludo, véritable célébrité locale. Voltaire est bien conscient de la vision quelque peu déformée que donnent les médias sur les sujets touchant à la

banlieue, qui se cantonnent bien souvent soit à une vision alarmante, soit à une exception qui confirmerait la règle, et reste donc méfiant à l'égard des journalistes.

Dans son roman, Didier Mandin, trentenaire d'origine guadeloupéenne ayant grandi dans la région parisienne, s'attache particulièrement à la représentation des Noirs en France, et à la façon dont ils demeurent les grands oubliés des publicitaires, tout du moins en tant que cibles de marché, mais restent caricaturés, parfois jusqu'à l'extrême, dans des publicités, pour le chocolat par exemple, comme c'est le cas pour la marque Banania dont le slogan « Y'a bon » ainsi que les caricatures de noirs aux grosses lèvres et au nez épaté, étaient jusque dans les années 2000 le syndrome d'un racisme complètement banalisé. Le collectif des Antillais, Guyanais et Réunionnais a d'ailleurs déposé en mai 2005, une plainte devant le tribunal de grande instance de Nanterre; contre une publicité dont ils estiment qu'elle « joue de l'image des noirs sans le moindre respect », ce qui conduit au retrait du slogan « Y'a bon Banania » de l'institut national de la propriété industrielle, et mène à la création en 2009 des Y'a bon awards décernés aux commentaires les plus racistes faits par des personnalités françaises. En réponse à ces représentations jugées négatives, Didier Mandin dirige depuis 2005 A-KA (Afro-Karibbean Awareness), une société de marketing ethnique, qui vise à établir les besoins des communautés afro-caribéennes en France métropolitaine. Ses actions dans le domaine de la publicité témoignent de son engagement pour la cause afro-caribéenne, et de sa prise de conscience que l'heure est venue de riposter face aux discriminations et actes racistes banalisés dans les médias :

j'ai beau être métis à la peau très claire, je suis un «négropolitain». Je parle, je danse et je mange antillais. Dans la Haute Finance, j'ai côtoyé des gens très diplômés mais très cons, capables de sortir des réflexions xénophobes sans imaginer que je pouvais être concerné.

Nos parents ont accepté d'être mal considérés sans broncher. Ma génération ne demande plus le respect, elle l'impose» (*Le Nouvel Observateur* 13/04/2006)

Dans *Banlieue Voltaire*, Mandin établit d'emblée un lien entre la vie aux Antilles et la condition antillaise en France, comme s'il voulait montrer, depuis la métropole, une solidarité avec la situation aux Antilles. En outre, tout comme Insa Sané affirme inclure l'actualité noire dans son roman, Mandin est lui aussi sensible aux événements qui agitent les Antilles lors de la rédaction de ce roman, c'est-à-dire les grèves contre la vie chère de 2009. Se rendant compte que les Antilles sont présentes dans les actualités à cause des grèves contre la vie chère, l'auteur insère cette soudaine visibilité dans son roman en rétorquant aux journalistes:

Ludo, exemple type de ce que produit la banlieue-dortoir ? Ouais si on veut...(…). Ah vous vouliez un Noir qui a fait des études pour montrer...qu'en France...on peut être Noir et avoir fait des études (...). Oui, c'est vrai que ça bouge chez les ultramarins en ce moment, et il faut que vous aussi vous surfiez sur la vague... (7)

Le ton légèrement ironique du personnage montre bien que l'attention que porte les médias sur la situation aux Antilles est toute récente, et peut être qualifiée d'opportuniste : l'expression « surfer sur la vague » attire l'attention sur le caractère intéressé des journalistes, non pas parce qu'ils ont un véritable intérêt pour les grèves aux Antilles mais parce que le sujet est « à la mode ».

Le roman se donne à lire comme un véritable éloge à la culture antillaise, même si l'on devine que cette dernière reste assez distante. Mandin éprouve le besoin ancre son roman dans des réalités créoles dès les premières pages et inclut des nombreuses références à ce qu'il considère être sa culture : ainsi fait-il allusion, sur le ton de la plaisanterie aux variations entre français standard et créole, et à l'accent antillais en soulignant que : la « wonte » est pire que la

« honte » (13). On trouve également de un clin d'œil à Patrick Saint-Éloi, « une des plus belles voix antillaises » (14) ou des références au zouk (64). De même, certains personnages, dont les parents de Voltaire ou de Ludovic, s'expriment en créole dans le roman, sans qu'il n'y ait de traduction, peut-être un clin d'œil au besoin d'opacité dont se réclament les écrivains de la créolité.

Le questionnement identitaire demeure une question centrale du roman. Lorsque Voltaire s'interroge sur la condition noire et en particulier antillaise, et demande à Ludovic ce que signifie être antillais, Ludovic répond : « Je sais pas, Voltaire » (91). Ces interrogations ponctuelles mènent à un questionnement plus profond, qui bien que n'étant pas le thème principal du roman, infiltre tout le texte. Alors que Abd Al Malik parvient à travers ses lectures à forger son identité noire, le personnage de Mandin peine à trouver, dans la littérature antillaise, des réponses à ces interrogations. Lorsqu'il demande à son ami Ludovic des clarifications sur les divers mouvements antillais que sont la négritude, l'antillanité ou la créolité, il fait face à un mur :

Il m'a dit qu'il avait tenté de lire des bouquins écrits par d'illustres écrivains antillais sur la négritude, la créolité et plein de trucs comme ça, des bouquins d'Aimé Césaire et tout ça... Il n'a rien compris (...). Faut pas croire, y a plein d'écrivains antillais balèzes. Ludo m'a dit qu'il y en avait même un qui avait gagné le Goncourt au début des années 90.

(92)

Les références aux écrivains Antillais, tels qu'Aimé Césaire et Patrick Chamoiseau, vainqueur du prix Goncourt en 1992, montrent le manque d'impact de ces écrivains sur la communauté antillaise. Peut-être est-ce à cause du souci d'opacité de ces écrivains, qui tendent à rendre la lecture difficile, ou de manque de promotion de ces ouvrages en France métropolitaine qui ne sont que rarement inscrits au programme. Toujours est-il que l'on ne peut que constater un écart

entre la richesse de la littérature antillaise et sa réception par les Antillais. Comme l'affirment les écrivains eux-mêmes,<sup>67</sup> leurs œuvres peinent à être lues non seulement à cause du prix du livre, mais également de l'éloignement, physique ou symbolique de ces écrivains qui sont publiés par des grandes maisons d'édition parisiennes et dont l'écriture peut paraître opaque.

Une des questions que Voltaire traite dans le roman est justement celle de la migration des Antillais vers la France métropolitaine. Grâce à des références à la vie des parents de Voltaire et Ludovic, Mandin retrace les parcours de toute une génération d'Antillais qui s'est installée à Paris et dans sa banlieue dans les années 1960, avec la mise en place par le gouvernement des BUMIDOM (BUreau pour les MIgrations intéressant les Départements d'Outre-Mer), bureau chargé officiellement d'organiser les départs et les arrivées des Antillais, ce qui a pour conséquence un déplacement massif des Antillais en métropole (le sociologue Claude-Valentin Marie estime que dans les années 1990, un Antillais sur quatre né aux Antilles a établi sa résidence en métropole. Cette génération est partagée entre la culture du pays natal et la vie en France métropolitaine, alors que celle de Didier Mandin est fermement ancrée dans la métropole. Lorsque Voltaire brosse le portrait de Madame Rizor, la mère de son ami Sylvain, il insiste sur le déchirement de cette dernière et des difficultés à s'installer dans la banlieue parisienne. L'auteur parle même de « déportation volontaire » (152). Il n'est pourtant pas question pour Mandin d'idéaliser la vie à la Guadeloupe ou à la Martinique. Lorsqu'il évoque le parcours de Madame Oprion, l'auteur déclare :

Elle est de cette génération d'Antillais qui a connu le pays sous un autre jour que celui des touristes en manque de soleil. Oh, bien sûr, les souvenirs heureux sont légion, et

---

<sup>67</sup> On peut consulter à ce sujet l'excellent mémoire d'Elsa Doublet : *Diffusion et réception de l'auteur antillais francophone contemporain : les cas de Maryse Condé et Patrick Chamoiseau*. Mémoire de Master 2. Septembre 2009, consultable sur le site suivant : < [http://dumas.ccsd.cnrs.fr/docs/00/43/78/52/PDF/Doublet\\_Elsa\\_Memoire\\_M2\\_sans\\_images.pdf](http://dumas.ccsd.cnrs.fr/docs/00/43/78/52/PDF/Doublet_Elsa_Memoire_M2_sans_images.pdf)>

l'attachement à l'île reste intact, mais tout n'a pas toujours été facile, ce n'était pas toujours « grand luxe » à cette époque, et disons que la vingtaine d'années passées là-bas, avant l'exil, a généré des gens « doubout' », pas des gâtés plein de jérémiades. (31)

Le personnage de Voltaire insiste à de nombreuses reprises pour retracer la vie de la génération de ses parents et inscrit ainsi une histoire de l'immigration antillaise dans son roman, car bien qu'il ne fasse pas partie de cette génération, une bonne connaissance de l'histoire de ses parents lui semblent primordiales.

D'autre part, tout comme pour les romans de Thomté Ryam, d'Insa Sané et d'Abd Al Malik, le roman de Mandin présente de nombreuses références au passé colonial français. *Banlieue Voltaire* va même plus loin que les autres textes dans une certaine mesure, puisqu'il est directement informé par les débats autour de la repentance coloniale qui surgissent en France depuis le début des années 2000, ainsi que par les travaux du groupe ACHAC, dont le premier ouvrage ayant eu une large couverture médiatique traite des zoos humains (*Zoos humains: au temps des exhibitions humaines*, 2004). Lors d'un dialogue avec son ami, sur le manque de représentation de personnes noires dans les médias, Voltaire affirme :

Quand je lui dis que l'époque des Pygmées dans les zoos est révolue depuis belle lurette, lui me répond que si je regarde bien la télé française, je constate que pour les Noirs et les Arabes, on en est toujours au même point. (18)

A ma grande surprise, Ludo m'a répondu que l'Education Nationale fait son job : elle s'adresse à des êtres indifférenciés, des particules de République partageant légalement une histoire commune (...). Mais surtout elle devra veiller à ce que cette histoire ne soit pas enseignée à travers des prismes de lecture multi-centenaires, ceux-là même qui font passer des lois vantant les mérites de la colonisation dans les manuels scolaires. (93)

Ces deux citations montrent à quel point une nouvelle génération d'écrivains est informée, non seulement par l'expérience de leurs parents, mais également par le développement en France des études postcoloniales, et transmettent ce savoir dans leurs œuvres afin d'informer à leur tout les lecteurs.

Au-delà du ton revendicateur du roman, *Banlieue Voltaire* comporte également un avertissement quant au futur des minorités en France, dont beaucoup pensent à poursuivre leurs études ou leur carrière à l'étranger. Pour bon nombre de jeunes Afro-antillais résidant en France, le nouvel El Dorado se trouve en Angleterre, ou aux États-Unis, où les Noirs-américains offrent des modèles de réussite quasiment introuvables en France. Dans *Banlieue Voltaire*, un ami de Voltaire, Adjovi, représente l'exemple parfait de cette nouvelle migration outre-Atlantique de jeunes de banlieue, qui a récemment fait l'objet d'une attention toute particulière des instances américaines, notamment de l'ambassade américaine qui espère recruter des jeunes français de banlieue.<sup>68</sup> Adjovi, qui travaille pour la Société Générale à New York, héberge Ludovic pour quelques jours et lui fait part de son avis sur le manque de débouchés pour les populations noires de France, ce qui pousse Ludovic à considérer un avenir aux États-Unis :

Tu vois, Voltaire, la France sent le rance, elle moisit, elle vieillit, elle flippe, elle est aigrie, elle chiale. Ce pays court après le passé, il est crispé, il vit sous intraveineuses de Prozac. Il a peur de se noyer dans le gloubiboulga mondial, mais en vérité, ce qu'il abandonne aux étrangers, ce n'est pas son identité, c'est l'avenir et le progrès. (75)

Cette critique acerbe de la société française par Mondin est symptomatique d'une France qui, bien que multiculturelle depuis au moins quatre décennies, ne se considère toujours pas comme telle.

---

<sup>68</sup> Voir l'article paru dans Les Echos sur l'attention que les Etats-Unis porte sur les jeunes français des banlieues : < <http://archives.lesechos.fr/archives/2010/LesEchos/20735-8-ECH.htm> >

*Banlieue Voltaire* est donc un roman qui questionne l'identité antillaise, et en particulier l'identité « négropolitaine » au sein même de la métropole. En prenant comme cadre la banlieue parisienne, Mandin inscrit son roman non pas dans la lignée des écrivains de la Créolité, mais plutôt dans une réalité française hexagonale, d'où il ressort qu'une nouvelle génération d'Antillais, née sur en métropole, s'arme, grâce à la littérature, mais surtout grâce à l'émergence d'une nouvelle vision de l'histoire, d'outils qui leur permettent un nouveau positionnement par rapport à leur « francité ». Certains critiques, comme Nathalie Etoké, regrettent qu'une des seules postures des Noirs de France soit celle, réductrice, de descendants d'esclaves, et que les jeunes de banlieue soient renvoyés à une posture identitaire unique. Dans son essai *Melancholia Africana* (2010), elle affirme :

En rébellion contre l'amnésie collective et la méconnaissance identitaire, l'Afrodésendant de la « sous-France » et de la « lieubannie » s'engloutit dans une conscientisation radicale. Il terrifie l'opinion publique, la classe politique et la caste des bien-pensants. On interdit aux Français d'ascendance africaine d'exprimer une identité complexe inséparable du rapport de force initial. (41)

L'esclavage et la colonisation ont fabriqué des représentations qui n'ont pas été déconstruites, et qui pèsent lourd encore dans l'imaginaire collectif, poussant la société française à percevoir les populations noires comme étant d'éternels immigrés. Ces représentations, et les stéréotypes qui perdurent, ont besoin d'être pris en compte, analysés, et surtout dépassés, tant ils renvoient à une époque coloniale révolue (tout du moins officiellement). Le danger de revenir sur la période esclavagiste et d'étudier ses répercussions dans la société française des années 2000 est bien entendu celui que souligne Nathalie Etoké ou celui que craint Gaston Kelman : de

ne pas pouvoir sortir d'une position victimaire, et d'être, comme le disait Fanon, « esclave de l'esclavage ». Pourtant, la France est en période de transition, et ce retour sur son passé esclavagiste s'avère nécessaire, puisqu'il explique en partie les soulèvements (aussi bien dans les DOM-TOM que dans l'hexagone) des populations noires, avec les grèves aux Antilles aux ripostes venant d'intellectuels Africains, des marches pour la mémoire de l'esclavage aux émeutes urbaines en France métropolitaine.

Les écrivains urbains afro-antillais ont donc une double tâche : celle de retranscrire le quotidien des Noirs de banlieue dans leurs romans, mais aussi d'analyser leurs rapports à une identité en tant que noir et français, qui doit être réinventée par eux-mêmes, et non par un Ministère de l'identité. Dans les romans étudiés, le positionnement des personnages est soit tourné vers l'Afrique (comme dans *Sarcelles-Dakar* et *Qu'Allah bénisse la France*), soit à mi-chemin entre les Antilles et la France métropolitaine (comme dans *Banlieue Voltaire*) ou demeure une question uniquement hexagonale (comme dans *Banlieue Noire*).

Comme l'affirme Achille Mbembe dans un article sur les rapports entre colonisation et traitement des quartiers difficiles :<sup>69</sup>

Dans aucun pays, ni la paix civile et l'ordre public, encore moins le contrat social, n'ont jamais été obtenus par la répression seule. Ainsi en a-t-il été de toutes les sociétés postcoloniales en particulier — catégorie à laquelle appartiennent presque toutes les démocraties européennes autrefois détentrices d'un empire colonial (...)

Les banlieues de France n'échapperont point à cette règle, en dépit des interpellations et arrestations massives, des jugements et condamnations à la chaîne, sur fonds d'exhumation de vieux cadavres dont on n'a cessé de dire, au cours des dix dernières

---

<sup>69</sup> Achille Mbembe: la France peut-elle réinventer son identité ?  
< <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2221> >

années notamment, qu'ils n'ont jamais fait l'objet d'un enterrement digne de ce nom – un passé esclavagiste et colonial qui refuse de passer !

La condition sine qua non pour que la France réinvente son identité serait donc, selon Mbembe, de revenir sur ce passé « qui ne passe pas », et d'exposer les tenants et les aboutissants de l'histoire française dans son entièreté. Tout en évitant, sous prétexte des idéaux républicains, la question de la race, la France multiplie la « racialisation » des réalités de la société par les discriminations. Ce paradoxe, souligné dans de nombreux essais, dont celui de Pap Ndiaye, est bien entendu une question à résoudre par le gouvernement, mais aussi par le nombre grandissant d'universitaires, ainsi que par des militants du monde de la politique (comme Christiane Taubira), du monde associatif (comme Rokhaya Diallo), et par des écrivains, notamment les écrivains urbains, qui contribuent à poser la question de la condition noire en France en rapport avec la question coloniale.

La littérature urbaine, mouvance littéraire ayant émergé à la suite des émeutes de l'automne 2005, permet à des écrivains issus des banlieues françaises de retranscrire en littérature les réalités d'un espace souvent absent du roman français contemporain. D'autre part, à l'heure où la France connaît des crispations identitaires, matérialisée par la création d'un Ministre de l'Identité Nationale et de l'Immigration en 2007, cette littérature interroge la place des minorités en France, avec, comme nous l'avons vu, une distinction entre des problématiques liées aux descendants d'immigrés en provenance du Maghreb, qui commencent à apparaître dans les années 1980, et une question noire qui émerge véritablement dans les années 2000. Bien que les questions posées dans les romans urbains soient les mêmes pour les deux groupes (racisme hérité de la période coloniale, discriminations au faciès, accès à l'emploi rendu difficile, manque de représentation dans les médias), leurs revendications sont légèrement différentes : le premier représentant un poids démographique plus important, il interroge d'autant plus la France dans sa capacité à accepter l'Autre. Pourtant, il semble que la question noire soit au centre des préoccupations depuis 2005. Bien que ces deux groupes n'en soient pas au même point quant à leurs revendications, ils se rejoignent grâce à la littérature urbaine, qui a l'avantage de ne pas être marquée ethniquement ni par un groupe, ni par l'autre, et qui inclut aussi bien Jean-Eric Boulain que Rachid Djaïdani, Thomté Ryam que Faïza Guène. Cette littérature porte donc, en dépit du constat a priori négatif de la vie banlieusarde, un message d'espoir qu'une nouvelle génération de jeunes, issue ou non des banlieues, s'identifie au mouvement urbain, et aux cultures urbaines qui représentent un véritable laboratoire culturel. Comme le souligne Marc Hatzfeld dans son *Petit traité de la banlieue* (2004) :

La variété ethnique que nous venons de développer explique que l'on parle d'un capital culturel des banlieues. Deux dimensions de ce capital méritent d'être explorées. La

première, qui correspond au foisonnement, est une richesse de formes et de propositions.

Si l'on admet qu'un patrimoine culturel est constitué de l'ensemble des représentations, des langages et des gestes qui permettent à chacun de se situer dans le monde, la variété des cultures vivantes dans les banlieues porte avec elle un potentiel considérable. (76)

Ce potentiel culturel est pour le moment marginalisé et il faut avouer que la culture urbaine se transmet plutôt par le rap, ou le film, que par la littérature. Le film en particulier est particulièrement important dans une culture qui est de plus en plus celle de l'image et non de l'écrit, et mériterait une étude en soi. Même si la littérature urbaine est encore trop récente pour que son impact puisse être mesuré, il y a fort à parier qu'elle finisse par porter ses fruits dans le futur. D'autre part, l'engagement de ces écrivains dans le milieu associatif ou leur attachement à la cause des multiples comités discutés dans le troisième chapitre de ce travail font en sorte que leurs revendications trouvent un écho auprès de générations nouvelles.

En outre, nous avons vu que les écrivains urbains, en incluant dans leurs romans des faits historiques liés au colonialisme, accomplissent ce que les manuels d'histoire ne font guère en France : ils abordent des événements occultés par l'Histoire nationale et les inscrivent dans ce que Jean-Eric Boulain appelle un « supplément au roman national ». En ce sens, les écrivains urbains procèdent à une véritable réécriture de l'histoire de France ; une histoire qui se trouve décolonisée, et qui s'insère, en tant que supplément, dans l'histoire officielle. La séparation entre d'une part l'histoire de la France hexagonale et d'autre part celle du Maghreb, de la Caraïbe ou de l'Afrique devient de plus en plus caduque puisque la colonisation a eu pour conséquence de mettre en contact les histoires de ces régions du monde et que dans la France contemporaine, le vivre-ensemble comme idéal de vie en société, loin des « communautarismes » que la France abhorre, n'est possible que par l'acceptation d'un passé commun incorporant toutes les histoires,

et en particulier l'histoire coloniale ainsi que l'histoire postcoloniale (celle de l'immigration en France).

Les questions de racisme et de discriminations, omniprésentes dans la littérature urbaine devraient être au cœur de la politique actuelle. Or, force est de constater qu'elles ne sont guère présentes dans les programmes politiques pour les élections 2012 en France. Lors de l'élection de Barack Obama aux États-Unis en 2008, *Respect Mag* lance un « Appel pour une République multiculturelle et postraciale », cosigné par le rédacteur-en-chef de *Respect Mag*, Marc Cheb Sun, ainsi que par des historiens (Pascal Blanchard, François Durpaire, Françoise Vergès) et par des militants (Lilian Thuram, Rokhaya Diallo) qui est suivi de cent propositions dites « pluricitoyennes ». L'Appel se lit comme une injonction pour la société française, mais surtout pour le gouvernement, à accepter son histoire telle qu'elle s'est déroulée, et non de la façon dont elle a été enseignée, pour permettre un meilleur vivre-ensemble. Comme l'affirment le comité :

Nous sommes à un tournant. Nous savons que l'histoire ultramarine n'est pas périphérique à l'histoire de France. Que l'histoire coloniale et celle de l'esclavage sont parties prenantes de l'histoire nationale. Que l'histoire des immigrations doit être intégrée dans le grand récit national. Qu'une pluralité d'héritages a forgé notre identité et qu'il est indispensable de déconstruire les préjugés qui polluent nos relations sociales.

Les cent propositions partent d'un même constat : la France a besoin d'accepter qu'être Français ne renvoie plus ni à une identité religieuse, ni à un physique particulier, ni à une histoire qui serait isolée de celle de ses anciennes colonies. Les enjeux de nouvelles configurations identitaires se jouent en France-même, et en particulier dans les banlieues qui sont un véritable microcosme de la société française, et non un territoire de non-droit, comme les médias voudraient le faire croire en perpétuant des images négatives des espaces périphériques. Comme

l'affirment Vincent Delahaye, maire de Massy, une ville de banlieue située dans l'Essonne, et Robert Rochefort, chercheur, dans leur ouvrage *Promesses de banlieue* (2006) :

C'est pourquoi il faudrait communiquer davantage sur les aspects positifs de la banlieue. On a tendance à ne parler de ces quartiers que lorsque des évènements dramatiques s'y produisent. L'image de la banlieue se trouve ainsi bien souvent réduite à ces problèmes. Chacun à son niveau – les élus bien sûr mais aussi les journalistes – doit y prêter une attention toute particulière. (28)

À la veille des élections de 2012, le magazine *Respect Mag* renouvelle leur requête, en faisant paraître un « Appel à une France métissée », avec des mesures plus concrètes que celles du précédent, qui interpelle les politiques. Les mesures s'articulent autour de cinq thèmes majeurs : l'emploi, le logement, la culture, l'éducation, et les institutions et comportent seize points qui attirent l'attention sur trois valeurs fondamentales de la République Française : la liberté, l'égalité et la fraternité :

#### EMPLOI

1. Pour une loi sur l'équité en matière d'emploi à la française (proposition de Laurence Méhaignerie, Présidente d'Equity Lab)
2. Créer des emplois francs pour réduire le chômage des zones urbaines sensibles (proposition de Yacine Djaziri, entrepreneur)
3. Favoriser l'émergence d'une élite issue des minorités visibles (proposition de Carole Da Silva, présidente de l'AFIP)
4. Favoriser le réinvestissement bancaire dans les quartiers populaires (proposition d'Olivier Ferrand et Kent Hudson, président de Khnet Inc.)

#### LOGEMENT

5. Impulser la mixité dans le logement (proposition de Medhi Thomas Allal, au responsable au pôle anti-discrimination à Terra Nova, et Noémie Houard, politologue.)

#### CULTURE

6. Systématiser les bonus incitatifs à la diversité dans la culture (proposition de Pascal Blanchard, historien, et Marc Cheb Sun, fondateur de Respect Mag)

7. Créer un espace citoyen autour des mémoires des minorités (proposition de Françoise Vergès, politologue)

8. Donner un statut aux langues de France (Hexagone et Outre-mers) (proposition de Victorin Lurel, député, président de la région Guadeloupe, et Marc Vizy, coordinateur du groupe Outre-mer à Terra Nova)

#### ÉDUCATION

9. Innover pour un enseignement dès le primaire en phase avec les évolutions de notre société (proposition de Malik Cervier, enseignant)

10. Ouvrir l'école de la République par le jumelage entre différentes écoles et l'inclusion des cultures des primo-arrivants (proposition d'Esther Benbassa, directrice d'études à l'École Pratique des Hautes Études (Sorbonne))

11. Former les professeurs à la réalité des quartiers populaires (proposition de Jean-Claude Tchicaya, porte-parole du collectif Devoirs de mémoires)

12. Promouvoir la diversité dans l'enseignement supérieur et la recherche (proposition de Maria Giuseppina Bruna, chargée d'enseignement à l'Université Paris-Dauphine)

#### INSTITUTIONS

13. Faire entrer la diversité à l'Assemblée nationale (proposition de François Durpaire, président du mouvement Pluricitoyen)

14. La reconnaissance symbolique de l'islam et du judaïsme dans le calendrier républicain (proposition d'Ousmane Ndiaye, journaliste et Olivier Ferrand, président de Terra Nova)

15. Créer un ministère d'État consacré à la diversité et à l'égalité (proposition de Louis-Georges Tin, président du Cran)

16. Restaurer le lien de confiance entre citoyen-ne-s et Police (proposition de Rokhaya Diallo, éditorialiste et militante associative)

Ces propositions, proviennent en grande partie d'historiens et de militants associatifs contribuent à faire accepter au gouvernement que la France des années 2000 a désormais plusieurs visages et qu'à ce titre, les institutions ont besoin d'évoluer afin de représenter la diversité française. Cette acceptation passe, comme bon nombre de propositions semblent l'indiquer, par une reconnaissance des histoires qui constituent l'Histoire officielle française qui permettrait de déconstruire les préjugés pesant sur les minorités visibles qui sont hérités de reflexes acquis durant ce que les historiens du groupe ACHAC appellent « une culture coloniale ».

Les élections de 2012 sont aussi l'occasion pour le Parti Des Indigènes de la République d'affirmer leurs convictions et de souligner le manque de représentation dans le monde politique. Comme l'affirme Houria Bouteldja, présidente du P.I.R, lors d'un discours au Cabaret Sauvage, repris sur le site des Indigènes à la veille des élections :

Il est grand temps pour nous d'exister sur la scène politique...

Il est grand temps pour nous de surmonter nos divisions. Arabes, berbères, musulmans, africains, antillais, habitants des cités par-delà nos nationalités, nos cultures, nos spiritualités, **NOTRE COMBAT EST LE MEME, IL FAUT LE MENER ENSEMBLE !**

(...)

Que nous soyons originaires d’Afrique, du monde arabo-musulman, des Caraïbes, habitants des cités ou tout simplement anti-colonialistes, nous devons nous unir dans ce combat commun au nom de notre dignité en France. Nous devons nous unir pour exprimer ensemble notre solidarité avec tous les peuples en lutte.

Il est temps de prendre le parti de nous-mêmes.<sup>70</sup>

Le parallèle des Indigènes de la République entre une culture coloniale et les banlieues de France ont éclairé ce travail et reste présent même dans cet appel, qui encourage les habitants d’anciennes colonies, tout comme les Français originaires de ces mêmes colonies à une solidarité avec la nouvelle génération de banlieusards représentée dans la littérature urbaine. Pourtant, la posture des Indigènes, qui tend à se radicaliser, pose problème tant elle va parfois à l’encontre du vivre-ensemble. La devise même du comité, devenu parti politique (le Parti des Indigènes de la République) peut sembler inquiétante : « Le P.I.R est à venir ». La position des Indigènes de la République, qui renvoie sans cesse (et de manière abusive) les banlieusards au statut d’indigènes, peut apparaître comme extrême, et certains discours de la présidente Houria Boutelja choquent, notamment lorsqu’elle traite les Français dits « de souche », c’est-à-dire les Français blancs, de «souchiens » (ou peut-être sous-chiens ?).<sup>71</sup>

La banlieue française, de par ses multiples représentations et de par la place qu’elle tient dans l’imaginaire français est en fait un lieu de métissage, et représente un microcosme du monde actuel, avec tous les mouvements imprévisibles qui le définissent. En cela, elle renferme les promesses d’un décroisement des particularités identitaires. Comme le soulignent

Vincent Delahaye et Robert Rochefort dans *Promesses de banlieue* (2006) :

---

<sup>70</sup> Discours d’Houria Bouteldja au Cabaret Sauvage. 10 décembre 2008.  
<[http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id\\_article=284](http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=284)>

<sup>71</sup> Intervention d’Houria Boutelja à l’émission « Ce soir ou jamais » :  
<[http://www.youtube.com/watch?v=fkXXe6\\_qw0s](http://www.youtube.com/watch?v=fkXXe6_qw0s)>

On peut voir les cités de banlieue comme des presque-îles de tiers-monde dans l'Europe contemporaine. On peut les considérer comme des prolongements en territoire européen des terres exotiques porteuses à la fois des cultures infiniment variées du monde et du désir de rencontre. Il est incertain de situer l'ailleurs qui envahit l'imagination lorsque l'on parcourt les banlieues. Tout y parle pourtant à la fois de cet ailleurs entremêlé et de ce curieux pays d'accueil un peu rétif, craintif, mais aussi ouvert et généreux. Chaque regard croisé y évoque une attitude particulière de la rencontre entre les peuples du monde. La banlieue est le lieu du grand métissage en cours, de la population en devenir.

(94)

La banlieue est le futur de la France, et non le lieu de non-droit que les médias s'acharnent à présenter. La littérature urbaine propose donc une alternative au discours officiel qui s'est forgé depuis les années 1980 avec les premières émeutes urbaines, faisant de cet espace le lieu de l'insécurité et des violences urbaines. Le métissage en cours dont parlent Delahaye et Rochefort porte l'espoir d'un décroisement des identités, à condition que la France accepte de se pencher sur les richesses de la périphérie parisienne et que l'histoire de France, qui se dévoile grâce aux travaux d'une nouvelle génération d'historiens, mais également grâce à la littérature urbaine qui travaille à réécrire cette histoire, y contribue. Ce métissage, ou cette créolisation des cultures comme la définit Édouard Glissant dans le *Discours antillais* peut être porteuse d'une meilleure compréhension des multiples cultures qui coexistent dans la société française, même si ce qui se passe sur le plan culturel a parfois du mal à atteindre les élites politiques. Les écrivains urbains ont en tous cas le mérite de faire émerger une nouvelle culture et une nouvelle histoire dans un domaine (la littérature) qui apparaît souvent comme étant peu représentatif de la population française dans son ensemble. Le rôle de ces écrivains serait alors à mettre en relation

avec celui de l'historien, et nous amène à repenser le rôle même de l'écrivain en tant que révélateur d'une époque résolument postcoloniale. À ce sujet, le mot de la fin revient à Édouard Glissant, dont la définition de l'écrivain, dans un contexte antillais, paraît appropriée :

Le passé, notre passé subi, qui n'est pas encore histoire pour nous, est pourtant là (ici) qui nous lancine. La tâche de l'écrivain est d'explorer ce lancinement, de le « révéler » de manière continue dans le présent et l'actuel. C'est le moment de se demander de l'écrivain est (en ce travail) le receleur de l'écrit ou l'initiateur du parlé ? Si le procès d'historicisation ne vient pas mettre en cause le statut de l'écrit ? Si la trace écrite est "suffisante", aux archives de la mémoire collective ? Cette exploration ne revient donc ni à une mise en schémas ni à un pleur nostalgique. C'est à démêler un sens douloureux du temps et à le projeter à tout coup dans notre futur, sans le recours de ces sortes de plages temporelles dont les peuples occidentaux ont bénéficié, sans le secours de cette densité collective que donne d'abord un arrière-pays culturel ancestral. (132)

## Bibliographie :

Corpus de base:

Abd al Malik. *Qu'Allah bénisse la France*. Paris : Albin Michel, 2004. Print.

---. *La guerre des banlieues n'aura pas lieu*. Paris: le Cherche midi, 2009. Print.

Amellal, Karim. *Cités à comparaître*. Paris : Stock, 2006. Print.

Benchetrit, Samuel. *Chroniques de l'asphalte*. Paris: Julliard, 2005. Print.

Biramah, Fatou. *Confessions d'un salaud*. Paris : Denoël, 2004 Print.

---. *Négresse*. Paris : Editions Privé, 2006. Print.

Boulin, Jean-Eric. *Supplément au roman national*. Paris : Stock, 2006. Print.

---. *La question blanche*. Paris: Stock, 2008. Print.

Dendoune, Nadir. *Lettre ouverte à un fils d'immigré*. Paris: Danger public, 2007. Print.

Djaïdani, Rachid. *Boumkoeur*. Paris : Seuil, 2000. Print.

---. *Mon Nerf*. Paris : Seuil, 2004. Print.

---. *Viscéral*. Paris : Seuil, 2007. Print.

Djebaïli, Rachid. *La racaille*. Paris: Aurès, 2006. Print.

Djouder, Ahmed. *Désintégration*. Paris: Stock, 2006. Print.

Doucouré, Diaby. *Le bon, la douce et la caillera*. Paris: L'Harmattan, 2007. Print.

Fernane, Adel. *Celui qui écrit une lettre au président*. Paris: Publibook, 2007. Print.

Goumane, Dembo. *Dembo story*. Paris: Hachette, 2006. Print.

Guène, Faïza. *Kiffe kiffe demain*. Paris : Hachette, 2004. Print.

---. *Du rêve pour les oufs*. Paris : Hachette, 2006. Print.

---. *Les gens du Balto*. Paris: Hachette, 2008. Print.

Kali, Skander. *Abreuvons nos sillons*. Rodez: Éditions du Rouergue, 2008. Print.

- Lahssaani, Chakib. *Je t'écris de Mantes, ma jolie...* Paris : Seuil, 2007. Print.
- Madani, Karim. *Fragments de cauchemar américain: et autres textes*. Paris: Inventaire - Invention, 2005. Print.
- . *Hip-hop connexion*. Paris: Sarbacane, 2007. Print.
- . *Les damnés du bitume*. Paris: Belfond, 2008. Print.
- . *Cauchemar périphérique: roman*. Paris: Rey, 2010. Print.
- Mahany, Habiba. *Kiffer sa race*. Paris: J-C. Lattès, 2008. Print.
- Mandin, Didier. *Banlieue Voltaire*. Fort-de-France: Desnel, 2006. Print.
- Qui fait la France ? (collectif). *Chroniques d'une société annoncée*. Paris : Stock, 2007. Print.
- Rachedi, Mabrouck. *Le poids d'une âme*. Paris: J-C Lattès, 2006. Print.
- . *Eloge du miséreux : De l'art de bien vivre avec rien du tout*. Paris: Michalon, 2007. Print.
- . *Le petit Malik*. Paris: J-C. Lattès, 2008. Print.
- et Habiba Mahani. *La petite Malika*. Paris: J-C. Lattès, 2010. Print.
- Razane, Mohamed. *Dit violent*. Paris: Gallimard, 2006. Print.
- Rouane, Houda. *Pieds-blancs*. Paris: Philippe Rey, 2006. Print.
- Ryam, Thomté. *Banlieue Noire*. Paris: Présence Africaine, 2006. Print.
- . *En attendant que le bus explose*. Paris : Editions du Rocher, 2009. Print.
- Sané, Insa. *Sarcelles-Dakar*. Paris: Éditions Sarbacane, 2006. Print.
- Sarroub, Karim. *Racaille*. Paris : Mercure de France, 2007. Print.

Sources secondaires:

ACLEFEU. *Le réveil des oubliés*. Paris: Scali, 2007. Print.

Adel Hassan Ahmed, Rania. *Le français des cités d'après le roman Boumkoeur de Rachid Djaïdani*, thèse de l'université d'Aïn-chams (dir. Mona Ahmed Abdel-Aziz): <http://www.limag.refer.org/Theses/Adel/Adel.pdf>

Adour, Aomar. *La banlieue ou le lieu de vie des éternels émigrés*. Paris: Société des écrivains, 2006. Print.

Achour, Christiane. *Anthologie de la littérature algérienne de langue française: histoire littéraire et anthologie*. Paris: ENAP-Bordas, 1990. Print.

---. «Banlieue et Littérature», dans *Situations de banlieue – Enseignement, langues, cultures*, INRP, coll. «Education, politiques, sociétés», sous la dir. de M-M. Bertucci et V. Houdart-Merot, déc. 2005, pp.129 à 150. Print.

Aïchoune, Farid. *Nés en banlieue*. Paris: Ramsay, 1991. Print.

Albert, Christiane. *L'immigration dans le roman francophone contemporain*. Paris: Karthala, 2005. Print.

Amara, Fadela, et Mohammed Abdi. *La Racaille de la République*. Paris: Seuil, 2006. Print.

---. et Sylvia Zappi. *Ni putes ni soumises*. Paris: Découverte, 2003. Print.

Amellal, Karim. *Discriminez-moi!: enquête sur nos inégalités*. Paris: Flammarion, 2005. Print.

Amin, Samir. Colonialisme externe et colonialisme interne. *La Traite Négrière Coloniale, Océans Atlantique et Indien. Regards : Croisés : Europe, Afrique, Amériques*. Colloque ADEN, Dakar/Gorée, 15-18 novembre 2007.

Amrani, Younes, et Stéphane Beaud. « *Pays de malheur!* » un jeune de cité écrit à un sociologue. *Cahiers libres*. Paris: La Découverte, 2004. Print.

Anderson, Benedict. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso, 1991. Print.

Anselme, Michel. *Droit de cité : à la rencontre des habitants des banlieues délaissées*. Paris: L'Harmattan, 1986. Print.

Arezki, Dalila. *Romancières algériennes francophones. Langue, culture, identité*. Biarritz: Atlantica-Segquier, 2005. Print.

- Ashcroft, Gareth Griffiths, and Helen Tiffin. *The Empire Strikes Back: Theory and Practice in Post-colonial Literatures*. London: Routledge, 1989. Print.
- Assouline, David, et Mehdi Lallaoui. *Un siècle d'immigrations en France. 1, Première période. De la mine au champ de bataille, 1851-1918*. Paris: Au nom de la mémoire, 1996. Print.
- . *Un siècle d'immigrations en France. 2, Deuxième période. De l'usine au maquis, 1919-1945*. Paris: Syros, 1996. Print.
- Ba, Omar. *Je suis venu, j'ai vu, je n'y crois plus*. Paris: Max Milo, 2009. Print.
- Balzac, Honoré de, et Pierre G. Castex. *La Comédie Humaine*. Paris: Gallimard, 1976. Print.
- Bancel, Nicolas, Pascal Blanchard, et Gilles Boëtsch. *Zoos humain, XIXe et XXe siècles*. Paris: La Découverte, 2002. Print.
- Barreau, Jean-Claude. *Bandes à part. Pour en finir avec la violence*. Paris: Plon, 2003. Print.
- Barsali, Nora, François-Xavier Freland et Anne-Marie Vincent. *Génération beurs. Français à part entière*. Paris: Autrement, 2003. Print.
- Bayart, Jean-François. *Les études postcoloniales: un carnaval académique*. Paris: Karthala, 2010. Print.
- Bérard, Tibo. Entretien avec Réjane Ereau. *Respect Mag*. 1<sup>er</sup> octobre 2008.
- Béaud, Stéphane et Michel Pialoux. *Violences urbaines, violences sociales : Genèse des nouvelles classes dangereuses*. Paris: Hachette, 2005. Print.
- Begag, Azouz. *Le gone du Châaba*. Paris: Seuil, 1986. Print.
- Begag, Azouz et Christian Delorme. *Quartiers sensibles*. Paris: Seuil, 1994. Print.
- . *Les Déroutés : Français de banlieue*. Paris: Mille et Une Nuits, 2002. Print.
- . *L'intégration*. Paris: Le Cavalier Bleu. 2003. Print.
- Belaïd, Chakri. *Banlieue, lendemains de révolte*. Paris: La Dispute, 2006. Print.
- Belghoul, Farida . *Georgette.!* Paris: Barrault, 1986. Print.
- Belhaddad, Souâd. *Entre-deux-je. Algérienne?, Française?, comment choisir*. Libre regard. Paris: Mango, 2001. Print.
- Belhaj Kacem, Medhi. *La psychose française : Les banlieues : le ban de la République*. Paris : Gallimard, 2006. Print.

Bellil, Samira, et Josée Stoquart. *Dans l'enfer des tournantes*. Collection folio documents, 12. Paris: Gallimard, 2003. Print.

Belmessous, Hacène. *L'avenir commence en banlieue*. Paris: L'Harmattan, 2003. Print.

---. *Opération banlieue: comment l'Etat prépare la guerre urbaine dans les cités françaises*. Paris: Découverte, 2010. Print.

Benchetrit, Samuel. *Chroniques de l'asphalte*. Paris: Julliard, 2005. Print.

Benguigui, Yamina. *Mémoires d'immigrés l'héritage maghrébin*. Paris: Canal + éditions, 1997. Print.

Ben Jelloun, Tahar. *Hospitalité française*. Paris: Seuil, 1984. Print.

Benoît-Lévy, Georges. *La cité-jardin*. Paris: Éditions des Cités-jardins de France, 1911. Print.

Bernabé, Jean, Patrick Chamoiseau, et Raphaël Confiant. *Eloge de la Créolité*. Paris: Gallimard, 1993. Print.

Bertho, Alain. *Banlieue, banlieue, banlieue*. Paris: La Dispute, 1997. Print.

Blanchard, Pascal, Nicolas Bancel et Pascale Lemaire. *La fracture coloniale : la société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris: Découverte, 2005. Print.

---. *Culture post-coloniale, 1961-2006 : traces et mémoires coloniales en France*. Paris: Autrement, 2006. Print.

---, Marc Ferro, et Isabelle Veyrat-Masson. *Les guerres de mémoires dans le monde*. Hermès (Paris. 1988). Paris: CNRS éditions, 2008. Print.

---, Nicolas Bancel, Florence Bernault, et Valérie Amiraux. *Ruptures postcoloniales: les nouveaux visages de la société française*. Paris: Découverte, 2010. Print.

Boishue, Jean de. *Banlieue mon amour*. Paris: La Table ronde, 1995. Print.

Bonn, Charles. *Littératures des immigrations*. Paris: L'Harmattan, 1995. Print.

Bouamama, Saïd. *Dix ans de marche des Beurs: chronique d'un mouvement avorté*. Paris: Desclée De Brouwer, 1994. Print.

Boubeker, Ahmed, et Abdellali Hajjat. *Histoire politique des immigrations (post)coloniales: France, 1920-2008*. Paris: Éditions Amsterdam, 2008. Print.

- Boudjedra, Rachid. *Topographie idéale pour une agression caractérisée*. Paris: Denoël, 1975. Print.
- Boutih, Malek et Elisabeth Lévy. *La France aux Français ? : chiche ! : un entretien mené par Elisabeth Lévy*. Paris: Mille et une nuits, 2001. Print.
- Bouzeghrane, Nadjia. « Entretien avec Faïza Guène ». *El Watan*. Consulté le 23 avril 2012
- Brunet, Jean-Paul. *Police contre FLN: le drame d'octobre 1961*. Paris: Flammarion, 1999. Print.
- Brunhes, Olivier, et Guy Bedos. *Des nouvelles de la banlieue*. Paris: Textuel, 2008. Print.
- Bui Trong, Lucienne. *Les racines de la violence De l'émeute au communautarisme*. Paris: Audibert, 2003. Print.
- Butor, Michel et Bernard Dufour. *La banlieue de l'aube à l'aurore. Mouvement brownien. Grav. de Bernard Dufour*. Montpellier: Fata Morgana, 1968. Print.
- Castro, Roland. *Faut-il passer la banlieue au kärcher?* Paris: Archipel, 2007. Print.
- Césaire, Aimé. *Cahier d'un retour au pays natal*. Paris: Présence Africaine, 1939. Print.
- . *Discours sur le colonialisme*. Paris: Présence Africaine, 1955. Print.
- , et Françoise Vergès. *Nègre je suis, nègre je resterai entretiens avec Françoise Vergès*. Paris: Albin Michel, 2005. Print.
- Cendrars, Blaise, et Robert Doisneau. *La banlieue de Paris*. Paris: Seghers, 1966. Print.
- Charle, Christophe. *Le siècle de la presse: 1830-1939*. Paris: Seuil, 2004. Print.
- Carmichael, Stokely et Charles V. Hamilton. *Black Power: The Politics of Liberation in America*. New York: Random House, 1967. Print.
- Chevalier, Louis. *Classes laborieuses et Classes dangereuses*. Paris: Hachette, 1984. Print.
- Chiles, Nick. « Their eyes were reading smut ». *The New York Times* 6 janvier 2006.
- Citron, Suzanne. *Le mythe national: l'histoire de France en question*. Paris: Editions ouvrières, 1989. Print.
- Claude-Valentin, Marie. « Les Antillais en France : une nouvelle donne », *Hommes et migrations*. Mai-juin 2002 : Diasporas caribéennes.
- Collectif. *Pour en finir avec les grands ensembles: Assises banlieues 89, Bron, 4 et 5 décembre 1990*. Paris: Banlieues 89, 1991. Print.

- Combaz, Christian. *La France mérite mieux que ça*. Paris: Editions du Rocher, 2002. Print.
- Condé, Maryse. *Traversée de la mangrove*. Paris: Mercure de France, 1989. Print.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*. Marseille: Agone, 2009. Print.
- Coquio, Catherine (sous la dir. de). *Retours du colonial ? : Disculpation et réhabilitation de l'histoire coloniale française*. Nantes: Librairie L'Atalante, 2008. Print.
- Cottias, Myriam. *La question noire: Histoire d'une construction coloniale*. Paris: Bayard, 2007. Print.
- Courtille, Jean-François. *Femmes des cités, fleurs de l'espoir*. Le Kremlin-Bicêtre: Points sur les 10 éditions, 2003. Print.
- Cubero, José-Ramón. *L'émergence des banlieues: au cœur de la fracture sociale*. Questions d'histoire immédiate. Toulouse: Privat, 2002. Print.
- Diacouré, Daby. « Entretien avec Vitraulle Nboundou ». *Afrik.com*, 18 juin 2007.
- Daeninckx, Didier. *Meurtres Pour Mémoire*. Paris: Gallimard, 1983. Print.
- , et Mako. *Banlieue nord*. [S.l.]: Cadex Editions, 1998. Print.
- . *Cités perdues nouvelles*. Lagrasse: Verdier, 2005. Print.
- Decugis, Jean-Michel et Aziz Zemouri. *Paroles de banlieues*. Paris: Plon, 1995. Print.
- Delahaye, Vincent, et Robert Rochefort. *Promesses de banlieue*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 2006. Print.
- Dell'umbria, Alessi. *C'est la racaille ? Eh bien, j'en suis. A propos de la révolte*. Paris: L'échappée, 2006. Print.
- Demiati, Nasser. *Eduquer ou civiliser la banlieue: lettre ouverte au Président à propos de l'éducation du peuple*. Paris: Téraèdre, 2009. Print.
- Demioncy, Anne-Sophie. « Entretien avec Tibo Bérard ». *La Lettrine*. <<http://www.laettrine.com/article-21497940.html>>
- Deschamps, Jacques, Marc Partouche, et Alain Leloup. *Une vie de banlieue*. Paris: Hazan, 1995. Print.
- Dia, Mohammed. *J'ai fait un rêve le destin d'un gosse des quartiers*. Paris: Ramsay, 2005. Print.

- Diasse, Alain. *Pauvres Noirs de France*. Paris: Anibwé, 2010. Print.
- Dilain, Claude. *Chronique d'une proche banlieue*. Paris: Stock, 2006. Print.
- Djouder, Ahmed. Tchat avec Le Nouvel observateur. *Le Nouvel Observateur*. 23 mai 2006:<[http://tchat.nouvelobs.com/societe/immigration\\_et\\_integration\\_avec\\_ahmed\\_djouder\\_auteur\\_du\\_livre\\_desintegration\\_stock\\_mars\\_2006,20081204111704352.html](http://tchat.nouvelobs.com/societe/immigration_et_integration_avec_ahmed_djouder_auteur_du_livre_desintegration_stock_mars_2006,20081204111704352.html)>
- Donadey, Anne. « 'Une certaine idée de la France' : The Algeria Syndrome and Struggles over French identity ». *Contested Nationhood in Twentieth-Century France*. Ed. Steven Ungar and Tom Conley. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996. 215-232. Print.
- Donzelot, Jacques. *Quand la ville se défait : Quelle politique face à la crise des banlieues?* Paris: Seuil, 2006. Print.
- Draï, Raphaël et Jean-François Mattéi. *La République brûle-t-elle ? : Essai sur les violences urbaines françaises*. Paris: Michalon, 2006. Print.
- Dubreuil, Bertrand. *Chemins de banlieue, chemin de vie*. Collection « Villes plurielles ». Paris: Harmattan, 2006.
- Durmelat, Sylvie. *Fictions de l'intégration: du mot beur à la politique de la mémoire*. Etudes transnationales, francophones et comparées. Paris: L'Harmattan, 2008. Print.
- Durpaire, François. *France blanche, colère noire*. Paris: Odile Jacob, 2006. Print.
- Fondation Royaumont. *Les Premiers banlieusards aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)*. Rencontres à Royaumont, 2. Paris: Editions Créaphis, 1991. Print.
- Gassama, Makhily, et Zohra Bouchentouf-Siagh. *L'Afrique répond à Sarkozy: contre le discours de Dakar*. Paris: Philippe Rey, 2008. Print.
- Edmonds, Barbara P. « Le Portrait des Sarrasins dans La Chanson de Roland ». *The French Review*. 44.5: 870-880, 1971. Print.
- El Quandili, Abel, et Hafid Hamdani. *Le grand frère des banlieues*. Paris: Fayard, 2005. Print.
- Einaudi, Jean-Luc. *Octobre 1961: un massacre à Paris*. Paris: Fayard, 2001. Print.
- Faber, Jean. *Les indésirables : l'intégration à la française*. Paris: Grasset, 2000. Print.
- Fassin, Didier, et Eric Fassin. *De la question sociale à la question raciale?: représenter la société française*. Paris: Découverte, 2006. Print.

- Faure, Alain. *Les Premiers banlieusards aux origines des banlieues de Paris, 1860-1940*. Rencontres à Royaumont, 2. Paris: Créaphis, 1991. Print.
- Fleury, Béatrice. «*Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin de Yamina Benguigui*. De l'éthos biographique aux hors sujets de la réception», @analyses.
- Fourcaut, Annie. *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964) guide de recherche*. Collection « Villes et entreprises ». Paris: L'Harmattan, 1988. Print.
- . « Les premiers grands ensembles en région parisienne: ne pas refaire la banlieue? » *French Historical Studies*. 27 (2004) 195-218.
- Francois, Cyrille. Des littératures de l'immigration à l'écriture de la banlieue: Pratiques textuelles et enseignement. *Synergies Sud-Est européen* n° 1 - 2008 pp. 149-157 Print.
- Gassama, Makhily, et Zohra Bouchentouf-Siagh. *L'Afrique répond à Sarkozy: contre le discours de Dakar*. Paris: Rey, 2008. Print.
- Gérome, Noëlle, Danielle Tartakowsky, Claude Willard, and Françoise Andrieux. *La Banlieue en fête: de la marginalité urbaine à l'identité culturelle*. Saint-Denis: Presses universitaires de Vincennes, 1988. Print.
- Giudicelli, Anne. *La caillera, la racaille*. Paris: J. Bertoin, 1991. Print.
- Guénif-Souilamas, Nacira. *La République mise à nu par son immigration*. Paris: La Fabrique, 2006. Print.
- Gyldén, Axel. « Entretien avec Romain Bolzinger ». *L'Express*. 30 janvier 2009. < [http://www.lexpress.fr/region/les-antilles-le-pays-ou-la-vie-est-plus-chere\\_737100.html](http://www.lexpress.fr/region/les-antilles-le-pays-ou-la-vie-est-plus-chere_737100.html)>
- Halbwachs, Maurice. *La mémoire collective*. Paris: Presses universitaires de France, 1950. Print.
- Hajjat, Abdellali. *Immigration postcoloniale et mémoire*. Collection "Inter-national". Paris, France: L'Harmattan, 2005. Print.
- Hargreaves, Alec G., et Anne Marie Gans-Guinoune. Au-delà de la littérature <<beur>> ?: nouveaux écrits, nouvelles approches critiques. *Expressions maghrébines*, vol. 7, no. 1. Paris: Coordination Internationale des Chercheurs sur les Littératures Maghrébines, CICLIMli, 2008. Print.
- Haroud, Farid. *Premiers jours en France mémoire charnelle, brutalité des souvenirs*. Paris: Autrement, 2005. Print.
- Harzoune, Mustafa. *Hommes et migrations* no. 1231, "Mélanges culturels" (Mai-juin 2001).

- Hatzfeld, Marc. *Petit traité de la banlieue*. Paris: Dunod, 2004. Print.
- . *La culture des cités: une énergie positive*. Paris: Autrement, 2006. Print.
- Hechter, Michael. *Internal Colonialism: The Celtic Fringe in British National Development*. New Brunswick, N.J: Transaction Publishers, 1999. Print.
- Hermel, Laurent, Albert Louppe et Marc Musy. *Banlieues 2015 : pour une véritable stratégie du suburbain*. Paris: Harmattan, 1996. Print.
- Horvath, Christina. *Le roman urbain contemporain en France*. Paris: Presses Sorbonne Nouvelle, 2007. Print.
- Hugo, Victor. *Les misérables*. Ed. Marius-François Guyard, vol. I, Paris: Garnier, 1957. Print.
- Iceberg Slim. *Pimp: The Story of My Life*. Los Angeles: Holloway House, 1987. Print.
- Jazouli, Adil. *Les années banlieues*. Paris: Seuil, 1992. Print.
- Jordi, Jean-Jacques, et Mohand Hamoumou. *Les harkis, une mémoire enfouie*. Paris: Éditions Autrement, 1999. Print.
- Kadri, Aïssa, Gérard Prévost, René Gallissot, and Abdelmalek Sayad. *Mémoires algériennes*. Paris: Editions Syllepse, 2004. Print.
- Kelman, Gaston. *Par delà le noir et le blanc*. Paris : Max Milo, 2005. Print.
- . *Parlons enfants de la patrie*. Paris : Max Milo, 2007. Print.
- Kherfi, Yazid, et Véronique Le Goaziou. *Repris de justesse*. Paris: La Découverte/Poche, 2003. Print.
- Khiari, Sadri. *Pour une politique de la racaille. Immigration, indigènes, jeunes de banlieues*. Paris: Textuel, 2006. Print.
- . *La contre-révolution coloniale en France: de de Gaulle à Sarkozy*. Paris: Fabrique, 2009. Print.
- Labat, Jean-Baptiste. *Voyage du Chevalier Demarchais en Guinée, îles voisines, et à Cayenne, fait en 1725, 1726, et 1727*. Amsterdam : Aux dépens de la Compagnie, 1731.
- Lagrange, Hugues et Marco Oberti. *Emeutes urbaines et protestations : Une singularité française*. Paris : Sciences Po (Les presses), 2006. Print.
- Lacoste, Yves. *La question postcoloniale : une analyse géopolitique*. Paris: Fayard, 2010. Print.

- Lallaoui, Mehdi. *Du bidonville aux HLM*. Paris: Syros, 1993. Print.
- , et Alain Nahum. *Exils, exodes, errances*. Bezons: Au nom de la mémoire, 2003. Print.
- Lançon, Philippe. « La confusion des ressentiments ». *Libération*. 9 octobre 2006.
- Laronde, Michel. « L. Sebbar et le roman croisé : Histoire, mémoire, identité ». Revue CELFAN 7 (1-2), 1987-1988.
- . *Autour du roman beur: immigration et identité*. Paris: L'Harmattan, 1993. Print.
- . *Postcolonialiser la haute culture: à l'école de la République*. Logiques sociales. Paris: Harmattan, 2008. Print.
- Le, Corbusier. *La charte d'Athènes*. Paris: Les Editions de Minuit, 1968. Print.
- Lefèbvre, Henri. *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard, 1970. Print.
- . *La production de l'espace*. Paris: Éditions Anthropos, 1974. Print.
- Lefevre, Daniel. *Pour en finir avec la repentance coloniale*. Paris: Flammarion, 2006. Print.
- Le Moullec, Bernard-Alex. *Racaille ta mère*. Paris : Le cherche-midi, 2007. Print.
- Lemahieu, Thomas. Entretien avec Yasmina Benguigui. *Périphéries*. Novembre 1998.  
<<http://www.peripheries.net/article201.html>>
- Lepoutre, David. *Cœur de banlieue : codes, rites et langages*. Paris: Odile Jacob, 1997. Print.
- . *Souvenirs de familles immigrées*. Paris: Odile Jacob, 2005. Print.
- Lhande, Pierre. *Le Christ Dans La Banlieue*. Paris: Plon, 1927. Print.
- Liauzu, Claude. *Colonisation: droit d'inventaire*. Paris: A. Colin, 2004. Print.
- . « Une loi contre l'histoire ». *Le Monde diplomatique*. Avril 2005. Print.
- Linhart, Virginie. « Des Minguettes à Vaulx-en-Velin : les réponses des pouvoirs publics aux violences urbaines », *Cultures & Conflits*, 06, été 1992.
- Lozès, Patrick. *Nous les Noirs de France*. Paris: Danger Public, 2007. Print.
- Madzou, Lemence. *J'étais un chef de gang: Suivi de voyage dans le monde des bandes, par Marie-Hélène Bacqué*. Paris: Découverte, 2008. Print.

- Marie, Claude-Valentin. « Les Antillais en France: une nouvelle donne ». *Hommes Et Migrations*. Mai-juin 2002. Print.
- Martineau, Stéphanie et Pascale Tournier. *Black, blanc, beur...La guerre civile aura-t-elle vraiment lieu ?* Paris : Albin Michel, 2006. Print.
- Maspero, François. *Les passagers du Roissy-Express*. Paris: Seuil, 1990. Print.
- Mathiot, Cédric. « Hortefeux tacle la police de proximité ». *Libération*, 15 avril 2010. Print.
- Mauger, Gérard. *L'émeute de novembre 2005: une révolte protopolitique*. Bellecombe-en-Bauges (Savoie) : Ed. du Croquant, 2006. Print.
- Maurin, Eric. *Le ghetto français : Enquête sur le séparatisme social*. Paris : Seuil, 2004. Print.
- Mbembe, Achille. « Qu'est-ce que la pensée postcoloniale ? » *Esprit*. décembre 2006. Print.
- Menossi, Mathieu. Interview de Houda Rouane. *Evene*. 17 août 2006 :  
<<http://www.evene.fr/livres/actualite/interview-houda-rouane-pieds-blancs-integration-443.php>>
- Mensah, Ayoko. « La vie est une migration. Entretien avec Abd Al Malik ». *Africultures*. 1 octobre 2006.
- Merriman, John M. *The Margins of City Life Explorations on the French Urban Frontier, 1815-1851*. New York: Oxford University Press, 1991. Print.
- . *Aux marges de la ville: faubourgs et banlieues en France, 1815-1870*. L'Univers historique. Paris: Seuil, 1994. Print.
- Merlin, Pierre. *Les banlieues des villes françaises*. Paris: La Documentation française, 1998. Print.
- Millot, Olivier, et Patrick Glâtre. *Caméra plein champ la banlieue au cinéma, le cinéma en banlieue*. Paris: Créaphis, 2003. Print.
- Minassian, Gaïdz. « La culture dans les banlieues » Discussion avec Marc Hatzfeld. *Le Monde* 27 octobre 2006.
- Mordillat, Gérard, et Frédérique Jacquet. *Douce banlieue*. Paris: Atelier, 2005. Print.
- Morrison, Donald. « In Search of Lost Time». *Times Magazine*. 21 novembre 2007.
- Moulier-Boutang, Yves et Jérôme Vidal. « De la colonialité du pouvoir à l'Empire et vice versa », *Multitudes* 2006/3, 26.

- Moura, Jean-Marc. *Littératures francophones et théorie postcoloniale*. Ecritures francophones. Paris: Presses universitaires de France, 1999. Print.
- Muchielli, Laurent. *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*. Paris : La Découverte, 2002. Print.
- Ndiaye, Pap. *La condition noire: essai sur une minorité française*. Paris: Calmann-Lévy, 2008. Print.
- Noirel, Gérard. *Etat, nation et immigration: Vers une histoire du pouvoir*. Paris: Gallimard, 2005. Print.
- . *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle: discours publics, humiliations privées*. Paris: Fayard, 2007. Print.
- Nora, Pierre. *Les Lieux de mémoire*. Paris: Gallimard, 1984. Print.
- Négri, Antonio, et Michael Hardt. *Empire*. Cambridge: Harvard University Press, 2000. Print.
- Onana, Jean-Baptiste. *Sois nègre et tais-toi !* Paris : Editions Dutemps, 2007. Print.
- Papieau, Isabelle. *La construction des images dans les discours sur la banlieue parisienne*. Paris: Harmattan, 1996. Print.
- . *La banlieue de Paris dans la bande dessinée*. Paris: Harmattan, 2001. Print.
- . *Portraits de femmes du faubourg à la banlieue*. Paris: L'Harmattan, 2005. Print.
- Paquot, Thierry. *Banlieues: une anthologie*. Espace en société. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008. Print.
- Parinaud André. *Barbizon: les origines de l'impressionnisme*. Paris: A. Biro, 1994. Print.
- Passant, Raymond. *Banlieue de banlieue!* Paris: Ramsay, 1986. Print.
- Paulet, Jean-Pierre. *Les banlieues françaises*. Paris : Ellipses, 2004. Print.
- Peabody, Sue, et Tyler Edward Stovall. *The Color of Liberty: Histories of Race in France*. Durham: Duke University Press, 2003. Print.
- Péju, Paulette. *Les Harkis à Paris: dossier présenté par Paulette Péju*. Paris: F. Maspero, 1961. Print.
- Petident, Cécile, et Muriel-André Sourie. *Cités de femmes L'espoir maintenant*. Paris: Félin, 2002. Print.

- Peyrefitte, Alain. *C'était De Gaulle*, Paris : Fayard-Fallois, 1994. Print.
- Prévost, Walter. *Tristes banlieues*. Paris: Grasset, 1978. Print.
- Queffélec, Henri. *Le jour se lève sur la banlieue*. Paris : Grasset, 1954. Print.
- Raoult, Eric. *S.O.S. banlieues*. Paris: Editions L'Harmattan, 1993. Print.
- Rachline, Michel. *Tendre banlieue roman*. Paris: La Table Ronde, 1979. Print.
- Pétre-Grenouilleau, Olivier. *Les traites négrières: essai d'histoire globale*. Paris: Gallimard, 2004. Print.
- Puig, Stève. Interview avec Mohamed Razane. *Expressions Maghrébines. Au-delà de la littérature « beur » ? : nouveaux écrits, nouvelles approches critiques.*, vol. 7, no. 1. Dir. Hargreaves, Alec G., and Anne Marie Gans-Guinoune. Paris: Coordination Internationale des Chercheurs sur les Littératures Maghrébines, CICLIMli, 2008. Print.
- . Entretien avec Mabrouck Rachedi. *The French Review* 83.3 February 2011. Print.
- Rahmani, Zahia. *Musulman: roman*. Paris: Wespieser, 2005. Print.
- Renan, Ernest. « Qu'est-ce qu'une nation? » in *Œuvres complètes*, vol. 1. Paris: Calmann-Levy, 1947 [1882]).
- Ribbe, Claude. *Les nègres de la République*. Paris: Alphée, 2007. Print.
- Robin, Audrey. *Les filles de banlieue populaire: footballeuses et garçonnnes de cité, mauvais genre ou nouveau genre*. Paris: Harmattan, 2007. Print.
- Rocheftort, Christiane. *Les enfants d'abord*. Paris: Grasset, 1976. Print.
- Ross, Kristin. *Fast Cars, Clean Bodies: Decolonization and the Reordering of French Culture*. Cambridge, Mass: MIT Press, 1995. Print.
- Rouso, Henry, et Philippe Petit. *La hantise du passé*. Paris: Textuel, 1998. Print.
- Rude, Fernand. *Les Révoltes des canuts*. Paris: La Découverte, 2001. Print.
- Sagot-Duvaurox, Jean-Louis. *On ne naît pas noir, on le devient*. Paris : Albin Michel, 2004. Print.
- Saïdi, Hédi. *Mémoire de l'immigration et histoire coloniale*. Paris: Harmattan, 2007. Print.
- Sainte-Beuve, Charles-Augustin. *Causeries du lundi 15*. Paris: Garnier Frères, 1948. Print.

- Sapphire. *Push: A Novel*. New York: Alfred A. Knopf, 1996. Print.
- Sayad, Abdelmalek. *La double absence: des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris: Seuil, 1999. Print.
- . *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 1, L'illusion du provisoire*. Cours & travaux. Paris: Raisons d'agir, 2006. Print. Print.
- . *Les enfants illégitimes. 02*. Paris: Raisons d'agir éditions, 2006.
- Sebbar, Leïla, et Gilles Larvor. *Val-Nord fragments de banlieue*. Bezons: Au nom de la mémoire, 1998. Print.
- Sellal, Farida, et Malika Hachid. *Silences*. Alger: Casbah Editions, 2003. Print.
- Sellier, Henri. *Les Banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine*. Paris: M. Rivière et cie, 1920. Print.
- . Sellier, Henri. *La crise du logement et l'intervention publique en matière d'habitation populaire dans l'agglomération parisienne*. Paris: Imprimerie municipale, 1921. Print.
- Serouille, Albert. *Bezons à travers les âges*. Paris: Denoël, 1944. Print.
- Shakur, Tupac. *The Rose That Grew From Concrete*. New York: Pocket Books, 1999. Print.
- Slim, Iceberg, Jean-François Ménard, et Sapphire. *Pimp: mémoires d'un maquereau*. Paris: Points, 2008. Print.
- Soullignac, Françoise. *La banlieue parisienne : cent cinquante ans de transformations*. Paris: La Documentation française, 1993. Print.
- Savarèse, Eric. *Algérie la guerre des mémoires*. Paris: Non-lieu, 2007. Print.
- Shakur, Tupac. *The Rose That Grew from Concrete*. New York: Pocket Books, 1999. Print.
- Sorel, *Le puzzle de l'intégration: les pièces qui vous manquent : crise identitaire, violence, échec scolaire, discrimination positive, culpabilité des Français, droit du sol*, Paris, Mille et Une Nuits, 2007. Print.
- Stébé, Jean-Marc. *Que sais-je ? La Crise des Banlieues*. Paris: PUF, 2002. Print.
- Sternberg, Jacques. *La banlieue*. Paris: Julliard, 1961. Print.
- Stora, Benjamin. *La gangrène et l'oubli la mémoire de la guerre d'Algérie*. Cahiers libres. Paris: La Découverte, 1991. Print.

- . *Le transfert d'une mémoire de l'Algérie française au racisme anti-arabe*. Paris: Découverte, 1999. Print.
- Stora, Benjamin, et Thierry Leclère. *La guerre des mémoires la France face à son passé colonial*. Monde en cours. La Tour d'Aigues: Aube, 2007. Print.
- Smouts, Marie-Claude. *La situation postcoloniale*. Paris: les Presses de Sciences Po, 2007. Print.
- Stovall, Tyler Edward. *The Rise of the Paris Red Belt*. Berkeley: University of California Press, 1990. Print.
- Tarr, Carrie. *Reframing Difference: Beur and Banlieue Filmmaking in France*. Manchester: Manchester Univ. Pr, 2005. Print.
- Taubira-Delannon, Christiane. *L'esclavage raconté à ma fille*. Collection "Les mots à cœur". Paris: Bibliophane, 2002. Print.
- , et André Castaldo. *Codes noirs: de l'esclavage aux abolitions*. Paris: Dalloz, 2006. Print.
- . *Égalité pour les exclus: le politique face à l'histoire et à la mémoire coloniales*. Paris : Temps présent, 2009. Print.
- Tévanian, Pierre. *La République du mépris*. Paris: Découverte, 2007. Print.
- Terrasse, Jean-Marc et Virginie Linhart. *Génération beur, etc.: la France en couleurs*. Paris: Plon, 1989. Print.
- Thomas, Dominic. *Black France: Colonialism, Immigration, and Transnationalism*. Bloomington: Indiana University Press, 2007. Print.
- Thuram, Lilian. *C'est quoi une racaille ?* Paris : Michel Lafond, 2007. Print.
- , et Bernard Fillaire. *Mes étoiles noires: de Lucy à Barack Obama*. Paris: Rey, 2010. Print.
- Tirolien, Guy. *Balles D'or: Poèmes*. Paris: Présence Africaine, 1960. Print.
- Tissot, Sylvie. *L'État et les quartiers: genèse d'une catégorie de l'action publique*. Paris: Seuil, 2007. Print.
- Ungar, Steven, et Tom Conley. *Identity Papers Scenes of Contested Nationhood in Twentieth-Century France*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996. Print.
- Vergès, Françoise. *Abolir l'esclavage - une utopie coloniale: les ambiguïtés d'une politique humanitaire*. Paris: Michel, 2001. Print.

- Vieillard-Baron, Hervé. *Banlieue, ghetto impossible*. La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 1996. Print.
- . La crise des banlieues est-elle un phénomène européen ? *La Victoire*. 14 février 2007. <[http://www.cafe-geo.net/article.php3?id\\_article=1064](http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1064)>
- Villechaise-Dupont, Agnès. *Amère banlieue les gens des grands ensembles*. Partage du savoir. Paris: Grasset & Fasquelle/Le Monde de l'éducation, 2000. Print.
- Villon, François. *Poésies complètes*. Paris: le Livre de poche, 1972. Print.
- Vincennes, Jean de, et Pierre Lhande. *Le Bon Dieu dans le bled (en Seine-et-Oise)*: Préface de Pierre Lhande. 1929. Print.
- Voltaire. *Oeuvres complètes*. Tome 11, Vol. 1. Essai sur les moeurs. Paris: Garnier Frères, Librairies-Editeur, 1878.
- Wacquant, Loïc. *Parias urbains : Ghetto, banlieues, Etat*. Paris: La Découverte, 2006. Print.
- Walls, David. « Internal Colony or Internal Periphery? » dans *Colonialism in Modern America: The Appalachian Case*, sous la direction de Helen Matthews Lewis, Linda Johnson et Donald Askins (Boone, NC: Appalachian Consortium Press, 1978). Print.
- Weil, Patrick. *La république et sa diversité : Immigration, intégration, discrimination*. Paris : La république des idées, 2005. Print.
- Y.B. *Allah Superstar*. Paris : Grasset, 2003. Print.
- Yabiladi. « Entretien avec Mohamed Razane ». 23 juin 2006. <<http://www.yabiladi.com/article-interviews-106.html>>
- Yade-Zimet, Rama. *Noirs de France*. Paris : Calmann-Lévy, 2007. Print
- Zola, Emile. *Aux champs La banlieue, le bois, la rivière*. Paris: Rumeur des âges, 1994. Print.
- Zoubir, Latifa. *Je m'appelle Latifa: une intégration à la française*. Paris: Denoël, 2009. Print.

Appuis théoriques :

Amin, Samir. *L'eurocentrisme critique d'une idéologie*. Paris: Anthropos, 1988. Print.

Balibar, Etienne, et Immanuel Maurice Wallerstein. *Race, nation, classe: les identités ambiguës*. Paris: La Découverte, 1988. Print.

Bhabha, Homi K. *The Location of Culture*. London: Routledge, 1994. Print.

Bourdieu, Pierre. *Choses dites*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1987. Print.

---. *La misère du monde*. Paris: Seuil, 1993. Print.

Certeau, Michel de, Luce Giard, Pierre Mayol, et Luce Giard. *L'invention du quotidien*. Paris: Gallimard, 1990. Print.

Deleuze, Gilles, et Félix Guattari. *Kafka: pour une littérature mineure*. Collection "Critique". Paris: Éditions de Minuit, 1975. Print.

Derrida, Jacques. Discours prononcé lors du colloque « 17 et 18 octobre 1961 : massacres d'Algériens sur ordonnance ? » en octobre 2000.

---. *Voyous*. Paris: Galilée, 2003. Print.

Foucault, Michel. *Surveiller et punir: naissance de la prison*. Paris: Gallimard, 1975. Print.

---. *Il faut défendre la société*. Paris: Gallimard, 1997. Print.

Glissant, Édouard. *Le Discours Antillais*. Paris: Seuil, 1981. Print.

Halbwachs, Maurice. *La Mémoire collective*. Paris: Presses universitaires de France, 1968. Print.

Lefèbvre, Henri. *Le droit à la ville: suivi de Espace et politique*. Collection Points, 52. Paris: Anthropos, 1972. Print.

----. *La production de l'espace*. Paris: Anthropos, 1974. Print.

Memmi, Albert. *Portrait du colonisé: précédé du Portrait du colonisateur*. Paris: Ed. Buchet/Chastel, Correa, 1957. Print.

Saïd, Edward. *Orientalism*. New York: Pantheon Books, 1978. Print.

Spivak, Gayatri Chakravorty. *A Critique of Postcolonial Reason: Toward a History of the Vanishing Present*. Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1999. Print.

Filmographie, documentaires, et CD :

- Benguigui, Yamina. *Mémoires d'immigrés l'héritage maghrébin*. Paris: Bandits, 1997.
- . *Inch'allah Dimanche*. S.l.: Filmmovement, 2002.
- . *Le plafond de verre*. S.l: MK2 éditions, 2004.
- , Philippe Dupuis-Mendel, Marc Ladreit de Lacharrière, et Souad Massi. *9/3, mémoire d'un territoire*. Paris: Zylo, 2010.
- Besson, Luc, Pierre Morel, Bibi Naceri, David Belle, Cyril Raffaelli, and Tony D'Amario. *Banlieue 13*. Los Angeles, CA: Magnolia Home Entertainment, 2006.
- Blanchard, Pascal et Juan Gélas. *Noirs de France*. France Télévisions, 2011.
- Chibane, Malik. *La trilogie urbaine: Hexagone ; Douce France ; Voisins Voisines*. S.l.: prod., 2001
- Faucon, Philippe, et Soraya Nini. *Samia*. Paris: Editions Montparnasse, 2002.
- Guène, Faïza. *Mémoires du 17 Octobre*. Paris: Association les Engraineurs, 2002.
- Kassovitz, Mathieu. *La Haine*. London: Optimum Releasing, 2004.
- Médine. *Table D'écoute: 2*. Charleville-Mézières: Din records, 2011. Sound recording
- Ngatcha, Arnaud, et Jérôme Sesquin. *Noirs: L'identité au cœur de la question noire*. Paris: Editions Montparnasse, 2008.
- Panijel, J. *Octobre à Paris*. 35 mm, 70 min. Paris: J. Panijel and Comité Maurice Audin, 1962.
- Richet, Jean-François. *Ma 6-T va crack-er*. France: Actes Prolétariens, 1997.
- Miské, Karim. *Musulmans de France: de 1904 à nos jours*. Paris: France Télévisions, 2010.